

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 25 JUIN 2025
PROCÈS VERBAL

La séance est ouverte à 20h00 par Monsieur Olivier DOSNE, Maire, qui procède à l'appel des membres présents, et constate que le quorum est atteint.

M. le Maire : Mesdames et Messieurs, nous vous souhaitons bien évidemment la bienvenue pour ce dernier conseil de l'année scolaire, qui se termine très prochainement, et nous vous remercions pour votre présence.

Je tiens tout d'abord à vous informer d'une précision concernant l'ordre de la délibération : la délibération numéro 18, portant sur la convention de cession à titre gracieux entre la Métropole du Grand Paris et la commune de Joinville-le-Pont d'une torche olympique ou paralympique, sera examinée en dernier, après la délibération numéro 34. Il en est de même pour les délibérations 23 et 24, dont le rapporteur est modifié et sera Monsieur Stephan Sylvestre. Enfin, le groupe JAJI va présenter un vœu que vous retrouverez sur table. Faites-nous savoir si vous ne l'avez pas, il sera abordé juste avant les questions orales.

Pour débiter cette séance, je tenais à informer les membres du Conseil municipal que l'enquête ouverte en lien avec le projet de la ZAC a été classée sans suite par le procureur de la République du tribunal judiciaire de Créteil. Je souhaite préciser qu'il est évident que je n'ai pas bénéficié d'un accompagnement financier de la mairie. Je ne l'ai pas demandé, tout comme je ne le demanderai pas pour la série de plaintes qui sera déposée prochainement à l'encontre d'un certain nombre de Joinvillais — possiblement aussi des élus — en raison de propos tenus ou enregistrés dans des tribunes.

Je ne suis pas surpris, mais je voulais tout de même vous en parler. Je suis soulagé que mes explications aient été entendues aussi rapidement par la justice, à la disposition de laquelle je m'étais rendu dès la révélation de cette prétendue affaire — qualifiée « d'affaire » par mes « amis » qui me veulent du bien — qui avait été portée à ma connaissance pendant les fêtes de Noël. Ce fut un beau cadeau... Je remercie vraiment ceux qui en sont à l'initiative.

Après avoir communiqué l'ensemble des documents demandés et avoir été entendu, comme je l'avais sollicité en mars dernier, j'ai donc été entendu pendant 10 heures par la brigade financière. Je me souviendrai éternellement de ces 10 heures d'audition au tribunal de Paris. Il est évident, que ça déclenche automatiquement de mon fait certaines réponses et procédures qui seront très fortes. Il aura donc fallu une audition le 18 mars dernier, un classement sans suite le 14 avril — soit trois semaines plus tard. Tout cela pour cela. Je remercie bien évidemment le parquet de Créteil et les autorités judiciaires. Je remercie également ma famille, qui a été extrêmement touchée, ainsi que moi-même — je m'exprimerai bientôt plus en détail sur cette souffrance pour laquelle je demanderai réparation financière aux auteurs. Parce que les élus de la République doivent être respectés et ce ne sont pas des machines à subir des dénonciations que je qualifierais de calomnieuse ou inventées de toute part, ou romancées tel cela a été le cas. La conclusion, qu'elle plaise ou non à ceux qui se complaisent dans la récupération politique, est qu'il n'y avait aucun motif de me reprocher une quelconque infraction. Je n'ai jamais eu, et n'aurai jamais, d'autres objectifs que de servir l'intérêt des Joinvillais — évidemment — contrairement à ce qui a pu être colporté, massivement et largement diffusé par certains, y compris dans cette salle, et à l'encontre desquels, je le rappelle, je n'exclus aucune action judiciaire. Ce n'est pas que j'exclus : je vais intenter des actions judiciaires.

Je remercie enfin les élus de la majorité — dans leur majorité — qui m'ont apporté, dès les premières heures, leur soutien. Comme un grand grand nombre de Joinvillais, ils n'ont jamais douté de ma probité. Ils me font confiance, me témoignent leur amitié depuis des semaines, des années, et ont compris combien j'avais été éprouvé.

Voilà. Nous allons maintenant débiter ce Conseil municipal. Pardon ? Non, il n'y a pas de réaction. C'est un communiqué personnel. Vous réagirez plus tard, monsieur. Je n'ai pas réagi à vos tribunes, je n'ai pas réagi à tout ça, je n'ai pas... Ouais. Allez-y, tiens, je vous écoute.

M. RENUCCI : Merci, Monsieur le Maire, de me donner la parole. Je tiens à apporter une précision à

ce que vous avez dit, et à ce qui a été exactement mentionné par le parquet et tel que c'était relaté dans l'article de presse, notamment celui du Parisien. Il y est bien écrit, je cite : « *infraction insuffisamment caractérisée* ». Qu'est-ce que ça veut dire ? Cela peut vouloir dire que les faits ne sont pas assez probants — première hypothèse. Cela peut aussi signifier que la plainte a été mal rédigée — deuxième hypothèse. Ou encore que la personne ayant porté plainte ne s'est pas appuyée sur des faits suffisamment clairs, donc que nous ne nous sommes pas attaqués aux bons éléments, ou que le juge n'a pas bien compris les ressorts de l'affaire et en quoi cela posait problème. Cela ne veut donc pas dire que les faits ne pourraient pas être établis ou qu'il y aurait une quelconque reconnaissance d'innocence. Cela signifie simplement que les éléments présentés contre vous n'étaient pas suffisamment probants pour que les juges puissent aller plus loin. Il est important de préciser les termes juridiques.

M. le Maire : Monsieur le procureur de l'opposition, je vous remercie pour votre position. Je vous rappelle simplement qu'il y aura eu quatre ans d'enquête, que je n'avais pas été informé de la plainte, et qu'une fois de plus, vous chargez — j'en prends note puisque c'est enregistré. Vous vous donnez bonne presse, comme d'habitude. Moi, je dors bien. Peut-être que vous, vous dormirez un peu moins bien — je ne sais pas, nous verrons. Mais franchement, vos propos sont plutôt déshonorants... pour vous.

D'autres remarques ? Peut-être que certains élus souhaitent s'exprimer ? Je n'en sais rien, mais oui, ce serait peut-être utile.

Mme. TOLLARD : Il serait peut-être bien de ne pas, une fois de plus, en rajouter. Monsieur le Maire s'est expliqué, il a dit les choses. L'enquête a été instruite, une réponse a été donnée. Stop ! À un moment donné, nous ne remettons pas une pièce dans la machine pour répéter les choses encore et encore... Stop ! Le juridique, c'est une chose. Mais il y a aussi de l'humain. Il y a aussi de l'humain.

M. SELLAM : Monsieur le Maire, sachez que vous avez tout le soutien de la majorité. Nous avons toujours su que vous étiez innocent, que vous avez toujours œuvré pour Joinville-le-Pont avec sérieux et engagement, et que vous avez fait preuve d'une grande probité. Vous avez donc notre soutien à toutes et à tous ici.

M. le Maire : Bon, merci. Merci. De toute façon, nous savons bien que nous n'aurons jamais le soutien du camp d'en face, dont les propos rappellent de bien tristes périodes de l'histoire de France. C'est tout de même ahurissant. Voilà.

Nous allons maintenant passer à la désignation du secrétaire de séance.

Ah, oui, il y a un point supplémentaire que je n'avais pas encore annoncé : l'attribution d'une subvention exceptionnelle à la Fédération Française Handisport – cyclisme sourd – délibération n°35, qui sera présentée tout à l'heure par Chantal ALLAIN. S'il n'y a pas d'objection, nous la mettons sur table pour tout à l'heure.

1 . Désignation du secrétaire de séance

Je vous propose de désigner Monsieur Maxime OUANOUNOU comme secrétaire de séance.

Principaux textes réglementaires	- article L2121-15 du code général des collectivités territoriales.
----------------------------------	---

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Chantal DURAND donne procuration à Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Chantal ALLAIN donne procuration à Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Brahim BAHMAD donne procuration à Madame Liliane REUSCHLEIN, Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Je vous propose M. Maxime OUANOUNOU. Qui est contre ? Qui s'abstient ? M. Maxime OUANOUNOU est secrétaire de séance.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : Désigne Monsieur Maxime OUANOUNOU comme secrétaire de séance.

2 . Approbation du procès-verbal de la séance du 8 avril 2025

Je vous propose de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 8 avril 2025.

Principaux textes réglementaires	- article L2121-15 du code général des collectivités territoriales
----------------------------------	--

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Chantal ALLAIN donne procuration à Madame Stéphanie BRANCO, Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Est-ce que vous avez des remarques particulières ? Non, alors je propose de l'approuver. Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : Approuve le procès verbal de la séance du 8 avril 2025

3 . Compte-rendu de la délégation au Maire au titre du L2122-22 du CGCT

Depuis le dernier Conseil municipal, j'ai été amené à :

- conclure plusieurs marchés et avenants ;
- résilier un marché ;
- engager des actions en défense ;
- demander des subventions ;
- autoriser des louages de choses ;
- procéder à la délivrance et à la reprise de concessions de cimetière.

Ces décisions sont détaillées dans les tableaux annexés à la présente délibération.

Principaux textes réglementaires	- article L2122-22 du code général des collectivités territoriales. - délibération n°6 du 4 juillet 2020.
Principaux documents de référence	- tableau des décisions prises par le Maire en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Chantal DURAND donne procuration à Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Comme à mon habitude, je vais vous faire un petit compte rendu. À ce titre, je souhaitais vous souligner quelques décisions qui ont été prises depuis le dernier Conseil municipal.

837 000 euros ont ainsi été alloués pour les travaux d'aménagement du spot inauguré avec un grand succès dimanche dernier. Depuis lors, la fréquentation ne faiblit pas.

Nous avons également déposé une demande de subvention auprès de l'Agence nationale du sport et de la Métropole du Grand Paris pour notre troisième gymnase. La pose de la première pierre est prévue pour la rentrée.

Avez-vous des questions concernant les mesures que nous vous avons présentées ? Non ? Donc nous prenons acte. À l'unanimité ? Je vous remercie.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : Prend acte des décisions prises par le Maire ou, le cas échéant, par l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales, par l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L .2122-18 du Code général des collectivités territoriales, par l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L2122-17 du code précité, dans les cadre de l'article L.2122-22 du même code et en vertu de la délégation d'attribution accordée par la délibération n°6 du 4 juillet 2020.

Liste des marchés conclus						
Type de marché	Objet du marché	Attributaire	Code postal	Montant € HT	Durée	Date de signature
Service	Assistance pour la passation de marchés d'assurance dommages-ouvrage et tous risques chantier pour la construction d'un complexe sportif couvert	AFC Consultants	84000	Prix global et forfaitaire (tranche ferme) : 5 250 € HT Prix global et forfaitaire de la tranche optionnelle 1 : 2 250 € HT	Les différentes phases du marché seront exécutées dans les délais proposés par le titulaire et dans le respect des prescriptions mentionnées dans le CCP. Le point de départ de ces délais commence à la notification du marché, soit le 07/03/2025. Les marchés devront être notifiés avant l'ouverture du chantier.	03/03/2025
Service	Maintenance des réseaux de ventilation de cuisine et de laverie des bâtiments de la Ville	GUERRAULT MAINTENANCE	94300	5 580 € HT par an	1 an à compter du 11/03/2025 reconductible tacitement 3 fois un an	11/03/2025
Service	Dératisation et désinsectisation des bâtiments communaux	AXONAISE 3D	2700	10 000 € HT par an	1 an à compter du 17/03/2025 reconductible tacitement 2 fois un an	17/03/2025
Service	Entretien des bacs à graisse dans les bâtiments communaux	A.C.D.F	75012	7 560 € HT par an	1 an à compter du 17/03/2025 reconductible tacitement 2 fois un an	17/03/2025
Service	Spectacle "4 chevelures persanes"	Le Concert Impromptu	94200	5 100 € HT	Le 04/05/2025	19/03/2025
Service	Spectacle "Guinguette Comedy Club"	Association "Tout le monde est fou"	94340	1 750 € HT	Le 04/04/2025	20/03/2025
Service	Entretien et maintenance portes, portails automatiques ou semi-automatiques, rideaux métalliques	FBI Electricité	94120	8 800 € HT par an	1 an à compter du 20/03/2025 reconductible tacitement 2 fois un an	20/03/2025
Service	Maintenance et fourniture de pièces détachées des systèmes de brumisation installés dans les parcs et les écoles	TERIDEAL SEGEX ENERGIES	91320	5 422,17 € HT par an	1 an à compter du 24/03/2025 reconductible tacitement trois fois un an	24/03/2025
Service	Vérification des points d'ancrage et lignes de vie installés sur les bâtiments communaux	SOCOTEC EQUIPEMENTS	78182	1 522,48 € HT par an	1 an à compter du 24/03/2025 reconductible tacitement trois fois un an	24/03/2025
Service	Entretien et maintenance des bornes escamotables et barrières levantes installées sur la commune	APBMS	95670	2 900 € HT par an	1 an à compter du 26/03/2025 reconductible tacitement trois fois un an	26/03/2025
Travaux	Remplacement de la colonne d'eau glacée à l'hôtel de ville	AKF Plomberie et Services	75012	98 538 € HT	10 semaines à compter de la notification du bon de commande	26/03/2025
Service	Location et maintenance de photocopieurs	Konica Minolta Business Solutions	78420	93 036,91 € HT	Du 01/07/2025 au 30/06/2029	22/04/2025
Service	Spectacle "Dans la brume sauvage de la forêt perdue"	LA LOGGIA	35380	1 804,70 € HT	Le 24/05/2025	30/04/2025
Service	Spectacle "Nuée"	Théâtre Halle Roublot	94120	4 566,99 € HT	Le 22/06/2025	06/05/2025

Liste des avenants									
Type de marché	Objet du marché	Avenant n°	Objet de l'avenant	Atributaire	Code postal	Montant € HT du marché initial	Montant € HT de l'avenant	Durée	Date de signature de l'avenant
Travaux	Travaux d'électricité dans les bâtiments	1	Modification du CCAP pour modifier la fréquence d'application de la clause de révision des prix (passage d'une révision semestrielle à une révision annuelle)	FBI ELECTRI-CITE	94120	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum et avec les maximums suivants : - Pour le CCAS : un maximum de 400 000 € HT pour l'ensemble de la durée du marché ; - Pour la Ville : un maximum de 2 000 000 € HT pour l'ensemble de la durée du marché.	Sans incidence	Sans incidence	11/02/2025
Service	Missions de CT, CSPS et SSI - Lot 3 Missions de SSI	1	Correction de la clause de révision des prix	CAP-SSI	78990	Accord-cadre à bons de commande multi-attributaire sans minimum et avec un maximum de 135 000 € HT pour toute la durée de vie de l'accord-cadre.	Sans incidence	Sans incidence	03/03/2025
Travaux	Travaux de maçonnerie et gros œuvre dans les bâtiments	2	Modification du CCAP pour modifier la fréquence d'application de la clause de révision des prix (passage d'une révision semestrielle à une révision annuelle)	Société BRIAND	94350	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum et avec les maximums suivants : - Pour le CCAS : un maximum de	Sans incidence	Sans incidence	04/03/2025
Service	Missions de CT, CSPS et SSI - Lot 2 Missions de CSPS	2	Correction de la clause de révision des prix	APAVE	92400	Accord-cadre à bons de commande multi-attributaire sans	Sans incidence	Sans incidence	05/03/2025
Service	Missions de CT, CSPS et SSI - Lot 2 Missions de CSPS	1	Correction de la clause de révision des prix	ARC 77	77130	Accord-cadre à bons de commande multi-attributaire sans	Sans incidence	Sans incidence	11/03/2025
Service	Missions de CT, CSPS et SSI - Lot 3 Missions de SSI	1	Correction de la clause de révision des prix	BATISS	94200	Accord-cadre à bons de commande multi-attributaire sans	Sans incidence	Sans incidence	11/03/2025
Travaux	Travaux de construction d'un bâtiment à structure préfabriquée à l'école élémentaire Jean-Jacques Gressier Lot 1	1	Transfert du marché de la société ENP à la société PROMOFI en raison de la vente du fonds de commerce de ENP à PROMOFI	PROMOFI	94100	Prix global et forfaitaire : 145 230,00 € HT	Sans incidence	Sans incidence	26/03/2025

Travaux	Travaux de construction d'un bâtiment à structure préfabriquée à l'école élémentaire Jean-Jacques Gressier Lot 2	1	Transfert du marché de la société ENP à la société PROMOFI en raison de la vente du fonds de commerce de ENP à PROMOFI	PROMOFI	94100	Prix global et forfaitaire : 182 805,00 € HT	Sans incidence	Sans incidence	26/03/2025
Travaux	Travaux d'aménagement d'un espace ludo-sportif sous le viaduc de l'autoroute	1	Modification des pièces contractuelles pour modifier le délai d'exécution des travaux et intégrer la possibilité de réaliser une réception partielle	Playgones	38110	Prix global et forfaitaire : 837 804,00€ HT	Sans incidence	Le marché est conduit pour une durée maximum de 4 mois (hors préparation de chantier)	07/04/2025
Service	Exploitation, maintenance et gros entretien de la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire des bâtiments communaux et du CCAS	1	Augmentation du montant maximum du poste 5 (prestations ponctuelles de modification, d'extension ou de suppression d'installation)	Engie Energie et Services (Engie Solutions)	92930	Prix annuel global et forfaitaire du poste P2 : 37 834,39 € HT Prix annuel global et forfaitaire du poste P3 : 28 945,47 € HT Egalement une partie à bons de commande mono-attributaire	89 000 € HT	Sans incidence	15/04/2025
Service	Travaux divers sur les espaces verts de la Commune	2	Ajout d'une ligne au BPU	Société Parisienne d'Elagage	94500	bons de commande mono-attributaire avec un caractère de	Sans incidence	Sans incidence	15/04/2025

Frais et honoraires d'avocats, notaires, huissiers de justice et experts					
Type de frais (avocats, notaires...)	Prestataire	Objet	Montants TTC	Date de la décision	Date de décision
Avocats	Symchowicz-Weissberg & Associés	Note et assistance juridique en droit public (reprise en régie)	11 880,00	03/04/2025	03/04/2025
Avocats	Symchowicz-Weissberg & Associés	Note sur un sujet du droit de la fonction publique territoriale	5 832,00	11/03/2025	11/03/2025

Actions en justice ou défense de la commune			
Actions en justice			
Type de recours	Objet du Recours	Date introduction	Tribunal concerné
contestation titre exécutoire	contestation titre exécutoire	15/05/2025	Tribunal du stationnement payant
contestation FPS	contestation FPS	15/05/2025	Tribunal du stationnement payant
contestation titre exécutoire	contestation titre exécutoire	13/05/2025	Tribunal du stationnement payant
contestation du titre exécutoire	contestation du titre exécutoire	16/06/2025	Tribunal du stationnement payant
contestation du titre exécutoire	contestation du titre exécutoire	16/06/2025	Tribunal du stationnement payant

Demandes de suventions			
Objet	Montant demandé	Organisme	date de la demande
Construction d'un complexe sportif couvert boulevard des Alliés - Installation de panneaux solaires	82 658 €	Fonds Energies - Métropole du Grand Paris	11/04/2025
Construction d'un complexe sportif couvert boulevard des Alliés	673 547 €	Agence Nationale du Sport - Dispositif 2025 – Plan 5 000 équipements – Génération 2024	13/05/2025
Travaux d'installation d'une borne fontaine Square Palissy	8 000 €	Région Ile de France - Création d'Ilot de fraîcheur	14/05/2025
Décision de demande d'attribution	3 999 €	Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France	29/04/2025

Louage de choses						
Objet de la convention	Adresse	Titulaire	Montant (€)	Date d'effet	Durée	Date de signature
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	GUILLONNET	315	31/04/25	1 semaine	01/04/25
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	LANGLAIS	315	07/04/25	1 semaine	06/04/25
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	PAZU LE CHAT COUTURIER	295	14/04/25	1 semaine	10/04/25
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	GALERIE ASSOCIATIVE MIMA	300	21/04/25	2 semaines	10/04/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	MALKIA HOME	157,5	05/05/25	1 semaine	06/05/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	ETIKAL BOHEME	157,5	05/05/25	1 semaine	06/05/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	ABY GARDNER	315	12/05/25	1 semaine	13/05/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	HAPPY GARDEN HD CREATIONS	315	19/05/25	1 semaine	20/05/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	LES PETITS POIS SUCRES	315	19/05/25	1 semaine	20/05/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	TIM ET NAT	315	26/05/25	1 semaine	26/05/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	LANGLAIS	315	02/06/25	1 semaine	02/06/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	ORINIMO CREATIONS	315	09/06/25	1 semaine	09/06/2025
boutique éphémère	5 allée Henri Dunant	ACTU SHOP	315	16/06/25	1 semaine	16/06/2025

Délivrance et reprises de concessions de cimetière				
Emplacement	Type : délivrance/reprise	Date	Titulaire	Durée
PF/236	Renouvellement	02/04/2025	V	30 ans
13/5	Renouvellement	10/04/2025	R	30 ans
30/13	Renouvellement	17/04/2025	B	30 ans
26/59	Renouvellement	06/05/2025	C	30 ans
26/17	Renouvellement	13/05/2025	B	30 ans
8BIS/149	Renouvellement	23/05/2025	B	30 ans
15/23	Renouvellement	23/05/2025	G	30 ans
6/59	Renouvellement	03/04/2025	M	15 ans
8/96	Renouvellement	10/04/2025	B	15 ans
15/62	Renouvellement	28/04/2025	L	15 ans
28/15	Renouvellement	05/05/2025	P	15 ans
8BIS/114BIS	Renouvellement	13/05/2025	T	15 ans
33/F/3	Renouvellement	13/05/2025	L	30 ans
32/C/2	Renouvellement	13/05/2025	F	10 ans
20/20bis	Achat	05/05/2025	P	30 ans
7/107	Achat	21/05/2025	P	30 ans
5/68	Achat	23/05/2025	G	15 ans
34/O/1	Achat	31/03/2025	L	10 ans

4 . Budget principal de la commune - Adoption du Compte financier unique 2024

Le Compte Financier Unique retrace l'ensemble des mouvements réalisés en fonctionnement et en investissement entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, tant en dépenses qu'en recettes.

Pour mémoire, le Compte Financier Unique est une fusion du compte de gestion présenté par le Comptable public et du compte administratif produit par l'ordonnateur (Le Maire). Il a été adopté pour la première fois lors de la séance du conseil municipal du 13 juin 2023.

Je vais donc vous présenter le Compte Financier Unique relatif à l'exercice 2024 qui présente les résultats suivants :

Réalisations 2024	Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	40 612 297,96	41 492 816,40	880 518,44
Section d'investissement	26 454 882,23	21 281 973,78	- 5 172 908,45
Total	67 067 180,19	62 774 790,18	- 4 292 390,01

Restes à réaliser 2024	Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
Section d'investissement	3 317 472,77	1 392 431,31	- 1 925 041,46
Total	3 317 472,77	1 392 431,31	- 1 925 041,46

Résultats antérieurs reportés	Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement		4 219 798,34	4 219 798,34
Section d'investissement		5 847 148,98	5 847 148,98
Total		10 066 947,32	10 066 947,32

Résultat global de clôture (réalisations + restes à réaliser + résultats antérieurs reportés)	Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	40 612 297,96	45 712 614,74	5 100 316,78
Section d'investissement	29 772 355,00	28 521 554,07	- 1 250 800,93
Total	70 384 652,96	74 234 168,81	3 849 515,85

SECTION DE FONCTIONNEMENT

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

En 2024, les dépenses de la section de fonctionnement s'établissent à 40 612 297,96 € soit un taux de réalisation de 99,76% hors virement à la section d'investissement.

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont exécutées pour un montant de 35 927 810,42 € , soit un taux de réalisation de 96,11% des crédits budgétaires (+ 1 794 888,39 € / 2023).

Les dépenses de cette section sont constituées par :

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU 2024 / CFU 2023 %
011 CHARGES A CARACTÈRE GÉNÉRAL	8 597 052,06	8 214 626,16	9 817 163,20	9 160 038,04	10 698 645,51	10 208 092,36	95,41%	1 048 054,32	11,44%
012 CHARGES DE PERSONNEL	18 797 362,55	18 782 803,69	19 126 379,61	19 018 785,75	20 088 052,00	19 688 621,85	98,01%	669 836,10	3,52%
014 ATTÉNUATION DE PRODUITS	1 933 394,00	1 923 943,43	1 963 394,00	1 918 236,05	1 963 394,00	1 918 812,85	97,73%	576,80	0,03%
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 688 346,10	3 647 772,28	3 956 854,44	3 747 037,19	4 237 427,79	3 764 781,38	88,85%	17 744,19	0,47%
66 CHARGES FINANCIÈRES	223 588,18	218 412,47	267 975,42	259 260,15	266 570,00	219 417,29	82,31%	-39 842,86	-15,37%
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000,00	2 900,65	10 000,00	1 560,67	78 625,00	78 084,69	99,31%	76 524,02	4903,28%
68 PROVISION			28 004,18	28 004,18	50 000,00	50 000,00	100,00%	21 995,82	78,54%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	33 249 742,89	32 790 458,68	35 169 770,85	34 132 922,03	37 382 714,30	35 927 810,42	96,11%	1 794 888,39	5,26%
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	9 173 463,47		2 764 899,17		4 312 249,43				
042 OPÉRATIONS D'ORDRE	2 158 224,00	2 163 798,20	3 233 260,94	11 033 626,94	3 327 000,00	4 684 487,54	140,80%	-6 349 139,40	-57,54%
Total des dépenses de fonctionnement	44 581 430,36	34 954 256,88	41 167 930,96	45 166 548,97	45 021 963,73	40 612 297,96	90,21%	-4 554 251,01	-10,08%

Les charges à caractère général (Chapitre 011) : 10 208 092,36 €

Deuxième poste budgétaire des dépenses de fonctionnement les charges à caractère général progressent de +11,44% (+ 1 048 054,62€) par rapport à 2023.

Malgré un recul sensible de l'inflation, la commune a dû composer avec des augmentations de coûts, pour certaines encadrées par des révisions dans le cadre de marchés publics, pour d'autres liées aux coûts de production répercutées par les prestataires.

Parmi les hausses significatives nous pouvons noter :

- + 303 K€ sur le contrat de restauration scolaire (dont 68k€ de protocole transactionnel / imprévision)
- + 226 K€ d'entretiens divers (bâtiments, voirie, véhicules, maintenances diverses)
- + 194 K€ sur les fluides (consommation d'électricité et de gaz)
- + 154 K€ de fournitures diverses (entretien, petit équipement...)
- + 73 K€ en fêtes et cérémonies (animations autour du passage de la flamme olympique)
- + 29 K€ de frais de transport (marché de location de cars)
- + 29 K€ de frais de nettoyage (marché de nettoyage des locaux)

Les charges de personnel (Chapitre 012) : 19 688 621,85 €

La progression des dépenses de ce chapitre est de +3,52% par rapport à 2023 (+669 836,10 €).

Les dépenses de personnel représentent 54,8% des dépenses réelles de fonctionnement.

Aux traditionnelles hausses liées aux évolutions de carrières se sont ajoutées :

- La charge en année pleine de la hausse du point d'indice de juillet 2023
- La hausse de 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024 pour l'ensemble des fonctionnaires
- La hausse d'1 point de cotisation de la part patronale de CNRACL
- La prise en charge en année pleine du remboursement des titres de transport à hauteur de 75%
- La hausse de 20 K€ de l'assurance statutaire

Les atténuations de produits (Chapitre 014) : 1 918 812,85 €

Ce chapitre est stable par rapport à 2023 +0,03% (+ 576€) et regroupe les divers prélèvements subis par la commune dans le cadre de la péréquation intercommunale.

- 1 436 K€ pour le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)
- 467 K€ pour le Fonds de Péréquation Intercommunale et Communale (FPIC)

Enfin la commune s'est acquittée de la somme de 14 k€ au titre de l'article 55 de la loi SRU pour insuffisance de logements sociaux.

Les autres charges de gestion courante (Chapitre 65) : 3 764 781,38 €

Ce chapitre est en très légère hausse +0,47% (+17 744,19€) par rapport à 2023, il regroupe principalement les diverses subventions versées par la commune :

- 989 K€ de subvention d'équilibre au Centre Communal d'Action sociale (-105k€ par rapport à 2023)
- 966 K€ de subventions aux associations locales (+28K€ par rapport à 2023)
- 98 K€ de subvention d'équilibre au budget annexe du Cinéma (+23k€ par rapport à 2023)

Ainsi que :

- La contribution versée au territoire Paris Est Marne et Bois dans le cadre du Fonds de Compensation des Charges Territoriales pour 676 K€ (-70K€ par rapport à 2023)
- La participation aux frais de fonctionnement de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris (BSPP) pour 417 K€ (+10 K€ par rapport à 2023).
- La contribution Vélib / Autolib pour 25 K€ (-28K€ par rapport à 2023)

Enfin s'ajoutent à ces dépenses :

- Les indemnités, cotisations et frais des élus pour 248 K€ (+4 K€ par rapport à 2023)
- Les redevances informatiques et acquisitions de logiciels pour 149 K€ (+57 K€ par rapport à 2023)
- Les frais de scolarité des enfants joinvillais scolarisés hors commune pour 14 K€
- Les frais de participation de la commune aux entrées des joinvillais à la piscine de Nogent-sur-Marne pour 11 K€

Les charges financières (Chapitre 66) :

3 764 781,38€

€

Les frais financiers sont en recul de 50 K€ par rapport à 2023, avec un taux moyen d'encours de 1,21% contre 1,61% en 2023.

Les charges exceptionnelles (Chapitre 67) :

78 084,69 €

Sont comptabilisées sur ce chapitre les annulations de titre de recettes émis sur les exercices antérieurs.

Dotations aux provision (Chapitre 68) :

50 000,00 €

Ce montant correspond à la constitution de provision pour créances douteuses.

Les dépenses d'ordre (Chapitre 042) :

4 684 487,54 €

Pour rappel les dépenses d'ordre correspondent à des écritures comptables sans décaissement ni encaissement qui n'influent donc pas sur le niveau de la trésorerie.

Ces dépenses sont regroupées en 2 catégories, d'une part les dotations aux amortissements liées aux dépenses d'équipements qui représentent 3 300 K€ et d'autre part le produit de cessions pour un montant de 1 384 K€ correspondant à :

- 450 K€ pour la vente du dépôt Lurot
- 930 K€ pour la vente du terrain au 57 quai de la Marne
- 4 K€ pour la vente d'un véhicule

Le virement à la section d'investissement (Chapitre 023) ne donne lieu à aucune réalisation il s'agit d'une écriture permettant l'équilibre du budget.

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

En 2024, les recettes de gestion s'élèvent à 39 784 984,50 € pour un taux de réalisation de 100,20%.

Ces recettes sont en hausse de + 2,66% par rapport à 2023.

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / CFU %
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	147 300,00	159 346,68	120 000,00	101 039,61	100 000,00	41 958,29	41,96%	-59 081,32	-58,47%
70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTE	4 319 069,38	4 264 126,14	4 490 260,90	4 701 470,69	4 690 261,00	5 040 783,15	107,47%	339 312,46	7,22%
73 IMPÔTS ET TAXES	27 344 072,00	27 790 809,26	28 777 670,89	28 840 391,71	29 651 248,00	29 518 293,15	99,55%	677 901,44	2,35%
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	4 624 161,18	4 885 317,60	4 675 506,73	4 709 548,49	4 889 686,00	4 802 785,59	98,22%	93 237,10	1,98%
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	290 138,00	312 894,78	307 798,00	401 259,98	374 287,39	381 164,32	101,84%	-20 095,66	-5,01%
Total des recettes de gestion des services	36 724 740,56	37 412 494,46	38 371 236,52	38 753 710,48	39 705 482,39	39 784 984,50	100,20%	1 031 274,02	2,66%
76 PRODUITS FINANCIERS		0,30			111 900,00	202 150,00	180,65%		
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS		16 829,41		7 830 750,00		1 394 956,90		-6 435 793,10	-82,19%
78 REPRISE DE PROVISION	27 404,18	27 404,18	7 817,00	7 817,00	27 783,00	27 783,00	100,00%	19 966,00	255,42%
Total des recettes financières	27 404,18	44 233,89	7 817,00	7 838 567,00	139 683,00	1 624 889,90	1163,27%	-6 415 827,10	-79,27%
Total des recettes réelles de fonctionnement	36 752 144,74	37 456 728,35	38 379 053,52	46 592 277,48	39 845 165,39	41 409 874,40	103,93%	-5 384 553,08	-11,12%
042 OPÉRATIONS D'ORDRE	4 236 590,00	4 233 199,81	972 186,00	969 603,00	957 000,00	82 942,00	8,67%	-886 661,00	-91,45%
002 EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT ANTÉRIEUR	3 592 695,62		1 816 691,44		4 219 798,34	4 219 798,34	100,00%	4 219 798,34	
Total des recettes de fonctionnement	44 581 430,36	41 689 928,16	41 167 930,96	47 561 880,48	45 021 963,73	45 712 614,74	101,53%	-1 849 265,74	-3,89%

Les recettes de gestion sont réparties comme suit :

Les atténuations de charges (Chapitre 013) :

41 958,29 €

Ce montant correspond à des remboursements de trop perçus sur rémunérations du personnel effectués par la sécurité sociale et l'assureur de la collectivité.

Le taux de réalisation est de 41,96% en recul de 58,47% par rapport à 2022.

Les produits des services (Chapitre 70) :

5 040 783,15 €

Ces recettes présentent un taux de réalisation de 107,47% en progression de +7,22% par rapport à 2023.

LIBELLÉ	Budgété 2024	Réalisé 2024
PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ PAR PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	11 986,00	11 986,00
CONCESSIONS DANS LES CIMETIÈRES	30 000,00	39 425,22
REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	441 925,00	640 373,30
DROITS DE PLACES DES MARCHÉS FORAINS	250 000,00	256 883,91
REDEVANCE DE STATIONNEMENT ET FORFAIT POST STATIONNEMENT	425 000,00	524 192,58
RECETTES DE L'ÉCOLE MUNICIPALE DES ARTS	261 000,00	239 730,51
RECETTES DE LA SCÈNE PRÉVERT	28 000,00	39 973,00
RECETTES STRUCTURES PETITE ENFANCE	302 050,00	351 971,71
RECETTES DES ACCUEILS DE LOISIRS (garderies, accueil du soir, mercredi, vacances scolaires...)	921 630,00	982 865,07
RECETTES SCOLAIRES (cantine, classes de découverte)	974 000,00	963 950,25
RECETTES DU RESTAURANT MUNICIPAL	50 000,00	45 397,13
RECETTES PUBLICITAIRES DU MAGAZINE MUNICIPAL	46 000,00	39 298,76
REMBOURSEMENT DE FRAIS DE PERSONNEL PAR LES BUDGETS ANNEXES, CCAS ET AUTRES	835 200,00	793 491,52
REMBOURSEMENT DES AUTRES FRAIS PAR LES BUDGETS ANNEXES ET CCAS	25 000,00	25 635,50
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE SCOLARITÉ PAR LES AUTRES COMMUNES	57 050,00	62 077,00
AUTRES (Bibliothèque, ludothèque, bébés sport...)	31 420,00	23 531,69
TOTAL	4 690 261,00	5 040 783,15

Les recettes fiscales (Chapitre 73) :

29 518 293,15 €

En 2024 le produit des impositions directes est en progression de 3,61% (+ 839 839 €) par rapport à 2023, sous l'effet de la revalorisation des bases locatives.

Les droits de mutation sont en recul de -13,09%, à 1 113 658 € contre 1 281 336 € (- 167 678 €) en 2023.

Les recettes fiscales progressent globalement de +2,35% par rapport à 2023.

LIBELLÉ	Budgété 2024	Réalisé 2024
Impôts locaux	24 274 982,00	24 126 908,00
Droits de mutation	1 200 000,00	1 113 658,00
Taxe sur l'électricité	285 000,00	386 461,15
Attribution de compensation (Métropole du Grand Pa	3 891 266,00	3 891 266,00
Total	29 651 248,00	29 518 293,15

Les dotations et participations (Chapitre 74) :

4 802 785,59 €

Les dotations, compensations fiscales et subventions de fonctionnement obtenues auprès des partenaires institutionnels sont en légère hausse de +1,98%

LIBELLÉ	Budgété 2024	Réalisé 2024
DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES	2 723 948,00	2 723 948,00
DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION	144 333,00	145 425,00
FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA	62 000,00	22 107,38
SUBVENTIONS VERSÉES PAR LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE	1 825 135,00	1 780 325,21
COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS FISCAUX	85 188,00	88 296,00
AUTRES (dotation de recensement, pour titres sécurisés)	49 082,00	42 684,00
Total	4 889 686,00	4 802 785,59

Les autres produits de gestion courante (Chapitre 75) :

381 164,32 €

Ce chapitre enregistre un recul de -5,01% par rapport à 2023 (401 259,98 €) et se compose notamment de :

- 175 K€ de loyers (dont 156 K€ pour la résidence autonomie Jaurès)
- 64 K€ dans le cadre de la délégation pour la gestion de la crèche les Petits chéris
- 60 K€ de remboursements d'assurances
- 30 K€ de locations de places de parking
- 24 K€ de remboursement par Paris Est Marne et Bois
- 15 K€ de locations de salles communales
- 13K€ de loyers de la boutique éphémère

Les produits financiers (Chapitre 76) :

202 150,00 €

Compte tenu du niveau de la trésorerie à fin 2023, il a été décidé en 2024 de procéder au placement d'une partie de l'excédent sur un compte à terme auprès du trésor public. Cette gestion active de la trésorerie a permis de générer un gain de 202 K€.

Les produits exceptionnels (Chapitre 77) :

1 394 956,90 €

Ce chapitre regroupe le produit des cessions pour un montant de 1 394 K€ strictement égal au montant constaté en dépenses de fonctionnement d'ordre budgétaire au chapitre 042.

Les reprises de provision (Chapitre 78) :

27 783,00 €

Ce montant correspond à la reprise de provision constituée en 2023 pour créances douteuses.

Les recettes d'ordre (Chapitre 042) :

82 942,00 €

Cette somme correspond à l'amortissement des subventions d'investissement perçues.

L'excédent de fonctionnement reporté (Compte 002) :

4 219 798,34 €

Il s'agit du montant de l'excédent de fonctionnement de 2023, repris en totalité sur l'exercice 2024, du fait de l'absence de besoin de couverture d'un déficit de la section d'investissement.

L'exécution comptable au 31 décembre 2024 pour la section de fonctionnement se résume ainsi :

- Recettes : 45 712 614,74 €
- Dépenses : 40 612 297,96 €

soit un résultat excédentaire de 5 100 316,78 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En 2024 le montant des dépenses d'investissement s'élève à 26 454 882,23 €.

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / C FU %
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT					13 462 287,40	13 462 287,40			
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 522 877,79	349 873,29	1 783 685,04	1 019 297,40	1 801 929,72	821 580,89	45,59%	-197 716,51	-19,40%
204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSÉES	13 608 739,00	11 387 658,22	2 511 374,53	234 961,67	3 511 997,50	2 463 220,56	70,14%	2 228 258,89	948,35%
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 818 326,09	4 508 919,72	8 755 415,62	4 864 846,31	13 214 081,19	7 184 066,69	54,37%	2 319 220,38	47,67%
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	2 631 117,13	1 394 257,39	1 881 199,59	1 008 601,86	844 708,95	100 220,32	11,86%	-908 381,54	-90,06%
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	10 000,00	0,00	10 278,35	455,51	10 512,48	818,48	7,79%	362,97	79,68%
OPÉRATION N° 160025 GUICHET UNIQUE	34 087,19	33 445,90							
OPÉRATION N° 160026 ACCESSIBILITÉ	593 873,47	90 542,50	515 287,54	315 258,57	200 028,53	45 796,29	22,89%	-269 462,28	-85,47%
OPÉRATION N° 220011 EXTENSION VIDÉOPROTECTION	1 130 000,00	528 393,77	1 047 132,84	737 620,36	491 370,87	322 743,88	65,68%	-414 876,48	-56,25%
OPÉRATION N° 240014 NOUVEAU GYMNASÉ					737 500,00	443 127,24	60,09%		
OPÉRATION N° 240015 CONSTRUCTION CTM					333 500,00	6 180,00	1,85%		
OPÉRATION N° 240016 EXTENSION ÉCOLE DU PARANGON					983 089,00	61 991,60	6,31%		
45 OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	28 360,00	18 360,00	64,74%	18 360,00	
Total des dépenses d'équipement	27 359 020,67	18 293 090,79	16 514 373,51	8 181 041,68	35 619 365,64	24 930 393,35	69,99%	16 749 351,67	204,73%
10 DOTATIONS FONDS DIVERS ET RÉSERVES					60 846,51	60 846,51			
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	2 372 535,97	1 688 735,40	4 057 127,46	1 628 257,31	1 400 500,00	1 380 700,37	98,59%	-247 556,94	-15,20%
Total des dépenses financières	29 731 556,64	19 981 826,19	20 571 500,97	9 809 298,99	37 080 712,15	26 371 940,23	71,12%	16 562 641,24	168,85%
040 OPÉRATIONS D'ORDRE	4 236 590,00	4 233 199,61	972 186,00	969 603,00	957 000,00	82 942,00	8,67%	-886 661,00	-91,45%
041 OPÉRATIONS PATRIMONIALES	23 064 574,03	22 921 161,34	617 744,02	388 873,87	0,00	0,00		-388 873,87	-100,00%
001 RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ			4 819 741,15	4 819 741,15				-4 819 741,15	-100,00%
Total des dépenses d'investissement	57 032 720,67	47 136 187,14	26 981 172,14	15 987 517,01	38 037 712,15	26 454 882,23	69,55%	10 467 365,22	65,47%

Subventions d'investissement (Chapitre 13) :

13 462 287,40 €

Il s'agit d'écritures de régularisation inscrites dans le cadre de la décision modificative nécessaires pour permettre la réimputation sur la nature 1328 (non amortissable) de recettes enregistrées entre 2006 et 2022 sur les natures 1335 et 1338 (amortissables).

Il s'agit d'une opération «neutre» puisque la même somme est comptabilisée en recettes d'investissement.

Les dépenses d'équipement (Chapitres 20,204,21,23,27 et opérations)

11 468 105,95 €

En 2024 les réalisations par chapitre sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles (Chapitre 20) :

821 580,39 €

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

LIBELLÉ	Réalisé 2024
MISSION EXTENSION EE JJ GRESSION	81 207,53
MOE CONCEPTION EXTENSION EE DU PARANGON	131 378,45
LICENCES, ANTI VIRUS, CAMPAGNE DE SÉCURISATION INFORMATIQUE, MESSAGERIE	70 722,96
CONTRÔLES TECHNIQUES COMMISSIONS SÉCURITÉ ET DIAGNOSTICS AMIANTE ET TRAVAUX DÉSAMIANTE	62 480,18
MOE RÉHABILITATION DE L'ÉGLISE ST CHARLES DE BOROMÉ	55 218,05
ETUDES RÉNOVATION DE VOIRIES (Oudinot, Moret, Ratel...)	25 931,69
INDEMNITÉS DE CONCOURS AMO CONSTRUCTION NOUVEAU GYMNASÉ	79 560,00
AMÉNAGEMENT COURS OASIS	28 406,24
MISSION PROGRAMMISTE CTM	9 550,85
CONTRÔLES QUALITÉ DE L'AIR ET AMÉNAGEMENT AIRE DE JEUX DÉLAISSÉES DE L'AUTOROUTE	138 993,31
PROGRAMMATION CONSTRUCTION NOUVEAU GYMNASÉ	21 600,00
RÉHABILITATION DE LA PASSERELLE LA BELLE ÉQUIPE	18 890,87
JARDIN CHIRAC COMPLÉMENTS D'HONORAIRES	40 120,08
SCHÉMA DIRECTEUR DE L'ÉNERGIE	52 552,68
PUBLICATION ET ANNONCES MARCHÉS PUBLICS	4 968,00
TOTAL	821 580,89

(EE : Ecole Elementaire ; MOE : Maitrise d'OEuvre ; CTM : Centre Technique Municipal)

Subventions d'équipement versées (Chapitre 204) :

2 463 220,56 €

LIBELLÉ	Réalisé 2024
REVERSEMENT DU BONI DE LIQUIDATION CONSTRUCTION RÉSIDENCE ARTÉMISIA	2 200 753,00
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DE LA BSPP - SAPEURS POMPIERS	61 276,98
SUBVENTIONS AUX PARTICULIERS POUR ACQUISITION DE VÉLOS À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE	30 861,94
ACQUISITION LITS EHPAD CRÉTEIL	31 000,00
SUBVENTION AU DOJO CLUB DE JOINVILLE ET ASSOCIATION SUTOR	2 700,00
SUBVENTIONS AUX PARTICULIERS POUR INSTALLATIONS DE SYSTÈMES D'ALARME	15 521,40
COMMUNE DE SAINT-MAURICE SUBVENTION POUR TRAVAUX SUR FONTIS RUE DES RÉSERVOIRS	121 107,24
TOTAL	2 463 220,56

Immobilisations corporelles (Chapitre 21) :

7 184 066,69 €

LIBELLÉ	Réalisé 2024
TRAVAUX DE VOIRIE RUES RATEL, MORET ET OUDINOT, AVENUE D'ORVES ET QUAI POLANGIS	2 120 489,61
TRAVAUX DE RENATURATION RUE HUGEDE	38 588,89
TRAVAUX DIVERS (MARQUAGE AU SOL, POTELETS, RALENTISSEURS, PLACES DE STATIONNEMENT, REVÊTEMENT...)	241 370,73
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU SITE DES DÉLAISSÉES DE L'AUTOROUTE	1 839 490,07
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA FORÊT UBAIN ET PLANTATIONS	120 170,88
TRAVAUX DE RÉALISATION DES FRESQUES SUR LE SITE DES DÉLAISSÉES DE L'AUTOROUTE	217 320,00
TRAVAUX POUR POSE DE FOURREAUX RUE DES RÉSERVOIRS	19 735,74
TRAVAUX SUR BORNES INCENDIE ET ACQUISITION D'EXTINCTEURS	78 000,88
TRAVAUX D'EXTENSION DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION (HORS OPÉRATION)	72 660,17
TRAVAUX COURS OASIS ÉCOLE VOISIN	55 259,35
TRAVAUX RÉFECTOIRE ÉCOLE VOISIN	30 745,49
TRAVAUX DIVERS ÉCOLE DU PARANGON (POSE FILMS SOLAIRES, SÉCURITÉ, CHAUFFERIE, SORTIES SECOURS...)	82 637,72
TRAVAUX DIVERS ÉCOLE MATERNELLE POLANGIS	137 385,31
TRAVAUX DIVERS ÉCOLE MATERNELLE LA FONTAINE	82 717,76
FOURNITURE ET POSE DE VENTILATEURS ÉCOLES VEIL, POLANGIS, FONTAINE	23 178,73
TRAVAUX DIVERS ÉCOLE GRESSIER	36 149,72
POSE DE BANCS ÉCOLE VEIL ET CORROLES MÉTALLIQUES POUR OMBRAGE	93 933,79
POSE D'UN GARDE CORPS TERRASSE DE L'ÉCOLE MATERNELLE GIBUS	33 537,18
MATÉRIEL INFORMATIQUE POUR LES ÉCOLES	18 649,75
MOBILIER SCOLAIRES TOUTES ÉCOLES CONFONDUES	38 787,50
ÉQUIPEMENTS DIVERS TOUTES ÉCOLES CONFONDUES	37 992,30
TRAVAUX DIVERS BÂTIMENTS COMMUNAUX (HÔTEL DE VILLE, EMAD, BIBLIOTHÈQUE, RÉGIES, PETITE ENFANCE)	559 336,13
TRAVAUX PASSERELLE LA BELLE ÉQUIPE	313 960,09
TRAVAUX DIVERS STADE GARCHERY (TRIBUNE A, RÉSEAU EAUX PLUVIALES, DOUCHES...)	705 152,72
TRAVAUX SUR RÉSEAUX	60 447,94
OUTILLAGES DIVERS	126 368,24
TOTAL	7 184 066,69

Travaux en cours (Chapitre 23) :

100 220,32 €

LIBELLÉ	Réalisé 2024
VÉGÉTALISATION DU CIMETIÈRE	60 517,20
AMÉNAGEMENT DU JARDIN JACQUES CHIRAC	39 703,12
TOTAL	100 220,32

Autres immobilisations financières (Chapitre 27) :

818,48 €

Ce montant correspond à un dépôt de garantie de 306 € pour occupation de la boutique éphémère et au paiement des charges pour 512,48 €.

Les autorisations de programme :

3 527 992,01 €

Les autorisations de programmes sont réparties entre opérations «votées» (considérées comme un chapitre budgétaire à part entière offrant une plus grande souplesse en matière de gestion budgétaire) qui font l'objet d'une présentation à part, et les opérations «non votées» qui sont comptabilisées dans les chapitres 20,21,23...présentés précédemment.

Les opérations votées :

879 839,01 €

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

LIBELLÉ	Réalisé 2024
TRAVAUX ADAP - OP 160026	45 796,29
EXTENSION DU RÉSEAU DE VIDÉOPROTECTION - OP 220011	322 743,88
CONSTRUCTION DU NOUVEAU GYMNASE - OP 240014	443 127,24
CONSTRUCTION DU CTM - OP 240015	6 180,00
EXTENSION DE L'ÉCOLE DU PARANGON - OP 240016	61 991,60
TOTAL	879 839,01

Les opérations non votées :

2 648 153,00 €

LIBELLÉ	Réalisé 2024
RÉNOVATION DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS	2 648 153,00
RENOUVELLEMENT DU PARC DE VÉHICULES	0,00
TOTAL	2 648 153,00

L'excédent de fonctionnement capitalisé (Chapitre 10) :

60 846,51 €

Suite au transfert de la gestion du port de plaisance au territoire Paris Est Marne et Bois au 1^{er} janvier 2024, il convenait de procéder au transfert de l'excédent de 2023 constaté et donc de reverser cette somme.

Le remboursement du capital de la dette (chapitre 16) :

1 380 700,37 €

Le montant du remboursement du capital de la dette est inférieur de 247 556,94 € par rapport à 2023 suivant la trajectoire de l'encours total qui au 31 décembre 2024 s'élève à 15 065 557 €.

Le nombre de lignes d'emprunts est de 12 contractés auprès de 6 organismes bancaires.

La capacité de désendettement de la commune est de 3,7 ans et le ratio d'endettement par habitant est de 732 € contre 848 € en 2023.

Opérations pour compte de tiers (Chapitre 45) :

18 360,00 €

Ce chapitre correspond à des travaux réalisés chez un tiers pour mettre un terme à une situation de péril.

Les dépenses d'ordre (Chapitre 040) :

82 942,00 €

Il s'agit du montant consacré à l'amortissement des subventions d'équipement perçues et qui fait l'objet d'une recette de fonctionnement strictement identique.

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

En 2024 le montant des recettes d'investissement s'élève à 27 129 122,76 €.

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / C FU %
10 DOTATIONS FONDS DIVERS ET RÉSERVES	3 343 534,76	2 780 172,34	9 389 345,46	9 244 940,57	1 213 640,03	1 558 125,11	128,38%	-7 686 815,46	-83,15%
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	14 325 175,06	13 691 104,06	1 506 302,40	1 106 338,35	17 119 313,71	14 984 161,51	87,53%	13 877 823,16	1254,39%
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	447 884,57	339,75	228 870,15	39,75	0,00	22 809,70	#DIV/0!	22 769,95	57282,89%
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 389,92	#DIV/0!	32 389,92	
26 PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	10 000,00	25,42	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00%	0,00	
45 OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	28 360,00	0,00	0,00%	0,00	
Total des recettes d'investissement	18 136 614,39	16 471 641,57	11 144 518,01	10 351 318,67	18 371 313,74	16 597 486,24	90,34%	6 246 167,57	60,34%
024 PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	3 740 000,00		9 220 750,00		6 180 000,00				
040 OPÉRATIONS D'ORDRE	2 158 224,00	2 163 798,20	3 233 260,94	11 033 626,94	3 327 000,00	4 684 487,54	140,80%	-6 349 139,40	-57,54%
041 OPÉRATIONS PATRIMONIALES	23 064 574,03	22 921 161,34	617 744,02	388 873,87					
Total des recettes patrimoniales	28 962 798,03	25 084 959,54	13 071 754,96	11 422 500,81	9 507 000,00	4 684 487,54	49,27%	-6 738 013,27	-58,99%
001 RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ	759 845,08	759 845,08	0,00	0,00	5 847 148,98	5 847 148,98	100,00%	5 847 148,98	
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	9 173 463,47	0,00	2 764 899,17	0,00	4 312 249,43	0,00	0,00%	0,00	
Total des recettes d'investissement	57 032 720,97	42 316 446,19	26 981 172,14	21 773 819,48	38 037 712,15	27 129 122,76	71,32%	5 355 303,28	24,60%

Les dotations, fonds divers et réserves (Chapitre 10) : 1 558 125,11 €

Sont comptabilisés sur ce chapitre :

- Le produit du Fonds de compensation de la TVA perçu au titre des dépenses d'investissements réalisées en 2023 pour un montant de 783 025,53 €.
- Le produit de la taxe d'aménagement pour 775 099,58 €

Les subventions d'investissement (Chapitre 13) : 14 984 161,51 €

Écritures de régularisation : 13 462 287,40 €

Nécessaires pour permettre la réimputation sur la nature 1328 (non amortissable) de recettes enregistrées entre 2006 et 2022 sur les natures 1335 et 1338 (amortissables).

Il s'agit d'une opération «neutre» puisque la même somme est comptabilisée en dépenses d'investissement

Subventions d'équipement reçues : 1 521 874,11 €

ORGANISME FINANCEUR	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT DE LA SUBVENTION
SCCV JOINVILLE PARIS BROSSOLETTE	PROJET URBAIN PARTENARIAL	78 000,00
OPHLM JOINVILLE LE PONT HABITAT	ENCAISSEMENT BONI LIQUIDATION PRODUCTION DE 92 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	1 000 000,00
PRÉFECTURE DU VAL DE MARNE	PRODUIT DES AMENDES DE POLICE	320 521,00
PRÉFECTURE DU VAL DE MARNE	AMÉNAGEMENT DES LOCAUX DE STOCKAGE DE L'AVIRON MARNE JOINVILLE	27 997,83
DÉPARTEMENT	PLAN 50 000 ARBRES	25 000,00
RÉGION	AMÉNAGEMENT PAYSAGER DE LA COUR OASIS DE LA MATERNELLE POLANGIS	50 165,00
ADEME	PLAN DE CIRCULATION DOUCE	14 970,15
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALE DU VAL DE MARNE	FONDS DE MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS	5 220,13
TOTAL		1 521 874,11

Les emprunts et dettes assimilées (Chapitre 16) : 22 809,70 €

La commune n'a pas levé d'emprunt en 2024, le produit constaté correspond à 79,50 € de dépôts de garanties pour l'accès aux jardins familiaux et au remboursement de la somme de 22 730,20 € par le territoire Paris Est Marne et Bois (montant payé par la commune pour un emprunt relatif à la gestion du port de plaisance dont la compétence est territoriale depuis le 1^{er} janvier 2024).

Les immobilisations en cours (Chapitre 23) : 32 389,92 €

Cette somme correspond au remboursement d'une avance sur mandat.

Le produit des cessions (Chapitre 024) ne donne lieu à aucune comptabilisation au Compte Financier Unique.

Les recettes d'ordre (Chapitre 040) : 4 684 487,54 €

Il s'agit de recettes qui correspondent à des écritures comptables sans encaissement ni décaissement qui n'influent donc pas sur le niveau de la trésorerie.

Ces recettes sont strictement égales aux dépenses d'ordre comptabilisées en fonctionnement pour un montant strictement identique avec le produit des dotations aux amortissements pour 3 300k€ et la somme de 384k€ de cessions réparties comme suit :

- 450 K€ pour la vente du dépôt Lurol
- 930 K€ pour la vente du terrain au 57 quai de la Marne
- 4 K€ pour la vente d'un véhicule

Le virement depuis la section de fonctionnement (Chapitre 021) obéit au même principe que le chapitre 023 (virement à la section d'investissement) et ne donne lieu à aucune comptabilisation d'écriture au Compte Financier Unique.

L'exécution comptable au 31 décembre 2024 fait ressortir pour la section d'investissement :

- Recettes pour 27 129 122,76 €
- Dépenses pour 26 454 882,23 €

soit un résultat excédentaire de 674 240,53 €.

Il convient d'y ajouter les restes à réaliser :

- En recettes 1 392 431,31 €
- En dépenses 3 317 472,77 €

Au total la section d'investissement présente un déficit de -1 250 800,93 € qui va donner lieu à l'affectation du résultat de fonctionnement 2024 sur le budget 2025 de la manière suivante :

- Affectation au compte 002 (excédent de fonctionnement reporté) : 3 849 515,85 €
- Affectation au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé) : 1 250 800,93 €
- Affectation au compte 001 (excédent d'investissement reporté) : 674 240,53 €

Je vous propose d'approuver les résultats constatés au Compte Financier Unique 2024 du budget principal et de confirmer l'affectation du résultat de la section de fonctionnement.

Principaux textes réglementaires	- articles L1612-12, L2121-14 et L2121-31, L2311-5 et R2311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales. - nomenclature comptable M57
Principaux documents de référence	- projet de Compte Financier Unique 2024 – budget principal de la commune.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. SELLAM : Bonjour à tous. Nous allons donc aborder le budget principal de la commune, avec l'adoption du compte financier unique (CFU) de l'exercice 2024. Il s'agit du dernier exercice de cette mandature en ce qui concerne le compte financier unique. J'en profite pour saluer et remercier l'ensemble des agents, ainsi que vous, les élus, qui avez permis de mener à bien le budget 2024.

Le CFU — compte financier unique — permet de regrouper toutes les informations budgétaires et patrimoniales (annexes, bilans, comptes de résultat, dettes, etc.) au sein d'un seul document. Il offre ainsi une vision plus complète et plus cohérente. Jusqu'à présent, nous avons deux comptes pour clôturer l'année. Ce nouveau format met en parallèle les données de l'ordonnateur et du comptable, renforce la fiabilité des comptes, supprime les redondances entre documents, automatise les contrôles de cohérence et facilite la collaboration entre les services.

Nous pouvons le dire : c'est une simplification administrative réussie. Le CFU est d'ailleurs transmis de manière électronique, y compris pour les budgets annexes — ce qui n'est pas toujours simple,

mais nous y parvenons — dans une démarche écodurable.

Comme à chaque fois, je vais arrondir les montants afin d'apporter plus de lisibilité. Tous les chiffres présentés aujourd'hui correspondent aux prévisions que nous avons faites dans le budget primitif. Cette précision est importante, car elle illustre la fiabilité de notre service financier dans le suivi quotidien de la facturation, des encaissements, et je tiens à les en remercier.

Nous enregistrons un résultat d'exercice 2024 de -4,3 millions d'euros. Nous avons consolidé ce résultat avec celui de clôture de 2023, intégré dans le budget primitif 2024, soit +10 millions d'euros. Ainsi, notre résultat de clôture pour 2024 est de +5,8 millions d'euros. Nous avons également un reste à réaliser d'environ 2 millions d'euros.

Je rappelle que le résultat excédentaire de la section de fonctionnement doit obligatoirement être affecté.

Nous devons également couvrir un besoin de financement dans la section d'investissement à hauteur de 1 250 000 euros. Par conséquent, 3 850 000 euros sont affectés en recettes de fonctionnement, 1 250 000 euros en investissement, et comme nous avons un excédent d'investissement en 2024, nous le conservons en investissement.

Concernant la section de fonctionnement, nous avons un delta de 880 000 euros, correspondant à l'écart positif entre recettes et dépenses. Je rappelle que nous avons l'obligation de dégager un excédent suffisant pour rembourser le capital annuel de la dette.

Commençons par présenter les recettes de fonctionnement. La majorité des recettes viennent de la fiscalité dont la taxe foncière pour 24 millions, mais aussi des droits de mutation de l'attribution de compensation dans la métropole du Grand Paris pour 5 500 000 euros, puis des produits de service pour 5 millions, les dotations pour 4 800 000 euros, les produits exceptionnels pour 1 400 000 euros (principalement des cessions), les autres produits de la gestion courante pour 380 000 euros, qui correspondent à des locations de salles, des loyers, etc. Alors les produits financiers qui sont surtout issus de placements à court terme, liés au cash flow, nous avons un montant de 200 000 euros. Les atténuations de charge pour 42 000 euros, qui sont des remboursements sur des trop perçus, et des reprises de provision pour pratiquement 28 000 euros. Je rappelle que les opérations d'ordre (83 000 euros) sont des écritures comptables sans impact sur le financier.

Les recettes fiscales augmentent de 3,47% par rapport à 2023. Cela est lié à l'effet de réalisation des bases de taxes foncières déterminées par la loi de finances. L'augmentation des produits de service avec plus de 7% est liée à des effets de fréquentation tout simplement. La dotation globale de fonctionnement prend 5% car la population a augmenté. Nous allons passer dans la strate des 20 000 à 50 000 habitants. Les recettes de la CAF baissent car nous sommes sur la fin d'un dispositif avec une réforme et une refonte des modalités de calcul. Les droits de mutation ont baissé de 13% en 2024, mais cela est lié à une situation économique que nous n'allons pas rappeler, mais qui a tendance aujourd'hui à reprendre.

Les dépenses de fonctionnement pour 40 600 000 €. La masse salariale représente 19 700 000 € et les charges à caractère général pour 10 200 000 €. Les autres charges de gestion courante pour 3 800 000 € concernent la subvention du CCAS, mais aussi des associations pour 1 million d'euros (les pompiers par exemple). Les atténuations de produits pour pratiquement 2 millions d'euros, ce qui correspond à la fameuse péréquation. Nous devons payer bien sûr les intérêts de la dette pour 220 000 € et nous avons des charges exceptionnelles, comme les annulations de titres de recettes par exemple pour 78 000 €. Nous provisionnons à la hauteur de 50 000 €. Pour terminer, des opérations d'ordre, une fois de plus, liées à de l'équipement et des cessions pour 4 700 000 €, qui, je vous rappelle, n'ont pas d'impact sur la gestion financière mais bien comptable.

Alors quelques points clés sur les dépenses de fonctionnement. Les charges à carrière générale augmentent pratiquement de 11,50 % par rapport à 2023, ce qui est lié à l'augmentation des fluides de la restauration scolaire, etc. Les dépenses du personnel augmentent de 3,50 % ce qui est lié à l'augmentation du point d'indice, des différentes cotisations, mais bien sûr monsieur le maire, à la

politique que vous avez demandé de mettre en place sur les ressources humaines, qui est une politique ambitieuse, qui va dans le sens bien sûr du bien-être de l'ensemble des agents. Si les charges financières ont baissé pratiquement de 15,50 % c'est lié aux intérêts. Nos dépenses de gestion ont progressé de 5,10 % par rapport à 2023.

Passons maintenant à la section d'investissement et plus précisément sur les recettes d'investissement. Les dotations et fonds de réserve, c'est le titre du chapitre qui intègre les taxes aménagements et la fameuse FC TVA, le Fonds de Compensation de TVA, correspondent à 1 560 000 euros, les subventions et les régularisations pratiquement 15 millions d'euros qui sont en grande majorité des opérations neutres pour 13,5 millions d'euros. Les emprunts et immobilisations pour 55 000 euros correspondent à des remboursements d'avances sur le marché pour des entreprises et de l'EPT aussi pour le port. Les opérations d'ordre pour 4,7 millions d'euros qui, je vous le rappelle, n'ont pas d'impact sur la gestion financière. L'augmentation du Fonds de Compensation de TVA de 31% est logique car nous avons dépensé beaucoup plus qu'en 2023. 471% pour la taxe aménagement, cela peut sembler énorme, mais à ce ratio correspond à la taxe qui est due par les programmes immobiliers qui sont livrés fin 2023 et qui ont été perçus en 2024. Nous retrouvons une partie des subventions pour 13,5 millions d'euros qui sont donc, je précise, une opération neutre. 11,5 millions d'euros pour les dépenses d'équipements qui correspondent, comme chaque année, à du récurrent, mais aussi de l'investissement à long terme. Si nos dépenses d'équipements augmentent de 40% par rapport à l'année 2023, c'est bien parce que nous sommes dans une deuxième phase de travaux avec des acomptes. L'augmentation des subventions d'équipements est à relativiser par rapport à l'opération neutre, moins 15% de remboursement de capital parce que nous avons moins d'emprunts à rembourser tout simplement.

Concernant l'investissement sur la ville de Joinville-le-Pont, il me paraît important de préciser un point. Ces diapositives vous permettent de voir la dépense par habitant en investissement par rapport à la strate. De 2020 à 2023, nous sommes sur une moyenne à Joinville-le-Pont d'une dépense de 698 euros par habitant pour l'investissement. Concernant la strate, la moyenne est de 591 euros par habitant pour l'investissement. Nous avons donc un delta de pratiquement 100 euros entre notre dépense annuelle par habitant sur l'investissement par rapport à la strate. Cela veut dire que nous dépensons en investissement bien plus que ce que font les autres villes de la même strate. Vous pouvez constater le même phénomène d'ailleurs sur l'année 2024 puisque nous sommes sur la strate des 20 000-50 000 habitants et l'écart est encore plus fort avec un delta de 400 euros. Nous pouvons dire factuellement que nous investissons énormément dans Joinville-le-Pont pour les Joinvillais.

Pour terminer, nous avons donc une épargne brute de pratiquement 4,4 millions d'euros pour une épargne nette de 2,7 millions d'euros et un encours de dettes de 15 millions d'euros.

Dernier point, l'indice de qualité comptable. Cet indicateur mesure la régularité des opérations comptables et le respect des normes, notamment la M57. Il vérifie, entre autres, l'obligation de provisionner, l'apurement régulier des comptes d'attente, la maîtrise du suivi de l'inventaire comptable de la collectivité. Cet indice est un indicateur des axes de progression identifiés. Plus la commune se rapproche du score de 100 points, plus elle gomme ses faiblesses. Nous sommes passés de 76,92 à 87,5 sur 100, contre une moyenne départementale de 75%. Tout est dit ! Je vous remercie.

M. le Maire : Avez-vous des questions ?

M. RENUCCI : Merci pour la présentation. Chaque année, j'essaie toujours de préparer minutieusement cet exercice, mais depuis quelques conseils municipaux, je sens que le débat se tend à chaque fois. Lors de la dernière séance, vous avez déclaré ne pas vouloir répondre à certaines questions. Je ferai donc un propos court — puisque je sais que vous avez démarré le chronomètre — mais je souhaite rappeler notre position sur votre vision budgétaire, que nous maintenons, avant de poser quelques questions.

L'endettement est faible à Joinville, alors qu'il serait la clé pour financer des investissements utiles à la population. Vous avez d'ailleurs rappelé une capacité de désendettement de 3,7 ans. Nous disposons donc de marges de manœuvre, qui auraient permis de lancer certains projets plus tôt dans le mandat. Je pense notamment aux projets évoqués dans d'autres délibérations, comme les gymnases ou les

rénovations de voirie — Cité Moret, Ratel, ou encore Dino. Par ailleurs, vous choisissez de vendre du patrimoine pour financer l'investissement. D'autres exemples sont mentionnés pour 2024 : la vente du dépôt Luro pour 450 000 euros au bailleur Logirep, ou encore celle du terrain situé au 57 quai de la Marne pour 930 000 euros. Bref, nous n'avons pas la même vision des choses. Je le dis à chaque fois, je me permets de leur dire à nouveau.

J'ajouterais également quelques remarques et interrogations sur certains points qui nous interpellent. Tout d'abord, la commune a été sanctionnée d'une amende de 14 000 euros au titre de l'article 55 de la loi SRU pour insuffisance de logements sociaux en 2024. Certes, cela reste une somme modeste, et vous précisez que la situation est désormais régularisée. Mais cela confirme bien ce que j'avais souligné au moment où vous avez approuvé la cession des logements de la résidence Pinson au secteur privé. Même si vous affirmez le contraire, cela constituait bien à ce moment-là une illégalité, justifiant notre recours devant le tribunal administratif contre l'autorisation préfectorale.

Je souhaite aussi attirer l'attention sur le contrat de restauration scolaire. Je n'ai pas pu identifier le montant exact. Pouvez-vous nous le communiquer ? En tout cas, nous constatons une hausse de plus de 300 000 euros, et cette augmentation se poursuit en 2025. Je rappelle que cette prestation est régulièrement critiquée par de nombreux représentants de parents d'élèves, qui disent que ce n'est pas bon. Dans ces conditions, le coût élevé pose question, surtout s'il augmente fortement chaque année. Ne faudrait-il pas s'interroger sur un retour à une cuisine centrale ? Peut-être à l'échelle intercommunale, si ce n'est pas envisageable à l'échelle de notre commune. Quand nous voyons un budget qui progresse autant, alors que le service rendu ne semble pas satisfaire, il est légitime de s'interroger.

Autre remarque : le centre communal d'action sociale (CCAS). Nous avons déjà eu ce débat lors du Conseil d'administration, mais je souhaite le reprendre ici. La subvention d'équilibre versée par la ville s'élève à 989 000 euros, soit une baisse de 105 000 euros par rapport à 2023. Lors du Conseil d'administration, il nous a été expliqué que cette baisse s'expliquait parce qu'il s'adaptait au réel et aux demandes, moins d'argent de prévu donc moins de budget au total que prévu. Je ne suis pas d'accord avec cette analyse. Si nous souhaitons aider les populations, il y en a un certain nombre qui sont dans la précarité et qui ont besoin d'aide, alors on dépense tout le budget prévu. Il y a eu des opérations très intéressantes — Je pense à l'aide aux étudiants, aux familles en difficulté — qui ont été faites certaines années et qui auraient pu être renouvelées avec ce budget supplémentaire, comme cela avait été fait sur d'autres années. Il est incompréhensible qu'on se contente de dire qu'il y a moins de demandes donc on récupère les 100 000 euros, alors que cela aurait pu être utile pour aider des gens.

Enfin, un mot sur la réalisation des investissements. Tant pour les immobilisations incorporelles que corporelles, les taux de réalisation sont relativement bas par rapport aux prévisions budgétaires. 45 % de réalisation pour les immobilisations incorporelles (frais d'études). 54 % pour les immobilisations corporelles (projets plus tangibles sur le patrimoine ou l'espace public). Autrement dit, vous avez réalisé moins que ce qui était prévu. Comment l'expliquez-vous ?

En toute cohérence avec ce que je viens d'exposer, nous voterons contre les délibérations budgétaires 4, 5 et 6, qui ne découlent ni de nos décisions ni de notre politique.

M.SELLAM : Je ne vais pas répondre à tout dans l'immédiat, je passerai tout à l'heure la parole à Virginie TOLLARD concernant la restauration scolaire.

Juste un point : oui, nous savons bien que nous avons un regard différent sur le financement, et puis sur la gestion à moyen et long terme. Je me répète, comme chaque fois d'ailleurs depuis 2014. Ce qui nous permet aujourd'hui d'avoir une gestion saine reconnue par la Cour des Comptes — il faut quand même le préciser —, c'est parce que nous ne prenons pas du crédit pour prendre du crédit. Nous savons effectivement qu'aujourd'hui nous sommes un peu moins de 4 ans de capacité de remboursement. Nous savons aussi que, sur 2025, ça va augmenter et ça va continuer à augmenter sur 2026. Alors pourquoi nous savons déjà que ça va augmenter ? Tout simplement parce que les grands travaux, dont le gymnase, commencent avec la première pierre, je crois fin septembre si je me

rappelle bien. 7 800 000 euros le montant de ces travaux, qui vont être en partie financés par de la dette. Et donc, il nous faut le temps nécessaire et nous n'allons pas emprunter en amont, surtout que là, les taux d'intérêt en attendant qu'ils rebaissent un peu pour pouvoir renégocier.

Donc ce sont deux visions totalement différentes. Vous êtes prêts à prendre du crédit. Pourquoi faire si nous n'en avons pas besoin ? Sachant que tous les projets sont lancés et que ça ne sert à rien, à mon sens, de vouloir présenter fièrement 100 millions de dettes si nous n'en avons pas besoin. Pour moi c'est une incohérence. Nous n'avons pas cette même vision et aujourd'hui, je me suis répété une fois de plus, vous êtes dans votre posture, je la comprends.

24,92% de logements sociaux, effectivement nous étions des délinquants puisque c'est 25%. Alors effectivement vous avez raison, nous n'étions pas à 25%, il manquait 3 logements pour être dans le cadre. C'est quand même oublier que vous avez voté contre, je dis bien contre toutes les demandes que nous avons eues concernant les emprunts liés à l'habitat social. Vous avez voté contre tous les projets liés à l'habitat social. Je pense d'abord à Artemisia, je pense aussi entre les deux nouveaux ponts, qui concerne d'ailleurs le CHU et du logement social pour les étudiants et l'INSEP. Vous avez voté contre. Donc c'est sûr que si à chaque fois que nous faisons un projet qui intègre du privé, je pense à Rocher Fleuri, mais qui intègre aussi du social, vous votez contre, effectivement avec votre principe, nous n'y arriverons pas. Assumez le fait que si nous était à 24,92%, vous en êtes en partie responsable.

Vous souriez. Vous riez même, mais voter contre le social... Ne vous inquiétez pas, les Joinvillais s'en souviendront. La cantine, je laisse faire Madame TOLLARD qui va prendre la parole. Oui, c'est toujours pareil, c'est toujours la même rengaine, mais ceci dit c'est l'avantage d'être dans l'opposition : vous n'avez pas à vous justifier, juste à pointer du doigt peut-être.

Concernant les travaux, je me tourne vers Jérôme TAGNON, A.B et Clément LEROY, que je remercie pour leur engagement quotidien sur les sujets d'urbanisme. Les travaux, c'est très long. C'est un processus qui est très long. Je vais reprendre mon exemple comme chaque année sur des travaux qu'on peut faire chez soi. Je vous mets au défi de prendre un entrepreneur qui va vous dire que le 11 juillet tout sera fini. Vous savez très bien que ce n'est pas vrai vous savez très bien qu'il va peut-être prendre une semaine de retard ou quelques jours proportionnellement au travail qu'il y a à faire. Eh bien, quand vous construisez un gymnase, vous avez des impératifs qui créent une certaine lenteur. Nous avons aussi une certaine lenteur parce que certains Joinvillais — parfois ce sont des gens qui vous sont proches — attendent les derniers jours pour purger le permis, pour faire un recours, pour faire traîner un peu plus. Mais c'est toujours au détriment des Joinvillais. Ne vous inquiétez pas, les gens s'en rappelleront. Nous avons un taux de réalisation qui n'est pas exceptionnel aujourd'hui. Il va l'être de mieux en mieux puisque nous avons des travaux qui commencent. Je repense à ce gymnase et à d'autres. D'ailleurs, je crois que tout le monde a apprécié en tout cas ce dimanche l'inauguration du spot qui est une vraie réussite et que vous avez oublié d'ailleurs de préciser parce que c'est sûr que ça doit vous gêner d'avoir voté contre.

Monsieur le Maire, je vous rends la parole.

M. le Maire : Moi, je vais faire plus court, plus factuel. M. RENUCCI, je vous remercie pour vos questions, qui, cette année, étaient plus faciles à entendre, finalement, à répondre, parce que parfois vous partez sur des listes très très longues, il y a tellement de choses à raconter que finalement, pour vous répondre, ce n'est pas toujours facile. Donc là, j'ai trouvé que vos questions étaient pertinentes et ces questions, nous pouvons vous y répondre.

Je souhaite simplement apporter des éléments factuels sur plusieurs grands sujets.

Concernant le patrimoine, vous répétez régulièrement que nous aurions bradé le patrimoine communal. Je l'ai déjà dit — je vais le redire une dixième, vingtième, trentième fois : l'estimation du patrimoine de la commune est passée de 80 millions d'euros en 2010 à 270 millions d'euros aujourd'hui. Je serais curieux de connaître les villes alentours qui ont connu une telle progression. Ensuite, vous venez de faire un petit numéro qui m'a bien fait rire autour de Moret, Ratel et Dino. Mais

Moret, Ratel et Dino, vous en avez parlé sur Paris, parce que votre grand job, et je ne le critique pas, c'est de promouvoir les « rues aux écoles », mais nous aussi, nous promovons les « rues aux écoles » et vous ne nous avez jamais promus Ratel et Dino. Donc, nous ne vous attribuez pas des choses que vous n'avez pas réalisées ni proposées.

Sur le logement social, Francis a déjà précisé les choses, mais je vais aller plus loin. Les programmes sont en cours de réalisation. Nous aurons l'inauguration du Squash et d'Artemisia d'ici la fin de l'année. Et selon les prévisions, nous atteindrons un taux de 27 % de logements sociaux. Le débat est donc clos.

C'est tout simplement parce que l'État, avec qui nous sommes d'accord, et souvent pas d'accord, mais bon, c'est l'État et nous le respectons. Contrairement d'ailleurs un peu à vous, vous avez du mal à respecter les textes, les lois à pas comprendre et à remettre en cause. L'État nous met une prune de 14 000 euros dont nous serions en droit de demander le remboursement. C'est un peu honteux. Nous faisons partie des seules communes du Val de Marne qui font péter leur score. Je le dis sans vulgarité, nous faisons péter notre score de logement social que vous ne validez pas. Alors Francis a exprimé sa vision. Moi, j'exprime le complément de sa vision. Donc, vous n'avez pas voté pour les femmes handicapées, vous n'avez pas voté pour les femmes battues, vous n'avez pas voté pour des étudiants, vous n'avez pas voté pour des infirmières et l'INSEP, les sportifs. Moi, je suis hyper fier d'avoir construit ces logements sociaux. Après, vous êtes parti dans un débat. L'éternel recours. « Je vais faire un recours ». Ah ouais, c'est toujours les délais, vous vous réveillez je ne sais pas où vous êtes à ce moment-là mais vous ne devez pas être là, vous ne devez pas être en France, vous êtes, je ne sais pas... mais vous faites des recours qui, en plus, sont rejetés, parce qu'ils ne tiennent pas. Vous parlez d'un recours qui n'a pas lieu, qui n'a plus lieu d'être, non mais vous avez raison Monsieur RENUCCI, vous secouez la tête, vous avez toujours raison et je ne m'énervais pas, j'ai promis à ma famille de rester très calme. Oui parce que c'est normal, nous sommes entre gens calmes, mais franchement les logements sociaux et là le culot, le dernier culot qui est celui de votre groupe, c'est de voter contre l'accession sociale à la propriété. Comment pouvons-nous empêcher une modeste personne ... ? Moi j'ai habité un logement social Monsieur RENUCCI, voilà, j'ai eu cette chance, quand j'étais jeune pharmacien, j'ai eu cette chance, mais si on m'avait un jour dans mon parcours proposé une accession sociale, j'aurais peut-être saisi l'opportunité. Alors oui, il peut y avoir débat sur les prix, sur les modalités, mais bon, ça se termine par un recours. Bon nous verrons la suite, voilà.

Pour la cuisine... ça vous fait rire ? Mais parce que vous n'avez aucun argument Monsieur GEORGEAUD. Bah non, secouez la tête ? Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? C'est irrespectueux, bon c'est irrespectueux. Bon, la cuisine centrale, nous pouvons vous répondre. Le gymnase, oui vous avez parlé à un moment d'un gymnase, je me rappelle de vos propos il y a quelques années, oui le gymnase du bataillon de Joinville, c'est quand même un gymnase qui est plébiscité par tous les clubs qui viennent faire du sport dans ce bataillon, et en plus nous lançons un troisième gymnase, et je me mélange avec un sujet parallèle, qui est celui d'avoir décalé, peut-être volontairement, des travaux pour la fin du mandat. Pas du tout ! Nous sommes allés chercher des subventions, et c'est pas drôle, Monsieur GEORGEAUD, pour un élu. C'est normal pour un élu, et la Région nous subventionne pratiquement 2 millions sur le gymnase. Vous devriez dire merci au maire, plutôt que de vous marrer dans votre coin, franchement, c'est l'argent des Joinvillais que nous avons économisé, et nous allons leur construire un super gymnase. Voilà après, nous avons aussi optimisé les choses, parce que pendant un mandat, il arrive des choses qui tombent du ciel, c'est toujours étonnant à voir. Il y a de nouvelles strates qui sortent, il y a une guerre, il y a un choc pétrolier, il y a le Covid. Vous avez oublié l'inflation. L'inflation, oui l'inflation, l'inflation de la cuisine centrale. C'est le même sujet que pour les crèches municipales. Vous avez des départements qui ferment des crèches, pas parce qu'ils ont envie de fermer les crèches, mais parce qu'ils ne trouvent plus de personnel, tout simplement. Parce qu'une cuisine centrale à la hauteur d'une commune, ça ne fonctionne plus aujourd'hui, ça peut fonctionner à la hauteur de certaines communes, alors peut-être qu'il faudrait vous allier avec des communes de votre obédience, mais je ne les connais pas. Voilà, donc c'était ce que je voulais dire, mais le numéro sur les recours, le logement social, nous ne sommes pas d'accord, mais c'est une honte. Et puis le patrimoine, le patrimoine, mais franchement, allez demander au personnel communal s'ils ne sont pas heureux d'avoir des nouveaux bureaux, un nouveau guichet unique, une nouvelle MSE, de nouveaux gymnases ! Voilà, j'ai dit ce que

j'avais à dire.

Mme. TOLLARD : Je prends la parole sur un sujet qui me concerne particulièrement : la restauration scolaire. C'est vrai que c'est l'un des plus gros services de la ville de Joinville-le-Pont. Nous avons établi un cahier des charges très exigeant en 2020, avec les parents d'élèves. En général, les contrats sont conclus pour trois ans, renouvelables annuellement. D'ailleurs, nous sommes actuellement en phase de renouvellement via un appel d'offres. Il faut rappeler ici la réforme tarifaire incroyable portée par notre majorité, qui a permis à de nombreuses familles, notamment les classes moyennes, de payer leur repas selon un taux d'effort progressif, basé sur les revenus. Chacun contribue en fonction de ses revenus. Nous pouvons nous en flatter. J'ai entendu que vous disiez que les prix avaient augmenté. C'est vrai — mais pas pour les familles. L'augmentation est due à des éléments extérieurs, que je vais vous expliquer. Le coût global de la restauration a été directement impacté par l'inflation, par la hausse du coût de l'énergie, des denrées alimentaires, etc. La société SOGERES assure la fourniture des repas de Joinville. Elle a activé ce qu'on appelle « la théorie de l'imprévision ». Il s'agit d'un mécanisme juridique permettant à une entreprise, confrontée à des circonstances exceptionnelles (comme la guerre en Ukraine ou l'explosion des prix), de réclamer une compensation financière rétroactive. La collectivité a absorbé cette charge. Nous n'avons rien imputé aux familles. Cette augmentation se retrouve logiquement dans les comptes financiers présentés par M. SELLAM. Pour éviter que cela ne se reproduise, nous avons intégré, dans le nouveau cahier des charges, une clause spécifique : désormais, le coût de l'énergie fera partie de la formule de révision des prix. C'est aussi le cas pour le coût des denrées alimentaires, du carburant, etc. Autrement dit, nous avons anticipé et sécurisé le contrat futur.

Par ailleurs, depuis 2020, le nombre d'élèves a augmenté — même s'il est désormais stabilisé — ce qui a naturellement contribué à la hausse globale du coût du service. Mais cette hausse est aussi la conséquence de nos exigences en matière de qualité avec 68 % de produits durables et 55 % de produits bio.

Concernant les remarques sur la qualité des repas, ce n'est pas qu'ils ne sont pas bons. Les retours des familles montrent qu'ils le sont. Mais les parents attendent parfois des plats plus simples, plus adaptés au goût des enfants. Par exemple, les carottes sont appréciées, mais lorsqu'elles sont servies avec du persil, les enfants rejettent le persil. Ce sont des détails, mais nous les avons entendus. Et nous allons intégrer ces attentes dans le cahier des charges, à la demande des familles.

En moyenne, le budget de la restauration scolaire oscille entre 2 et 3 millions d'euros par an, selon le nombre d'élèves et le contexte de crise. Nous espérons évidemment qu'il n'y aura plus de période aussi difficile que celles que nous avons traversées.

Enfin, je tiens à remercier très sincèrement les services pour leur travail remarquable durant toutes ces périodes, en particulier M. PATHIER, chef du service scolaire, et M. BOUCHER, qui fait en sorte que 250 000 repas soient servis chaque année aux enfants — et toujours avec qualité et engagement.

Je terminerai avec une remarque sur le tourisme et le patrimoine. J'ai récemment assisté à une balade commentée sur la Marne, qui allait de Joinville à Nogent, axée sur le patrimoine touristique. Le guide n'a cessé de féliciter Joinville-le-Pont pour avoir su préserver et valoriser son patrimoine. Je vous invite donc, si ce n'est pas encore fait, à monter dans le bateau et à redécouvrir notre ville à travers ce regard historique.

M. OTTAVI : Bonsoir chers collègues, merci de me laisser la parole, comme d'habitude. Je souhaite revenir très brièvement sur le sujet du logement social. Le groupe JAJI a voté contre — c'est son droit. Mais ce n'est pas sur la forme que j'interviens aujourd'hui, c'est sur le fond. Vous vous posez en porte-étendard des personnes vivant dans un logement social, comme si vous parliez au nom du peuple. Mais moi, je suis fils de prolétaires. Je suis le fils d'une caissière. Je fais partie de ceux que l'on appelait — comme un président que vous avez peut-être soutenu l'a un jour dit — les "sans-dents". Ceux qui vivent dans le logement social, les pauvres. Et votre vision du logement social, elle est enfermante. Pour vous, nous devrions naître dans le logement social, y vivre toute notre vie... et y mourir. Mais est-ce que vous connaissez la psychologie des pauvres ? Moi, je la connais mieux que vous. Je n'ai pas eu la même jeunesse que vous, je pense. Et je vais vous dire une chose : nous n'avons pas envie de rester dans le logement social toute notre vie. Nous n'avons pas envie de

services publics. Nous voulons aller dans des écoles privées, aller dans des cliniques privées, partir en vacances trois fois par an au ski, accéder à la propriété comme vous, nous habiller en Hugo Boss, en Dior, et Armani. Nous avons de l'ambition. Nous n'avons pas envie d'être pauvres. Vous nous résignez à cela. Et donc, je peux venir que le vote que vous avez fait dans les ruelles et les coursives de Joinville vous allez avoir du travail pour rattraper cela. S'il vous plaît, arrêtez de vous présenter comme les représentants du peuple Aujourd'hui, le peuple vote à l'extrême. Le parti communiste faisait 27 % à l'époque de Jacques DUCLOS ; aujourd'hui, il fait 2 %. Le Front National avait 2 élus en 2012 ; il en a aujourd'hui 149. À cause de vous. Parce que vous tenez ce discours de pauvreté, de paupérisation. Voilà ce que je voulais dire.

M.SELLAM : Puisqu'il n'y a pas d'autres interactions, je vous propose de passer au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Approuve le Compte Financier Unique du budget principal de la commune pour l'exercice 2024, lequel peut se résumer de la manière suivante :

Section de fonctionnement	
Résultat de l'exercice	880 518,44
Résultat antérieur reporté en section de fonctionnement	4 219 798,34
Résultat de clôture de l'exercice 2024	5 100 316,78
Section d'investissement	
Résultat de l'exercice	-5 172 908,45
Résultat antérieur reporté en section d'investissement	5 847 148,98
Résultat de clôture de l'exercice 2024	674 240,53

Article 2 : Reconnaît la sincérité des restes à réaliser, lesquels peuvent se résumer de la manière suivante :

Section de fonctionnement	
Dépenses	Recettes
0,00 €	0,00 €
Section d'investissement	
Dépenses	Recettes
3 317 472,77 €	1 382 431,31 €

Article 3 : Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Article 4 : Confirme l'affectation du résultat constaté de la section de fonctionnement du budget principal en 2024 sur le budget principal pour l'exercice 2025 de la manière suivante :

- Affectation en recette de fonctionnement (compte 002) :	3 849 515,85 €
- Affectation de l'excédent de fonctionnement capitalisé (compte 1068) :	1 250 800,93 €
- Affectation en recette d'investissement (compte 001) :	674 240,53 €

Article 5 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN

(Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Contre : (4)

Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21940042100018

POSTE COMPTABLE : VINCENNES

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés	
B3.1 - Liste des organismes de regroupement	6
B3.2 - Liste des établissements publics créés	7
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	8
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses	9
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes	10
D - Bilan synthétique	
E - Compte de résultat synthétique	
F - Taux des contributions et produits afférents en N	11

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget	12
Vue d'ensemble	
A1.1 - Dépenses d'investissement	13
A1.2 - Recettes d'investissement	14
A2.1 - Dépenses de fonctionnement	15
A2.2 - Recettes de fonctionnement	16
Vue détaillée	
B1 - Dépenses d'investissement	
B2 - Recettes d'investissement	
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17
D1 - Dépenses de fonctionnement	
D2 - Recettes de fonctionnement	

III - Etats financiers

A - Bilan	
B - Compte de résultat	
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	
D - Balance des comptes	

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble	27
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	31

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	34
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	39
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	41
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	42
B3 - Etat des provisions	44
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers	46
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	47
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	48
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	51
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	52

B7.9 - Autres engagements reçus	53
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	54
B9 - Etat du personnel	57
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	64
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Etats annexés budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	65
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses	67
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	68
C2.1 - Situation des AP	Sans Objet
C2.2 - Situation des AE	Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature	71
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction	75
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	79
D2 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus	80
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1)	Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse	Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail	Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	20567

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1202.37

Ratios de niveau		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1746.87
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2013.41
3	Dépenses d'équipement brut / population	436.89
4	Encours de dette / population (2)(3)	732.51
5	DGF / population	139.51
Ratios de structure et d'analyse financière		Valeurs
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	54.80%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	90.14%
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	13.24%
9	Taux d'épargne nette (Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	9.86%
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	36.38%
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	2.75%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	32 190 563,17	40 802 165,39	72 992 728,56
	Recettes réalisées (1)	B	21 281 973,78	41 492 816,40	62 774 790,18
	Restes à réaliser	C	1 392 431,31	0,00	1 392 431,31
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	38 037 712,15	45 021 963,73	83 059 675,88
	Dépenses réalisées (1)	E	26 454 882,23	40 612 297,96	67 067 180,19
	Restes à réaliser	F	3 317 472,77	0,00	3 317 472,77
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-5 172 908,45	880 518,44	-4 292 390,01
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	5 847 148,98	4 219 798,34	10 066 947,32
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	674 240,53	5 100 316,78	5 774 557,31
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-1 925 041,46	0,00	-1 925 041,46
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 250 800,93	5 100 316,78	3 849 515,85

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE GROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLECTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
PARIS METROPOLE			0,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
SIPPEREC			12 569,26
SIGEIF			4 063,62
SIFUREP			2 070,87
SYNCOM			709,23
Syndicat mixte Autolib Vélib Métropole			53 837,00
Syndicat intercommunal du cimetière et crématorium de Valenton			0,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie dotée de la seule autonomie financière	Cinéma				SPA	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 3 317 472,77
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	416 006,72
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	1 000 000,00
21	Immobilisations corporelles (3)	1 450 417,68
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	451 048,37
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 1 392 431,31
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	1 374 071,31
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	18 360,00
454120	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES	18 360,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N	F

Libellés	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources				
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources				
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources				
TFPB		40,67	15 785 654,00	4,61
TFPNB		36,27	6 093,00	26,86
CFE		0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00
TOTAL			0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE					II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 801 929,72	821 580,89	45,59	416 006,72
204	Subventions d'équipement versées (6)	3 511 997,50	2 463 220,56	70,14	1 000 000,00
21	Immobilisations corporelles	13 214 081,19	7 184 066,69	54,37	1 450 417,68
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	844 708,95	100 220,32	11,86	451 048,37
	Total des opérations d'équipement (2)	2 745 488,40	879 839,01	32,05	0,00
Total des dépenses d'équipement		22 118 205,76	11 448 927,47	51,76	3 317 472,77
10	Dotations, fonds divers et réserves	60 846,51	60 846,51	100,00	0,00
13	Subventions d'investissement	13 462 287,40	13 462 287,40	100,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 400 500,00	1 380 700,37	98,59	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 512,48	818,48	7,79	0,00
Total des dépenses financières		14 934 146,39	14 904 652,76	99,80	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	28 360,00	18 360,00	64,74	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		37 080 712,15	26 371 940,23	71,12	3 317 472,77
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	957 000,00	82 942,00	8,67	0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre en investissement		957 000,00	82 942,00	8,67	0,00
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		38 037 712,15	26 454 882,23	69,55	3 317 472,77
001 Solde d'exécution négatif reporté		0,00			
Total des dépenses de la section d'investissement		38 037 712,15	26 454 882,23		3 317 472,77

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) DI 040 = RF 042

(5) DI 041 = RI 041

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE					II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	17 119 313,71	14 984 161,51	87,53	1 374 071,31
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	22 809,70	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	32 389,92	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 213 640,03	1 558 125,11	128,38	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 000,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 180 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	28 360,00	0,00	0,00	18 360,00
Total des recettes réelles d'investissement		24 551 313,74	16 597 486,24	67,60	1 392 431,31
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	4 312 249,43			
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	3 327 000,00	4 684 487,54	140,80	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre en investissement		7 639 249,43	4 684 487,54	61,32	0,00
Total des recettes d'investissement de l'exercice		32 190 563,17	21 281 973,78	66,11	1 392 431,31
001 Solde d'exécution positif reporté		5 847 148,98			
Total des recettes de la section d'investissement		38 037 712,15	21 281 973,78		1 392 431,31

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) DI 040 = RF 042

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) DI 041 = RI 041

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE							II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE							A2.1
Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	10 698 645,51	9 898 627,61	309 464,75	10 208 092,36	95,41	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	20 088 052,00	19 677 808,52	10 813,33	19 688 621,85	98,01	0,00
014	Atténuations de produits	1 963 394,00	1 918 812,85	0,00	1 918 812,85	97,73	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	4 237 427,79	3 736 338,38	28 443,00	3 764 781,38	88,85	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		36 987 519,30	35 231 587,36	348 721,08	35 580 308,44	96,20	0,00
66	Charges financières	266 570,00	219 417,29	0,00	219 417,29	82,31	0,00
67	Charges spécifiques	78 625,00	78 084,69	0,00	78 084,69	99,31	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	100,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		37 382 714,30	35 579 089,34	348 721,08	35 927 810,42	96,11	0,00
023	Virement à la section d'investissement	4 312 249,43					
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	3 327 000,00	4 684 487,54	0,00	4 684 487,54	140,80	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		7 639 249,43	4 684 487,54	0,00	4 684 487,54	61,32	0,00
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		45 021 963,73	40 263 576,88	348 721,08	40 612 297,96	90,21	0,00
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		45 021 963,73	40 263 576,88	348 721,08	40 612 297,96		0,00

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE							II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE							A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	100 000,00	41 958,29	0,00	41 958,29	41,96	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 690 261,00	4 528 702,01	512 081,14	5 040 783,15	107,47	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	3 891 266,00	3 891 266,00	0,00	3 891 266,00	100,00	0,00
731	Fiscalité locale	25 759 982,00	25 627 027,15	0,00	25 627 027,15	99,48	0,00
74	Dotations et participations	4 889 686,00	4 781 354,24	21 431,35	4 802 785,59	98,22	0,00
75	Autres produits de gestion courante	374 287,39	381 164,32	0,00	381 164,32	101,84	0,00
Total des recettes de gestion des services		39 705 482,39	39 251 472,01	533 512,49	39 784 984,50	100,20	0,00
76	Produits financiers	111 900,00	202 150,00	0,00	202 150,00	180,65	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	1 394 956,90	0,00	1 394 956,90	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	27 783,00	27 783,00	0,00	27 783,00	100,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		39 845 165,39	40 876 361,91	533 512,49	41 409 874,40	103,93	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	957 000,00	82 942,00	0,00	82 942,00	8,67	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre (3)		957 000,00	82 942,00	0,00	82 942,00	8,67	0,00
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		40 802 165,39	40 959 303,91	533 512,49	41 492 816,40	101,69	0,00
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		4 219 798,34					
Total des recettes de la section de fonctionnement		45 021 963,73	40 959 303,91	533 512,49	41 492 816,40		0,00

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) RF 042 = DI 040

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 160026(1)
LIBELLE : TRAVAUX AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		200 028,53	A 45 796,29	0,00	0,00	B 1 229 370,80
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 380,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	4 380,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	52 329,29
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00		0,00	52 329,29
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	200 028,53	45 796,29	0,00	0,00	1 172 661,51
2313	Constructions	200 028,53	45 796,29		0,00	1 170 310,19
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00		0,00	2 351,32

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	^C 0,00	0,00	0,00	^D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-45 796,29	D - B	-1 229 370,80

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 220011(1)
LIBELLE : EXTENSION DU RESEAU DE VIDEOPROTECTION

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalizations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		491 370,87	A 322 743,88	0,00	0,00	B 1 588 758,01
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	24 707,63	24 707,63	0,00	0,00	78 449,59
2031	Frais d'études	24 707,63	24 707,63		0,00	77 238,14
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	1 211,45
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	466 663,24	298 036,25	0,00	0,00	1 510 308,42
21533	Réseaux câblés	313 035,97	173 485,23		0,00	943 633,59
2188	Autres immobilisations corporelles	153 627,27	124 551,02		0,00	566 674,83
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	^C 0,00	0,00	0,00	^D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-322 743,88	D - B	-1 588 758,01

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240014(1)
LIBELLE : NOUVEAU GYMNASE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalizations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		737 500,00	A 443 127,24	0,00	0,00	B 443 127,24
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	657 500,00	442 413,24	0,00	0,00	442 413,24
2031	Frais d'études	657 500,00	442 413,24		0,00	442 413,24
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	80 000,00	714,00	0,00	0,00	714,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	80 000,00	714,00		0,00	714,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	^C 0,00	0,00	0,00	^D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-443 127,24	D - B	-443 127,24

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240015(1)
LIBELLE : CONSTRUCTION CTM

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalizations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		333 500,00	A 6 180,00	0,00	0,00	B 6 180,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	323 500,00	6 180,00	0,00	0,00	6 180,00
2031	Frais d'études	323 500,00	6 180,00		0,00	6 180,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	10 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	^C 0,00	0,00	0,00	^D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-6 180,00	D - B	-6 180,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240016(1)
LIBELLE : EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE PARANGON

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalizations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		983 089,00	A 61 991,60	0,00	0,00	B 61 991,60
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	196 500,00	12 214,94	0,00	0,00	12 214,94
2031	Frais d'études	196 500,00	12 214,94		0,00	12 214,94
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	786 589,00	49 776,66	0,00	0,00	49 776,66
21312	Bâtiments scolaires	786 589,00	49 776,66		0,00	49 776,66
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	^C 0,00	0,00	0,00	^D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-61 991,60	D - B	-61 991,60

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS								IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		14 903 834,28	615 584,46	0,00	628 265,02	1 107 620,90	1 747 919,84	150 478,79	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	60 846,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	13 462 287,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 380 700,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	175 386,73	0,00	24 871,25	284 287,10	535 528,19	7 836,19	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 700,00	0,00	76 798,38	0,00	0,00	31 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	403 713,65	0,00	526 595,39	783 194,31	1 212 391,65	111 336,60	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	33 784,08	0,00	0,00	40 139,49	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		2 184 446,01	47 730,20	0,00	0,00	50 165,00	27 997,83	5 220,13	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 558 125,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	626 241,40	25 000,00	0,00	0,00	50 165,00	27 997,83	5 220,13	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	79,50	22 730,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		3 330 048,42	512,48	54 233,14	3 833 442,90		26 371 940,23
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		60 846,51
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		13 462 287,40
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 380 700,37
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	42 203,35	0,00	16 632,00	220 351,89		1 307 096,70
204	Subventions d'équipement versées	2 200 753,00	0,00	30 861,94	121 107,24		2 463 220,56
21	Immobilisations corporelles	1 047 388,95	0,00	6 739,20	3 441 233,85		7 532 593,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	39 703,12	0,00	0,00	32 389,92		146 016,61
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	512,48	0,00	0,00		818,48
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	18 360,00		18 360,00
RECETTES		14 234 567,00	0,00	14 970,15	32 389,92		16 597 486,24
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 558 125,11
13	Subventions d'investissement	14 234 567,00	0,00	14 970,15	0,00		14 984 161,51
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		22 809,70
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	32 389,92		32 389,92
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS									IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE									A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		2 952 794,50	9 589 519,15	0,00	2 082 357,66	4 453 716,71	8 305 580,72	4 746 295,93	0,00
011	Charges à caractère général	82,29	3 433 232,20	0,00	220 260,93	2 771 815,46	1 661 524,32	512 285,66	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	5 780 947,51	0,00	1 418 237,10	1 649 287,43	5 973 942,54	2 714 290,40	0,00
014	Atténuations de produits	1 918 812,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	686 397,38	375 339,44	0,00	443 859,63	32 613,82	670 113,86	1 519 719,87	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	219 417,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	78 084,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		32 728 021,59	551 616,24	0,00	574,97	1 432 876,14	1 921 218,25	1 979 339,63	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	41 958,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	137 455,97	0,00	0,00	1 361 456,98	1 075 395,10	1 064 901,41	0,00
73	Impôts et taxes	3 891 266,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	25 627 027,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 979 794,38	39 001,00	0,00	0,00	5 997,00	801 402,27	976 590,94	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1,06	318 244,08	0,00	574,97	65 422,16	44 420,88	-62 152,72	0,00
76	Produits financiers	202 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	14 956,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	27 783,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	1 987 720,67	321 998,69	738 098,11	749 728,28		35 927 810,42
011	Charges à caractère général	0,00	779 737,71	270 533,47	46 939,04	511 681,28		10 208 092,36
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 204 749,58	51 465,22	682 809,07	212 893,00		19 688 621,85
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 918 812,85
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 233,38	0,00	8 350,00	25 154,00		3 764 781,38
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		219 417,29
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		78 084,69
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
RECETTES		0,00	1 495 010,37	270 685,43	0,00	1 030 531,78		41 409 874,40
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		41 958,29
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	114 824,98	256 883,91	0,00	1 029 864,80		5 040 783,15
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 891 266,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		25 627 027,15
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 802 785,59
75	Autres produits de gestion courante	0,00	185,39	13 801,52	0,00	666,98		381 164,32
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		202 150,00
77	Produits spécifiques	0,00	1 380 000,00	0,00	0,00	0,00		1 394 956,90
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		27 783,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 037 712,15	26 454 882,23	3 317 472,77	8 265 357,15
RECETTES	38 037 712,15	21 281 973,78	1 392 431,31	15 363 307,06
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	45 021 963,73	40 612 297,96	0,00	4 409 665,77
RECETTES	45 021 963,73	41 492 816,40	0,00	3 529 147,33

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET CINEMA/ N°SIRET : 21940042100182				
SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	98 374,00	65 043,00	24 980,00	8 351,00
RECETTES	98 374,00	53 740,31	0,00	44 633,69
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	157 755,00	151 295,35	0,00	6 459,65
RECETTES	157 755,00	151 295,35	0,00	6 459,65

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 136 086,15	26 519 925,23	3 342 452,77	8 273 708,15
RECETTES	38 136 086,15	21 335 714,09	1 392 431,31	15 407 940,75
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	45 179 718,73	40 763 593,31	0,00	4 416 125,42
RECETTES	45 179 718,73	41 644 111,75	0,00	3 535 606,98

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 136 086,15	26 519 925,23	3 342 452,77	8 273 708,15
RECETTES	38 136 086,15	21 335 714,09	1 392 431,31	15 407 940,75
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	45 179 718,73	40 763 593,31	0,00	4 416 125,42
RECETTES	45 179 718,73	41 644 111,75	0,00	3 535 606,98
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	83 315 804,88	67 283 518,54	3 342 452,77	12 689 833,57
TOTAL GENERAL DES RECETTES	83 315 804,88	62 979 825,84	1 392 431,31	18 943 547,73

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péριο- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					25 181 352,89									
1641 Emprunts en euros (total)					25 181 352,89									
00001591664	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	10/10/2018	10/10/2018	13/03/2019	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1,44%	1,440	1,440	EUR	T	P	O	A-1
00001591667	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	10/10/2018	10/10/2018	13/03/2019	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1,44%	1,440	1,440	EUR	T	P	O	A-1
0964418	Caisse d'Epargne Ile de France	04/10/2017	29/11/2017	20/11/2018	3 000 000,00	V	Euribor 12m + 0,28%, flooré à 0,28%	0,280	0,284	EUR	A	P	O	A-1
097	Crédit Mutuel Ile-de-France	18/12/2003	31/03/2009	30/06/2009	919 303,75	F	Taux fixe à 2,804%	2,804	2,804	EUR	T	P	O	A-1
098	Caisse des Dépôts et Consignations	22/12/2008	07/01/2009	01/02/2010	800 000,00	F	Taux fixe à 4,42%	4,420	4,420	EUR	A	P	O	A-1
099	Caisse d'Epargne Ile de France	28/12/2009	31/03/2011	31/03/2012	2 590 000,00	F	Taux fixe à 3,71%	3,710	3,710	EUR	A	C	O	A-1
1195893	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	26/09/2017	26/01/2018	26/04/2018	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1,39%	1,390	1,390	EUR	T	P	O	A-1
2435	Société Générale	31/07/2019	07/08/2019	07/11/2019	4 000 000,00	F	Taux fixe à 0,72%	0,720	0,730	EUR	T	C	O	A-1
500	Crédit Mutuel Ile-de-France	18/12/2003	31/03/2009	30/06/2009	312 049,14	F	Taux fixe à 2,804%	2,804	2,804	EUR	T	P	O	A-1
501	Caisse d'Epargne Ile de France	28/12/2009	31/03/2011	31/03/2012	60 000,00	F	Taux fixe à 3,71%	3,710	3,710	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péριο- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Cat�- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MON530016EUR	La banque postale	13/12/2019	24/12/2019	01/04/2020	3 500 000,00	F	Taux fixe à 0,64%	0,640	0,640	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					160 787,00									
1681 Autres emprunts (total)(9)					160 787,00									
10339731-01	Agence de l'Eau Seine Normandie	22/06/2012	06/08/2013	06/08/2014	41 447,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
10419631-01	Agence de l'Eau Seine Normandie	07/06/2013	01/08/2013	31/07/2014	119 340,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					25 342 139,89									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers(Total)		0,00		15 022 679,90					1 384 882,40	265 333,23	0,00	32 705,54
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		15 022 679,90					1 384 882,40	265 333,23	0,00	32 705,54
00001591664	N	0,00	A-1	2 188 694,65	13,96	F	Taux fixe à 1,44%	1,440	140 122,79	32 780,57	0,00	1 488,31
00001591667	N	0,00	A-1	2 188 694,65	13,96	F	Taux fixe à 1,44%	1,440	140 122,79	32 780,57	0,00	1 488,31
0964418	N	0,00	A-1	1 969 028,81	12,90	V	Euribor 12m + 0,28%, flooré à 0,28%	2,740	148 519,91	92 787,46	0,00	6 077,19
097	N	0,00	A-1	153 853,55	2,25	F	Taux fixe à 2,75%	2,750	63 187,77	3 868,39	0,00	0,00
098	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4,42%	4,420	70 946,13	3 135,82	0,00	0,00
099	N	0,00	A-1	345 333,29	1,25	F	Taux fixe à 3,71%	3,710	172 666,67	19 217,80	0,00	9 608,90
1195893	N	0,00	A-1	2 772 063,34	13,08	F	Taux fixe à 1,39%	1,390	189 252,82	40 178,66	0,00	6 850,08
2435	N	0,00	A-1	2 950 000,00	14,61	F	Taux fixe à 0,72%	0,720	200 000,00	22 508,00	0,00	3 186,00
500	N	0,00	A-1	55 344,88	2,25	F	Taux fixe à 2,75%	2,750	22 730,20	1 390,76	0,00	0,00
501	N	0,00	A-1	8 000,00	1,25	F	Taux fixe à 3,71%	3,710	4 000,00	445,20	0,00	222,60
MON530016EUR	N	0,00	A-1	2 391 666,73	10,01	F	Taux fixe à 0,64%	0,640	233 333,32	16 240,00	0,00	3 784,15
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		42 876,57					10 719,13	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		42 876,57					10 719,13	0,00	0,00	0,00
10339731-01	N	0,00	A-1	11 052,57	3,60	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	2 763,13	0,00	0,00	0,00
10419631-01	N	0,00	A-1	31 824,00	3,58	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	7 956,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		15 065 556,47					1 395 601,53	265 333,23	0,00	32 705,54

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (<i>cap</i>) ou encadré (<i>tunnel</i>)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	15 065 556,47	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (<i>swaption</i>)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2020-12-15
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Subvention équipmt transférable versée par Région	10	15/12/2020
L	Subvention équipmt transférable versé par Groupmt	10	15/12/2020
L	Subvention d'investissement autres	20	15/12/2020
L	Documents d'urbanisme	10	15/12/2020
L	Frais d'études non suivies de réalisatio	5	15/12/2020
L	Frais d'insertion non suivis de réalisatio	5	15/12/2020
L	Sub pour biens immobiliers versée au département	15	15/12/2020
L	Sub pour biens mobiliers versée à la commun	5	15/12/2020
L	20415331 - Sub à des EPA pour mob et matériel	5	15/12/2020
L	20415332 - Sub à des EPA pour batiments	15	15/12/2020
L	20415341 - Sub à des EPIC pour mob et matérie	5	15/12/2020
L	20415342 - Sub à des EPIC pour batiment	5	15/12/2020
L	204181 - Sub biens mob versée à autre org publi	5	15/12/2020
L	204182 - Sub biens immob à autre org public	15	15/12/2020
L	Sub pour projet d'int national à autre org public	30	15/12/2020
L	Sub pour biens mobiliers versée à une p. privé	5	15/12/2020
L	Sub pour biens immobiliers versée à une p. privée	15	15/12/2020
L	Logiciels et licence	2	15/12/2020
L	Terrains nu	0	15/12/2020
L	Terrains de voiri	0	15/12/2020
L	Terrains aménagés autres que voiri	0	15/12/2020
L	Terrains bati	0	15/12/2020
L	Cimetière	0	15/12/2020
L	Arbres et arbustes	15	15/12/2020
L	Autres agencements de terrai	0	15/12/2020
L	Batiments administratif	0	15/12/2020
L	Batiments scolaire	0	15/12/2020
L	Batiments sociau	0	15/12/2020
L	Batiments culturels et sportif	0	15/12/2020
L	Equipements du cimetière	0	15/12/2020
L	Autres batiments public	0	15/12/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Immeubles de rapport	30	15/12/2020
L	Installations sur batiments public	0	15/12/2020
L	Autres construction	0	15/12/2020
L	Batiments publics sur sol d'autrui	20	15/12/2020
L	Autres constr sur sol d'autrui selon durée du bail	11	15/12/2020
L	Réseaux de voiri	0	15/12/2020
L	Installations de voiri	0	15/12/2020
L	Réseaux cablés	20	15/12/2020
L	Réseaux d'électrification	20	15/12/2020
L	Autres réseaux	20	15/12/2020
L	Matériel roulant	10	15/12/2020
L	Autre matériel et outillage de voirie	10	15/12/2020
L	Autre matériel technique	10	15/12/2020
L	Oeuvre d'ar	0	15/12/2020
L	Biens historiques et culturels mobilier	0	15/12/2020
L	Autres matériels de transpor	8	15/12/2020
L	Matériel informatique scolaire	5	15/12/2020
L	Autre matériel informatiqu	5	15/12/2020
L	Matériel et mobilier scolaires	10	15/12/2020
L	Autres matériel et mobilier	10	15/12/2020
L	Matériel de téléphoni	5	15/12/2020
L	Autres équipements	10	15/12/2020
L	Coffre-fort	20	15/12/2020

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	50 000,00	27 783,00	22 217,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	50 000,00	27 783,00	22 217,00
Créances douteuses	02/04/2024	0,00	50 000,00	27 783,00	22 217,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	50 000,00	27 783,00	22 217,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		0,00	50 000,00	27 783,00	22 217,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	44 132 589,24	28 340 034,51	2 394 766,11
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					44 132 589,24	28 340 034,51											938 061,89	1 456 704,22
CDC Habitat	2026	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 206 077,00	0,00	15,43	A	V	Livret A + 1,11%	4,110	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat	2026	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 158 779,00	0,00	15,43	A	V	Livret A + 1,11%	4,110	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
ICF La Sablière	2009	P		Crédit Foncier	2 877 615,30	1 428 740,32	8,91	A	F	Taux fixe à 4,32%	4,320	F	Taux fixe à 4,32%	4,320	A-1	EUR	67 239,44	127 728,16
Immobilière 3F	2019	X		Caisse des Dépôts et Consignations	504 230,14	447 393,48	30,18	A	V	Livret A + 1,00%	1,750	V	Livret A + 1,00%	4,000	A-1	EUR	18 119,95	5 605,35
Immobilière 3F	2008	X		Caisse des Dépôts et Consignations	60 992,84	36 046,94	15,18	A	V	Livret A + 0,70%	4,700	V	Livret A + 0,70%	3,700	A-1	EUR	1 388,15	1 470,62
Immobilière 3F	2019	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 226 031,76	947 273,60	15,18	A	V	Livret A + 1,00%	1,750	V	Livret A + 1,00%	4,000	A-1	EUR	39 434,81	38 596,53
Immobilière 3F	2008	X		Caisse des Dépôts et Consignations	22 078,52	17 066,00	30,18	A	V	Livret A + 0,70%	4,700	V	Livret A + 0,70%	3,700	A-1	EUR	639,16	208,47
L'Habitation Confortable	2016	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 677 294,18	832 190,10	7,92	A	V	Livret A + 1,20%	1,950	V	Livret A + 1,20%	4,200	A-1	EUR	38 357,91	81 093,51
Logirep	2017	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 625 000,00	870 553,20	7,09	A	V	Livret A - 0,75%	0,000	V	Livret A - 0,75%	2,250	A-1	EUR	21 605,45	89 688,82

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Logirep	2022	C		La banque postale	763 000,00	763 000,00	19,97	A	F	Taux fixe à 2,20%	2,200	F	Taux fixe à 2,20%	2,200	A-1	EUR	16 785,96	0,00
Logirep	2016	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 478 709,97	1 323 352,02	33,02	A	V	Livret A + 1,11%	1,860	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	41 833,52	21 777,26
Logirep	2018	X		Caisse des Dépôts et Consignations	714 449,06	451 723,72	9,92	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	17 430,77	32 464,20
Logirep	2016	X		Caisse des Dépôts et Consignations	5 293 082,48	5 010 544,06	53,53	A	V	Livret A + 1,11%	1,860	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	206 975,34	25 352,23
Logirep	2016	X		Caisse des Dépôts et Consignations	2 000 201,97	1 797 070,32	33,52	A	V	Livret A + 1,11%	1,860	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	74 853,66	24 186,70
Logirep	2016	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 936 543,55	1 739 876,74	33,52	A	V	Livret A + 1,11%	1,860	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	72 471,37	23 416,93
Logirep	2018	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 779 457,17	1 390 613,33	17,10	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	51 505,94	40 107,35
Logirep	2020	X		Caisse des Dépôts et Consignations	333 952,78	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0,90%	1,400	V	Livret A + 0,90%	3,900	A-1	EUR	2 608,25	66 878,09
Logirep	2016	X		Caisse des Dépôts et Consignations	2 034 527,15	1 920 400,79	53,04	A	V	Livret A + 1,11%	1,860	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	60 150,64	13 703,51
Logirep	2022	P		La banque postale	6 480 000,00	6 214 894,15	18,97	A	F	Taux fixe à 2,06%	2,060	F	Taux fixe à 2,06%	2,060	A-1	EUR	133 488,00	265 105,85
OPH Paris Habitat	2015	P		Caisse d'Epargne Ile de France	3 878 017,38	2 272 049,36	10,43	A	F	Taux fixe à 1,47%	1,470	F	Taux fixe à 1,47%	1,470	A-1	EUR	36 177,91	189 032,63
OPH Paris Habitat	2003	X		Caisse des Dépôts et Consignations	27 763,70	12 522,22	14,68	A	V	Livret A + 0,70%	3,700	V	Livret A + 0,70%	3,700	A-1	EUR	486,14	616,62
OPH Paris Habitat	2003	X		Caisse des Dépôts et Consignations	51 628,93	31 613,63	29,69	A	V	Livret A + 0,70%	3,700	V	Livret A + 0,70%	3,700	A-1	EUR	1 190,85	571,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Seqens	2026	X		Caisse des Dépôts et Consignations	553 088,00	0,00	40,95	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
Seqens	2026	X		Caisse des Dépôts et Consignations	140 591,00	0,00	40,95	A	V	Livret A - 0,40%	2,600	V	Livret A - 0,40%	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
Seqens	2010	X		Caisse des Dépôts et Consignations	5 020 250,00	380 555,77	0,25	A	F	Taux fixe à 1,90%	1,900	F	Taux fixe à 1,90%	1,900	A-1	EUR	14 326,30	373 460,09
Seqens	2026	X		Caisse des Dépôts et Consignations	253 279,00	0,00	80,97	A	V	Livret A + 0,15%	3,150	V	Livret A + 0,15%	3,150	A-1	EUR	0,00	0,00
Seqens	2018	X		Caisse des Dépôts et Consignations	721 672,36	452 554,76	9,42	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	20 992,37	35 639,93
Seqens	2026	X		Caisse des Dépôts et Consignations	314 276,00	0,00	80,97	A	V	Livret A + 0,15%	3,150	V	Livret A + 0,15%	3,150	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL					44 132 589,24	28 340 034,51											938 061,89	1 456 704,22

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	1 621 649,47
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	1 621 649,47
Recettes réelles de fonctionnement	II	45 542 600,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	3,56

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	2 192 058,17	
Personnes de droit privé	988 373,95	
Associations	915 623,95	
A.R.A.C.	400,00	
ABBAYE BORDS MARNE	31 000,00	
ACTIVES MAM S	22 000,00	
ADIL 94 AGENCE DEPART INFORMATION LOGEME	150,00	
AFM	2 800,00	
AIDES EVENTS SAS	250,00	
AMICALE ANCIENS DE MOZART PETANQUE	500,00	
AMICALE DES USAGERS DU PORT DE PLAISANCE	4 500,00	
AMIS FONDATION MEMOIRE DEPORTATI ASSO AFMD	50,00	
APPRESS	200,00	
ARJ ASSO. DES RETRAITES JOINVILL	1 000,00	
ART 2 AILES	1 000,00	
ARTISTES SPORTIFS DE COEUR AS D E COEUR	6 000,00	
ASS FRANCAISE DES SCLEROSES EN P AFSEP	200,00	
ASS SAUVEGARDE ENVIRON POLANGIS ASEP	1 500,00	
ASS.JOINVILLAISE D'AIDE A DOMICI A.J.A.D	58 000,00	
ASSO DES MEMBRES DE L'ORDRE DES ACADEMIQUES AMOPA	60,00	
ASSO. DES LOCATAIRES DU GROUPE HIPPPOLYTE PINSON	350,00	
ASSO. DES MEMBRES DE L'ORDRE NAT DU MERITE (ANMONM 94)	200,00	
ASSOCIATION ATELIER 55	500,00	
ASSOCIATION CARRE DES CANOTIERS	1 000,00	
ASSOCIATION DES AMIS DE SAINT CHARLES	1 500,00	
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES AUTONOMES JOINVILLAIS (UNAPE)	350,00	
ATHLETIQUE CLUB DE PARIS JOINVIL	70 000,00	
AVIRON MARNE ET JOINVILLE	117 000,00	
BALADINS DE JOINVILLE VALLEE DE LA MARNE	7 000,00	
BASKET CLUB DE JOINVILLE	15 000,00	
BOXING CLUB DE JOINVILLE	1 000,00	
CHORALE A COEUR JOIE DYAPASON	1 500,00	
CITOYEN DU MONDE	3 500,00	
COMITE FRANCAIS DE SECOURISME	1 000,00	
COMITE REGIONAL DES JOINVILLAIS	1 500,00	
COMPAGNIE NAGANANDA	1 000,00	
COMPAGNIE VILAIN DEFAULT	500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION LOCALE	5 000,00	
DE SAINT VINCENT DE PAUL CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL DE MARNE	200,00	
DOJO CLUB DE JOINVILLE	1 000,00	
ELAN GYM JOINVILLE	8 000,00	
ENDURO 18/112	300,00	
FNACA ANC COMBATTANTS ALGERIE MAROC TU	1 200,00	
FOOTBALL DE TABLE JOINVILLE	2 500,00	
FRANCE ALZHEIMER VAL DE MARNE	500,00	
FÉDÉRATION DU CONSEIL DES PARENT D'ELEVES JOINVILLE (FCPE)	350,00	
FÉDÉRATION NAT. A. MAGINOT FNAM 94	2 000,00	
JEUNES JOINVILLAIS DE BARBUSSE JJB	3 500,00	
JOINVILLE CITE FORET	1 500,00	
JOINVILLE EAU VIVE	9 000,00	
JOINVILLE GYM	1 000,00	
JOINVILLE HANDBALL	26 400,00	
JOINVILLE JUDO JUJITSU	800,00	
JOINVILLE SPORTING CLUB	800,00	
KARATE CLUB	1 500,00	
L'ANGLAIS DES KIDS	350,00	
L'ECHIQUIER DE JOINVILLE	14 000,00	
LA MAISON KANGOUROU	289 999,95	
LA PREVENTION ROUTIERE	200,00	
LA RESSOURCERIE	4 000,00	
LE CAPITAL DES MOTS	350,00	
LE FANTASTIQUE BATAILLON DE JOIN	250,00	
LES BRAILLEURS DE SIGNES	1 000,00	
LES PETITS PINSONS	69 289,00	
LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER	500,00	
MIREILLE ET MARCEL	1 000,00	
PLACE AU VELO	2 000,00	
PROTECTION CIVILE DE PARIS PC PARIS	1 000,00	
RACING CLUB DE JOINVILLE	75 095,00	
RACING TENNIS CLUB DE JOINVILLE	2 000,00	
RASSEMBLEMENT JOINVILLAIS DES AN	4 000,00	
RESTAURANTS DU COEUR RESTOS DU COEUR	2 000,00	
SCRABBLE CLUB JOINVILLAIS	250,00	
SECOURS CATHOLIQUE	600,00	
SHOTOKAN KARATE CLUB JOINVILLE LE PONT	1 500,00	
SNL VAL DE MARNE	500,00	
SOCIETE D'ENTRAIDE	150,00	
SOLEIL NOIR	1 000,00	
SUTOR	17 500,00	
TAEKWONDO HAPKIDO CLUB DE JOINV ILLE	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
THIAM BOXING PUNCH	3 000,00	
U F A L UNION FAMILIALE LAIQUE	200,00	
UN ENFANT PAR LA MAIN	300,00	
UNAFAM 94	200,00	
V M E H - VISITES DE MALADES EN ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS	330,00	
VIVO JOINVILLE	1 000,00	
YOGA JOINVILLE	1 000,00	
Entreprises	65 250,00	
MAISON BLEUE JOINVILLE LE PONT	65 250,00	
Personnes physiques	7 500,00	
ADOLPHE TIMOTHE	2 500,00	
CLOUVEL ELODIE	2 500,00	
LOUIS MARIE ALEXANDRA	2 500,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	1 203 684,22	
Etat	61 276,98	
DIR REG FINANCES PUBLIQUES BSPP (POMPIERS DE PARIS) DRFIP IDF	61 276,98	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	98 013,33	
CINEMA JOINVILLE LE PONT	98 013,33	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	1 044 393,91	
BENEFICIAIRES INDETERMINES - SUR CONVENTION SUBVENTION ALARMES	15 521,40	
BENEFICIAIRES INDETERMINES - SUR CONVENTION SUBVENTION VELOS	30 861,94	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE JOINVILLE LE PONT	989 274,93	
COLLEGE JEAN CHARCOT	2 300,00	
COLLEGE JULES FERRY	2 000,00	
ECOLE JJ GRESSIER PRIMAIRE OCCE COOP 94	1 297,64	
ECOLE LA FONTAINE MATERNELLE OCCE 94	172,50	
ECOLE P'TIT GIBUS MATERNELLE OCCE 94	205,50	
ECOLE POLANGIS MATERNELLE OCCE 94	297,00	
ECOLE POLANGIS PRIMAIRE OCCE COOP 94	1 066,50	
ECOLE PRIMAIRE PARANGON OCCE COOP 94	505,50	
ECOLE SIMONE VEIL OCCE COOP 94	372,00	
ECOLE VOISIN PRIMAIRE OCCE COOP 94	519,00	
Autres	0,00	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		4,00	1,00	5,00	4,90	0,00	4,90
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	1,00	3,00	2,90	0,00	2,90
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		90,00	1,00	91,00	68,40	16,00	84,40
Adjoint administratif pal 1 cl	C	26,00	1,00	27,00	24,80	0,00	24,80
Adjoint administratif pal 2 cl	C	13,00	0,00	13,00	10,60	2,00	12,60
Adjoint administratif terr.	C	12,00	0,00	12,00	11,00	1,00	12,00
Attaché	A	18,00	0,00	18,00	10,00	6,00	16,00
Attaché hors classe	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Rédacteur	B	10,00	0,00	10,00	5,00	5,00	10,00
Rédacteur principal 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur principal 2 cl	B	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		131,00	11,00	142,00	102,75	32,91	135,66
Adjoint technique pal 1 cl	C	17,00	0,00	17,00	17,00	0,00	17,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	41,00	2,00	43,00	29,58	12,80	42,38
Adjoint technique territorial	C	38,00	8,00	46,00	34,17	9,31	43,48
Agent de maîtrise	C	5,00	0,00	5,00	3,00	2,00	5,00
Agent de maîtrise principal	C	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	2,00	4,00	6,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur principal	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Technicien principal de 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 2 cl	B	5,00	1,00	6,00	2,00	2,80	4,80
FILIERE SOCIALE (d)		23,00	1,00	24,00	18,00	4,80	22,80
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	7,00	1,00	8,00	4,00	3,80	7,80
Assistant socio-éducatif	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
Assistant socio-éducatif cl ex	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur de jeunes enf.	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		15,00	1,00	16,00	12,00	2,91	14,91
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	10,00	0,00	10,00	8,00	2,00	10,00
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Infirmière en soins généraux	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Psychologue cl.N	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,91	0,91
Puéricultrice hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		1,00	2,00	3,00	0,00	1,73	1,73
Educateur territorial A.P.S	B	1,00	2,00	3,00	0,00	1,73	1,73
FILIERE CULTURELLE (h)		15,00	27,00	42,00	17,41	8,23	25,64
Adjoint du patrimoine	C	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 1c	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant conservation pal 2c	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	3,00	7,00	10,00	6,35	0,00	6,35
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	3,00	14,00	17,00	4,87	4,78	9,65
Assistant ens. artistique	B	0,00	4,00	4,00	0,00	1,45	1,45
Professeur ens. art. Hcl.	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur ens. art. cl.N	A	0,00	2,00	2,00	1,19	0,00	1,19
FILIERE ANIMATION (i)		48,00	32,00	80,00	49,95	19,09	69,04
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	19,00	12,00	31,00	10,90	11,88	22,78
Adjoint territorial animation	C	18,00	20,00	38,00	30,05	6,21	36,26
Animateur	B	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
Animateur principal 2 cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		21,00	0,00	21,00	20,10	0,00	20,10
Brigadier-chef principal	C	14,00	0,00	14,00	14,00	0,00	14,00
Chef de service de police	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur principal de police	A	2,00	0,00	2,00	1,10	0,00	1,10
Gardien-brigadier	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS NON CITES (I) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		344,00	75,00	419,00	288,61	85,67	374,28

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	373	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	374	0,00	332-10	CDI
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	369	0,00	332-14	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	374	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	373	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	370	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	370	0,00	326_352	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	374	0,00	332-14	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	376	0,00	332-10	CDI
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	373	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint du patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	374	0,00	332-10	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	397	0,00	332-11	CDI
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	374	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	385	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	417	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	397	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	370	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	374	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	409	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	376	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	376	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-11	CDI
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	366	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	371	0,00	332-11	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agent de maîtrise	C	TECH	377	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	370	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	376	0,00	332-10	CDI
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	369	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	369	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	369	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	375	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	539	0,00	332-11	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	377	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	457	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	406	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	441	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	384	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	384	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	395	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	375	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	377	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	375	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. artistique	B	CULT	374	0,00	332-14	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	395	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	485	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	645	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	678	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	395	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	485	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	550	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	377	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	388	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	375	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	377	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	373	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	424	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	483	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	615	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	615	0,00	332-8-2°	CDD
Psychologue cl.N	A	MS	524	0,00	332-10	CDD
Rédacteur	B	ADM	377	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	377	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	375	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	401	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	406	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	441	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	377	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Technicien	B	TECH	420	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	421	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	441	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	384	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Apprenti		OTR		0,00	A	A
Assistante maternelle		OTR		0,00	A	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	621	0,00	333-1_333-10	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	398	0,00	333-1_333-10	CDD
Contrat PEC		OTR		0,00	A	A
Contrat PEC		OTR		0,00	A	A
Contrat PEC		OTR		0,00	A	A
Contrat PEC		OTR		0,00	A	A
Contrat PEC		OTR		0,00	A	A
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 POL : Police.
 POMP : Sapeurs-pompiers.
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
 326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L352).

COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2024

343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).

Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	ICF LA SABLIERE SA HLM		SA HLM	1 428 740,32
-	IMMOBILIERE 3F		SA HLM	1 447 780,32
-	L'HABITATION CONFORTABLE		SA HLM	832 190,10
-	SA HLM LOGIREP		SA HLM	21 482 028,33
-	PARIS HABITAT		EPIC	2 316 185,21
-	SEQENS		SA HLM	2 094 344,53
-	CDC HABITAT		SA HLM	2 364 856,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	La Maison Kangourou		Association loi 1901	289 999,95
-	Aviron Marne et Joinville		Association loi 1901	117 000,00
-	Racing Club de Joinville		Association loi 1901	75 095,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1**

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	5 847 148,98
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	-4 546 099,46
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	1 301 049,52

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	1 301 049,52
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	1 301 049,52

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalizations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	2 417 846,51	1 524 419,15	3 317 472,77	4 841 891,92
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	15 042 889,46	4 848 062,65	1 392 431,31	6 240 493,96
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	12 625 042,95	3 323 643,50	-1 925 041,46	1 398 602,04
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	5 847 148,98			5 847 148,98
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00	0,00		0,00
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	5 847 148,98			5 847 148,98
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				7 245 751,02

(1) BP+BS+DM + RAR N-1. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		2 417 846,51	I 1 524 419,15
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		1 400 000,00	1 380 630,64
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 400 000,00	1 380 630,64
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		1 017 846,51	143 788,51
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	60 846,51	60 846,51
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	957 000,00	82 942,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		15 042 889,46	III 4 848 062,65
Ressources propres externes de l'année (a)		1 223 640,03	1 558 125,11
10222	FCTVA	700 000,00	783 025,53
10226	Taxe d'aménagement (2)	513 640,03	775 099,58
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
275	Dépôts et cautionnements versés	10 000,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		13 819 249,43	3 289 937,54
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2802	Frais liés à la réalisation de document	3 940,00	3 939,00
28031	Frais d'études	67 794,00	67 793,55
28033	Frais d'insertion	411,00	411,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	19 592,00	19 591,13
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	3 370,56	3 370,56
280415332	ADM : Bâtiments, installations	15 961,87	15 961,67
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	5 441,00	5 441,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	13 149,40	13 149,40
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	20 952,32	20 952,32
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	53 976,29	56 639,29
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	166,00	166,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	35 987,00	44 320,98
280422	Privé - Bâtiments et installations	796 573,99	775 214,80
2805	Licences, logiciels, droits similaires	67 091,11	73 532,11
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	47 448,47	49 129,47
281321	Immeubles de rapport	6 200,00	6 199,00
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	53 871,43	68 177,43
28148	Construct° sol autrui - Autres construct	577 800,00	577 800,00
28152	Installations de voirie	69 047,45	69 047,45
281533	Réseaux câblés	72 848,00	73 164,00
281534	Réseaux d'électrification	64 639,00	65 206,00
281538	Autres réseaux	4 058,00	4 552,00
2815731	Matériel roulant	35 426,00	35 426,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	4 496,80	4 869,80
281578	Autre matériel technique	22 300,00	22 712,53
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 938,38	2 938,38
281828	Autres matériels de transport	215 869,90	215 605,90
281831	Matériel informatique scolaire	56 838,06	58 457,06
281838	Autre matériel informatique	262 164,32	269 764,32
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	48 600,29	47 528,29
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	94 845,01	92 402,01
28185	Matériel de téléphonie	10 289,00	12 782,74
28188	Autres immo. corporelles	572 913,35	513 692,35
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (4)		
33...	En-cours de production de biens (4)		
35...	Stocks de produits (4)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 180 000,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	4 312 249,43	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2024

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS							IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE							C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	2 460 519,00	30 861,00	0,00	2 200 753,00	228 905,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	1 250 348,69	210 927,69	0,00	184 413,00	855 008,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	346 093,00	115 627,00	0,00	0,00	230 466,00	0,00
A125	Constructions	2 178 534,00	67 257,00	0,00	64 668,00	2 046 609,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	3 586 589,00	1 442 003,00	0,00	0,00	2 144 586,00	0,00
A135	Réseaux divers	218 951,00	0,00	0,00	0,00	218 951,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	18 026,00	0,00	0,00	0,00	18 026,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	769 115,00	0,00	0,00	126 998,00	642 117,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	107 320,28	27 479,28	0,00	0,00	79 841,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		10 935 495,97	1 894 154,97	0,00	2 576 832,00	6 464 509,00	0,00

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	2 460 519,00	30 861,00	2 200 753,00	228 905,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	1 250 348,69	210 927,69	184 413,00	855 008,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	346 093,00	115 627,00	0,00	230 466,00	0,00
A125	Constructions	2 178 534,00	67 257,00	64 668,00	2 046 609,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	3 586 589,00	1 442 003,00	0,00	2 144 586,00	0,00
A135	Réseaux divers	218 951,00	0,00	0,00	218 951,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	18 026,00	0,00	0,00	18 026,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	769 115,00	0,00	126 998,00	642 117,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	107 320,28	27 479,28	0,00	79 841,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		10 935 495,97	1 894 154,97	2 576 832,00	6 464 509,00	0,00

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUN DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;

- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,

- 2111 « Terrains nus »,

- 2115 « Terrains bâtis »,

- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

- 21312 « Bâtiments scolaires »,

- 21318 « Autres bâtiments publics »,

- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,

- 2138 « Autres constructions »,

- 2151 « Réseaux de voirie »,

- 2152 « Installations de voirie »,

- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,

- 21828 « Autres matériels de transport »,

- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,

- 2313 « Constructions en cours »,

- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,

- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS						IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION						C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	10 073 303,26	26 334,00	0,00	418 384,35	9 335 764,75	292 820,16
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	2 702 538,00	0,00	0,00	24 958,00	2 642 387,00	35 193,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	5 280 005,00	130 847,00	0,00	406 304,00	4 692 291,00	50 563,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	9 477 527,00	0,00	0,00	119 418,00	9 269 322,00	88 787,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	3 821 622,00	0,00	0,00	0,00	3 792 545,00	29 077,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	5 165 784,00	1 002 950,00	0,00	2 324 691,00	1 817 539,00	20 604,00
6	Action économique	322 793,00	0,00	0,00	0,00	322 793,00	0,00
7	Environnement	822 465,00	90 493,00	0,00	0,00	691 421,00	40 551,00
8	Transports	4 297 865,69	686 990,69	0,00	75 494,00	3 460 187,00	75 194,00
TOTAL		41 963 902,95	1 937 614,69	0,00	3 369 249,35	36 024 249,75	632 789,16

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	10 073 303,26	26 334,00	418 384,35	9 335 764,75	292 820,16
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	2 702 538,00	0,00	24 958,00	2 642 387,00	35 193,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	5 280 005,00	130 847,00	406 304,00	4 692 291,00	50 563,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	9 477 527,00	0,00	119 418,00	9 269 322,00	88 787,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	3 821 622,00	0,00	0,00	3 792 545,00	29 077,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	5 165 784,00	1 002 950,00	2 324 691,00	1 817 539,00	20 604,00
6	Action économique	322 793,00	0,00	0,00	322 793,00	0,00
7	Environnement	822 465,00	90 493,00	0,00	691 421,00	40 551,00
8	Transports	4 297 865,69	686 990,69	75 494,00	3 460 187,00	75 194,00
TOTAL		41 963 902,95	1 937 614,69	3 369 249,35	36 024 249,75	632 789,16

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUN DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;

- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,

- 2111 « Terrains nus »,

- 2115 « Terrains bâtis »,

- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

- 21312 « Bâtiments scolaires »,

- 21318 « Autres bâtiments publics »,

- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,

- 2138 « Autres constructions »,

- 2151 « Réseaux de voirie »,

- 2152 « Installations de voirie »,

- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,

- 21828 « Autres matériels de transport »,

- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,

- 2313 « Constructions en cours »,

- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,

- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D’INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l’activité (SPIC/SPA)
Edition du journal municipal	Edition du journal municipal			SPIC

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
Carmen PEREZ	POLITISENS	900,00	30/09/2024	Les grands principes du plan local d'urbanisme
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	560,00	24/06/2024	Les fondamentaux d'une politique d'urbanisme
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	560,00	01/07/2024	Les fondamentaux d'une politique d'aménagement
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	560,00	09/07/2024	Lobbying territorial
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	560,00	18/07/2024	Terminer son mandat en développant une stratégie prospective
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	560,00	19/07/2024	Fédérer et mobiliser les forces vives locales
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	800,00	20/08/2024	Maîtriser les nouveaux réseaux
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	560,00	06/09/2024	Convaincre par les mots et par les gestes
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	560,00	27/09/2024	Les grands principes du plan local d'urbanisme
Francis SELLAM	ADVOCACI GROUPE	560,00	05/10/2024	Optimiser le travail de l'équipe municipale
Jean-François CLAIR	POLITISENS	900,00	27/09/2024	Les grands principes du plan local d'urbanisme
Maxence GEORGEAUD	POLITISENS	900,00	27/09/2024	Les grands principes du plan local d'urbanisme
Tony RENUCCI	POLITISENS	900,00	27/09/2024	Les grands principes du plan local d'urbanisme
Élus minorité municipale	CROIX-ROUGE	75,00	29/06/2024	Les gestes qui sauvent (formation collective) 8 participants
Élus minorité municipale	IFED	1 000,00	27 au 29/09	Les élus locaux au cur de la République
Élus minorité municipale	IFED	1 000,00	27 au 29/09	Les élus locaux au cur de la République

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOINVILLE LE PONT - COMMUNE

Numéro SIRET : 21940042100018

POSTE COMPTABLE : 094104 SGC VINCENNES

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

[Arrêté et signatures](#)
[ECCF](#)

		Origine des données	Page
I. Informations générales et synthétiques			
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
II. Exécution budgétaire			
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	<i>Vue d'ensemble</i>		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	<i>Vue détaillée</i>		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	27
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	30
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	40
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	46
III. États financiers			
A	Bilan	Comptable	49
B	Compte de résultat	Comptable	53
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	55
D	Balance des comptes	Comptable	56
IV. États annexés			

		Origine des données	Page
<i>A. Présentation croisée et agrégée</i>			
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
<i>B. États annexés patrimoniaux</i>			
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
<i>C. États annexés budgétaires</i>			
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
<i>D. Autres éléments d'information</i>			
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
V. Arrêté et signatures			
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	87

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	20567

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1202.37

Ratios de niveau		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1746.87
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2013.41
3	Dépenses d'équipement brut / population	436.89
4	Encours de dette / population (2)(3)	732.51
5	DGF / population	139.51
Ratios de structure et d'analyse financière		Valeurs
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	54.80%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	90.14%
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	13.24%
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	9.86%
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	36.38%
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	2.75%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES				I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE				B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	32 190 563,17	40 802 165,39	72 992 728,56
	Recettes réalisées (1)	B	21 281 973,78	41 492 816,40	62 774 790,18
	Restes à réaliser	C	1 392 431,31	0,00	1 392 431,31
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	38 037 712,15	45 021 963,73	83 059 675,88
	Dépenses réalisées (1)	E	26 454 882,23	40 612 297,96	67 067 180,19
	Restes à réaliser	F	3 317 472,77	0,00	3 317 472,77
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-5 172 908,45	880 518,44	-4 292 390,01
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	5 847 148,98	4 219 798,34	10 066 947,32
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	674 240,53	5 100 316,78	5 774 557,31
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-1 925 041,46	0,00	-1 925 041,46
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 250 800,93	5 100 316,78	3 849 515,85

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES					I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés					B2
	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement	5 786 302,47		-5 172 908,45	60 846,51	674 240,53
Fonctionnement	4 212 022,95		880 518,44	7 775,39	5 100 316,78
TOTAL I	9 998 325,42		-4 292 390,01	68 621,90	5 774 557,31
II - Budgets des services à caractère administratif					
27902-JOINVILLE - PORT DE PLAISANCE					
Investissement	60 846,51			-60 846,51	
Fonctionnement	7 775,39			-7 775,39	
Sous-Total	68 621,90			-68 621,90	
27903-JOINVILLE - CINEMA					
Investissement	73 702,90		-11 302,69		62 400,21
Fonctionnement					
Sous-Total	73 702,90		-11 302,69		62 400,21
TOTAL II	142 324,80		-11 302,69	-68 621,90	62 400,21
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	10 140 650,22		-4 303 692,70		5 836 957,52

La compétence PORT a été transférée à l'EPT. Dans ce contexte, les écritures de MAD ont été comptabilisées au regard du PV de MAD signé le 09 juillet 2024.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
PARIS METROPOLE			0,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
SIPPEREC			12 569,26
SIGEIF			4 063,62
SIFUREP			2 070,87
SYNCOM			709,23
Syndicat mixte Autolib Vélib Métropole			53 837,00
Syndicat intercommunal du cimetière et crématorium de Valenton			0,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.



I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie dotée de la seule autonomie financière	Cinéma				SPA	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.



I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 3 317 472,77
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	416 006,72
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	1 000 000,00
21	Immobilisations corporelles (3)	1 450 417,68
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	451 048,37
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I II) 1 392 431,31
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	1 374 071,31
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	18 360,00
45412 0	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES	18 360,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(I V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES			I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)			D
ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		FONDS PROPRES	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	78 125,53
Subventions d'investissement versées	13 192,20	Neutralisations et régularisations	11 975,64
Autres immobilisations incorporelles	2 694,70	Réserves	118 967,86
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	4 219,80
Terrains	10 754,32	Résultat de l'exercice	880,52
Constructions	86 237,23	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	5 814,48
Réseaux et installations de voirie	62 843,06	TOTAL FONDS PROPRES (I)	219 983,82
Réseaux divers	4 163,74	PASSIF	
Installations techniques, agencements et matériel	401,26	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	0,30
Immobilisations mises en concessions ou affermées		DETTES FINANCIÈRES	
Autres	5 717,15	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	29 462,51	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	14 952,48
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	13 669,54	Dettes financières et autres emprunts	15,18
Immobilisations financières (nettes)	22,85	TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	14 967,66
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	229 158,57	DETTES NON FINANCIÈRES	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	722,51
Stocks		Autres dettes non financières	1 449,07
Créances	1 900,70	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	2 171,58
Trésorerie	6 111,93	TOTAL TRÉSORERIE (4)	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	8 012,63	TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	17 139,54
Comptes de régularisation (III)	0,29	Comptes de régularisation (III)	48,12
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	237 171,49	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	237 171,49

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	2 891,50	2 665,33
Participations	1 786,32	1 918,12
Compensations, autres attributions et autres participations	124,97	126,10
Dons et legs		
Impôts et taxes	27 599,48	26 922,16
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	5 040,78	4 701,47
Produits des cessions d'actifs	1 394,55	7 830,75
Autres produits de gestion	381,57	401,26
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	27,78	27,26
Reprises du financement rattaché à un actif	82,94	950,16
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)	39 329,90	45 542,60
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	10 075,61	9 049,82
Charges de personnel	19 022,57	18 336,44
Indemnités des élus (et membres du CESR)	261,46	259,08
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	369,11	149,59
Impôts et taxes	756,57	691,52
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	3 339,94	3 230,88
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	96,56	327,10
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	1 297,99	7 503,65
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	35 219,82	39 548,09

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d’euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	3 172,87	3 284,02
Autres charges	39,43	55,91
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	3 212,29	3 339,92
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	897,79	2 654,59
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	202,15	
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	219,42	259,26
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	-17,27	-259,26
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	880,52	2 395,33



I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES					I
TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFÉRENTS EN N					F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		40,67	0,00	15 785 654,00	4,61
TFPNB		36,27	0,00	6 093,00	26,86
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE					II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					A1.1
Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 801 929,72	821 580,89	45,59	416 006,72
204	Subventions d'équipement versées (6)	3 511 997,50	2 463 220,56	70,14	1 000 000,00
21	Immobilisations corporelles	13 214 081,19	7 184 066,69	54,37	1 450 417,68
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	844 708,95	100 220,32	11,86	451 048,37
	Total des opérations d'équipement (2)	2 745 488,40	879 839,01	32,05	0,00
Total des dépenses d'équipement		22 118 205,76	11 448 927,47	51,76	3 317 472,77
10	Dotations, fonds divers et réserves	60 846,51	60 846,51	100,00	0,00
13	Subventions d'investissement	13 462 287,40	13 462 287,40	100,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 400 500,00	1 380 700,37	98,59	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 512,48	818,48	7,79	0,00
Total des dépenses financières		14 934 146,39	14 904 652,76	99,80	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	28 360,00	18 360,00	64,74	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		37 080 712,15	26 371 940,23	71,12	3 317 472,77
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	957 000,00	82 942,00	8,67	0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre en investissement		957 000,00	82 942,00	8,67	0,00
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		38 037 712,15	26 454 882,23	69,55	3 317 472,77
001 Solde d'exécution négatif reporté		0,00			
Total des dépenses de la section d'investissement		38 037 712,15	26 454 882,23		3 317 472,77

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) DI 040 = RF 042

(5) DI 041 = RI 041

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE					II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					A1.2
Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	17 119 313,71	14 984 161,51	87,53	1 374 071,31
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	22 809,70	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	32 389,92	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 213 640,03	1 558 125,11	128,38	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 000,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 180 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	28 360,00	0,00	0,00	18 360,00
Total des recettes réelles d'investissement		24 551 313,74	16 597 486,24	67,60	1 392 431,31
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	4 312 249,43			
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	3 327 000,00	4 684 487,54	140,80	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre en investissement		7 639 249,43	4 684 487,54	61,32	0,00
Total des recettes d'investissement de l'exercice		32 190 563,17	21 281 973,78	66,11	1 392 431,31
001 Solde d'exécution positif reporté		5 847 148,98			
Total des recettes de la section d'investissement		38 037 712,15	21 281 973,78		1 392 431,31

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) DI 040 = RF 042

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) DI 041 = RI 041

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE							II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE							A2.1
Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	10 698 645,51	9 898 627,61	309 464,75	10 208 092,36	95,41	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	20 088 052,00	19 677 808,52	10 813,33	19 688 621,85	98,01	0,00
014	Atténuations de produits	1 963 394,00	1 918 812,85	0,00	1 918 812,85	97,73	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	4 237 427,79	3 736 338,38	28 443,00	3 764 781,38	88,85	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		36 987 519,30	35 231 587,36	348 721,08	35 580 308,44	96,20	0,00
66	Charges financières	266 570,00	219 417,29	0,00	219 417,29	82,31	0,00
67	Charges spécifiques	78 625,00	78 084,69	0,00	78 084,69	99,31	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	100,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		37 382 714,30	35 579 089,34	348 721,08	35 927 810,42	96,11	0,00
023	Virement à la section d'investissement	4 312 249,43					
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	3 327 000,00	4 684 487,54	0,00	4 684 487,54	140,80	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		7 639 249,43	4 684 487,54	0,00	4 684 487,54	61,32	0,00
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		45 021 963,73	40 263 576,88	348 721,08	40 612 297,96	90,21	0,00
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		45 021 963,73	40 263 576,88	348 721,08	40 612 297,96		0,00

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043



II – EXECUTION BUDGETAIRE							II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D’ENSEMBLE							A2.2
Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	100 000,00	41 958,29	0,00	41 958,29	41,96	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 690 261,00	4 528 702,01	512 081,14	5 040 783,15	107,47	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	3 891 266,00	3 891 266,00	0,00	3 891 266,00	100,00	0,00
731	Fiscalité locale	25 759 982,00	25 627 027,15	0,00	25 627 027,15	99,48	0,00
74	Dotations et participations	4 889 686,00	4 781 354,24	21 431,35	4 802 785,59	98,22	0,00
75	Autres produits de gestion courante	374 287,39	381 164,32	0,00	381 164,32	101,84	0,00
Total des recettes de gestion des services		39 705 482,39	39 251 472,01	533 512,49	39 784 984,50	100,20	0,00
76	Produits financiers	111 900,00	202 150,00	0,00	202 150,00	180,65	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	1 394 956,90	0,00	1 394 956,90	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	27 783,00	27 783,00	0,00	27 783,00	100,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		39 845 165,39	40 876 361,91	533 512,49	41 409 874,40	103,93	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	957 000,00	82 942,00	0,00	82 942,00	8,67	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre (3)		957 000,00	82 942,00	0,00	82 942,00	8,67	0,00
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		40 802 165,39	40 959 303,91	533 512,49	41 492 816,40	101,69	0,00
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		4 219 798,34					
Total des recettes de la section de fonctionnement		45 021 963,73	40 959 303,91	533 512,49	41 492 816,40		0,00

(1) Recettes justifiées non tirées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) RF 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée						B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
2031	Frais d'études		808 889,93	72 000,00	736 889,93	
2033	Frais d'insertion		4 968,00		4 968,00	
2051	Concessions et droits similaires		79 722,96		79 722,96	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 801 929,72	893 580,89	72 000,00	821 580,89	980 348,83
2041482	Bâtiments et installations		121 107,24		121 107,24	
204182	Bâtiments et installations		92 276,98		92 276,98	
20421	Biens mobiliers, matériel et études		46 383,34		46 383,34	
20422	Bâtiments et installations		2 203 453,00		2 203 453,00	
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	3 511 997,50	2 463 220,56		2 463 220,56	1 048 776,94
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes		120 170,88		120 170,88	
2128	Autres agencements et aménagements		230 466,57		230 466,57	
21311	Bâtiments administratifs		66 601,06		66 601,06	
21312	Bâtiments scolaires		581 718,25		581 718,25	
21314	Bâtiments culturels et sportifs		138 295,58		138 295,58	
21318	Autres bâtiments publics		353 725,49		353 725,49	
2138	Autres constructions		313 960,09		313 960,09	
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments publics		705 152,72		705 152,72	
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions		18 360,00		18 360,00	
2152	Installations de voirie		3 790 534,78		3 790 534,78	
21534	Réseaux d'électrification		26 502,07		26 502,07	
21538	Autres réseaux		33 945,87		33 945,87	
215738	Autre matériel et outillage de voirie		18 026,20		18 026,20	
21578	Autre matériel technique		19 485,05		19 485,05	
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques		10 161,85		10 161,85	
21611	Biens sous-jacents		1 080,00		1 080,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21828	Autres matériels de transport		10 460,16		10 460,16	
21831	Matériel informatique scolaire		18 649,75		18 649,75	
21838	Autre matériel informatique		118 771,32		118 771,32	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		38 787,50		38 787,50	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		108 023,61		108 023,61	
2185	Matériel de téléphonie		46 652,66		46 652,66	
2188	Autres		415 063,24	528,01	414 535,23	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	13 214 081,19	7 184 594,70	528,01	7 184 066,69	6 030 014,50
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
2312	Agencements et aménagements de terrains		39 703,12		39 703,12	
2313	Constructions		28 127,28		28 127,28	
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		32 389,92		32 389,92	
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	844 708,95	100 220,32		100 220,32	744 488,63
2313160026	Constructions		45 796,29		45 796,29	
total opération n° 160026	Opération d'équipement n° 160026	200 028,53	45 796,29		45 796,29	154 232,24
2031220011	Frais d'études		24 707,63		24 707,63	
21533220011	Réseaux câblés		173 485,23		173 485,23	
2188220011	Autres		124 551,02		124 551,02	
total opération n° 220011	Opération d'équipement n° 220011	491 370,87	322 743,88		322 743,88	168 626,99
2031240014	Frais d'études		442 413,24		442 413,24	
21314240014	Bâtiments culturels et sportifs		714,00		714,00	
total opération n° 240014	Opération d'équipement n° 240014	737 500,00	443 127,24		443 127,24	294 372,76
2031240015	Frais d'études		6 180,00		6 180,00	
total opération n° 240015	Opération d'équipement n° 240015	333 500,00	6 180,00		6 180,00	327 320,00
2031240016	Frais d'études		12 214,94		12 214,94	
21312240016	Bâtiments scolaires		49 776,66		49 776,66	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée						B1
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total opération n° 240016	Opération d'équipement n° 240016	983 089,00	61 991,60		61 991,60	921 097,40
Total des dépenses d'équipement		22 118 205,76	11 521 455,48	72 528,01	11 448 927,47	10 669 278,29
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		60 846,51		60 846,51	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	60 846,51	60 846,51		60 846,51	
1335	Amendes de radars automatiques et amendes de police		305 720,40		305 720,40	
1338	Autres		13 156 567,00		13 156 567,00	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	13 462 287,40	13 462 287,40		13 462 287,40	
1641	Emprunts en euros		1 380 630,64		1 380 630,64	
165	Dépôts et cautionnements reçus		69,73		69,73	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 400 500,00	1 380 700,37		1 380 700,37	19 799,63
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
275	Dépôts et cautionnements versés		818,48		818,48	
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	10 512,48	818,48		818,48	9 694,00
Total des dépenses financières		14 934 146,39	14 904 652,76		14 904 652,76	29 493,63
45411	Opération pour compte tiers n° 45411	28 360,00	18 360,00		18 360,00	10 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	28 360,00	18 360,00		18 360,00	10 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		37 080 712,15	26 444 468,24	72 528,01	26 371 940,23	10 708 771,92
13911	État et établissements nationaux		48 352,00		48 352,00	
13912	Régions		21 448,00		21 448,00	
13913	Départements		3 333,00		3 333,00	
139158	Autres groupements		8 928,00		8 928,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13918	Autres		881,00		881,00	
total chapitre 040	Opérations d'ordre de transferts entre sections	957 000,00	82 942,00		82 942,00	874 058,00
total chapitre 041	Opérations patrimoniales					
Total des dépenses d'ordre en investissement		957 000,00	82 942,00		82 942,00	874 058,00
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		38 037 712,15	26 527 410,24	72 528,01	26 454 882,23	11 582 829,92
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		38 037 712,15	26 527 410,24	72 528,01	26 454 882,23	11 582 829,92

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
1312	Régions		50 165,00		50 165,00	
1313	Départements		25 000,00		25 000,00	
1321	État et établissements nationaux		42 967,98		42 967,98	
1328	Autres		14 239 787,13		14 239 787,13	
1338	Autres		1 000 000,00	1 000 000,00		
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police		626 241,40		626 241,40	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	17 119 313,71	15 984 161,51	1 000 000,00	14 984 161,51	2 135 152,20
1641	Emprunts en euros		22 730,20		22 730,20	
165	Dépôts et cautionnements reçus		79,50		79,50	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées		22 809,70		22 809,70	-22 809,70
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		32 389,92		32 389,92	
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)		32 389,92		32 389,92	-32 389,92
10222	F.C.T.V.A.		783 025,53		783 025,53	
10226	Taxe d'aménagement		775 099,58		775 099,58	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 213 640,03	1 558 125,11		1 558 125,11	-344 485,08
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	10 000,00				10 000,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	4 785 450,00				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes d'investissement - Vue détaillée						B2
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
45412	Opération pour compte tiers n° 45412	18 360,00				18 360,00
45421	Opération pour compte tiers n° 45421	10 000,00				10 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	28 360,00				28 360,00
Total des recettes réelles d'investissement		23 156 763,74	17 597 486,24	1 000 000,00	16 597 486,24	6 559 277,50
total chapitre 021	Virement de la section de fonctionnement	4 312 249,43				
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations		1 297 987,76		1 297 987,76	
2111	Terrains nus		86 310,00		86 310,00	
2138	Autres constructions		7 172,11		7 172,11	
21828	Autres matériels de transport		3 080,13		3 080,13	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme		3 939,00		3 939,00	
28031	Frais d'études		67 793,55		67 793,55	
28033	Frais d'insertion		411,00		411,00	
2804132	Bâtiments et installations		19 591,13		19 591,13	
280415331	Biens mobiliers, matériel et études		3 370,56		3 370,56	
280415332	Bâtiments et installations		15 961,67		15 961,67	
280415341	Biens mobiliers, matériel et études		5 441,00		5 441,00	
280415342	Bâtiments et installations		13 149,40		13 149,40	
2804181	Biens mobiliers, matériel et études		20 952,32		20 952,32	
2804182	Bâtiments et installations		56 639,29		56 639,29	
2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt national		166,00		166,00	
280421	Biens mobiliers, matériel et études		44 320,98		44 320,98	
280422	Bâtiments et installations		775 214,80		775 214,80	
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires		73 532,11		73 532,11	
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		49 129,47		49 129,47	
281321	Immeubles de rapport		6 199,00		6 199,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes d'investissement - Vue détaillée						B2
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments publics		68 177,43		68 177,43	
28148	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions		577 800,00		577 800,00	
28152	Installations de voirie		69 047,45		69 047,45	
281533	Réseaux câblés		73 164,00		73 164,00	
281534	Réseaux d'électrification		65 206,00		65 206,00	
281538	Autres réseaux		4 552,00		4 552,00	
2815731	Matériel roulant		35 426,00		35 426,00	
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		4 869,80		4 869,80	
281578	Autre matériel technique		22 712,53		22 712,53	
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques		2 938,38		2 938,38	
281828	Autres matériels de transport		215 605,90		215 605,90	
281831	Matériel informatique scolaire		58 457,06		58 457,06	
281838	Autre matériel informatique		269 764,32		269 764,32	
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		47 528,29		47 528,29	
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		92 402,01		92 402,01	
28185	Matériel de téléphonie		12 782,74		12 782,74	
28188	Autres		513 692,35		513 692,35	
total chapitre 040	Opérations d'ordre de transferts entre sections	4 721 550,00	4 684 487,54		4 684 487,54	37 062,46
total chapitre 041	Opérations patrimoniales					
Total des recettes d'ordre en investissement		9 033 799,43	4 684 487,54		4 684 487,54	4 349 311,89
Total des recettes d'investissement de l'exercice		32 190 563,17	22 281 973,78	1 000 000,00	21 281 973,78	10 908 589,39
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		5 847 148,98				
Total des recettes de la section d'investissement		38 037 712,15	22 281 973,78	1 000 000,00	21 281 973,78	16 755 738,37

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 160026(1)
LIBELLE : TRAVAUX AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalizations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		200 028,53	A 45 796,29	0,00	0,00	B 1 229 370,80
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 380,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	4 380,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	52 329,29
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00		0,00	52 329,29
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	200 028,53	45 796,29	0,00	0,00	1 172 661,51
2313	Constructions	200 028,53	45 796,29		0,00	1 170 310,19
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00		0,00	2 351,32

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-45 796,29	D - B	-1 229 370,80

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 220011(1)
LIBELLE : EXTENSION DU RESEAU DE VIDEOPROTECTION

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalizations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		491 370,87	A 322 743,88	0,00	0,00	B 1 588 758,01
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	24 707,63	24 707,63	0,00	0,00	78 449,59
2031	Frais d'études	24 707,63	24 707,63		0,00	77 238,14
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	1 211,45
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	466 663,24	298 036,25	0,00	0,00	1 510 308,42
21533	Réseaux câblés	313 035,97	173 485,23		0,00	943 633,59
2188	Autres immobilisations corporelles	153 627,27	124 551,02		0,00	566 674,83
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-322 743,88	D - B	-1 588 758,01

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240014(1)
LIBELLE : NOUVEAU GYMNASE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalizations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		737 500,00	A 443 127,24	0,00	0,00	B 443 127,24
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	657 500,00	442 413,24	0,00	0,00	442 413,24
2031	Frais d'études	657 500,00	442 413,24		0,00	442 413,24
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	80 000,00	714,00	0,00	0,00	714,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	80 000,00	714,00		0,00	714,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-443 127,24	D - B	-443 127,24

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240015(1)
LIBELLE : CONSTRUCTION CTM

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		333 500,00	A 6 180,00	0,00	0,00	B 6 180,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	323 500,00	6 180,00	0,00	0,00	6 180,00
2031	Frais d'études	323 500,00	6 180,00		0,00	6 180,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	10 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-6 180,00	D - B	-6 180,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240016(1)
LIBELLE : EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE PARANGON

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalizations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		983 089,00	A 61 991,60	0,00	0,00	B 61 991,60
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	196 500,00	12 214,94	0,00	0,00	12 214,94
2031	Frais d'études	196 500,00	12 214,94		0,00	12 214,94
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	786 589,00	49 776,66	0,00	0,00	49 776,66
21312	Bâtiments scolaires	786 589,00	49 776,66		0,00	49 776,66
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	c 0,00	0,00	0,00	d 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-61 991,60	D - B	-61 991,60

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée						D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)		262 139,97	26 194,75	235 945,22	
60611	Eau et assainissement		136 312,57		136 312,57	
60612	Énergie - Électricité		1 764 942,16	25 780,00	1 739 162,16	
60621	Combustibles		10 788,49		10 788,49	
60622	Carburants		92 948,32	9 340,46	83 607,86	
60623	Alimentation		111 451,62	1 555,80	109 895,82	
60628	Autres fournitures non stockées		322 135,89	7 257,28	314 878,61	
60631	Fournitures d'entretien		49 643,39		49 643,39	
60632	Fournitures de petit équipement		300 903,18	6 735,74	294 167,44	
60633	Fournitures de voirie		6 921,60	1 104,00	5 817,60	
60636	Habillement et Vêtements de travail		64 939,21		64 939,21	
6064	Fournitures administratives		16 371,00	1 023,32	15 347,68	
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)		53 065,61		53 065,61	
60668	Autres produits pharmaceutiques		4 171,95	1 576,20	2 595,75	
6067	Fournitures scolaires		70 832,35		70 832,35	
6068	Autres matières et fournitures.		5 460,28		5 460,28	
611	Contrats de prestations de services		2 937 348,03	145 482,05	2 791 865,98	
6132	Locations immobilières		225 508,50	13 309,23	212 199,27	
61351	Matériel roulant		165 353,65	18 090,44	147 263,21	
61358	Autres		188 347,41	28 764,09	159 583,32	
614	Charges locatives et de copropriété		52 957,16	1 005,12	51 952,04	
61521	Terrains		266 810,46	11 981,40	254 829,06	
615221	Bâtiments publics		340 958,24	33 459,14	307 499,10	
615231	Voiries		132 978,10	1 668,31	131 309,79	
615232	Réseaux		173 804,30	49 866,41	123 937,89	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
61551	Matériel roulant		48 064,56	2 665,92	45 398,64	
61558	Autres biens mobiliers		97 924,75	16 086,27	81 838,48	
6156	Maintenance		352 869,65	9 817,67	343 051,98	
6161	Multirisques		84 049,94		84 049,94	
6168	Autres		64 458,23		64 458,23	
617	Études et recherches		36 184,79	15 190,80	20 993,99	
6182	Documentation générale et technique		24 278,04		24 278,04	
6184	Versements à des organismes de formation		109 843,20	30 950,78	78 892,42	
6185	Frais de colloques et séminaires		488,50		488,50	
6188	Autres frais divers		315 130,28	56 807,48	258 322,80	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux		540,00		540,00	
62268	Autres honoraires, conseils...		131 330,02	32 208,00	99 122,02	
6227	Frais d'actes et de contentieux		19 181,16	7 560,00	11 621,16	
6231	Annonces et insertions		51 216,40		51 216,40	
6232	Fêtes et cérémonies		357 343,19	22 269,00	335 074,19	
6233	Foires et expositions		15 726,40		15 726,40	
6234	Réceptions		13 614,38		13 614,38	
6236	Catalogues et imprimés		234 923,38	23 623,23	211 300,15	
6238	Divers		6 643,80		6 643,80	
6241	Transports de biens		360,00		360,00	
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité		129 085,39	900,90	128 184,49	
6251	Voyages, déplacements et missions		8 147,43		8 147,43	
6261	Frais d'affranchissement		75 663,75		75 663,75	
6262	Frais de télécommunications		65 805,97	1 908,00	63 897,97	
627	Services bancaires et assimilés.		8 177,50	1 040,61	7 136,89	
6281	Concours divers (cotisations...)		39 977,91	2 700,00	37 277,91	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6282	Frais de gardiennage		28 552,99		28 552,99	
6283	Frais de nettoyage des locaux		530 911,03	35 042,82	495 868,21	
62878	A des tiers		20 580,66		20 580,66	
6288	Autres		39 302,64		39 302,64	
63512	Taxes foncières		78 496,00		78 496,00	
63513	Autres impôts locaux		87 717,62		87 717,62	
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)		17 374,58		17 374,58	
total chapitre 011	Charges à caractère général	10 698 645,51	10 851 057,58	642 965,22	10 208 092,36	490 553,15
6218	Autre personnel extérieur		51 110,31		51 110,31	
6331	Versement mobilité		340 449,00		340 449,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		53 577,00		53 577,00	
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue		11 693,33		11 693,33	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		167 259,38		167 259,38	
64111	Rémunération principale		7 019 724,82		7 019 724,82	
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		311 106,17		311 106,17	
64113	NBI		70 744,51		70 744,51	
64118	Autres indemnités.		2 818 237,93		2 818 237,93	
64121	Rémunération principale		67 372,34		67 372,34	
64128	Autres indemnités		41 789,98		41 789,98	
64131	Rémunérations		2 134 587,96		2 134 587,96	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		93 068,68		93 068,68	
64138	Primes et autres indemnités		760 007,05		760 007,05	
6414	Personnel rémunéré à la vacation		599 293,08		599 293,08	
6417	Rémunérations des apprentis		49 972,65		49 972,65	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée						D1
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		2 145 011,00		2 145 011,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		2 441 935,61		2 441 935,61	
6455	Cotisations pour assurance du personnel		118 527,36		118 527,36	
6456	Versement au F.N.C du supplément familial		10 313,00		10 313,00	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.		27 600,06		27 600,06	
64731	Versées directement		137 245,68		137 245,68	
6474	Versements aux oeuvres sociales		130 828,96		130 828,96	
6475	Médecine du travail, pharmacie		64 141,16	14 720,00	49 421,16	
6478	Autres charges sociales diverses		37 744,83		37 744,83	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	20 088 052,00	19 703 341,85	14 720,00	19 688 621,85	399 430,15
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes		1 131,00		1 131,00	
739116	Prélèvements au titre de l'article 55 de la loi SRU		14 437,85		14 437,85	
739221	FNGIR		1 436 394,00		1 436 394,00	
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales		466 850,00		466 850,00	
total chapitre 014	Atténuations de produits	1 963 394,00	1 918 812,85		1 918 812,85	44 581,15
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65131	Bourses		2 500,00		2 500,00	
65132	Prix		8 094,48		8 094,48	
65211	Frais de scolarité		18 606,70	3 873,00	14 733,70	
65311	Indemnités de fonction		207 794,26		207 794,26	
65312	Frais de mission et de déplacement		2 400,00		2 400,00	
65313	Cotisations de retraite		19 236,77		19 236,77	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		20 158,00		20 158,00	
65315	Formation		11 515,00		11 515,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée						D1
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat		356,78		356,78	
6541	Créances admises en non-valeur		409,10		409,10	
6542	Créances éteintes		69,00		69,00	
6553	Service d'incendie		417 518,96		417 518,96	
65561	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales (établissement public de territoire)		1 131 874,75	455 251,75	676 623,00	
65568	Autres contributions		27 938,59		27 938,59	
6568	Autres participations		11 486,50		11 486,50	
65736211	non dotés de la personnalité morale		98 013,33		98 013,33	
657363	CCAS/CIAS		989 274,93		989 274,93	
65748	Autres personnes de droit privé		982 422,09	16 312,50	966 109,59	
65818	Autres		160 188,87	10 600,00	149 588,87	
65888	Autres		140 960,52		140 960,52	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	4 237 427,79	4 250 818,63	486 037,25	3 764 781,38	472 646,41
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		36 987 519,30	36 724 030,91	1 143 722,47	35 580 308,44	1 407 210,86
66111	Intérêts réglés à l'échéance		265 138,12		265 138,12	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE			45 720,83	-45 720,83	
total chapitre 66	Charges financières	266 570,00	265 138,12	45 720,83	219 417,29	47 152,71
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		78 084,69		78 084,69	
total chapitre 67	Charges spécifiques	78 625,00	78 084,69		78 084,69	540,31
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		50 000,00		50 000,00	
total chapitre 68	Dotations aux provisions	50 000,00	50 000,00		50 000,00	
Total des dépenses réelles et mixtes		37 382 714,30	37 117 253,72	1 189 443,30	35 927 810,42	1 454 903,88
total chapitre 023	Virement à la section d'investissement	4 312 249,43				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée						D1
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées		96 562,24		96 562,24	
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement		1 297 987,76		1 297 987,76	
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles		3 289 937,54		3 289 937,54	
total chapitre 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 721 550,00	4 684 487,54		4 684 487,54	37 062,46
total chapitre 043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		9 033 799,43	4 684 487,54		4 684 487,54	4 349 311,89
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		46 416 513,73	41 801 741,26	1 189 443,30	40 612 297,96	5 804 215,77
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		46 416 513,73	41 801 741,26	1 189 443,30	40 612 297,96	5 804 215,77

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants



II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée						D2
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		41 958,29		41 958,29	
total chapitre 013	Atténuations de charges	100 000,00	41 958,29		41 958,29	58 041,71
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7018	Autres ventes de produits finis		11 986,41		11 986,41	
70311	Concession dans les cimetières (produit net)		39 425,22		39 425,22	
70323	Redevance d'occupation du domaine public		769 712,17	129 338,87	640 373,30	
70328	Autres droits de stationnement et de location		343 797,78	86 913,87	256 883,91	
70383	Redevance de stationnement		266 573,75	16 843,50	249 730,25	
70384	Forfait de post-stationnement		274 462,33		274 462,33	
70388	Autres redevances et recettes diverses		58,33		58,33	
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel		404 314,00	123 191,49	281 122,51	
70631	A caractère sportif		11 040,00	3 840,00	7 200,00	
7066	Redevances et droits des services à caractère social		761 513,43	91 949,92	669 563,51	
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement		1 906 997,98	272 353,95	1 634 644,03	
706888	Autres		54 308,79	8 911,66	45 397,13	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)		43 083,16	4 784,40	38 298,76	
708421	non dotés de la personnalité morale		102 154,07		102 154,07	
70843	au CCAS/CIAS		687 294,20		687 294,20	
70848	aux autres organismes		17 652,09	13 809,00	3 843,09	
708721	non dotés de la personnalité morale		200,16		200,16	
70873	par le CCAS/CIAS		47 550,62	21 915,12	25 635,50	
70876	par le GFP de rattachement		10 433,44		10 433,44	
70878	par des tiers		62 077,00		62 077,00	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	4 690 261,00	5 814 634,93	773 851,78	5 040 783,15	-350 522,15

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée						D2
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
73211	Attribution de compensation		3 891 266,00		3 891 266,00	
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	3 891 266,00	3 891 266,00		3 891 266,00	
73111	Impôts directs locaux		24 095 574,00		24 095 574,00	
73118	Autres contributions directes		31 334,00		31 334,00	
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière		1 113 658,00		1 113 658,00	
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité		386 461,15		386 461,15	
total chapitre 731	Fiscalité locale	25 759 982,00	25 627 027,15		25 627 027,15	132 954,85
74111	Dotation forfaitaire des communes		2 723 948,00		2 723 948,00	
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes		145 425,00		145 425,00	
744	FCTVA		22 107,38		22 107,38	
74611	DGD		18,00		18,00	
747818	Autres		5 997,00		5 997,00	
747888	Autres		2 020 098,25	239 773,04	1 780 325,21	
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières		88 296,00		88 296,00	
7484	Dotation de recensement		3 680,00		3 680,00	
7485	Dotation pour les titres sécurisés		32 989,00		32 989,00	
total chapitre 74	Dotations et participations	4 889 686,00	5 042 558,63	239 773,04	4 802 785,59	86 900,41
752	Revenus des immeubles		225 930,88	18 594,73	207 336,15	
755	Dédits et pénalités perçus		56 746,37		56 746,37	
75888	Autres		181 081,80	64 000,00	117 081,80	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	374 287,39	463 759,05	82 594,73	381 164,32	-6 876,93
Total des recettes de gestion des services		39 705 482,39	40 881 204,05	1 096 219,55	39 784 984,50	-79 502,11
764	Revenus des valeurs mobilières de placement		202 150,00		202 150,00	
total chapitre 76	Produits financiers	111 900,00	202 150,00		202 150,00	-90 250,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée						D2
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		406,90		406,90	
775	Produits des cessions d'immobilisations		1 394 550,00		1 394 550,00	
total chapitre 77	Produits spécifiques	1 394 550,00	1 394 956,90		1 394 956,90	-406,90
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.		27 783,00		27 783,00	
total chapitre 78	Reprises sur provisions	27 783,00	27 783,00		27 783,00	
Total des recettes réelles et mixtes		41 239 715,39	42 506 093,95	1 096 219,55	41 409 874,40	-170 159,01
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat		82 942,00		82 942,00	
total chapitre 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	957 000,00	82 942,00		82 942,00	874 058,00
total chapitre 043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		957 000,00	82 942,00		82 942,00	874 058,00
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		42 196 715,39	42 589 035,95	1 096 219,55	41 492 816,40	703 898,99
002 Résultat de fonctionnement reporté		4 219 798,34				
Total des recettes de la section de fonctionnement		46 416 513,73	42 589 035,95	1 096 219,55	41 492 816,40	4 923 697,33

III – ÉTATS FINANCIERS					III
Bilan (en euros)					A
ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		16 176 623,35	2 984 423,62	13 192 199,73	11 683 786,32
Autres immobilisations incorporelles		3 075 694,93	380 992,48	2 694 702,45	1 533 281,41
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		10 998 539,48	244 216,30	10 754 323,18	8 343 787,46
Constructions		88 768 968,43	2 531 740,43	86 237 228,00	82 303 893,44
Réseaux et installations de voirie		63 174 103,28	331 046,95	62 843 056,33	58 370 207,30
Réseaux divers		4 556 812,00	393 070,00	4 163 742,00	4 027 968,56
Installations techniques, agencements et matériel		635 163,02	233 902,71	401 260,31	419 533,92
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		10 863 190,25	5 146 039,79	5 717 150,46	6 049 410,03
Immobilisations corporelles en cours		29 462 511,97		29 462 511,97	34 897 535,47
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		13 669 542,07		13 669 542,07	11 790 234,54
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		22 849,33		22 849,33	22 030,85
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		241 403 998,11	12 245 432,28	229 158 565,83	219 441 669,30
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		842 950,22		842 950,22	1 071 163,85
Créances sur les redevables et comptes rattachés		1 011 519,50		1 011 519,50	822 448,09
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		18 360,00		18 360,00	
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		77 873,59	50 000,00	27 873,59	324 193,90
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		1 950 703,31	50 000,00	1 900 703,31	2 217 805,84
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		6 111 926,43		6 111 926,43	11 420 108,29
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		6 111 926,43		6 111 926,43	11 420 108,29
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		291,31		291,31	78 149,01
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		249 466 919,16	12 295 432,28	237 171 486,88	233 157 732,44

III – ÉTATS FINANCIERS			III
Bilan (en euros)			A
FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		11 102 988,89	11 102 988,89
Fonds globalisés		33 699 526,19	32 141 401,08
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		396 421,65	13 634 476,22
Rattachées à un actif non amortissable		32 926 590,49	18 017 593,98
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		11 975 639,54	10 870 575,10
RÉSERVES		118 967 860,46	118 848 305,24
REPORT A NOUVEAU		4 219 798,34	1 816 691,44
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		880 518,44	2 395 331,51
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		5 814 475,46	4 362 855,06
TOTAL FONDS PROPRES (I)		219 983 819,46	213 190 218,52
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		304,90	304,90
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		304,90	304,90
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		14 952 482,97	16 356 098,24
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		15 180,71	15 170,94
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		14 967 663,68	16 371 269,18
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		722 507,49	702 444,05
Dettes fiscales et sociales		28 869,45	1 578 671,12
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		67 429,00	111 148,78
Autres dettes non financières		1 352 769,79	1 125 860,07
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		2 171 575,73	3 518 124,02
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		17 139 544,31	19 889 698,10
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		48 123,11	77 815,82
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		237 171 486,88	233 157 732,44



III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		2 891 498,38	2 665 329,18	226 169,20
Participations		1 786 322,21	1 918 117,89	-131 795,68
Compensations, autres attributions et autres participations		124 965,00	126 101,42	-1 136,42
Dons et legs				
Impôts et taxes		27 599 480,30	26 922 155,66	677 324,64
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		5 040 783,15	4 701 470,69	339 312,46
Produits des cessions d'actifs		1 394 550,00	7 830 750,00	-6 436 200,00
Autres produits de gestion		381 571,22	401 259,98	-19 688,76
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		27 783,00	27 258,00	525,00
Reprises du financement rattaché à un actif		82 942,00	950 162,00	-867 220,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		39 329 895,26	45 542 604,82	-6 212 709,56
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		10 075 614,47	9 049 817,73	1 025 796,74
Charges de personnel		19 022 574,54	18 336 442,55	686 131,99
<i>Dont salaires, traitements et rémunérations diverses</i>		<i>13 923 946,88</i>	<i>13 344 550,31</i>	<i>579 396,57</i>
<i>Dont charges sociales</i>		<i>5 098 627,66</i>	<i>4 991 892,24</i>	<i>106 735,42</i>
Indemnités des élus (et membres du CESR)		261 460,81	259 080,73	2 380,08
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		369 112,18	149 592,22	219 519,96
Impôts et taxes		756 566,91	691 523,90	65 043,01
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		3 339 937,54	3 230 881,12	109 056,42
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		96 562,24	327 097,89	-230 535,65
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS				III
Compte de résultat (en euros)				B
	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		1 297 987,76	7 503 652,11	-6 205 664,35
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		35 219 816,45	39 548 088,25	-4 328 271,80
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		3 172 867,99	3 284 017,04	-111 149,05
<i>Dont ménages</i>		25 328,18	22 286,54	3 041,64
<i>Dont personnes morales de droit privé</i>		966 109,59	938 036,68	28 072,91
<i>Dont collectivités territoriales</i>				
<i>Dont autres organismes publics</i>		2 181 430,22	2 323 693,82	-142 263,60
<i>Dont établissements d'enseignement</i>				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		39 425,09	55 907,87	-16 482,78
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		3 212 293,08	3 339 924,91	-127 631,83
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		897 785,73	2 654 591,66	-1 756 805,93
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement		202 150,00		202 150,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		202 150,00		202 150,00
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		219 417,29	259 260,15	-39 842,86
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		219 417,29	259 260,15	-39 842,86
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		-17 267,29	-259 260,15	241 992,86
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		880 518,44	2 395 331,51	-1 514 813,07

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	C

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.



III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		11 102 968,56					11 102 968,56			11 102 968,56
10222	F.C.T.V.A.		25 269 980,12				783 025,53	26 053 005,65			26 053 005,65
10226	Taxe d'aménagement		1 807 756,41				775 099,58	2 582 855,99			2 582 855,99
10228	Autres fonds d'investissement		5 063 664,55					5 063 664,55			5 063 664,55
	Sous Total compte 1022		32 141 401,08				1 558 125,11	33 699 526,19			33 699 526,19
10251	Dons et legs en capital		20,33					20,33			20,33
	Sous Total compte 1025		20,33					20,33			20,33
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		11 522,45					11 522,45			11 522,45
	Sous Total compte 102		43 255 912,42				1 558 125,11	44 814 037,53			44 814 037,53
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		118 848 305,24	75 772,15	256 173,88	60 846,51		136 618,66	119 104 479,12		118 967 860,46
	Sous Total compte 106		118 848 305,24	75 772,15	256 173,88	60 846,51		136 618,66	119 104 479,12		118 967 860,46
	Sous Total compte 10		162 104 217,66	75 772,15	256 173,88	60 846,51	1 558 125,11	136 618,66	163 918 516,65		163 781 897,99
110	Report à nouveau (solde créditeur)		1 816 691,44		2 403 106,90			4 219 798,34			4 219 798,34
	Sous Total compte 11		1 816 691,44		2 403 106,90			4 219 798,34			4 219 798,34
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou)		2 395 331,51	2 395 331,51				2 395 331,51	2 395 331,51		
	Sous Total compte 12		2 395 331,51	2 395 331,51				2 395 331,51	2 395 331,51		
1311	État et établissements nationaux		465 906,38	13 500,00	13 500,00			13 500,00	479 406,38		465 906,38
1312	Régions		601 373,67	148 929,01	269 899,18		50 165,00	148 929,01	921 437,85		772 508,84
1313	Départements		25 000,00		82 600,00		25 000,00	132 600,00			132 600,00
13158	Autres groupements		98 679,37		34 835,66			133 515,03			133 515,03
	Sous Total compte 1315		98 679,37		34 835,66			133 515,03			133 515,03
1318	Autres		147 640,51					147 640,51			147 640,51

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 131		1 338 599,93	162 429,01	400 834,84		75 165,00	162 429,01	1 814 599,77		1 652 170,76
1321	État et établissements nationaux		952 887,40				42 967,98		995 855,38		995 855,38
1322	Régions		2 047 086,07						2 047 086,07		2 047 086,07
1323	Départements		1 218 284,85						1 218 284,85		1 218 284,85
13251	GFP de rattachement		1 289 911,65						1 289 911,65		1 289 911,65
13258	Autres groupements		390 382,71						390 382,71		390 382,71
	Sous Total compte 1325		1 680 294,36						1 680 294,36		1 680 294,36
1328	Autres		7 661 721,19				14 239 787,13		21 901 508,32		21 901 508,32
	Sous Total compte 132		13 560 273,87				14 282 755,11		27 843 028,98		27 843 028,98
1335	Amendes de radars automatiques et amende		305 720,40			305 720,40		305 720,40	305 720,40		
1338	Autres		13 156 567,00			14 156 567,00	1 000 000,00	14 156 567,00	14 156 567,00		
	Sous Total compte 133		13 462 287,40			14 462 287,40	1 000 000,00	14 462 287,40	14 462 287,40		
1345	Amendes de radars automatiques et amende		1 181 519,94				626 241,40		1 807 761,34		1 807 761,34
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		1 414 592,45						1 414 592,45		1 414 592,45
13462	Dotation de soutien à l'investissement I		395 486,00						395 486,00		395 486,00
	Sous Total compte 1346		1 810 078,45						1 810 078,45		1 810 078,45
1348	Autres		1 465 721,72						1 465 721,72		1 465 721,72
	Sous Total compte 134		4 457 320,11				626 241,40		5 083 561,51		5 083 561,51
13911	État et établissements nationaux	80 125,00		4 552,96	4 552,96	48 352,00		133 029,96	4 552,96	128 477,00	
13912	Régions	48 816,00		62 525,84	56 129,84	21 448,00		132 789,84	56 129,84	76 660,00	
13913	Départements					3 333,00		3 333,00		3 333,00	
139141	Communes membres du GFP			70 740,24	70 740,24			70 740,24	70 740,24		

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 13914			70 740,24	70 740,24			70 740,24	70 740,24		
139158	Autres groupements	15 377,00				8 928,00		24 305,00		24 305,00	
	Sous Total compte 13915	15 377,00				8 928,00		24 305,00		24 305,00	
13918	Autres	144 989,11				881,00		145 870,11		145 870,11	
	Sous Total compte 1391	289 307,11		137 819,04	131 423,04	82 942,00		510 068,15	131 423,04	378 645,11	
13938	Autres	877 104,00						877 104,00		877 104,00	
	Sous Total compte 1393	877 104,00						877 104,00		877 104,00	
	Sous Total compte 139	1 166 411,11		137 819,04	131 423,04	82 942,00		1 387 172,15	131 423,04	1 255 749,11	
	Sous Total compte 13	1 166 411,11	32 818 481,31	300 248,05	532 257,88	14 545 229,40	15 984 161,51	16 011 888,56	49 334 900,70		33 323 012,14
15111	Provisions pour litiges et contentieux (304,90						304,90		304,90
	Sous Total compte 1511		304,90						304,90		304,90
	Sous Total compte 151		304,90						304,90		304,90
	Sous Total compte 15		304,90						304,90		304,90
1641	Emprunts en euros		16 310 377,41	97 175,49	97 181,49	1 380 630,64	22 730,20	1 477 806,13	16 430 289,10		14 952 482,97
	Sous Total compte 164		16 310 377,41	97 175,49	97 181,49	1 380 630,64	22 730,20	1 477 806,13	16 430 289,10		14 952 482,97
165	Dépôts et cautionnements reçus		15 170,94			69,73	79,50	69,73	15 250,44		15 180,71
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		45 720,83	45 720,83				45 720,83	45 720,83		
	Sous Total compte 1688		45 720,83	45 720,83				45 720,83	45 720,83		
	Sous Total compte 168		45 720,83	45 720,83				45 720,83	45 720,83		
	Sous Total compte 16		16 371 269,18	142 896,32	97 181,49	1 380 700,37	22 809,70	1 523 596,69	16 491 260,37		14 967 663,68
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	770 746,10			770 746,10			770 746,10	770 746,10		
	Sous Total compte 18	770 746,10			770 746,10			770 746,10	770 746,10		

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		12 551 575,41	114,09			1 297 987,76	114,09	13 849 563,17		13 849 449,08
193	Autres neutralisations et régularisation	1 681 000,31		192 809,23				1 873 809,54		1 873 809,54	
	Sous Total compte 19	1 681 000,31	12 551 575,41	192 923,32			1 297 987,76	1 873 923,63	13 849 563,17		11 975 639,54
	Total classe 1	3 618 157,52	228 057 871,41	3 107 171,35	4 059 466,25	15 986 776,28	18 863 084,08	22 712 105,15	250 980 421,74	3 129 558,65	231 397 875,24
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	41 131,84			1 689,46			41 131,84	1 689,46	39 442,38	
2031	Frais d'études	1 614 310,62			70 760,40	1 294 405,74	72 000,00	2 908 716,36	142 760,40	2 765 955,96	
2033	Frais d'insertion	14 247,46			740,46	4 968,00		19 215,46	740,46	18 475,00	
	Sous Total compte 203	1 628 558,08			71 500,86	1 299 373,74	72 000,00	2 927 931,82	143 500,86	2 784 430,96	
204132	Bâtiments et installations	293 887,00						293 887,00		293 887,00	
	Sous Total compte 20413	293 887,00						293 887,00		293 887,00	
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	25 476,33			25 476,33			25 476,33	25 476,33		
	Sous Total compte 204141	25 476,33			25 476,33			25 476,33	25 476,33		
2041482	Bâtiments et installations					121 107,24		121 107,24		121 107,24	
	Sous Total compte 204148					121 107,24		121 107,24		121 107,24	
	Sous Total compte 20414	25 476,33			25 476,33	121 107,24		146 583,57	25 476,33	121 107,24	
20415331	Biens mobiliers, matériel et études	50 584,63						50 584,63		50 584,63	
20415332	Bâtiments et installations	241 347,00						241 347,00		241 347,00	
	Sous Total compte 2041533	291 931,63						291 931,63		291 931,63	
20415341	Biens mobiliers, matériel et études	81 622,75						81 622,75		81 622,75	
20415342	Bâtiments et installations	197 241,00						197 241,00		197 241,00	
	Sous Total compte 2041534	278 863,75						278 863,75		278 863,75	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 204153	570 795,38						570 795,38		570 795,38	
	Sous Total compte 20415	570 795,38						570 795,38		570 795,38	
204181	Biens mobiliers, matériel et études	439 999,98			62 857,14			439 999,98	62 857,14	377 142,84	
204182	Bâtiments et installations	1 307 119,70			517 334,00	92 276,98		1 399 396,68	517 334,00	882 062,68	
204183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	5 000,00						5 000,00		5 000,00	
	Sous Total compte 20418	1 752 119,68			580 191,14	92 276,98		1 844 396,66	580 191,14	1 264 205,52	
	Sous Total compte 2041	2 642 278,39			605 667,47	213 384,22		2 855 662,61	605 667,47	2 249 995,14	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	4 643 184,59			4 464 721,92	46 383,34		4 689 567,93	4 464 721,92	224 846,01	
20422	Bâtiments et installations	11 698 329,20			200 000,00	2 203 453,00		13 901 782,20	200 000,00	13 701 782,20	
	Sous Total compte 2042	16 341 513,79			4 664 721,92	2 249 836,34		18 591 350,13	4 664 721,92	13 926 628,21	
	Sous Total compte 204	18 983 792,18			5 270 389,39	2 463 220,56		21 447 012,74	5 270 389,39	16 176 623,35	
2051	Concessions et droits similaires	1 399 754,96			1 231 916,33	79 722,96		1 479 477,92	1 231 916,33	247 561,59	
	Sous Total compte 205	1 399 754,96			1 231 916,33	79 722,96		1 479 477,92	1 231 916,33	247 561,59	
2088	Autres immobilisations incorporelles	4 260,00						4 260,00		4 260,00	
	Sous Total compte 208	4 260,00						4 260,00		4 260,00	
	Sous Total compte 20	22 057 497,06			6 575 496,04	3 842 317,26	72 000,00	25 899 814,32	6 647 496,04	19 252 318,28	
2111	Terrains nus	2 751 776,83					86 310,00	2 751 776,83	86 310,00	2 665 466,83	
2112	Terrains de voirie	17 429,82						17 429,82		17 429,82	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	1 079 755,92						1 079 755,92		1 079 755,92	
2115	Terrains bâtis	3 639 078,39						3 639 078,39		3 639 078,39	
2116	Cimetière	311 900,36						311 900,36		311 900,36	
	Sous Total compte 211	7 799 941,32					86 310,00	7 799 941,32	86 310,00	7 713 631,32	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	874 735,53		2 195 337,74	243 500,15	120 170,88		3 190 244,15	243 500,15	2 946 744,00	
2128	Autres agencements et aménagements	107 697,59				230 466,57		338 164,16		338 164,16	
	Sous Total compte 212	982 433,12		2 195 337,74	243 500,15	350 637,45		3 528 408,31	243 500,15	3 284 908,16	
21311	Bâtiments administratifs	15 724 913,20		75 044,07		66 601,06		15 866 558,33		15 866 558,33	
21312	Bâtiments scolaires	22 552 256,48		327 587,19		631 494,91		23 511 338,58		23 511 338,58	
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	390 024,33						390 024,33		390 024,33	
21314	Bâtiments culturels et sportifs	17 827 894,57		937 910,01	556 836,18	139 009,58		18 904 814,16	556 836,18	18 347 977,98	
21316	Équipements du cimetière	476 083,40		986 540,53				1 462 623,93		1 462 623,93	
21318	Autres bâtiments publics	14 763 569,78		786 942,86		353 725,49		15 904 238,13		15 904 238,13	
	Sous Total compte 2131	71 734 741,76		3 114 024,66	556 836,18	1 190 831,04		76 039 597,46	556 836,18	75 482 761,28	
21321	Immeubles de rapport	2 700 278,08						2 700 278,08		2 700 278,08	
	Sous Total compte 2132	2 700 278,08						2 700 278,08		2 700 278,08	
21351	Bâtiments publics	274 071,92						274 071,92		274 071,92	
	Sous Total compte 2135	274 071,92						274 071,92		274 071,92	
2138	Autres constructions	307 213,11			192 809,23	313 960,09	7 172,11	621 173,20	199 981,34	421 191,86	
	Sous Total compte 213	75 016 304,87		3 114 024,66	749 645,41	1 504 791,13	7 172,11	79 635 120,66	756 817,52	78 878 303,14	
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	1 008 313,06			828,00	705 152,72		1 713 465,78	828,00	1 712 637,78	
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	1 746 927,92						1 746 927,92		1 746 927,92	
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	6 413 110,88			371,29	18 360,00		6 431 470,88	371,29	6 431 099,59	
	Sous Total compte 214	9 168 351,86			1 199,29	723 512,72		9 891 864,58	1 199,29	9 890 665,29	
2151	Réseaux de voirie	55 794,87						55 794,87		55 794,87	
2152	Installations de voirie	58 603 299,53		751 361,70	26 887,60	3 790 534,78		63 145 196,01	26 887,60	63 118 308,41	



III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21533	Réseaux câblés	1 327 101,78		44 762,27		173 485,23		1 545 349,28		1 545 349,28	
21534	Réseaux d'électrification	1 292 856,56				26 502,07		1 319 358,63		1 319 358,63	
21538	Autres réseaux	1 658 158,22				33 945,87		1 692 104,09		1 692 104,09	
	Sous Total compte 2153	4 278 116,56		44 762,27		233 933,17		4 556 812,00		4 556 812,00	
215731	Matériel roulant	355 453,66			1 189,10			355 453,66	1 189,10	354 264,56	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	79 930,26			38 875,72	18 026,20		97 956,46	38 875,72	59 080,74	
	Sous Total compte 21573	435 383,92			40 064,82	18 026,20		453 410,12	40 064,82	413 345,30	
21578	Autre matériel technique	177 337,17			10 465,13	19 485,05		196 822,22	10 465,13	186 357,09	
	Sous Total compte 2157	612 721,09			50 529,95	37 511,25		650 232,34	50 529,95	599 702,39	
2158	Autres installations, matériel et outill	26 044,70			745,92	10 161,85		36 206,55	745,92	35 460,63	
	Sous Total compte 215	63 575 976,75		796 123,97	78 163,47	4 072 141,05		68 444 241,77	78 163,47	68 366 078,30	
21611	Biens sous-jacents	1 800,00				1 080,00		2 880,00		2 880,00	
	Sous Total compte 2161	1 800,00				1 080,00		2 880,00		2 880,00	
21621	Biens sous-jacents	106 831,78						106 831,78		106 831,78	
	Sous Total compte 2162	106 831,78						106 831,78		106 831,78	
	Sous Total compte 216	108 631,78				1 080,00		109 711,78		109 711,78	
21828	Autres matériels de transport	2 633 707,20			887 121,61	10 460,16	3 080,13	2 644 167,36	890 201,74	1 753 965,62	
	Sous Total compte 2182	2 633 707,20			887 121,61	10 460,16	3 080,13	2 644 167,36	890 201,74	1 753 965,62	
21831	Matériel informatique scolaire	492 299,79			201 930,33	18 649,75		510 949,54	201 930,33	309 019,21	
21838	Autre matériel informatique	2 756 076,41		202,61	1 467 565,45	118 771,32		2 875 050,34	1 467 565,45	1 407 484,89	
	Sous Total compte 2183	3 248 376,20		202,61	1 669 495,78	137 421,07		3 385 999,88	1 669 495,78	1 716 504,10	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	809 640,87			359 905,66	38 787,50		848 428,37	359 905,66	488 522,71	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 077 923,38			231 979,59	108 023,61		1 185 946,99	231 979,59	953 967,40	
	Sous Total compte 2184	1 887 564,25			591 885,25	146 811,11		2 034 375,36	591 885,25	1 442 490,11	
2185	Matériel de téléphonie	95 158,92			48 829,14	46 652,66		141 811,58	48 829,14	92 982,44	
2188	Autres	7 554 272,40		4 478,50	2 350 300,95	539 614,26	528,01	8 098 365,16	2 350 828,96	5 747 536,20	
	Sous Total compte 218	15 419 078,97		4 681,11	5 547 632,73	880 959,26	3 608,14	16 304 719,34	5 551 240,87	10 753 478,47	
	Sous Total compte 21	172 070 718,67		6 110 167,48	6 620 141,05	7 533 121,61	97 090,25	185 714 007,76	6 717 231,30	178 996 776,46	
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 195 337,74			2 195 337,74	39 703,12		2 235 040,86	2 195 337,74	39 703,12	
2313	Constructions	31 901 475,92			2 557 188,48	73 923,57		31 975 399,49	2 557 188,48	29 418 211,01	
2315	Installations, matériel et outillage tec	796 123,97			796 123,97			796 123,97	796 123,97		
	Sous Total compte 231	34 892 937,63			5 548 650,19	113 626,69		35 006 564,32	5 548 650,19	29 457 914,13	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	4 597,84				32 389,92	32 389,92	36 987,76	32 389,92	4 597,84	
	Sous Total compte 23	34 897 535,47			5 548 650,19	146 016,61	32 389,92	35 043 552,08	5 581 040,11	29 462 511,97	
2423	d'établissements publics de coopération	11 019 488,44		2 650 053,63				13 669 542,07		13 669 542,07	
	Sous Total compte 242	11 019 488,44		2 650 053,63				13 669 542,07		13 669 542,07	
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra		4 351 332,61		1 451 620,40			5 802 953,01		5 802 953,01	
	Sous Total compte 249		4 351 332,61		1 451 620,40			5 802 953,01		5 802 953,01	
	Sous Total compte 24	11 019 488,44	4 351 332,61	2 650 053,63	1 451 620,40			13 669 542,07	5 802 953,01	7 866 589,06	
275	Dépôts et cautionnements versés	22 030,85				818,48		22 849,33		22 849,33	
	Sous Total compte 27	22 030,85				818,48		22 849,33		22 849,33	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		17 445,46	1 689,46			3 939,00	1 689,46	21 384,46		19 695,00
28031	Frais d'études		239 008,42	78 474,40	7 714,00		67 793,55	78 474,40	314 515,97		236 041,57

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28033	Frais d'insertion		1 829,46	1 586,46	846,00		411,00	1 586,46	3 086,46		1 500,00
	Sous Total compte 2803		240 837,88	80 060,86	8 560,00		68 204,55	80 060,86	317 602,43		237 541,57
2804132	Bâtiments et installations		135 508,43				19 591,13		155 099,56		155 099,56
	Sous Total compte 280413		135 508,43				19 591,13		155 099,56		155 099,56
28041411	Biens mobiliers, matériel et études		25 476,33	25 476,33				25 476,33	25 476,33		
	Sous Total compte 2804141		25 476,33	25 476,33				25 476,33	25 476,33		
	Sous Total compte 280414		25 476,33	25 476,33				25 476,33	25 476,33		
280415331	Biens mobiliers, matériel et études		35 765,80				3 370,56		39 136,36		39 136,36
280415332	Bâtiments et installations		177 500,16				15 961,67		193 461,83		193 461,83
	Sous Total compte 28041533		213 265,96				19 332,23		232 598,19		232 598,19
280415341	Biens mobiliers, matériel et études		54 413,12				5 441,00		59 854,12		59 854,12
280415342	Bâtiments et installations		131 494,00				13 149,40		144 643,40		144 643,40
	Sous Total compte 28041534		185 907,12				18 590,40		204 497,52		204 497,52
	Sous Total compte 2804153		399 173,08				37 922,63		437 095,71		437 095,71
	Sous Total compte 280415		399 173,08				37 922,63		437 095,71		437 095,71
2804181	Biens mobiliers, matériel et études		377 142,82	62 857,14			20 952,32	62 857,14	398 095,14		335 238,00
2804182	Bâtiments et installations		825 627,08	517 334,00			56 639,29	517 334,00	882 266,37		364 932,37
2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		664,00				166,00		830,00		830,00
	Sous Total compte 280418		1 203 433,90	580 191,14			77 757,61	580 191,14	1 281 191,51		701 000,37
	Sous Total compte 28041		1 763 591,74	605 667,47			135 271,37	605 667,47	1 898 863,11		1 293 195,64
280421	Biens mobiliers, matériel et études		4 532 715,92	4 464 841,92	120,00		44 320,98	4 464 841,92	4 577 156,90		112 314,98

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280422	Bâtiments et installations		1 003 698,20	200 000,00			775 214,80	200 000,00	1 778 913,00		1 578 913,00
	Sous Total compte 28042		5 536 414,12	4 664 841,92	120,00		819 535,78	4 664 841,92	6 356 069,90		1 691 227,98
	Sous Total compte 2804		7 300 005,86	5 270 509,39	120,00		954 807,15	5 270 509,39	8 254 933,01		2 984 423,62
2805	Concessions et droits similaires, brevet		1 282 140,13	1 231 916,33			73 532,11	1 231 916,33	1 355 672,24		123 755,91
	Sous Total compte 280		8 840 429,33	6 584 176,04	8 680,00		1 100 482,81	6 584 176,04	9 949 592,14		3 365 416,10
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		438 586,98	243 500,15			49 129,47	243 500,15	487 716,45		244 216,30
	Sous Total compte 2812		438 586,98	243 500,15			49 129,47	243 500,15	487 716,45		244 216,30
281321	Immeubles de rapport		6 242,00				6 199,00		12 441,00		12 441,00
	Sous Total compte 28132		6 242,00				6 199,00		12 441,00		12 441,00
	Sous Total compte 2813		6 242,00				6 199,00		12 441,00		12 441,00
28141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen		140 063,00	1 273,00	445,00		68 177,43	1 273,00	208 685,43		207 412,43
28148	Constructions sur sol d'autrui - Autres		1 734 458,29	371,29			577 800,00	371,29	2 312 258,29		2 311 887,00
	Sous Total compte 2814		1 874 521,29	1 644,29	445,00		645 977,43	1 644,29	2 520 943,72		2 519 299,43
28152	Installations de voirie		288 887,10	42 361,60	15 474,00		69 047,45	42 361,60	373 408,55		331 046,95
281533	Réseaux câblés		105 097,00				73 164,00		178 261,00		178 261,00
281534	Réseaux d'électrification		133 600,00	124 072,00	124 072,00		65 206,00	124 072,00	322 878,00		198 806,00
281538	Autres réseaux		11 451,00				4 552,00		16 003,00		16 003,00
	Sous Total compte 28153		250 148,00	124 072,00	124 072,00		142 922,00	124 072,00	517 142,00		393 070,00
2815731	Matériel roulant		117 562,10	1 189,10			35 426,00	1 189,10	152 988,10		151 799,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		49 804,72	38 875,72			4 869,80	38 875,72	54 674,52		15 798,80
	Sous Total compte 281573		167 366,82	40 064,82			40 295,80	40 064,82	207 662,62		167 597,80
281578	Autre matériel technique		47 069,13	11 521,13	1 056,00		22 712,53	11 521,13	70 837,66		59 316,53

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28157		214 435,95	51 585,95	1 056,00		63 008,33	51 585,95	278 500,28		226 914,33
28158	Autres installations, matériel et outill		4 795,92	745,92			2 938,38	745,92	7 734,30		6 988,38
	Sous Total compte 2815		758 266,97	218 765,47	140 602,00		277 916,16	218 765,47	1 176 785,13		958 019,66
281828	Autres matériels de transport		1 594 575,25	887 121,61			215 605,90	887 121,61	1 810 181,15		923 059,54
	Sous Total compte 28182		1 594 575,25	887 121,61			215 605,90	887 121,61	1 810 181,15		923 059,54
281831	Matériel informatique scolaire		377 198,70	207 341,88	5 411,55		58 457,06	207 341,88	441 067,31		233 725,43
281838	Autre matériel informatique		2 178 632,62	1 467 107,43	202,61		269 764,32	1 467 107,43	2 448 599,55		981 492,12
	Sous Total compte 28183		2 555 831,32	1 674 449,31	5 614,16		328 221,38	1 674 449,31	2 889 666,86		1 215 217,55
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		556 838,05	360 155,51			47 528,29	360 155,51	604 366,34		244 210,83
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		618 729,66	232 917,05	962,46		92 402,01	232 917,05	712 094,13		479 177,08
	Sous Total compte 28184		1 175 567,71	593 072,56	962,46		139 930,30	593 072,56	1 316 460,47		723 387,91
28185	Matériel de téléphonie		64 242,14	48 829,14			12 782,74	48 829,14	77 024,88		28 195,74
28188	Autres		4 088 084,30	2 348 818,56	3 220,96		513 692,35	2 348 818,56	4 604 997,61		2 256 179,05
	Sous Total compte 2818		9 478 300,72	5 552 291,18	9 797,58		1 210 232,67	5 552 291,18	10 698 330,97		5 146 039,79
	Sous Total compte 281		12 555 917,96	6 016 201,09	150 844,58		2 189 454,73	6 016 201,09	14 896 217,27		8 880 016,18
	Sous Total compte 28		21 396 347,29	12 600 377,13	159 524,58		3 289 937,54	12 600 377,13	24 845 809,41		12 245 432,28
	Total classe 2	240 067 270,49	25 747 679,90	21 360 598,24	20 355 432,26	11 522 273,96	3 491 417,71	272 950 142,69	49 594 529,87	241 403 998,11	18 048 385,29
4011	Fournisseurs		69 507,31	10 076 095,55	10 333 239,60			10 076 095,55	10 402 746,91		326 651,36
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		3 371,46	2 297,42	4 284,57			2 297,42	7 656,03		5 358,61
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			3 466,83	7 415,19			3 466,83	7 415,19		3 948,36
	Sous Total compte 4017		3 371,46	5 764,25	11 699,76			5 764,25	15 071,22		9 306,97
	Sous Total compte 401		72 878,77	10 081 859,80	10 344 939,36			10 081 859,80	10 417 818,13		335 958,33

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4041	Fournisseurs d'immobilisations			9 054 798,37	9 077 902,40			9 054 798,37	9 077 902,40		23 104,03
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		46 863,76	57 215,70	64 332,32			57 215,70	111 196,08		53 980,38
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			489,00	489,00			489,00	489,00		
	Sous Total compte 4047		46 863,76	57 704,70	64 821,32			57 704,70	111 685,08		53 980,38
	Sous Total compte 404		46 863,76	9 112 503,07	9 142 723,72			9 112 503,07	9 189 587,48		77 084,41
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		582 701,52	582 701,52	309 464,75			582 701,52	892 166,27		309 464,75
	Sous Total compte 40		702 444,05	19 777 064,39	19 797 127,83			19 777 064,39	20 499 571,88		722 507,49
411	Redevables	98 709,00		968 408,88	793 502,16			1 067 117,88	793 502,16	273 615,72	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	2 654,96		209 474,51	209 537,99			212 129,47	209 537,99	2 591,48	
4161	Créances douteuses	199 892,70		328 963,97	303 684,74			528 856,67	303 684,74	225 171,93	
	Sous Total compte 416	199 892,70		328 963,97	303 684,74			528 856,67	303 684,74	225 171,93	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	521 191,43		510 140,37	521 191,43			1 031 331,80	521 191,43	510 140,37	
	Sous Total compte 418	521 191,43		510 140,37	521 191,43			1 031 331,80	521 191,43	510 140,37	
	Sous Total compte 41	822 448,09		2 016 987,73	1 827 916,32			2 839 435,82	1 827 916,32	1 011 519,50	
421	Personnel - Rémunérations dues			11 291 762,80	11 291 762,80			11 291 762,80	11 291 762,80		
427	Personnel - Oppositions			26 413,08	26 413,08			26 413,08	26 413,08		
	Sous Total compte 42			11 318 175,88	11 318 175,88			11 318 175,88	11 318 175,88		
431	Sécurité sociale			4 275 973,00	4 275 973,00			4 275 973,00	4 275 973,00		
437	Autres organismes sociaux			3 841 368,06	3 841 368,06			3 841 368,06	3 841 368,06		
	Sous Total compte 43			8 117 341,06	8 117 341,06			8 117 341,06	8 117 341,06		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			396 386,06	396 386,06			396 386,06	396 386,06		

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 442			396 386,06	396 386,06			396 386,06	396 386,06		
44311	Dépenses			1 757 683,25	1 757 683,25			1 757 683,25	1 757 683,25		
44312	Recettes - Amiable			234 805,00	234 805,00			234 805,00	234 805,00		
	Sous Total compte 4431			1 992 488,25	1 992 488,25			1 992 488,25	1 992 488,25		
44331	Dépenses			157 936,96	157 936,96			157 936,96	157 936,96		
	Sous Total compte 4433			157 936,96	157 936,96			157 936,96	157 936,96		
44341	Dépenses			466 850,00	564 863,33			466 850,00	564 863,33		98 013,33
44342	Recettes - Amiable	915,00		179 138,16	73 335,09			180 053,16	73 335,09	106 718,07	
44346	Recettes - Contentieux			14 724,00	14 724,00			14 724,00	14 724,00		
	Sous Total compte 4434	915,00		660 712,16	652 922,42			661 627,16	652 922,42	8 704,74	
44351	Dépenses				60 846,51				60 846,51		60 846,51
44352	Recettes - Amiable			10 433,44	10 433,44			10 433,44	10 433,44		
	Sous Total compte 4435			10 433,44	71 279,95			10 433,44	71 279,95		60 846,51
44371	Dépenses		522 201,64	822 201,64	989 274,93			822 201,64	1 511 476,57		689 274,93
44372	Recettes - Amiable	785 608,27		734 844,82	807 523,39			1 520 453,09	807 523,39	712 929,70	
	Sous Total compte 4437	785 608,27	522 201,64	1 557 046,46	1 796 798,32			2 342 654,73	2 318 999,96	23 654,77	
44381	Dépenses		75 588,51	429 377,27	353 788,76			429 377,27	429 377,27		
44382	Recettes - Amiable	183,48		200,16	183,48			383,64	183,48	200,16	
44386	Recettes - Contentieux	399,52						399,52		399,52	
	Sous Total compte 4438	583,00	75 588,51	429 577,43	353 972,24			430 160,43	429 560,75	599,68	
	Sous Total compte 443	787 106,27	597 790,15	4 808 194,70	5 025 398,14			5 595 300,97	5 623 188,29		27 887,32
44551	T.V.A. à décaisser		1 560 615,00	1 560 615,00				1 560 615,00	1 560 615,00		
	Sous Total compte 4455		1 560 615,00	1 560 615,00				1 560 615,00	1 560 615,00		

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44566	T.V.A. sur autres biens et services	769,42		16 568,07	16 568,07			17 337,49	16 568,07	769,42	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	7 791,00		151 442,00	158 731,00			159 233,00	158 731,00	502,00	
	Sous Total compte 4456	8 560,42		168 010,07	175 299,07			176 570,49	175 299,07	1 271,42	
44571	T.V.A. collectée		18 056,12	6 601,48	6 601,48			6 601,48	24 657,60		18 056,12
	Sous Total compte 4457		18 056,12	6 601,48	6 601,48			6 601,48	24 657,60		18 056,12
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			17 255,00	17 255,00			17 255,00	17 255,00		
	Sous Total compte 4458			17 255,00	17 255,00			17 255,00	17 255,00		
	Sous Total compte 445	8 560,42	1 578 671,12	1 752 481,55	199 155,55			1 761 041,97	1 777 826,67		16 784,70
447	Autres impôts, taxes et versements assim			222 403,65	222 403,65			222 403,65	222 403,65		
4486	Autres charges à payer				10 813,33				10 813,33		10 813,33
4487	Produits à recevoir	275 497,16		21 431,35	275 497,16			296 928,51	275 497,16	21 431,35	
	Sous Total compte 448	275 497,16		21 431,35	286 310,49			296 928,51	286 310,49	10 618,02	
	Sous Total compte 44	1 071 163,85	2 176 461,27	7 200 897,31	6 129 653,89			8 272 061,16	8 306 115,16		34 054,00
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv		42 647,43	122 756,69	80 109,26			122 756,69	122 756,69		
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv		68 501,35	200 206,26	199 133,91			200 206,26	267 635,26		67 429,00
	Sous Total compte 451		111 148,78	322 962,95	279 243,17			322 962,95	390 391,95		67 429,00
45411	Dépenses					18 360,00		18 360,00		18 360,00	
	Sous Total compte 4541					18 360,00		18 360,00		18 360,00	
	Sous Total compte 454					18 360,00		18 360,00		18 360,00	
	Sous Total compte 45		111 148,78	322 962,95	279 243,17	18 360,00		341 322,95	390 391,95		49 069,00
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			1 394 550,00	1 394 550,00			1 394 550,00	1 394 550,00		

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 462			1 394 550,00	1 394 550,00			1 394 550,00	1 394 550,00		
466	Excédents de versement		12 756,38	103 453,95	90 791,49			103 453,95	103 547,87		93,92
46711	Autres comptes créditeurs		18 366,01	4 308 177,05	4 762 790,93			4 308 177,05	4 781 156,94		472 979,89
	Sous Total compte 4671		18 366,01	4 308 177,05	4 762 790,93			4 308 177,05	4 781 156,94		472 979,89
46721	Débiteurs divers - Amiable	16 723,16		14 231 206,66	14 235 573,38			14 247 929,82	14 235 573,38	12 356,44	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	87 551,79		5 054,99	38 677,92			92 606,78	38 677,92	53 928,86	
	Sous Total compte 4672	104 274,95		14 236 261,65	14 274 251,30			14 340 536,60	14 274 251,30	66 285,30	
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	48 788,08		630,00	39 770,56			49 418,08	39 770,56	9 647,52	
	Sous Total compte 4675	48 788,08		630,00	39 770,56			49 418,08	39 770,56	9 647,52	
	Sous Total compte 467	153 063,03	18 366,01	18 545 068,70	19 076 812,79			18 698 131,73	19 095 178,80		397 047,07
4686	Charges à payer		496 884,25	496 884,25	28 443,00			496 884,25	525 327,25		28 443,00
4687	Produits à recevoir	198 913,87		1 940,77	198 913,87			200 854,64	198 913,87	1 940,77	
	Sous Total compte 468	198 913,87	496 884,25	498 825,02	227 356,87			697 738,89	724 241,12		26 502,23
	Sous Total compte 46	351 976,90	528 006,64	20 541 897,67	20 789 511,15			20 893 874,57	21 317 517,79		423 643,22
4711	Versements des régisseurs			3 058 350,60	3 058 350,60			3 058 350,60	3 058 350,60		
4712	Virements réimputés		63,28	13 903,06	16 957,99			13 903,06	17 021,27		3 118,21
47131	Versements sur contributions directes			24 126 908,00	24 126 908,00			24 126 908,00	24 126 908,00		
47132	Versements sur dotation globale de fonct			2 868 281,00	2 868 281,00			2 868 281,00	2 868 281,00		
47134	Subventions			34 862,98	34 862,98			34 862,98	34 862,98		
47138	Autres		5 343,46	13 715 440,03	13 762 535,81			13 715 440,03	13 767 879,27		52 439,24
	Sous Total compte 4713		5 343,46	40 745 492,01	40 792 587,79			40 745 492,01	40 797 931,25		52 439,24
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		95,05	9 954,84	10 120,20			9 954,84	10 215,25		260,41

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		71 516,73	14 240 970,97	14 169 488,70			14 240 970,97	14 241 005,43		34,46
	Sous Total compte 47141		71 611,78	14 250 925,81	14 179 608,90			14 250 925,81	14 251 220,68		294,87
47143	Flux d'encaissements à réimputer			17 558,80	17 558,80			17 558,80	17 558,80		
	Sous Total compte 4714		71 611,78	14 268 484,61	14 197 167,70			14 268 484,61	14 268 779,48		294,87
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra		75,54	75,54				75,54	75,54		
	Sous Total compte 4717		75,54	75,54				75,54	75,54		
4718	Autres recettes à régulariser		5 527,54	1 221 472,33	1 215 944,79			1 221 472,33	1 221 472,33		
	Sous Total compte 471		82 621,60	59 307 778,15	59 281 008,87			59 307 778,15	59 363 630,47		55 852,32
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			1 668 854,84	1 668 854,84			1 668 854,84	1 668 854,84		
47218	Autres dépenses			158 873,18	158 584,45			158 873,18	158 584,45	288,73	
	Sous Total compte 4721			1 827 728,02	1 827 439,29			1 827 728,02	1 827 439,29	288,73	
4722	Commissions bancaires en instance de man			82,29	82,29			82,29	82,29		
4728	Autres dépenses à régulariser	1 348,38		1 258 689,38	1 260 037,76			1 260 037,76	1 260 037,76		
	Sous Total compte 472	1 348,38		3 086 499,69	3 087 559,34			3 087 848,07	3 087 559,34	288,73	
4751	Redevables sur rôle	4 742,50			131,50			4 742,50	131,50	4 611,00	
	Sous Total compte 475	4 742,50			131,50			4 742,50	131,50	4 611,00	
4781	Frais de poursuite rattachés	1 025,53			1 025,53			1 025,53	1 025,53		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	2,95		1,31	1,68			4,26	1,68	2,58	
	Sous Total compte 478	1 028,48		1,31	1 027,21			1 029,79	1 027,21	2,58	
	Sous Total compte 47	7 119,36	82 621,60	62 394 279,15	62 369 726,92			62 401 398,51	62 452 348,52		50 950,01
4816	Frais d'émission des emprunts	50 562,11			50 562,11			50 562,11	50 562,11		
4817	Indemnités de renégociation de la dette	25 210,04			25 210,04			25 210,04	25 210,04		

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4961	Sous Total compte 481	75 772,15			75 772,15			75 772,15	75 772,15		
	Sous Total compte 48	75 772,15			75 772,15			75 772,15	75 772,15		
	Dépréciations des comptes de débiteurs d		27 783,00	27 783,00	50 000,00			27 783,00	77 783,00		50 000,00
	Sous Total compte 496		27 783,00	27 783,00	50 000,00			27 783,00	77 783,00		50 000,00
	Sous Total compte 49		27 783,00	27 783,00	50 000,00			27 783,00	77 783,00		50 000,00
	Total classe 4	2 328 480,35	3 628 465,34	131 717 389,14	130 754 468,37	18 360,00		134 064 229,49	134 382 933,71	1 955 605,62	2 274 309,84
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			29 221,65	29 221,65			29 221,65	29 221,65		
51178	Autres valeurs impayées			4 915,90	4 915,90			4 915,90	4 915,90		
	Sous Total compte 5117			4 915,90	4 915,90			4 915,90	4 915,90		
5118	Autres valeurs à l'encaissement	20,00		12 185,52	12 205,52			12 205,52	12 205,52		
	Sous Total compte 511	20,00		46 323,07	46 343,07			46 343,07	46 343,07		
515	Compte au Trésor	5 416 138,29		55 145 700,91	54 453 301,40			60 561 839,20	54 453 301,40	6 108 537,80	
5162	Compte à terme	6 000 000,00		5 000 000,00	11 000 000,00			11 000 000,00	11 000 000,00		
	Sous Total compte 516	6 000 000,00		5 000 000,00	11 000 000,00			11 000 000,00	11 000 000,00		
	Sous Total compte 51	11 416 158,29		60 192 023,98	65 499 644,47			71 608 182,27	65 499 644,47	6 108 537,80	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	3 000,00		8 100,93	8 662,30			11 100,93	8 662,30	2 438,63	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	950,00						950,00		950,00	
	Sous Total compte 541	3 950,00		8 100,93	8 662,30			12 050,93	8 662,30	3 388,63	
	Sous Total compte 54	3 950,00		8 100,93	8 662,30			12 050,93	8 662,30	3 388,63	
580	Opérations d'ordre budgétaires			4 767 429,54	4 767 429,54			4 767 429,54	4 767 429,54		
584	Encaissement par lecture optique			114 387,08	114 387,08			114 387,08	114 387,08		
586	Opérations financières entre le budget p			224 846,25	224 846,25			224 846,25	224 846,25		



III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			409,10	409,10			409,10	409,10		
	Sous Total compte 587			409,10	409,10			409,10	409,10		
588	Autres virements internes			2 607 198,62	2 607 198,62			2 607 198,62	2 607 198,62		
	Sous Total compte 58			7 714 270,59	7 714 270,59			7 714 270,59	7 714 270,59		
	Total classe 5	11 420 108,29		67 914 395,50	73 222 577,36			79 334 503,79	73 222 577,36	6 111 926,43	
6042	Achats de prestations de services (autre					262 139,97	26 194,75	262 139,97	26 194,75	235 945,22	
	Sous Total compte 604					262 139,97	26 194,75	262 139,97	26 194,75	235 945,22	
60611	Eau et assainissement					136 312,57		136 312,57		136 312,57	
60612	Énergie - Électricité					1 764 942,16	25 780,00	1 764 942,16	25 780,00	1 739 162,16	
	Sous Total compte 6061					1 901 254,73	25 780,00	1 901 254,73	25 780,00	1 875 474,73	
60621	Combustibles					10 788,49		10 788,49		10 788,49	
60622	Carburants					92 948,32	9 340,46	92 948,32	9 340,46	83 607,86	
60623	Alimentation					111 451,62	1 555,80	111 451,62	1 555,80	109 895,82	
60628	Autres fournitures non stockées					322 135,89	7 257,28	322 135,89	7 257,28	314 878,61	
	Sous Total compte 6062					537 324,32	18 153,54	537 324,32	18 153,54	519 170,78	
60631	Fournitures d'entretien					49 643,39		49 643,39		49 643,39	
60632	Fournitures de petit équipement					300 903,18	6 735,74	300 903,18	6 735,74	294 167,44	
60633	Fournitures de voirie					6 921,60	1 104,00	6 921,60	1 104,00	5 817,60	
60636	Habillement et Vêtements de travail					64 939,21		64 939,21		64 939,21	
	Sous Total compte 6063					422 407,38	7 839,74	422 407,38	7 839,74	414 567,64	
6064	Fournitures administratives					16 371,00	1 023,32	16 371,00	1 023,32	15 347,68	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					53 065,61		53 065,61		53 065,61	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60668	Autres produits pharmaceutiques					4 171,95	1 576,20	4 171,95	1 576,20	2 595,75	
	Sous Total compte 6066					4 171,95	1 576,20	4 171,95	1 576,20	2 595,75	
6067	Fournitures scolaires					70 832,35		70 832,35		70 832,35	
6068	Autres matières et fournitures.					5 460,28		5 460,28		5 460,28	
	Sous Total compte 606					3 010 887,62	54 372,80	3 010 887,62	54 372,80	2 956 514,82	
	Sous Total compte 60					3 273 027,59	80 567,55	3 273 027,59	80 567,55	3 192 460,04	
611	Contrats de prestations de services					2 937 348,03	145 482,05	2 937 348,03	145 482,05	2 791 865,98	
6132	Locations immobilières					225 508,50	13 309,23	225 508,50	13 309,23	212 199,27	
61351	Matériel roulant					165 353,65	18 090,44	165 353,65	18 090,44	147 263,21	
61358	Autres					188 347,41	28 764,09	188 347,41	28 764,09	159 583,32	
	Sous Total compte 6135					353 701,06	46 854,53	353 701,06	46 854,53	306 846,53	
	Sous Total compte 613					579 209,56	60 163,76	579 209,56	60 163,76	519 045,80	
614	Charges locatives et de copropriété					52 957,16	1 005,12	52 957,16	1 005,12	51 952,04	
61521	Terrains					266 810,46	11 981,40	266 810,46	11 981,40	254 829,06	
615221	Bâtiments publics					340 958,24	33 459,14	340 958,24	33 459,14	307 499,10	
	Sous Total compte 61522					340 958,24	33 459,14	340 958,24	33 459,14	307 499,10	
615231	Voiries					132 978,10	1 668,31	132 978,10	1 668,31	131 309,79	
615232	Réseaux					173 804,30	49 866,41	173 804,30	49 866,41	123 937,89	
	Sous Total compte 61523					306 782,40	51 534,72	306 782,40	51 534,72	255 247,68	
	Sous Total compte 6152					914 551,10	96 975,26	914 551,10	96 975,26	817 575,84	
61551	Matériel roulant					48 064,56	2 665,92	48 064,56	2 665,92	45 398,64	
61558	Autres biens mobiliers					97 924,75	16 086,27	97 924,75	16 086,27	81 838,48	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6155					145 989,31	18 752,19	145 989,31	18 752,19	127 237,12	
6156	Maintenance					352 869,65	9 817,67	352 869,65	9 817,67	343 051,98	
	Sous Total compte 615					1 413 410,06	125 545,12	1 413 410,06	125 545,12	1 287 864,94	
6161	Multirisques					84 049,94		84 049,94		84 049,94	
6168	Autres					64 458,23		64 458,23		64 458,23	
	Sous Total compte 616					148 508,17		148 508,17		148 508,17	
617	Études et recherches					36 184,79	15 190,80	36 184,79	15 190,80	20 993,99	
6182	Documentation générale et technique					24 278,04		24 278,04		24 278,04	
6184	Versements à des organismes de formation					109 843,20	30 950,78	109 843,20	30 950,78	78 892,42	
6185	Frais de colloques et séminaires					488,50		488,50		488,50	
6188	Autres frais divers					315 130,28	56 807,48	315 130,28	56 807,48	258 322,80	
	Sous Total compte 618					449 740,02	87 758,26	449 740,02	87 758,26	361 981,76	
	Sous Total compte 61					5 617 357,79	435 145,11	5 617 357,79	435 145,11	5 182 212,68	
6218	Autre personnel extérieur					51 110,31		51 110,31		51 110,31	
	Sous Total compte 621					51 110,31		51 110,31		51 110,31	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux					540,00		540,00		540,00	
62268	Autres honoraires, conseils...					131 330,02	32 208,00	131 330,02	32 208,00	99 122,02	
	Sous Total compte 6226					131 870,02	32 208,00	131 870,02	32 208,00	99 662,02	
6227	Frais d'actes et de contentieux					19 181,16	7 560,00	19 181,16	7 560,00	11 621,16	
	Sous Total compte 622					151 051,18	39 768,00	151 051,18	39 768,00	111 283,18	
6231	Annonces et insertions					51 216,40		51 216,40		51 216,40	
6232	Fêtes et cérémonies					357 343,19	22 269,00	357 343,19	22 269,00	335 074,19	



III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6233	Foires et expositions					15 726,40		15 726,40		15 726,40	
6234	Réceptions					13 614,38		13 614,38		13 614,38	
6236	Catalogues et imprimés					234 923,38	23 623,23	234 923,38	23 623,23	211 300,15	
6238	Divers					6 643,80		6 643,80		6 643,80	
	Sous Total compte 623					679 467,55	45 892,23	679 467,55	45 892,23	633 575,32	
6241	Transports de biens					360,00		360,00		360,00	
6245	Transports de personnes extérieures à la					129 085,39	900,90	129 085,39	900,90	128 184,49	
	Sous Total compte 624					129 445,39	900,90	129 445,39	900,90	128 544,49	
6251	Voyages, déplacements et missions					8 147,43		8 147,43		8 147,43	
	Sous Total compte 625					8 147,43		8 147,43		8 147,43	
6261	Frais d'affranchissement					75 663,75		75 663,75		75 663,75	
6262	Frais de télécommunications					65 805,97	1 908,00	65 805,97	1 908,00	63 897,97	
	Sous Total compte 626					141 469,72	1 908,00	141 469,72	1 908,00	139 561,72	
627	Services bancaires et assimilés.					8 177,50	1 040,61	8 177,50	1 040,61	7 136,89	
6281	Concours divers (cotisations...)					39 977,91	2 700,00	39 977,91	2 700,00	37 277,91	
6282	Frais de gardiennage					28 552,99		28 552,99		28 552,99	
6283	Frais de nettoyage des locaux					530 911,03	35 042,82	530 911,03	35 042,82	495 868,21	
62878	A des tiers					20 580,66		20 580,66		20 580,66	
	Sous Total compte 6287					20 580,66		20 580,66		20 580,66	
6288	Autres					39 302,64		39 302,64		39 302,64	
	Sous Total compte 628					659 325,23	37 742,82	659 325,23	37 742,82	621 582,41	
	Sous Total compte 62					1 828 194,31	127 252,56	1 828 194,31	127 252,56	1 700 941,75	



III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6331	Versement mobilité					340 449,00		340 449,00		340 449,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					53 577,00		53 577,00		53 577,00	
6333	Participation des employeurs à la format					11 693,33		11 693,33		11 693,33	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					167 259,38		167 259,38		167 259,38	
	Sous Total compte 633					572 978,71		572 978,71		572 978,71	
63512	Taxes foncières					78 496,00		78 496,00		78 496,00	
63513	Autres impôts locaux					87 717,62		87 717,62		87 717,62	
	Sous Total compte 6351					166 213,62		166 213,62		166 213,62	
	Sous Total compte 635					166 213,62		166 213,62		166 213,62	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					17 374,58		17 374,58		17 374,58	
	Sous Total compte 63					756 566,91		756 566,91		756 566,91	
64111	Rémunération principale					7 019 724,82		7 019 724,82		7 019 724,82	
64112	Supplément familial de traitement et ind					311 106,17		311 106,17		311 106,17	
64113	NBI					70 744,51		70 744,51		70 744,51	
64118	Autres indemnités.					2 818 237,93		2 818 237,93		2 818 237,93	
	Sous Total compte 6411					10 219 813,43		10 219 813,43		10 219 813,43	
64121	Rémunération principale					67 372,34		67 372,34		67 372,34	
64128	Autres indemnités					41 789,98		41 789,98		41 789,98	
	Sous Total compte 6412					109 162,32		109 162,32		109 162,32	
64131	Rémunérations					2 134 587,96		2 134 587,96		2 134 587,96	
64132	Supplément familial de traitement et ind					93 068,68		93 068,68		93 068,68	
64138	Primes et autres indemnités					760 007,05		760 007,05		760 007,05	



III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6413					2 987 663,69		2 987 663,69		2 987 663,69	
6414	Personnel rémunéré à la vacation					599 293,08		599 293,08		599 293,08	
6417	Rémunérations des apprentis					49 972,65		49 972,65		49 972,65	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						41 958,29	41 958,29			41 958,29
	Sous Total compte 641					13 965 905,17	41 958,29	13 965 905,17	41 958,29	13 923 946,88	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					2 145 011,00		2 145 011,00		2 145 011,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					2 441 935,61		2 441 935,61		2 441 935,61	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					118 527,36		118 527,36		118 527,36	
6456	Versement au F.N.C du supplément familia					10 313,00		10 313,00		10 313,00	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux					27 600,06		27 600,06		27 600,06	
	Sous Total compte 645					4 743 387,03		4 743 387,03		4 743 387,03	
64731	Versées directement					137 245,68		137 245,68		137 245,68	
	Sous Total compte 6473					137 245,68		137 245,68		137 245,68	
6474	Versements aux oeuvres sociales					130 828,96		130 828,96		130 828,96	
6475	Médecine du travail, pharmacie					64 141,16	14 720,00	64 141,16	14 720,00	49 421,16	
6478	Autres charges sociales diverses					37 744,83		37 744,83		37 744,83	
	Sous Total compte 647					369 960,63	14 720,00	369 960,63	14 720,00	355 240,63	
	Sous Total compte 64					19 079 252,83	56 678,29	19 079 252,83	56 678,29	19 022 574,54	
65131	Bourses					2 500,00		2 500,00		2 500,00	
65132	Prix					8 094,48		8 094,48		8 094,48	
	Sous Total compte 6513					10 594,48		10 594,48		10 594,48	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 651					10 594,48		10 594,48		10 594,48	
65211	Frais de scolarité					18 606,70	3 873,00	18 606,70	3 873,00	14 733,70	
	Sous Total compte 6521					18 606,70	3 873,00	18 606,70	3 873,00	14 733,70	
	Sous Total compte 652					18 606,70	3 873,00	18 606,70	3 873,00	14 733,70	
65311	Indemnités de fonction					207 794,26		207 794,26		207 794,26	
65312	Frais de mission et de déplacement					2 400,00		2 400,00		2 400,00	
65313	Cotisations de retraite					19 236,77		19 236,77		19 236,77	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					20 158,00		20 158,00		20 158,00	
65315	Formation					11 515,00		11 515,00		11 515,00	
653172	Cotisations au fonds de financement de l					356,78		356,78		356,78	
	Sous Total compte 65317					356,78		356,78		356,78	
	Sous Total compte 6531					261 460,81		261 460,81		261 460,81	
	Sous Total compte 653					261 460,81		261 460,81		261 460,81	
6541	Créances admises en non-valeur					409,10		409,10		409,10	
6542	Créances éteintes					69,00		69,00		69,00	
	Sous Total compte 654					478,10		478,10		478,10	
6553	Service d'incendie					417 518,96		417 518,96		417 518,96	
65561	Contributions au fonds de compensation d					1 131 874,75	455 251,75	1 131 874,75	455 251,75	676 623,00	
65568	Autres contributions					27 938,59		27 938,59		27 938,59	
	Sous Total compte 6556					1 159 813,34	455 251,75	1 159 813,34	455 251,75	704 561,59	
	Sous Total compte 655					1 577 332,30	455 251,75	1 577 332,30	455 251,75	1 122 080,55	
6568	Autres participations					11 486,50		11 486,50		11 486,50	



III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65736211	Sous Total compte 656					11 486,50		11 486,50		11 486,50	
	non dotés de la personnalité morale					98 013,33		98 013,33		98 013,33	
	Sous Total compte 6573621					98 013,33		98 013,33		98 013,33	
657363	Sous Total compte 657362					98 013,33		98 013,33		98 013,33	
	CCAS/CIAS					989 274,93		989 274,93		989 274,93	
	Sous Total compte 65736					1 087 288,26		1 087 288,26		1 087 288,26	
65748	Sous Total compte 6573					1 087 288,26		1 087 288,26		1 087 288,26	
	Autres personnes de droit privé					982 422,09	16 312,50	982 422,09	16 312,50	966 109,59	
	Sous Total compte 6574					982 422,09	16 312,50	982 422,09	16 312,50	966 109,59	
65818	Sous Total compte 657					2 069 710,35	16 312,50	2 069 710,35	16 312,50	2 053 397,85	
	Autres					160 188,87	10 600,00	160 188,87	10 600,00	149 588,87	
	Sous Total compte 6581					160 188,87	10 600,00	160 188,87	10 600,00	149 588,87	
65888	Autres					140 960,52		140 960,52		140 960,52	
	Sous Total compte 6588					140 960,52		140 960,52		140 960,52	
	Sous Total compte 658					301 149,39	10 600,00	301 149,39	10 600,00	290 549,39	
66111	Sous Total compte 65					4 250 818,63	486 037,25	4 250 818,63	486 037,25	3 764 781,38	
	Intérêts réglés à l'échéance					265 138,12		265 138,12		265 138,12	
	Intérêts - rattachement des ICNE						45 720,83		45 720,83		45 720,83
66112	Sous Total compte 6611					265 138,12	45 720,83	265 138,12	45 720,83	219 417,29	
	Sous Total compte 661					265 138,12	45 720,83	265 138,12	45 720,83	219 417,29	
	Sous Total compte 66					265 138,12	45 720,83	265 138,12	45 720,83	219 417,29	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)					78 084,69		78 084,69		78 084,69	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
675	Valeurs comptables des immobilisations c					96 562,24		96 562,24		96 562,24	
6761	Différences sur réalisations (positives)					1 297 987,76		1 297 987,76		1 297 987,76	
	Sous Total compte 676					1 297 987,76		1 297 987,76		1 297 987,76	
	Sous Total compte 67					1 472 634,69		1 472 634,69		1 472 634,69	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					3 289 937,54		3 289 937,54		3 289 937,54	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					50 000,00		50 000,00		50 000,00	
	Sous Total compte 681					3 339 937,54		3 339 937,54		3 339 937,54	
	Sous Total compte 68					3 339 937,54		3 339 937,54		3 339 937,54	
	Total classe 6					39 882 928,41	1 231 401,59	39 882 928,41	1 231 401,59	38 739 205,94	87 679,12
7018	Autres ventes de produits finis						11 986,41		11 986,41		11 986,41
	Sous Total compte 701						11 986,41		11 986,41		11 986,41
70311	Concession dans les cimetières (produit)						39 425,22		39 425,22		39 425,22
	Sous Total compte 7031						39 425,22		39 425,22		39 425,22
70323	Redevance d'occupation du domaine public					129 338,87	769 712,17	129 338,87	769 712,17		640 373,30
70328	Autres droits de stationnement et de loc					86 913,87	343 797,78	86 913,87	343 797,78		256 883,91
	Sous Total compte 7032					216 252,74	1 113 509,95	216 252,74	1 113 509,95		897 257,21
70383	Redevance de stationnement					16 843,50	266 573,75	16 843,50	266 573,75		249 730,25
70384	Forfait de post-stationnement						274 462,33		274 462,33		274 462,33
70388	Autres redevances et recettes diverses						58,33		58,33		58,33
	Sous Total compte 7038					16 843,50	541 094,41	16 843,50	541 094,41		524 250,91
	Sous Total compte 703					233 096,24	1 694 029,58	233 096,24	1 694 029,58		1 460 933,34

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7062	Redevances et droits des services à cara					123 191,49	404 314,00	123 191,49	404 314,00		281 122,51
70631	A caractère sportif					3 840,00	11 040,00	3 840,00	11 040,00		7 200,00
	Sous Total compte 7063					3 840,00	11 040,00	3 840,00	11 040,00		7 200,00
7066	Redevances et droits des services à cara					91 949,92	761 513,43	91 949,92	761 513,43		669 563,51
7067	Redevances et droits des services périsc					272 353,95	1 906 997,98	272 353,95	1 906 997,98		1 634 644,03
706888	Autres					8 911,66	54 308,79	8 911,66	54 308,79		45 397,13
	Sous Total compte 70688					8 911,66	54 308,79	8 911,66	54 308,79		45 397,13
	Sous Total compte 7068					8 911,66	54 308,79	8 911,66	54 308,79		45 397,13
	Sous Total compte 706					500 247,02	3 138 174,20	500 247,02	3 138 174,20		2 637 927,18
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)					4 784,40	43 083,16	4 784,40	43 083,16		38 298,76
708421	non dotés de la personnalité morale						102 154,07		102 154,07		102 154,07
	Sous Total compte 70842						102 154,07		102 154,07		102 154,07
70843	au CCAS/CIAS						687 294,20		687 294,20		687 294,20
70848	aux autres organismes					13 809,00	17 652,09	13 809,00	17 652,09		3 843,09
	Sous Total compte 7084					13 809,00	807 100,36	13 809,00	807 100,36		793 291,36
708721	non dotés de la personnalité morale						200,16		200,16		200,16
	Sous Total compte 70872						200,16		200,16		200,16
70873	par le CCAS/CIAS					21 915,12	47 550,62	21 915,12	47 550,62		25 635,50
70876	par le GFP de rattachement						10 433,44		10 433,44		10 433,44
70878	par des tiers						62 077,00		62 077,00		62 077,00
	Sous Total compte 7087					21 915,12	120 261,22	21 915,12	120 261,22		98 346,10

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 708					40 508,52	970 444,74	40 508,52	970 444,74		929 936,22
	Sous Total compte 70					773 851,78	5 814 634,93	773 851,78	5 814 634,93		5 040 783,15
73111	Impôts directs locaux						24 095 574,00		24 095 574,00		24 095 574,00
73118	Autres contributions directes						31 334,00		31 334,00		31 334,00
	Sous Total compte 7311						24 126 908,00		24 126 908,00		24 126 908,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits						1 113 658,00		1 113 658,00		1 113 658,00
	Sous Total compte 7312						1 113 658,00		1 113 658,00		1 113 658,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr						386 461,15		386 461,15		386 461,15
	Sous Total compte 7314						386 461,15		386 461,15		386 461,15
	Sous Total compte 731						25 627 027,15		25 627 027,15		25 627 027,15
73211	Attribution de compensation						3 891 266,00		3 891 266,00		3 891 266,00
	Sous Total compte 7321						3 891 266,00		3 891 266,00		3 891 266,00
	Sous Total compte 732						3 891 266,00		3 891 266,00		3 891 266,00
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève					1 131,00		1 131,00		1 131,00	
	Sous Total compte 739111					1 131,00		1 131,00		1 131,00	
739116	Prélèvements au titre de l'article 55 de					14 437,85		14 437,85		14 437,85	
	Sous Total compte 73911					15 568,85		15 568,85		15 568,85	
	Sous Total compte 7391					15 568,85		15 568,85		15 568,85	
739221	FNGIR					1 436 394,00		1 436 394,00		1 436 394,00	
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm					466 850,00		466 850,00		466 850,00	
	Sous Total compte 739222					466 850,00		466 850,00		466 850,00	
	Sous Total compte 73922					1 903 244,00		1 903 244,00		1 903 244,00	



III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7392					1 903 244,00		1 903 244,00		1 903 244,00	
	Sous Total compte 739					1 918 812,85		1 918 812,85		1 918 812,85	
	Sous Total compte 73					1 918 812,85	29 518 293,15	1 918 812,85	29 518 293,15		27 599 480,30
74111	Dotation forfaitaire des communes						2 723 948,00		2 723 948,00		2 723 948,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP)						145 425,00		145 425,00		145 425,00
	Sous Total compte 74112						145 425,00		145 425,00		145 425,00
	Sous Total compte 7411						2 869 373,00		2 869 373,00		2 869 373,00
	Sous Total compte 741						2 869 373,00		2 869 373,00		2 869 373,00
744	FCTVA						22 107,38		22 107,38		22 107,38
74611	DGD						18,00		18,00		18,00
	Sous Total compte 7461						18,00		18,00		18,00
	Sous Total compte 746						18,00		18,00		18,00
747818	Autres						5 997,00		5 997,00		5 997,00
	Sous Total compte 74781						5 997,00		5 997,00		5 997,00
747888	Autres					239 773,04	2 020 098,25	239 773,04	2 020 098,25		1 780 325,21
	Sous Total compte 74788					239 773,04	2 020 098,25	239 773,04	2 020 098,25		1 780 325,21
	Sous Total compte 7478					239 773,04	2 026 095,25	239 773,04	2 026 095,25		1 786 322,21
	Sous Total compte 747					239 773,04	2 026 095,25	239 773,04	2 026 095,25		1 786 322,21
74833	État - Compensation au titre des exonéra						88 296,00		88 296,00		88 296,00
	Sous Total compte 7483						88 296,00		88 296,00		88 296,00
7484	Dotation de recensement						3 680,00		3 680,00		3 680,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						32 989,00		32 989,00		32 989,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 748						124 965,00		124 965,00		124 965,00
	Sous Total compte 74					239 773,04	5 042 558,63	239 773,04	5 042 558,63		4 802 785,59
752	Revenus des immeubles					18 594,73	225 930,88	18 594,73	225 930,88		207 336,15
755	Dédits et pénalités perçus						56 746,37		56 746,37		56 746,37
75888	Autres					64 000,00	181 081,80	64 000,00	181 081,80		117 081,80
	Sous Total compte 7588					64 000,00	181 081,80	64 000,00	181 081,80		117 081,80
	Sous Total compte 758					64 000,00	181 081,80	64 000,00	181 081,80		117 081,80
	Sous Total compte 75					82 594,73	463 759,05	82 594,73	463 759,05		381 164,32
764	Revenus des valeurs mobilières de placem						202 150,00		202 150,00		202 150,00
	Sous Total compte 76						202 150,00		202 150,00		202 150,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						406,90		406,90		406,90
775	Produits des cessions d'immobilisations						1 394 550,00		1 394 550,00		1 394 550,00
777	Recettes et quote-part des subventions d						82 942,00		82 942,00		82 942,00
	Sous Total compte 77						1 477 898,90		1 477 898,90		1 477 898,90
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci						27 783,00		27 783,00		27 783,00
	Sous Total compte 781						27 783,00		27 783,00		27 783,00
	Sous Total compte 78						27 783,00		27 783,00		27 783,00
	Total classe 7					3 015 032,40	42 547 077,66	3 015 032,40	42 547 077,66	1 918 812,85	41 450 858,11
	Total général	257 434 016,65	257 434 016,65	224 099 554,23	228 391 944,24	70 425 371,05	66 132 981,04	551 958 941,93	551 958 941,93	293 259 107,60	293 259 107,60



État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.



V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d’édition : 09/05/2025

Comptable(s)

Ayant exercé au cours de la gestion

Mme Marie ROUSSEING-ABRY du 01/01/2024 au 09/05/2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le



NOTE DE PRESENTATION SYNTHÉTIQUE – BUDGET PRINCIPAL
ANNEXÉE AU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

Les articles 106 et 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) imposent désormais aux communes de plus de 3 500 habitants d'annexer une note de présentation brève et synthétique aux documents budgétaires.

1. Rappel des éléments de contexte

Le budget voté en avril 2024, élaboré une nouvelle fois dans un contexte économique très contraint et incertain s'appuyait sur les hypothèses suivantes :

- ✓ Une prévision de croissance de +0.9%
- ✓ Une inflation autour de 2,5%
- ✓ Un déficit public envisagé à 4,4%
- ✓ Une stabilisation des taux d'intérêts
- ✓ Une revalorisation des bases locatives de taxe foncière de +3,9%
- ✓ Une baisse des droits de mutation
- ✓ Une réduction des concours financiers et dotations de l'État

2. Les priorités retenues dans le cadre du budget 2024

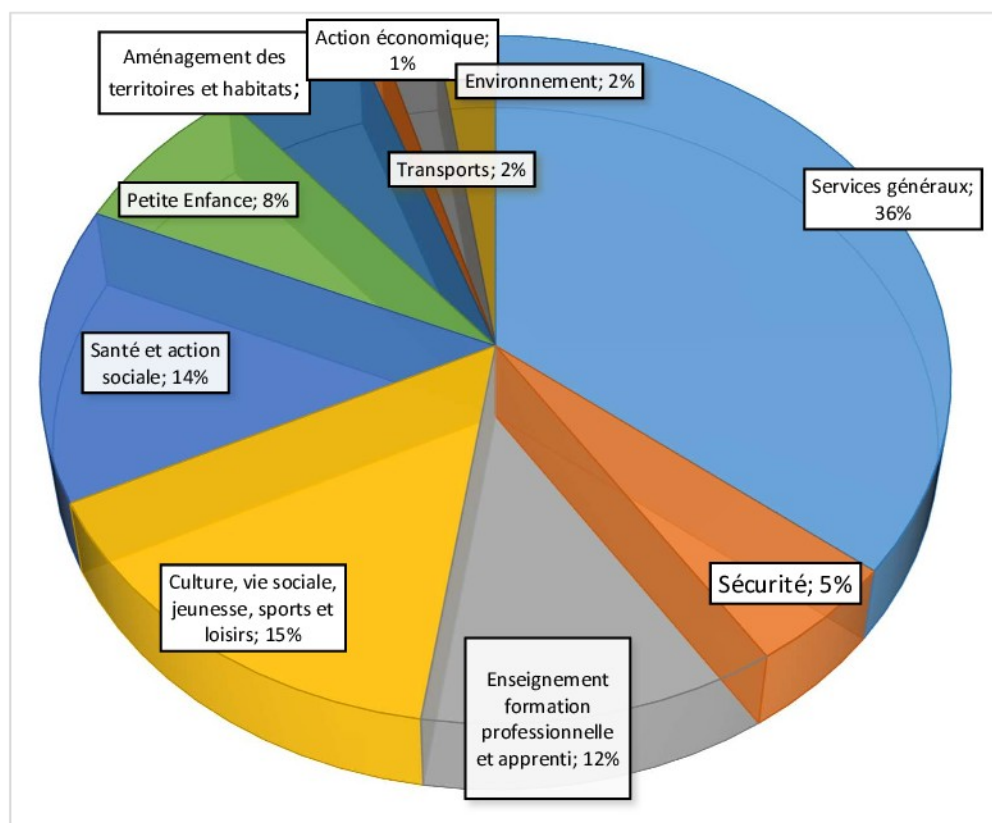
Le budget 2024 s'articulait autour des axes suivants :

- ✓ Maintien d'un haut niveau de service public
- ✓ Stabilité des taux communaux de fiscalité
- ✓ Renforcement de l'attractivité de la commune
- ✓ Engagement fort pour la transition environnementale
- ✓ Poursuite de l'ambitieux programme d'investissement
- ✓ Recours modéré voire nul au levier de l'emprunt
- ✓ Recherche active de financement auprès des partenaires institutionnels

L'ambition de la commune était la suivante :

- ✓ Conserver un niveau d'épargne nette autour de 3 millions d'euros
- ✓ Poursuivre le désendettement de la commune en vue du pic d'emprunt sur 2025 et 2026
- ✓ Contenir les charges de personnel impactées par des facteurs exogènes
- ✓ Afficher un niveau de réalisation en investissement autour de 60%
- ✓ Conserver de bons ratios financiers

La répartition des dépenses réelles de fonctionnement au Budget primitif 2024 était la suivante :



3. Présentation de l'exécution budgétaire

Le budget a été exécuté à hauteur de 61 220 031,21 € en dépenses et 66 994 588,52 € en recettes, auxquels il convient d'ajouter les restes à réaliser.

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	32 190 563,17	40 802 165,39	72 992 728,56
	Recettes réalisées (1)	B	21 281 973,78	41 492 816,40	62 774 790,18
	Restes à réaliser	C	1 392 431,31	0,00	1 392 431,31
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	38 037 712,15	45 021 963,73	83 059 675,88
	Dépenses réalisées (1)	E	26 454 882,23	40 612 297,96	67 067 180,19
	Restes à réaliser	F	3 317 472,77	0,00	3 317 472,77
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	-5 172 908,45	880 518,44	-4 292 390,01
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	5 847 148,98	4 219 798,34	10 066 947,32
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	674 240,53	5 100 316,78	5 774 557,31
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-1 925 041,46	0,00	-1 925 041,46
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 250 800,93	5 100 316,78	3 849 515,85

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

3.1 Le budget de fonctionnement

En 2024, les dépenses de fonctionnement se sont établies à 40 612 297,96 €, soit un taux de réalisation de 99,76% hors virement à la section d'investissement (4 312 249,43 €).

Les dépenses réelles se sont exécutées pour un montant de 35 927 810,42 € correspondant à un taux de réalisation de 96,11%.

Entre 2023 et 2024 les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de + 1 794 888,39€.

Les dépenses de cette section sont constituées par :

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU 2024 / CFU 2023 %
011 CHARGES A CARACTERE GÉNÉRAL	8 597 052,06	8 214 626,16	9 817 163,20	9 180 038,04	10 698 645,51	10 708 092,35	95,41%	1 048 054,47	11,44%
012 CHARGES DE PERSONNEL	13 797 362,55	18 782 603,65	19 126 379,61	19 018 785,75	20 088 052,30	19 688 621,85	96,01%	665 836,10	3,52%
014 ATTÉNUATION DE PRODUITS	1 933 394,00	1 923 543,43	1 963 354,00	1 918 236,05	1 963 394,00	1 918 812,85	97,73%	576,80	0,03%
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 083 346,10	3 047 772,28	3 556 854,44	3 747 037,19	4 237 427,79	3 764 781,33	86,85%	17 744,19	0,47%
66 CHARGES FINANCIÈRES	223 588,18	218 412,47	267 975,42	259 260,15	266 570,00	219 417,29	82,31%	-35 842,86	-15,37%
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000,00	2 500,65	10 000,00	1 560,67	78 625,00	78 084,69	95,31%	76 524,02	4903,28%
68 PROVISION			28 004,18	28 004,18	50 000,00	50 000,00	100,00%	21 995,82	78,54%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	33 249 742,89	32 790 458,68	35 169 770,85	34 132 922,03	37 382 714,30	35 927 810,42	96,11%	1 794 888,39	5,26%
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	9 173 463,47		2 764 859,17		4 312 249,43				
042 OPÉRATION D'ORDRE	2 754 724,00	2 163 498,20	3 233 261,94	11 033 626,94	3 327 000,00	4 684 487,54	140,80%	-6 345 134,40	-57,54%
Total des dépenses de fonctionnement	44 581 430,36	34 954 256,88	41 167 930,96	45 166 548,97	45 021 963,73	40 612 297,96	90,21%	-4 554 251,01	-10,08%

En 2024, le montant des recettes de fonctionnement s'élève à 45 712 614,74 € soit un taux de réalisation de 101,53%. Ce montant est en recul de -3.89% par rapport au réalisé 2023.

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / CFU %
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	147 300,00	159 346,68	120 000,00	101 039,61	100 000,00	41 958,29	41,96%	-55 081,32	-58,47%
70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTE	4 319 069,33	4 264 126,14	4 490 260,90	4 701 470,69	4 590 261,00	5 040 783,15	107,47%	335 312,46	7,22%
73 IMPÔTS ET TAXES	27 344 072,00	27 790 309,26	28 777 570,89	28 340 391,71	29 551 248,00	29 518 293,15	99,55%	677 901,44	2,35%
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	4 524 161,13	4 385 317,60	4 575 506,73	4 709 548,49	4 389 586,00	4 302 785,59	98,22%	93 237,10	1,93%
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	290 138,00	312 394,78	307 798,00	401 259,98	374 287,39	381 154,32	101,84%	-20 095,66	-5,01%
Total des recettes de gestion des services	36 724 740,56	37 412 494,45	38 371 236,52	38 753 710,48	39 705 482,39	39 784 984,50	100,20%	1 031 274,02	2,65%
76 PRODUITS FINANCIERS		0,30			111 900,00	202 150,00	180,55%		
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS		16 329,41		7 330 750,00		1 394 956,90		-6 435 793,10	-82,19%
78 REPRISE DE PROVISION	27 404,13	27 404,18	7 317,00	7 317,00	27 783,00	27 783,00	100,00%	15 966,00	255,42%
Total des recettes financières	27 404,18	44 233,89	7 317,00	7 338 567,00	139 583,00	1 624 889,90	1163,27%	-6 415 827,10	-79,27%
Total des recettes réelles de fonctionnement	36 752 144,74	37 456 728,35	38 379 053,52	46 092 277,48	39 845 165,39	41 409 874,40	103,93%	-5 384 553,08	-11,12%
042 OPÉRATION D'ORDRE	4 236 590,00	4 233 199,81	972 186,00	969 503,00	957 000,00	87 947,00	8,57%	-886 661,00	-91,45%
002 EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT ANTÉRIEUR	3 592 595,62		1 316 591,44		4 219 798,34	4 219 798,34	100,00%	4 219 798,34	
Total des recettes de fonctionnement	44 581 430,36	41 689 928,16	41 167 930,96	47 061 880,48	45 021 963,73	45 712 614,74	101,53%	-1 849 265,74	-3,89%

L'exécution comptable au 31 décembre 2024 pour la section de fonctionnement présente les résultats suivants :

- Recettes pour 45 712 614,74 €
- Dépenses pour 40 612 297,96 €

soit un résultat excédentaire de 5 100 316,78 € qui a été repris par délibération en date du 8 avril 2025, par anticipation et affecté comme suit :

3 849 515,85 € au compte 002 (excédent de fonctionnement reporté)

1 250 800,93 € au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)

674 240,53 € au compte 001 (excédent d'investissement reporté)

3.2 Le budget d'investissement

En 2024 la commune a réalisé 26 454 882,23 € de dépenses d'investissement.

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / C FU %
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT					13 462 287,40	13 462 287,40			
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 522 377,79	349 873,29	1 763 685,04	1 010 297,40	1 801 920,72	821 580,85	45,59%	-107 716,51	-10,40%
204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	13 508 739,00	11 387 658,22	2 511 374,53	234 561,67	3 511 997,50	2 463 220,56	70,14%	2 228 258,89	948,35%
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 818 326,09	4 508 919,72	9 755 415,62	4 354 846,31	13 214 081,19	7 184 066,69	54,37%	2 319 220,38	47,67%
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	2 631 117,13	1 394 257,39	1 881 199,59	1 008 601,86	844 708,95	100 220,32	11,86%	-908 381,51	-90,06%
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 000,00	0,00	10 278,35	455,51	10 512,48	818,48	7,75%	362,97	3,48%
OPERATION N° 160025 GUICHET UNIQUE	34 087,19	33 445,90							
OPERATION N° 160026 ACCESSIBILITE	593 873,47	90 542,50	515 287,54	315 258,57	200 028,53	45 796,29	22,89%	-269 467,28	-85,47%
OPERATION N° 220011 EXTENSION VIDEOPROTECTION	1 130 000,00	578 393,77	1 047 132,84	737 620,36	491 370,87	322 743,68	65,68%	-414 876,48	-56,25%
OPERATION N° 240014 NOUVEAU GYMNASSE					737 500,00	443 127,24	60,09%		
OPERATION N° 240015 CONSTRUCTION CTM					333 500,00	6 180,00	1,85%		
OPERATION N° 240016 EXTENSION ECOLE DU PARANGON					983 089,00	61 991,00	6,31%		
45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	28 360,00	18 360,00	64,74%	18 360,00	
Total des dépenses d'équipement	27 359 020,67	18 293 090,79	16 514 373,51	8 181 041,68	35 619 355,64	24 930 393,35	69,99%	16 749 351,67	204,73%
10 DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES					60 846,51	60 846,51			
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	2 372 535,97	1 688 735,40	4 057 127,46	1 528 257,31	1 400 500,00	1 380 700,37	98,59%	247 556,94	15,20%
Total des dépenses financières	29 731 556,61	19 981 826,19	20 571 500,97	9 809 298,99	37 080 712,15	26 371 940,23	71,12%	16 562 641,24	168,85%
010 OPERATIONS D'ORDRE	4 236 590,00	4 233 199,61	9 721 186,00	959 603,00	957 000,00	82 942,00	8,67%	-886 661,00	-91,75%
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	23 064 574,03	22 921 161,34	617 744,02	388 873,87	0,00	0,00		-388 873,87	-100,00%
001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE			4 819 741,15	4 819 741,15				-4 819 741,15	-100,00%
Total des dépenses d'investissement	57 032 770,67	47 136 187,14	26 981 172,14	15 987 517,01	38 037 712,15	26 454 882,23	69,55%	10 467 365,22	65,47%

Les recettes d'investissement représentent 27 129 122,76 €

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / C FU %
10 DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	3 343 534,76	2 780 172,34	9 389 345,46	9 244 940,57	1 213 640,03	1 558 125,11	128,38%	-7 686 815,46	-83,15%
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	14 325 175,06	13 691 104,06	1 505 302,40	1 106 338,35	17 115 313,71	14 584 161,51	85,23%	13 877 823,16	1254,39%
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	447 884,57	339,75	223 870,15	39,75	0,00	22 809,70	#DIV/0!	22 769,95	57282,39%
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 389,52	#DIV/0!	32 389,52	
26 PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 000,00	25,42	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00%	0,00	
45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	28 360,00	0,00	0,00%	0,00	
Total des recettes d'investissement	18 136 614,39	16 471 641,57	11 144 518,01	10 351 318,67	18 371 313,74	16 597 486,24	90,34%	6 246 167,57	60,34%
024 PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	3 740 000,00		9 220 750,00		6 180 000,00				
040 OPERATIONS D'ORDRE	2 158 224,00	2 163 798,20	3 233 260,94	11 033 526,94	3 327 000,00	4 684 487,54	140,30%	-6 349 129,40	-57,54%
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	23 064 574,03	22 921 161,34	617 744,02	388 873,87					
Total des recettes patrimoniales	26 962 798,03	25 084 959,54	13 071 754,96	11 422 500,81	9 507 000,00	4 684 487,54	49,27%	-6 738 013,27	-58,99%
001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	57 845,08	57 845,08	0,00	0,00	5 847 148,98	5 847 148,98	100,00%	5 847 148,98	
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 173 463,47	0,00	2 764 899,17	0,00	4 312 240,43	0,00	0,00%	0,00	
Total des recettes d'investissement	57 032 770,67	47 316 446,19	26 981 172,14	21 773 819,48	38 037 712,15	27 129 122,76	71,32%	5 355 303,78	24,00%

L'exécution comptable au 31 décembre 2024 pour la section d'investissement présente les résultats suivants :

- Recettes pour 27 129 122,76 €
- Dépenses pour 26 454 882,23 €

Soit un résultat excédentaire de 674 240,53 € auquel il convient d'ajouter les restes à réaliser suivants :

- En recettes 1 392 431,31 € de subventions à percevoir
- En dépenses 3 317 472,77 € de travaux et études engagés en 2024 mais non achevés au 31 décembre 2024.

Les autorisations de programme ont fait l'objet des réalisations suivantes :

OPÉRATIONS VOTÉES	Réalisé 2024
TRAVAUX ADAP - OP 160026	45 796,29
EXTENSION DU RÉSEAU DE VIDÉOPROTECTION - OP 220011	322 743,88
CONSTRUCTION DU NOUVEAU GYMNASE - OP 240014	443 127,24
CONSTRUCTION DU CTM - OP 240015	6 180,00
EXTENSION DE L'ÉCOLE DU PARANGON - OP 240016	61 991,60
TOTAL	879 839,01

OPÉRATIONS NON VOTÉES	Réalisé 2024
RÉNOVATION DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS	2 648 153,00
RENOUVELLEMENT DU PARC DE VÉHICULES	0,00
TOTAL	2 648 153,00

4. Le budget consolidé avec le budget annexe du cinéma

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 037 712,15	26 454 882,23	3 317 472,77	8 265 357,15
RECETTES	38 037 712,15	21 281 973,78	1 392 431,31	15 363 307,06
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	45 021 963,73	40 612 297,96	0,00	4 409 665,77
RECETTES	45 021 963,73	41 492 816,40	0,00	3 529 147,33

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET CINEMA/ N°SIRET : 21940042100182				
SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	98 374,00	65 043,00	24 980,00	8 351,00
RECETTES	98 374,00	53 740,31	0,00	44 633,69
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	157 755,00	151 295,35	0,00	6 459,65
RECETTES	157 755,00	151 295,35	0,00	6 459,65

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 136 086,15	26 519 925,23	3 342 452,77	8 273 708,15
RECETTES	38 136 086,15	21 335 714,09	1 392 431,31	15 407 940,75
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	45 179 718,73	40 763 593,31	0,00	4 416 125,42
RECETTES	45 179 718,73	41 644 111,75	0,00	3 535 606,98

5. Les principaux ratios

COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT - BUDGET PRINCIPAL - CFU - 2024

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	20567

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1202.37

Ratios de niveau		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1746.87
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2013.41
3	Dépenses d'équipement brut / population	436.89
4	Encours de dette / population (2)(3)	732.51
5	DGF / population	139.51
Ratios de structure et d'analyse financière		Valeurs
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	54.80%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	90.14%
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	13.24%
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	9.86%
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	36.38%
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	2.75%

5 . Budget Annexe du Cinéma - Adoption du Compte Financier Unique 2024

Le Compte Financier Unique du budget annexe du cinéma a été adopté pour la première fois lors de la séance du conseil municipal du 13 juin 2023 et il retrace l'ensemble des mouvements réalisés en fonctionnement et investissement entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, tant en dépenses qu'en recettes.

Pour mémoire le Compte Financier Unique (CFU) est une fusion du compte de gestion présenté par le Comptable public et du compte administratif produit par l'ordonnateur (Monsieur le Maire).

Je vais donc vous présenter le CFU relatif à l'exercice 2024 qui présente les résultats suivants :

Réalisations 2024	Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	151 295,35	151 256,35	0,00
Section d'investissement	65 043,00	127 443,21	62 400,21
Total	216 338,35	278 699,56	62 400,21

Restes à réaliser	Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
Section d'investissement	24 980,00	0,00	- 24 980,00
Total	24 980,00	0,00	-24 980,00

Résultat cumulé (réalisations + restes à réaliser + résultats antérieurs reportés)	Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	151 295,35	151 295,35	0,00
Section d'investissement	90 023,00	127 443,21	37 420,21
Total	241 318,35	278 738,56	37 420,21

L'excédent global de clôture est de 62 400,21 € en 2024 contre 73 702,90 € en 2023.

Le résultat cumulé 2024 qui tient compte des restes à réaliser est de 37 420,21 €.

Les réalisations 2024 du budget annexe du cinéma se décomposent de la manière suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / CFU %
011 CHARGES A CARACTÈRE GÉNÉRAL	44 940,00	36 228,88	45 150,00	40 494,25	45 150,00	39 556,31	87,61 %	-937,94	-2,32 %
012 CHARGES DE PERSONNEL	94 000,00	88 888,05	108 000,00	82 400,36	102 420,00	102 154,07	99,74 %	19 753,71	23,97 %
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 400,00	0,00	400,00	0,00	400,00	0,00	0,00 %	0,00	#DIV/0!
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	200,00	0,00	200,00	0,00	200,00	0,00	0,00 %	0,00	#DIV/0!
Total des dépenses réelles de fonctionnement	140 540,00	125 116,93	153 750,00	122 894,61	148 170,00	141 710,38	95,64 %	18 815,77	15,31 %
042 OPÉRATIONS D'ORDRE	4 099,00	4 099,00	4 102,00	4 102,00	9 585,00	9 584,97	100,00 %	5 482,97	133,67 %
Total des dépenses de fonctionnement	144 639,00	129 215,93	157 852,00	126 996,61	157 755,00	151 295,35	95,91 %	24 298,74	19,13 %

En 2024 les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 151 295,35€, soit +19,13% (+24 298,74€) par rapport à 2023.

Celles-ci sont réparties de la manière suivante :

Les charges à caractère général (chapitre 011) :

39 556,31 €

Ce chapitre comprend principalement les postes de dépenses suivants :

- 20 383,45 € dans le cadre de la location de films et du terminal de paiement bancaire ;
- 5 716,07 € de paiement de redevances et taxes auprès de la SACEM et du CNC ;
- 4 168,20 € pour le contrat de vente de billets à distance et la pose des affiches des films ;
- 3 102,40 € pour la réception des films de manière numérique et maintenance (logiciel billetterie et projecteur) ;
- 3 093,18 € pour les supports de programmation tels qu'affiches et flyers ;
- 2 618,01 € de frais divers (alimentation, petit matériel, frais bancaires...) ;
- 475,00 € pour de petites réparations sur écran et lampe du projecteur.

Les dépenses de personnel (chapitre 012) :

102 154,07 €

Il s'agit du personnel mis à disposition par la commune pour le fonctionnement du cinéma.

Les dépenses d'ordre (chapitre 042) :

9 584,97 €

Il s'agit des mouvements relatifs à l'amortissement des dépenses d'équipement, opérations neutres budgétairement puisque la même somme est comptabilisée en recettes d'investissement.

Les recettes :

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / CFU %
70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES	38 000,00	39 436,24	40 000,00	49 067,38	45 000,00	50 527,02	112,28 %	1 459,64	2,97 %
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	105 652,00	88 792,39	115 097,00	75 174,23	110 000,00	98 013,33	89,10 %	22 839,10	30,38 %
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Total des recettes réelles de fonctionnement	143 652,00	128 228,63	155 097,00	124 241,61	155 000,00	148 540,35	95,83 %	24 298,74	19,56 %
042 OPÉRATIONS D'ORDRE	987,00	987,00	2 755,00	2 755,00	2 755,00	2 755,00	100,00 %	0,00	0,00 %
Total des recettes de fonctionnement	144 639,00	129 215,63	157 852,00	126 996,61	157 755,00	151 295,35	95,91 %	24 298,74	19,13 %

En 2024 les recettes sont réparties de la manière suivante :

50 527,02 € liés aux entrées soit une hausse de +2,97% par rapport à 2023.

98 013,33 € correspondant à la subvention d'équilibre versé par le budget principal de la commune, en hausse de +30,38% par rapport à 2023.

L'amortissement des subventions d'équipement perçues s'élève à 2 755,00 €, cette somme étant budgétairement neutre puisque comptabilisée également en dépense d'investissement.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / C FU %
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	72 717,87	0,00	93 400,00	361,97	95 619,00	62 288,00	65,14 %	61 926,03	17108,06 %
Total des dépenses d'équipement	72 717,87	0,00	93 400,00	361,97	95 619,00	62 288,00	65,14 %	61 926,03	17108,06 %
040 OPÉRATIONS D'ORDRE	987,00	987,00	2 755,00	2 755,00	2 755,00	2 755,00	100,00 %	0,00	0,00 %
041 OPÉRATIONS PATRIMONIALES	17 685,00	17 685,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	91 389,87	18 672,00	96 155,00	3 116,97	98 374,00	65 043,00	66,12 %	61 926,03	1986,74 %

En 2024 le cinéma a fait l'acquisition d'un projecteur et d'un ensemble de console de pilotage pour un montant de 62 288 € (chapitre 21) et les dépenses liées à l'amortissement des subventions d'équipement a représenté un montant de 2 755,00 € (chapitre 041), également comptabilisé en recettes de fonctionnement (chapitre 042).

Les recettes :

Chapitre	Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Réalisé 2023	Budget 2024	Réalisé 2024	Taux de réalisation	Variation de CFU / CFU Montants	Variation de CFU / C FU %
13 Subventions d'équipement	0,00	0,00	19 335,13	0,00	15 086,10	44 155,34	292,69 %	44 155,34	#DIV/0!
Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	19 335,13	0,00	15 086,10	44 155,34	292,69 %	44 155,34	#DIV/0!
001 RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ	69 605,87	69 605,87	72 717,87	72 717,87	73 702,90	73 702,90	100,00 %	985,03	1,35 %
040 OPÉRATIONS D'ORDRE	4 099,00	4 099,00	4 102,00	4 102,00	9 584,97	9 584,97	100,00 %	5 482,97	133,67 %
041 OPÉRATIONS PATRIMONIALES	17 685,00	17 685,00	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!		
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	91 389,87	91 389,87	96 155,00	76 819,87	98 374,00	127 443,21	129,55 %	50 623,34	65,90 %

En 2024 a été perçue une subvention d'un montant de 44 155,34 € versée par le Centre National du Cinéma pour l'acquisition d'un projecteur (chapitre 13).

Les dotations aux amortissements représentent 9 584,97€ (chapitre 040), somme également comptabilisée en dépense de fonctionnement (chapitre 042).

Enfin la reprise du résultat d'investissement de l'exercice n-1 a été réalisée pour 73 702,90 € (chapitre 001).

A l'issue de cette présentation je vous propose d'approuver les résultats constatés au Compte Financier Unique 2024 du budget annexe du Cinéma et de confirmer l'affectation du résultat arrêté provisoirement.

Principaux textes réglementaires	- articles L.1612-12, L.2121-14, L.2121-31, L.2311-5 et R.2311-13 du Code général des collectivités territoriales - nomenclature M57
Principaux documents de référence	- projet de Compte Financier Unique 2024 – budget annexe du Cinéma

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Approuve le Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du budget annexe Cinéma, lequel peut se résumer de la manière suivante :

Section de fonctionnement	
Résultat de l'exercice	0,00
Résultat antérieur reporté en section de fonctionnement	0,00
Résultat de clôture de l'exercice 2024	0,00
Section d'investissement	
Résultat de l'exercice	-11 302,69
Résultat antérieur reporté en section d'investissement	73 702,90
Résultat de clôture de l'exercice 2024	62 400,21

Article 2 : Reconnaît la sincérité des restes à réaliser qui peuvent se résumer ainsi :

Section de fonctionnement	
Dépenses	Recettes
0,00 €	0,00 €
Section d'investissement	
Dépenses	Recettes
24 980,00 €	0,00 €

Article 3 : Arrête les résultats définis tels que résumés ci-dessus.

Article 4 : Conformément à l'article L.2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, et compte tenu de l'absence de besoin de financement de la section d'investissement (réalisations majorées du solde des restes à réaliser) confirme l'affectation suivante :

- Résultat de fonctionnement au compte 002 : 0,00 €

Article 5 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, ou l'élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Contre : (4)

Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 21940042100182

POSTE COMPTABLE : VINCENNES

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : CINEMA (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés	
B3.1 - Liste des organismes de regroupement	6
B3.2 - Liste des établissements publics créés	7
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	8
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses	9
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes	10
D - Bilan synthétique	
E - Compte de résultat synthétique	
F - Taux des contributions et produits afférents en N	11

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget	12
Vue d'ensemble	
A1.1 - Dépenses d'investissement	13
A1.2 - Recettes d'investissement	14
A2.1 - Dépenses de fonctionnement	15
A2.2 - Recettes de fonctionnement	16
Vue détaillée	
B1 - Dépenses d'investissement	
B2 - Recettes d'investissement	
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17
D1 - Dépenses de fonctionnement	
D2 - Recettes de fonctionnement	

III - Etats financiers

A - Bilan	
B - Compte de résultat	
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	
D - Balance des comptes	

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble	18
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble	20
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	22

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	25
B3 - Etat des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	27

B7.9 - Autres engagements reçus	28
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Etats annexés budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	29
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses	30
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	31
C2.1 - Situation des AP	Sans Objet
C2.2 - Situation des AE	Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature	33
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction	37
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1)	Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse	Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail	Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	20567

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1202.37

Ratios de niveau		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	7.36
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	7.36
3	Dépenses d'équipement brut / population	3.16
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
Ratios de structure et d'analyse financière		Valeurs
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	67.52%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	1.00%
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	1.00%
9	Taux d'épargne nette (Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	0
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	24 671,10	157 755,00	182 426,10
	Recettes réalisées (1)	B	53 740,31	151 295,35	205 035,66
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	98 374,00	157 755,00	256 129,00
	Dépenses réalisées (1)	E	65 043,00	151 295,35	216 338,35
	Restes à réaliser	F	24 980,00	0,00	24 980,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-11 302,69	0,00	-11 302,69
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	73 702,90	0,00	73 702,90
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	62 400,21	0,00	62 400,21
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-24 980,00	0,00	-24 980,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	37 420,21	0,00	37 420,21

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 24 980,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	24 980,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N	F

Libellés	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources				
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources				
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources				
TFPB		0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00
TOTAL			0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	95 619,00	62 288,00	65,14	24 980,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		95 619,00	62 288,00	65,14	24 980,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		95 619,00	62 288,00	65,14	24 980,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	2 755,00	2 755,00	100,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre en investissement		2 755,00	2 755,00	100,00	0,00
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		98 374,00	65 043,00	66,12	24 980,00
001 Solde d'exécution négatif reporté		0,00			
Total des dépenses de la section d'investissement		98 374,00	65 043,00		24 980,00

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) DI 040 = RF 042

(5) DI 041 = RI 041

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE					II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	15 086,10	44 155,34	292,69	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		15 086,10	44 155,34	292,69	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00			
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	9 585,00	9 584,97	100,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre en investissement		9 585,00	9 584,97	100,00	0,00
Total des recettes d'investissement de l'exercice		24 671,10	53 740,31	217,83	0,00
001 Solde d'exécution positif reporté		73 702,90			
Total des recettes de la section d'investissement		98 374,00	53 740,31		0,00

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) DI 040 = RF 042

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) DI 041 = RI 041

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE							II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE							A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	45 150,00	39 556,31	0,00	39 556,31	87,61	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	102 420,00	0,00	102 154,07	102 154,07	99,74	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		147 970,00	39 556,31	102 154,07	141 710,38	95,77	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		148 170,00	39 556,31	102 154,07	141 710,38	95,64	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00					
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	9 585,00	9 584,97	0,00	9 584,97	100,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		9 585,00	9 584,97	0,00	9 584,97	100,00	0,00
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		157 755,00	49 141,28	102 154,07	151 295,35	95,91	0,00
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		157 755,00	49 141,28	102 154,07	151 295,35		0,00

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	45 000,00	42 904,27	7 622,75	50 527,02	112,28	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	110 000,00	98 013,33	0,00	98 013,33	89,10	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		155 000,00	140 917,60	7 622,75	148 540,35	95,83	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		155 000,00	140 917,60	7 622,75	148 540,35	95,83	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	2 755,00	2 755,00	0,00	2 755,00	100,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre (3)		2 755,00	2 755,00	0,00	2 755,00	100,00	0,00
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		157 755,00	143 672,60	7 622,75	151 295,35	95,91	0,00
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00					
Total des recettes de la section de fonctionnement		157 755,00	143 672,60	7 622,75	151 295,35		0,00

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) RF 042 = DI 040

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS								IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 288,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 288,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 155,34	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 155,34	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS							IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)							A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00		62 288,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		62 288,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00		44 155,34
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		44 155,34
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS								IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 710,38	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 556,31	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 154,07	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 540,35	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 527,02	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 013,33	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS								IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)								A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		141 710,38
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		39 556,31
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		102 154,07
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		148 540,35
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		50 527,02
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		98 013,33
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 037 712,15	26 454 882,23	3 317 472,77	8 265 357,15
RECETTES	38 037 712,15	21 281 973,78	1 392 431,31	15 363 307,06
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	45 021 963,73	40 612 297,96	0,00	4 409 665,77
RECETTES	45 021 963,73	41 492 816,40	0,00	3 529 147,33

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET CINEMA/ N°SIRET : 21940042100182				
SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	98 374,00	65 043,00	24 980,00	8 351,00
RECETTES	98 374,00	53 740,31	0,00	44 633,69
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	157 755,00	151 295,35	0,00	6 459,65
RECETTES	157 755,00	151 295,35	0,00	6 459,65

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 136 086,15	26 519 925,23	3 342 452,77	8 273 708,15
RECETTES	38 136 086,15	21 335 714,09	1 392 431,31	15 407 940,75
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	45 179 718,73	40 763 593,31	0,00	4 416 125,42
RECETTES	45 179 718,73	41 644 111,75	0,00	3 535 606,98

(1) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	38 136 086,15	26 519 925,23	3 342 452,77	8 273 708,15
RECETTES	38 136 086,15	21 335 714,09	1 392 431,31	15 407 940,75
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	45 179 718,73	40 763 593,31	0,00	4 416 125,42
RECETTES	45 179 718,73	41 644 111,75	0,00	3 535 606,98
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	83 315 804,88	67 283 518,54	3 342 452,77	12 689 833,57
TOTAL GENERAL DES RECETTES	83 315 804,88	62 979 825,84	1 392 431,31	18 943 547,73

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délégation du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2020-12-15
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Subvention équipement transférable versée par Région	10	15/12/2020
L	Subvention équipement transférable versé par Groupement	10	15/12/2020
L	Subvention d'investissement autres	20	15/12/2020
L	Documents d'urbanisme	10	15/12/2020
L	Frais d'études non suivies de réalisation	5	15/12/2020
L	Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	15/12/2020
L	Sub pour biens immobiliers versée au département	15	15/12/2020
L	Sub pour biens mobiliers versée à la commune	5	15/12/2020
L	20415331 - Sub à des EPA pour mob et matériel	5	15/12/2020
L	20415332 - Sub à des EPA pour bâtiments	15	15/12/2020
L	20415341 - Sub à des EPIC pour mob et matériel	5	15/12/2020
L	20415342 - Sub à des EPIC pour bâtiment	5	15/12/2020
L	204181 - Sub biens mob versée à autre org public	5	15/12/2020
L	204182 - Sub biens immob à autre org public	15	15/12/2020
L	Sub pour projet d'int national à autre org public	30	15/12/2020
L	Sub pour biens mobiliers versée à une p. privé	5	15/12/2020
L	Sub pour biens immobiliers versée à une p. privée	15	15/12/2020
L	Logiciels et licence	2	15/12/2020
L	Terrains nus	0	15/12/2020
L	Terrains de voirie	0	15/12/2020
L	Terrains aménagés autres que voirie	0	15/12/2020
L	Terrains bâtis	0	15/12/2020
L	Cimetière	0	15/12/2020
L	Arbres et arbustes	15	15/12/2020
L	Autres agencements de terrain	0	15/12/2020
L	Bâtiments administratifs	0	15/12/2020
L	Bâtiments scolaires	0	15/12/2020
L	Bâtiments sociaux	0	15/12/2020
L	Bâtiments culturels et sportifs	0	15/12/2020
L	Équipements du cimetière	0	15/12/2020
L	Autres bâtiments publics	0	15/12/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Immeubles de rapport	30	15/12/2020
L	Installations sur batiments public	0	15/12/2020
L	Autres construction	0	15/12/2020
L	Batiments publics sur sol d'autrui	20	15/12/2020
L	Autres constr sur sol d'autrui selon durée du bail	11	15/12/2020
L	Réseaux de voiri	0	15/12/2020
L	Installations de voiri	0	15/12/2020
L	Réseaux cablés	20	15/12/2020
L	Réseaux d'électrification	20	15/12/2020
L	Autres réseaux	20	15/12/2020
L	Matériel roulant	10	15/12/2020
L	Autre matériel et outillage de voirie	10	15/12/2020
L	Autre matériel technique	10	15/12/2020
L	Oeuvre d'ar	0	15/12/2020
L	Biens historiques et culturels mobilier	0	15/12/2020
L	Autres matériels de transpor	8	15/12/2020
L	Matériel informatique scolaire	5	15/12/2020
L	Autre matériel informatiqu	5	15/12/2020
L	Matériel et mobilier scolaires	10	15/12/2020
L	Autres matériel et mobilier	10	15/12/2020
L	Matériel de téléphoni	5	15/12/2020
L	Autres équipements	10	15/12/2020
L	Coffre-fort	20	15/12/2020

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1**

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	73 702,90
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	73 702,90

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	73 702,90
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	73 702,90

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	2 755,00	2 755,00	24 980,00	27 735,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	9 585,00	9 584,97	0,00	9 584,97
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	6 830,00	6 829,97	-24 980,00	-18 150,03
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	73 702,90			73 702,90
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00	0,00		0,00
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	73 702,90			73 702,90
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				55 552,87

(1) BP+BS+DM + RAR N-1. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		2 755,00	I 2 755,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 755,00	2 755,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	2 755,00	2 755,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		9 585,00	III 9 584,97
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		9 585,00	9 584,97
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 237,00	3 237,00
28188	Autres immo. corporelles	6 348,00	6 347,97
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (4)		
33...	En-cours de production de biens (4)		
35...	Stocks de produits (4)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS							IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE							C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	14 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 334,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		14 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 334,00

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	14 334,00	0,00	0,00	0,00	14 334,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		14 334,00	0,00	0,00	0,00	14 334,00

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUN DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;

- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,

- 2111 « Terrains nus »,

- 2115 « Terrains bâtis »,

- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

- 21312 « Bâtiments scolaires »,

- 21318 « Autres bâtiments publics »,

- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,

- 2138 « Autres constructions »,

- 2151 « Réseaux de voirie »,

- 2152 « Installations de voirie »,

- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,

- 21828 « Autres matériels de transport »,

- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,

- 2313 « Constructions en cours »,

- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,

- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS						IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION						C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	53 888,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 888,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		53 888,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 888,00

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	53 888,00	0,00	0,00	0,00	53 888,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		53 888,00	0,00	0,00	0,00	53 888,00

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUN DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;

- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,

- 2111 « Terrains nus »,

- 2115 « Terrains bâtis »,

- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

- 21312 « Bâtiments scolaires »,

- 21318 « Autres bâtiments publics »,

- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,

- 2138 « Autres constructions »,

- 2151 « Réseaux de voirie »,

- 2152 « Installations de voirie »,

- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,

- 21828 « Autres matériels de transport »,

- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,

- 2313 « Constructions en cours »,

- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,

- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOINVILLE - CINEMA

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE JOINVILLE LE PONT - COMMUNE

Numéro SIRET : 21940042100182

POSTE COMPTABLE : 094104 SGC VINCENNES

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Sommaire

Le Compte Financier Unique

[Arrêté et signatures](#)
[ECCF](#)

		Origine des données	Page
I. Informations générales et synthétiques			
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
II. Exécution budgétaire			
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	<i>Vue d'ensemble</i>		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	<i>Vue détaillée</i>		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
III. États financiers			
A	Bilan	Comptable	32
B	Compte de résultat	Comptable	36
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	38
D	Balance des comptes	Comptable	39
IV. États annexés			

		Origine des données	Page
<i>A. Présentation croisée et agrégée</i>			
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
<i>B. États annexés patrimoniaux</i>			
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
<i>C. États annexés budgétaires</i>			
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
<i>D. Autres éléments d'information</i>			
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
V. Arrêté et signatures			
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	48

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

Ratios de niveau		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
Ratios de structure et d'analyse financière		Valeurs
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.



I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES				I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE				B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	0,00	0,00	0,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	0,00	0,00	0,00
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	0,00	0,00
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	0,00	0,00
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	0,00	0,00	0,00
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	0,00	0,00	0,00

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES					I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés					B2
	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
JOINVILLE - CINEMA					
Investissement	73 702,90		-11 302,69		62 400,21
Fonctionnement					
Sous-Total	73 702,90		-11 302,69		62 400,21
TOTAL II	73 702,90		-11 302,69		62 400,21
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	73 702,90		-11 302,69		62 400,21

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	
I	
B3.2	

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

...

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.



I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(I V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES			I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)			D
ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		FONDS PROPRES	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	216,13
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	7,00
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	
Terrains		Résultat de l'exercice	
Constructions	89,86	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		TOTAL FONDS PROPRES (I)	223,13
Réseaux divers		PASSIF	
Installations techniques, agencements et matériel		TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		DETTES FINANCIÈRES	
Autres	70,88	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	160,73	DETTES NON FINANCIÈRES	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1,17
Stocks		Autres dettes non financières	109,71
Créances	173,07	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	110,87
Trésorerie	0,20	TOTAL TRÉSORERIE (4)	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	173,27	TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	110,87
Comptes de régularisation (III)	0,01	Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	334,01	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	334,01

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d’euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations	98,01	75,17
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	50,53	49,07
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif	2,76	2,76
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	151,30	127,00
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	135,99	117,49
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes	5,72	5,41
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	9,58	4,10
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	151,30	127,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d’euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		



I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES					I
TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFÉRENTS EN N					F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau (1) pour la section de fonctionnement ;
- (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE					II
DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre en investissement		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde d'exécution négatif reporté		0,00			
Total des dépenses de la section d'investissement		0,00	0,00		0,00

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) DI 040 = RF 042

(5) DI 041 = RI 041

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE					II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00			
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre en investissement		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'investissement de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde d'exécution positif reporté		0,00			
Total des recettes de la section d'investissement		0,00	0,00		0,00

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) DI 040 = RF 042

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) DI 041 = RI 041

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE							II
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE							A2.1
Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00					
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043



II – EXECUTION BUDGETAIRE							II
RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE							A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00					
Total des recettes de la section de fonctionnement		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) RF 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
2188	Autres		62 288,00		62 288,00	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	95 619,00	62 288,00		62 288,00	33 331,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement		95 619,00	62 288,00		62 288,00	33 331,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		95 619,00	62 288,00		62 288,00	33 331,00
139148	Autres communes		987,00		987,00	
13918	Autres		1 768,00		1 768,00	
total chapitre 040	Opérations d'ordre de transferts entre sections	2 755,00	2 755,00		2 755,00	
total chapitre 041	Opérations patrimoniales					
Total des dépenses d'ordre en investissement		2 755,00	2 755,00		2 755,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		98 374,00	65 043,00		65 043,00	33 331,00
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		98 374,00	65 043,00		65 043,00	33 331,00



II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes d'investissement - Vue détaillée						B2
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
1318	Autres		97 141,75	52 986,41	44 155,34	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	15 086,10	97 141,75	52 986,41	44 155,34	-29 069,24
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		15 086,10	97 141,75	52 986,41	44 155,34	-29 069,24
total chapitre 021	Virement de la section de fonctionnement					
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		3 237,00		3 237,00	
28188	Autres		6 347,97		6 347,97	
total chapitre 040	Opérations d'ordre de transferts entre sections	9 585,00	9 584,97		9 584,97	0,03
total chapitre 041	Opérations patrimoniales					
Total des recettes d'ordre en investissement		9 585,00	9 584,97		9 584,97	0,03
Total des recettes d'investissement de l'exercice		24 671,10	106 726,72	52 986,41	53 740,31	-29 069,21

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		73 702,90				
Total des recettes de la section d'investissement		98 374,00	106 726,72	52 986,41	53 740,31	44 633,69



II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.



II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée						D1
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)		54,13		54,13	
60623	Alimentation		652,05		652,05	
60628	Autres fournitures non stockées		841,20		841,20	
60632	Fournitures de petit équipement		614,00		614,00	
61358	Autres		20 383,45		20 383,45	
61558	Autres biens mobiliers		475,00		475,00	
6156	Maintenance		3 102,40		3 102,40	
6188	Autres frais divers		4 168,20		4 168,20	
6236	Catalogues et imprimés		3 093,18		3 093,18	
6262	Frais de télécommunications		200,16		200,16	
627	Services bancaires et assimilés.		131,47		131,47	
6281	Concours divers (cotisations...)		125,00		125,00	
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)		5 716,07		5 716,07	
total chapitre 011	Charges à caractère général	45 150,00	39 556,31		39 556,31	5 593,69
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP		102 154,07		102 154,07	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	102 420,00	102 154,07		102 154,07	265,93
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	400,00				400,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		147 970,00	141 710,38		141 710,38	6 259,62
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques	200,00				200,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée						D1
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses réelles et mixtes		148 170,00	141 710,38		141 710,38	6 459,62
total chapitre 023	Virement à la section d'investissement					
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles		9 584,97		9 584,97	
total chapitre 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	9 585,00	9 584,97		9 584,97	0,03
total chapitre 043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		9 585,00	9 584,97		9 584,97	0,03
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		157 755,00	151 295,35		151 295,35	6 459,65
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		157 755,00	151 295,35		151 295,35	6 459,65

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée						D2
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel		55 656,88	5 129,86	50 527,02	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	45 000,00	55 656,88	5 129,86	50 527,02	-5 527,02
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
74748	Autres communes		98 013,33		98 013,33	
total chapitre 74	Dotations et participations	110 000,00	98 013,33		98 013,33	11 986,67
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante					
Total des recettes de gestion des services		155 000,00	153 670,21	5 129,86	148 540,35	6 459,65
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		155 000,00	153 670,21	5 129,86	148 540,35	6 459,65
777	<i>Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat</i>		2 755,00		2 755,00	
total chapitre 042	<i>Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	2 755,00	2 755,00		2 755,00	
total chapitre 043	<i>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement</i>					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		2 755,00	2 755,00		2 755,00	
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		157 755,00	156 425,21	5 129,86	151 295,35	6 459,65
002 Résultat de fonctionnement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE						II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée						D2
Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section de fonctionnement		157 755,00	156 425,21	5 129,86	151 295,35	6 459,65



III – ÉTATS FINANCIERS					III
Bilan (en euros)					A
ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions		89 858,30		89 858,30	89 858,30
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		152 488,79	81 613,79	70 875,00	18 171,97
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		242 347,09	81 613,79	160 733,30	108 030,27
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		98 017,56		98 017,56	82 451,46
Créances sur les redevables et comptes rattachés		7 622,75		7 622,75	5 129,86
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes		67 429,00		67 429,00	68 501,35
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		173 069,31		173 069,31	156 082,67
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		200,00		200,00	200,00
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		200,00		200,00	200,00
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		5,63		5,63	6,24
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		415 622,03	81 613,79	334 008,24	264 319,18



III – ÉTATS FINANCIERS			III
Bilan (en euros)			A
FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		65 167,65	23 767,31
Rattachées à un actif non amortissable		150 963,00	150 963,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES		7 002,86	7 002,86
REPORT A NOUVEAU			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		223 133,51	181 733,17
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 166,97	183,48
Dettes fiscales et sociales		109 707,76	2,17
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières			82 400,36
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		110 874,73	82 586,01
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		110 874,73	82 586,01
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		334 008,24	264 319,18

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations		98 013,33	75 174,23	22 839,10
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		50 527,02	49 067,38	1 459,64
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion				
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif		2 755,00	2 755,00	
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		151 295,35	126 996,61	24 298,74
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		135 994,31	117 488,78	18 505,53
Charges de personnel				
<i>Dont salaires, traitements et rémunérations diverses</i>				
<i>Dont charges sociales</i>				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes		5 716,07	5 405,83	310,24
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		9 584,97	4 102,00	5 482,97
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS				III
Compte de résultat (en euros)				B
	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		151 295,35	126 996,61	24 298,74
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
<i>Dont ménages</i>				
<i>Dont personnes morales de droit privé</i>				
<i>Dont collectivités territoriales</i>				
<i>Dont autres organismes publics</i>				
<i>Dont établissements d'enseignement</i>				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	C

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.



III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		7 002,86						7 002,86		7 002,86
	Sous Total compte 106		7 002,86						7 002,86		7 002,86
	Sous Total compte 10		7 002,86						7 002,86		7 002,86
13148	Autres communes		21 833,46						21 833,46		21 833,46
	Sous Total compte 1314		21 833,46						21 833,46		21 833,46
1318	Autres		17 685,00			52 986,41	97 141,75	52 986,41	114 826,75		61 840,34
	Sous Total compte 131		39 518,46			52 986,41	97 141,75	52 986,41	136 660,21		83 673,80
1321	État et établissements nationaux		35 369,00						35 369,00		35 369,00
13248	Autres communes		113 751,17						113 751,17		113 751,17
	Sous Total compte 1324		113 751,17						113 751,17		113 751,17
1328	Autres		1 842,83						1 842,83		1 842,83
	Sous Total compte 132		150 963,00						150 963,00		150 963,00
139148	Autres communes	13 983,15				987,00		14 970,15		14 970,15	
	Sous Total compte 13914	13 983,15				987,00		14 970,15		14 970,15	
13918	Autres	1 768,00				1 768,00		3 536,00		3 536,00	
	Sous Total compte 1391	15 751,15				2 755,00		18 506,15		18 506,15	
	Sous Total compte 139	15 751,15				2 755,00		18 506,15		18 506,15	
	Sous Total compte 13	15 751,15	190 481,46			55 741,41	97 141,75	71 492,56	287 623,21		216 130,65
	Total classe 1	15 751,15	197 484,32			55 741,41	97 141,75	71 492,56	294 626,07	18 506,15	241 639,66
21311	Bâtiments administratifs	89 858,30						89 858,30		89 858,30	
	Sous Total compte 2131	89 858,30						89 858,30		89 858,30	
	Sous Total compte 213	89 858,30						89 858,30		89 858,30	
21838	Autre matériel informatique	3 395,00						3 395,00		3 395,00	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21848	Sous Total compte 2183	3 395,00						3 395,00		3 395,00	
	Autres matériels de bureau et mobiliers	48 880,21						48 880,21		48 880,21	
	Sous Total compte 2184	48 880,21						48 880,21		48 880,21	
2188	Autres	37 925,58				62 288,00		100 213,58		100 213,58	
	Sous Total compte 218	90 200,79				62 288,00		152 488,79		152 488,79	
	Sous Total compte 21	180 059,09				62 288,00		242 347,09		242 347,09	
281838	Autre matériel informatique		3 395,00						3 395,00		3 395,00
	Sous Total compte 28183		3 395,00						3 395,00		3 395,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		32 807,21				3 237,00		36 044,21		36 044,21
	Sous Total compte 28184		32 807,21				3 237,00		36 044,21		36 044,21
28188	Autres		35 826,61				6 347,97		42 174,58		42 174,58
	Sous Total compte 2818		72 028,82				9 584,97		81 613,79		81 613,79
	Sous Total compte 281		72 028,82				9 584,97		81 613,79		81 613,79
	Sous Total compte 28		72 028,82				9 584,97		81 613,79		81 613,79
	Total classe 2	180 059,09	72 028,82			62 288,00	9 584,97	242 347,09	81 613,79	242 347,09	81 613,79
4011	Fournisseurs		183,48	37 392,24	38 375,73			37 392,24	38 559,21		1 166,97
	Sous Total compte 401		183,48	37 392,24	38 375,73			37 392,24	38 559,21		1 166,97
4041	Fournisseurs d'immobilisations			74 745,60	74 745,60			74 745,60	74 745,60		
	Sous Total compte 404			74 745,60	74 745,60			74 745,60	74 745,60		
	Sous Total compte 40		183,48	112 137,84	113 121,33			112 137,84	113 304,81		1 166,97
4181	Redevables - Produits non encore facturé	5 129,86		7 622,75	5 129,86			12 752,61	5 129,86	7 622,75	
	Sous Total compte 418	5 129,86		7 622,75	5 129,86			12 752,61	5 129,86	7 622,75	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 41	5 129,86		7 622,75	5 129,86			12 752,61	5 129,86	7 622,75	
44342	Recettes - Amiable	75 174,23		98 013,33	75 174,23			173 187,56	75 174,23	98 013,33	
	Sous Total compte 4434	75 174,23		98 013,33	75 174,23			173 187,56	75 174,23	98 013,33	
44381	Dépenses		82 400,36	82 400,36				82 400,36	82 400,36		
	Sous Total compte 4438		82 400,36	82 400,36				82 400,36	82 400,36		
	Sous Total compte 443	75 174,23	82 400,36	180 413,69	75 174,23			255 587,92	157 574,59	98 013,33	
44551	T.V.A. à décaisser				7 508,00				7 508,00		7 508,00
	Sous Total compte 4455				7 508,00				7 508,00		7 508,00
44562	T.V.A. sur immobilisations	0,20		12 458,00	12 458,00			12 458,20	12 458,00	0,20	
44566	T.V.A. sur autres biens et services	4,03		4 690,01	4 690,01			4 694,04	4 690,01	4,03	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	7 273,00		196 550,00	203 823,00			203 823,00	203 823,00		
	Sous Total compte 4456	7 277,23		213 698,01	220 971,01			220 975,24	220 971,01	4,23	
44571	T.V.A. collectée		2,17	11 473,93	11 473,93			11 473,93	11 476,10		2,17
	Sous Total compte 4457		2,17	11 473,93	11 473,93			11 473,93	11 476,10		2,17
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			40 218,00	40 218,00			40 218,00	40 218,00		
	Sous Total compte 4458			40 218,00	40 218,00			40 218,00	40 218,00		
	Sous Total compte 445	7 277,23	2,17	265 389,94	280 170,94			272 667,17	280 173,11		7 505,94
447	Autres impôts, taxes et versements assim			2 025,31	2 068,83			2 025,31	2 068,83		43,52
4486	Autres charges à payer				102 154,07				102 154,07		102 154,07
	Sous Total compte 448				102 154,07				102 154,07		102 154,07
	Sous Total compte 44	82 451,46	82 402,53	447 828,94	459 568,07			530 280,40	541 970,60		11 690,20
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv	68 501,35		199 133,91	200 206,26			267 635,26	200 206,26	67 429,00	



III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46721	Sous Total compte 451	68 501,35		199 133,91	200 206,26			267 635,26	200 206,26	67 429,00	
	Sous Total compte 45	68 501,35		199 133,91	200 206,26			267 635,26	200 206,26	67 429,00	
	Débiteurs divers - Amiable			105 972,82	105 972,82			105 972,82	105 972,82		
	Sous Total compte 4672			105 972,82	105 972,82			105 972,82	105 972,82		
	Sous Total compte 467			105 972,82	105 972,82			105 972,82	105 972,82		
	Sous Total compte 46			105 972,82	105 972,82			105 972,82	105 972,82		
4711	Versements des régisseurs			50 676,00	50 676,00			50 676,00	50 676,00		
4718	Autres recettes à régulariser			52 986,41	52 986,41			52 986,41	52 986,41		
	Sous Total compte 471			103 662,41	103 662,41			103 662,41	103 662,41		
47218	Autres dépenses			527,53	527,53			527,53	527,53		
	Sous Total compte 4721			527,53	527,53			527,53	527,53		
4728	Autres dépenses à régulariser			3 836,15	3 836,15			3 836,15	3 836,15		
	Sous Total compte 472			4 363,68	4 363,68			4 363,68	4 363,68		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	6,24		1,32	1,93			7,56	1,93	5,63	
	Sous Total compte 478	6,24		1,32	1,93			7,56	1,93	5,63	
	Sous Total compte 47	6,24		108 027,41	108 028,02			108 033,65	108 028,02	5,63	
	Total classe 4	156 088,91	82 586,01	980 723,67	992 026,36			1 136 812,58	1 074 612,37	173 074,94	110 874,73
5411	Régisseurs d'avances (avances)			59,95	59,95			59,95	59,95		
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	200,00						200,00		200,00	
	Sous Total compte 541	200,00		59,95	59,95			259,95	59,95	200,00	
	Sous Total compte 54	200,00		59,95	59,95			259,95	59,95	200,00	
580	Opérations d'ordre budgétaires			12 339,97	12 339,97			12 339,97	12 339,97		
	Sous Total compte 58			12 339,97	12 339,97			12 339,97	12 339,97		

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5	200,00		12 399,92	12 399,92			12 599,92	12 399,92	200,00	
6042	Achats de prestations de services (autre					54,13		54,13		54,13	
	Sous Total compte 604					54,13		54,13		54,13	
60623	Alimentation					652,05		652,05		652,05	
60628	Autres fournitures non stockées					841,20		841,20		841,20	
	Sous Total compte 6062					1 493,25		1 493,25		1 493,25	
60632	Fournitures de petit équipement					614,00		614,00		614,00	
	Sous Total compte 6063					614,00		614,00		614,00	
	Sous Total compte 606					2 107,25		2 107,25		2 107,25	
	Sous Total compte 60					2 161,38		2 161,38		2 161,38	
61358	Autres					20 383,45		20 383,45		20 383,45	
	Sous Total compte 6135					20 383,45		20 383,45		20 383,45	
	Sous Total compte 613					20 383,45		20 383,45		20 383,45	
61558	Autres biens mobiliers					475,00		475,00		475,00	
	Sous Total compte 6155					475,00		475,00		475,00	
6156	Maintenance					3 102,40		3 102,40		3 102,40	
	Sous Total compte 615					3 577,40		3 577,40		3 577,40	
6188	Autres frais divers					4 168,20		4 168,20		4 168,20	
	Sous Total compte 618					4 168,20		4 168,20		4 168,20	
	Sous Total compte 61					28 129,05		28 129,05		28 129,05	
6215	Personnel affecté par la collectivité me					102 154,07		102 154,07		102 154,07	
	Sous Total compte 621					102 154,07		102 154,07		102 154,07	

III – ÉTATS FINANCIERS										III
Balance des comptes										D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6236	Catalogues et imprimés					3 093,18		3 093,18		3 093,18	
	Sous Total compte 623					3 093,18		3 093,18		3 093,18	
6262	Frais de télécommunications					200,16		200,16		200,16	
	Sous Total compte 626					200,16		200,16		200,16	
627	Services bancaires et assimilés.					131,47		131,47		131,47	
6281	Concours divers (cotisations...)					125,00		125,00		125,00	
	Sous Total compte 628					125,00		125,00		125,00	
	Sous Total compte 62					105 703,88		105 703,88		105 703,88	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					5 716,07		5 716,07		5 716,07	
	Sous Total compte 63					5 716,07		5 716,07		5 716,07	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					9 584,97		9 584,97		9 584,97	
	Sous Total compte 681					9 584,97		9 584,97		9 584,97	
	Sous Total compte 68					9 584,97		9 584,97		9 584,97	
	Total classe 6					151 295,35		151 295,35		151 295,35	
7062	Redevances et droits des services à cara					5 129,86	55 656,88	5 129,86	55 656,88		50 527,02
	Sous Total compte 706					5 129,86	55 656,88	5 129,86	55 656,88		50 527,02
	Sous Total compte 70					5 129,86	55 656,88	5 129,86	55 656,88		50 527,02
74748	Autres communes						98 013,33		98 013,33		98 013,33
	Sous Total compte 7474						98 013,33		98 013,33		98 013,33
	Sous Total compte 747						98 013,33		98 013,33		98 013,33
	Sous Total compte 74						98 013,33		98 013,33		98 013,33
777	Recettes et quote-part des subventions d						2 755,00		2 755,00		2 755,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 77						2 755,00		2 755,00		2 755,00
	Total classe 7					5 129,86	156 425,21	5 129,86	156 425,21		151 295,35
	Total général	352 099,15	352 099,15	993 123,59	1 004 426,28	274 454,62	263 151,93	1 619 677,36	1 619 677,36	585 423,53	585 423,53

État des Contrôles du Compte Financier

Contrôles de concordance de l'exécution budgétaire

Le résultat d'investissement de l'exercice N n'est pas concordant entre les différents états du compte financier :

Exécution budgétaire - vue détaillée = -11.302,69 ;

Vue d'ensemble du compte financier = 0 ; différence = -11.302,69

Les réalisations nettes en dépenses d'investissement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier :

Vue détaillée, dépenses d'investissement = 65.043,00

Vue d'ensemble, dépenses d'investissement = 0

Les réalisations nettes en recettes d'investissement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier :

Vue détaillée, recettes d'investissement = 53.740,31

Vue d'ensemble, recettes d'investissement = 0

Les réalisations nettes en dépenses de fonctionnement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier :

Vue détaillée, dépenses de fonctionnement = 151.295,35

Vue d'ensemble, dépenses de fonctionnement = 0

Les réalisations nettes en recettes de fonctionnement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier :

Vue détaillée, recettes de fonctionnement = 151.295,35

Vue d'ensemble, recettes de fonctionnement = 0

Les réalisations nettes en dépenses d'investissement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 21 :

Vue détaillée, dépenses d'investissement = 62.288,00

Vue d'ensemble, dépenses d'investissement = 0

Les réalisations nettes en dépenses d'investissement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 040 :

Vue détaillée, dépenses d'investissement = 2.755,00

Vue d'ensemble, dépenses d'investissement = 0

Les réalisations nettes en recettes d'investissement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 13 :

Vue détaillée, recettes d'investissement = 44.155,34

Vue d'ensemble, recettes d'investissement = 0

Les réalisations nettes en recettes d'investissement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 040 :

Vue détaillée, recettes d'investissement = 9.584,97

Vue d'ensemble, recettes d'investissement = 0

Les réalisations nettes en dépenses de fonctionnement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 011 :

Vue détaillée, dépenses de fonctionnement = 39.556,31

Vue d'ensemble, dépenses de fonctionnement = 0

Les réalisations nettes en dépenses de fonctionnement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 012 :

Vue détaillée, dépenses de fonctionnement = 102.154,07

Vue d'ensemble, dépenses de fonctionnement = 0

Les réalisations nettes en dépenses de fonctionnement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 042 :

Vue détaillée, dépenses de fonctionnement = 9.584,97

Vue d'ensemble, dépenses de fonctionnement = 0

Les réalisations nettes en recettes de fonctionnement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 70 :

Vue détaillée, recettes de fonctionnement = 50.527,02

Vue d'ensemble, recettes de fonctionnement = 0

Les réalisations nettes en recettes de fonctionnement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 74 :

Vue détaillée, recettes de fonctionnement = 98.013,33

Vue d'ensemble, recettes de fonctionnement = 0

Les réalisations nettes en recettes de fonctionnement ne sont pas concordantes entre les différents états du compte financier pour le chapitre 042 :

Vue détaillée, recettes de fonctionnement = 2.755,00

Vue d'ensemble, recettes de fonctionnement = 0



V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d’édition : 30/01/2025

Comptable(s)	Ayant exercé au cours de la gestion
Mme Marie ROUSSEING-ABRY	
du 01/01/2024	au 30/01/2025
Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.	
<u>Observations :</u>	
A , le	
Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.	
A , le	
Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.	
A , le	



6 . Admission en non valeur - Budget principal de la commune

Le Service de Gestion Comptable de Vincennes sollicite la commune pour admettre en non valeur les créances qu'elle ne parvient pas à recouvrer, soit parce que les poursuites engagées demeurent sans effet soit parce que les montants en jeu sont inférieurs au seuil de poursuite.

L'apurement des titres irrécouvrables s'inscrit dans la logique de qualité comptable et permet de disposer d'une vision de l'actif circulant dans la collectivité, et plus conforme à la réalité.

Le SCG a adressé à la commune une nouvelle liste recensant les titres irrécouvrés pour un montant total de 8 883,10 € et concernant des titres couvrant la période de 2010 à 2015.

Il est donc proposé d'admettre en non valeur ces créances (nature comptable 6541) selon l'annexe jointe. Cette admission en non valeur n'efface pas juridiquement la créance, elle autorise le comptable public à ne plus faire toute diligence pour recouvrer ces recettes.

Principaux textes réglementaires	- instruction comptable M57
Principaux documents de référence	- liste des admissions en non valeur

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.SELLAM : La DGFIP nous demande de tirer un trait sur 8 883 euros de titres qui ne pourront pas être recouvrés par les services fiscaux, et qui correspondent à la période de 2010 à 2015. Comme chaque année, nous devons procéder à cette opération.

Des questions ? Non ? Alors nous passons au vote : Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Admet, sur proposition du comptable public, en non valeur les créances mentionnées sur la liste fournie par ce dernier et dont le montant s'élève à 8 883,10 €.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même Code, à engager toute démarche et à signer tous les documents en exécution de la présente délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste

"Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Contre : (4)

Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

Admission en non valeurs
Arrêté au 12/05/2025
094104 SGC VINCENNES
Numéro de la liste 5721330131
27900-JOINVILLE-LE PONT - COMMUNE

Exercice 2025

43 pièces présentées pour un total de 8 883,10

Tranches de montant

Inférieur strictement à 100

14 pièces pour

568,07 €

Supérieur ou égal à 100 et inférieur strictement à 1000

29 pièces pour

8 315,03 €

Supérieur ou égal à 1000 et inférieur strictement à 5000

Nature juridique	Exercice pièce	Référence de la pièce	Numéro d'ordre	Imputation budgétaire	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
Collectivité territoriale	2010	T-701	1	5898--	399,52	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-1701	1	70688-023	497,94	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-3436	1	70688-023	367,2	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-3437	1	70688-023	367,2	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-765	1	70612-812	469,5	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-1406	1	70323-822	880,5	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-2008	1	7067-255	115,61	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-3083	1	70612-812	469,5	Combinaison infructueuse d actes
Particulier	2014	T-516	1	7067-251	146,38	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2014	T-869	1	7067-251	101,88	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-902	1	7067-251	107,41	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-971	1	7066-422	194,15	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-1216	1	7067-251	213,8	Poursuite sans effet
Particulier	2014	1221	1	7067-251	125,14	Poursuite sans effet
Particulier	2014	1817	1	7067-251	84,09	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-1837	1	7067-251	125,62	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-1870	1	7067-251	17,16	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-2213	1	7066-422	24,8	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-2664	1	7067-251	42,12	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-2679	1	7067-251	47,04	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-2730	1	7067-251	182,72	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-2850	1	7067-251	140,1	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-3160	1	7062-311	280	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-3303	1	7066-423	18,37	Poursuite sans effet
Particulier	2014	T-3368	1	7066-422	24,8	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-2306	1	7066-422	194,12	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-2411	1	7066-422	57,96	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-33	1	7067-211	249,08	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-219	1	7067-251	59,28	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-232	1	7066-422	23,64	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-257	1	7067-251	51,39	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-321	1	7066-422	236,78	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-855	1	7066-422	200,32	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-889	1	7067-211	25,72	Combinaison infructueuse d actes
Particulier	2015	T-1023	1	7066-422	287,92	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-1404	1	7066-422	360,96	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-1429	1	7066-422	39,05	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-1556	1	7066-422	209,89	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-1556	1	7066-422	302,69	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-2183	1	7066-422	205,36	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-1684	1	7718-01	534,62	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-2443	1	6419-020-	349,12	Poursuite sans effet
Particulier	2015	T-2661	1	70323-822	52,65	Poursuite sans effet

Total 8 883,10

7 . Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Joinville leader club

L'association Joinville leader club, créée en 2010, a pour objet de développer, promouvoir, organiser et encadrer la pratique du futsal loisir.

Résolument attachée à un accès au sport pour tous, elle pratique des tarifs d'adhésion très faibles et a donc des ressources fortement limitées.

N'ayant pas demandé de subvention communale jusqu'alors, mais contrainte de solder des retards de paiement de son assurance, l'association Joinville Leader Club sollicite une subvention exceptionnelle d'un montant de 500 €.

Je vous demande donc de bien vouloir approuver le versement de cette subvention d'un montant de 500 € à l'association Joinville leader club.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.DESTOUCHES : Mes chers collègues, l'association Joinville Leader Club, créée à la mi-2010, a pour objet de développer, promouvoir, organiser et encadrer la pratique du football loisir, notamment le futsal loisir. Très attachée à l'accès au sport pour tous, elle pratique des tarifs d'adhésion très bas et dispose de ressources fortement limitées. Elle n'a pas sollicité de subvention communale depuis de nombreuses années, mais se trouve aujourd'hui en difficulté en raison de retards de paiement de son assurance. Elle sollicite donc une subvention exceptionnelle de 500 euros pour régulariser cette situation.

Nous vous proposons d'approuver le versement de cette subvention. S'il n'y a pas de questions, nous passons au vote : Qui est pour ? À l'unanimité ? Merci

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le versement d'une subvention exceptionnelle de 500 € à l'association Joinville leader club.

Article 2 : Autoriser Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tout document en exécution de la présente délibération.

8 . Convention de subventionnement de la Fédération Française de Squash

Lors du vote du budget vous avez accordé une subvention d'investissement de 100 000 euros à la Fédération Française de Squash qui, comme vous le savez, installe son siège à Joinville-le-Pont 31 rue Henri Barbusse.

Cette subvention, supérieure à 23 000 euros, doit faire l'objet d'une convention spécifique que vous trouverez annexée à la présente délibération.

Je vous propose donc d'approuver la convention de subventionnement entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Fédération Française de Squash et d'autoriser le Maire à la signer.

Principaux textes réglementaires	- article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 - décret 2001-495 du 6 juin 2001.
Principaux documents de référence	- projet de convention de subventionnement d'investissement entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Fédération Française de Squash

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Nous pouvons collectivement nous en réjouir. Depuis de nombreux mois, la Fédération nous sollicite pour l'accompagner dans le financement de son installation. Cela n'a pas été simple, le processus a été laborieux, mais je tiens à les féliciter : ils ont été persévérants, déterminés, et ont frappé à toutes les portes. Aujourd'hui, ils sollicitent une dernière subvention de 100 000 euros, qui leur permettrait de finaliser leur projet.

Je vous propose donc d'approuver le versement de cette subvention. Comme elle est supérieure à 23 000 euros, il y a une convention de subventionnement d'investissement est jointe à la délibération. Sachez que cette implantation permettra également des actions avec nos écoles et la jeunesse joinvillaise qui participera activement et qui fera naître, peut-être un champion pour les Jeux de Los Angeles 2028.

M.GEORGEAUD : Merci Monsieur le Maire de me donner la parole. Est-ce que nous avons pensé à remercier Mme.F pour l'excellent travail qu'elle a accompli dans le cadre de l'arrivée de la Fédération ?

M. le Maire : Sincèrement, je ne comprends pas bien votre question.

M.GEORGEAUD : Je pense que c'est uniquement lié à son travail.

M. le Maire : Je crois que vous sous-entendez que ce projet lui revient. D'abord, Mme.F est une élue que nous respectons, et je rappelle qu'elle a traversé des périodes personnelles difficiles. Elle a toujours été accompagnée par la majorité. À l'époque, elle travaillait effectivement à la Fédération Française de Squash. Elle m'a un jour fait part du souhait de la Fédération de quitter Saint-Maur. C'est moi qui ai pris l'initiative de saisir cette opportunité. Après cela, Mme.F n'a rien fait de plus. Elle m'a juste transmis une information. C'est tout. Je ne lui dois rien sur ce projet. Ce n'est pas une critique, c'est un fait. Alors je vous le dis clairement : Rendons à César ce qui appartient à César. Et en l'occurrence, César, ici, s'appelle Olivier DOSNE. J'en ai assez de voir certains essayer de se réattribuer des réussites en prenant le nom de personnes que nous respectons, pour essayer de créer des divisions qui ne sont absolument pas fondées. Et je le dis franchement : votre intervention dessert Mme.F plus qu'elle ne l'honore.

Monsieur GEORGEAUD, je vous regarde dans les yeux. Vous n'avez pas passé les heures à construire ce dossier. Vous croyez quoi ? Qu'une fédération ça arrive comme ça ? on va se rencontrer, on se fait une bouffe et puis combien il nous faut ? 3 millions, 2 millions, 8 millions, 10 millions. Vas-y Michel sors moi des patates. Vas-y Karam sors moi 1 million. Ce n'est pas comme ça que ça se passe mon ami. Vous vous croyez où ? Ce projet, c'est le fruit d'un long travail, initié par moi-même, cofinancé par Logirep, cofinancé par la Région car on installe un CHU, contre lequel vous avez voté. Les femmes qui ont accouché sans logements.

Vous hochez la tête, Monsieur RENUCCI. Vous ne manquez pas de toupet. Plus c'est gros, plus ça passe. Mais j'ai décidé de répondre très calmement. Mme.F m'a transmis l'information. Après elle n'a rien fait d'autre. Et si le maire avait été un autre maire, il n'aurait peut-être rien fait d'autre. Moi, j'ai passé des dizaines d'heures, passé des dizaines de coups de fil, mobilisé les services techniques, financiers. Mais vous en foutez parce que vous avez un métier à côté et que le maire, c'est normal qu'il gère tout ça, mais n'attribuez pas à quelqu'un ce qu'il n'a pas fait. Cela s'appelle du vol, simplement. Elle n'a rien fait de plus, Mme.F. D'ailleurs, est-elle même au courant de votre question ? Alors vous exploitez son nom. Nous le répéterons. Merci d'avoir volé son nom. En général, on ne cite pas des personnes tierces dans un conseil municipal sans leur accord.

M. RENUCCI : Je voulais simplement saluer le travail de Mme. F, pas vous attaquer. Ne soyez pas piqués quand nous félicitons Mme. F, elle a bien fait son travail.

Je tiens juste à préciser un point sur le logement social. Nous n'avons pas voté « contre », nous nous sommes juste abstenus et nous avons donné nos raisons. Relisez les archives. Nous n'avons jamais été contre le logement social. C'est vraiment la brève de comptoirs que vous racontez à chaque fois. C'est complètement faux. Vous êtes les premiers à dire dans vos tribunes que vous soutenez Logirep. Nous, nous soutenons les locataires du social. C'est tout ! Chacun son rôle.

M. le Maire : Très bien, la convention de subvention avec la Fédération Française de Squash vous a été présentée. Nous passons au vote : Qui est pour ? Merci. Qui s'abstient ? Merci. Qui est contre ? Très bien. La subvention est adoptée.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1er : Approuve la convention de subventionnement entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Fédération Française de Squash.

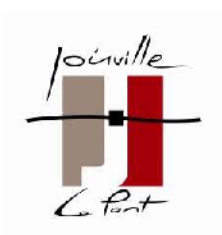
Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

Pour : (28)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()



CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT D'INVESTISSEMENT - 2025

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE JOINVILLE-LE-PONT, représentée par Olivier Dosne, Maire,
agissant au nom et pour le compte de la Ville en exécution d'une délibération
du Conseil Municipal en date du
Ci-après dénommée « la Ville »

Et

L'Association FEDERATION FRANCAISE DE SQUASH dont le siège est situé
2 rue de Paris 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES, représentée par Julien
MULLER, Président, habilité à cet effet XXX

Ci-après dénommée « l'Association »

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le réseau associatif est une richesse pour la Ville. Il permet de répondre aux attentes des Joinvillais en matière de loisirs, de pratiques sportives, d'activités culturelles, d'aides sociales, de services collectifs.

Le développement de la vie associative répond donc aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer, entre les citoyens, des solidarités plus fortes.

Afin d'accompagner le mouvement associatif local, la Ville souhaite :

- assurer aux associations dont les actions représentent une utilité sociale reconnue de tous au plan local, un concours destiné à leur permettre de poursuivre leurs activités,
- impliquer les associations à la réalisation d'actions en faveur des Joinvillais.

La commune souhaite à cet égard construire une réelle stratégie de partenariat en matière de soutien aux associations. Ce partenariat passe par des objectifs communs, une évaluation transparente, un dialogue ouvert et constructif. C'est pourquoi la Ville propose de mettre en place des conventions d'objectifs avec les associations.

Cette démarche s'inscrit par ailleurs dans un contexte réglementaire puisque le décret d'application n° 2001-495 de la loi n° 2000-321 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques du 6 juin 2001 impose un conventionnement dès que la subvention à une association dépasse 23 000 €.

Dans le cadre de sa politique en faveur du sport la Ville souhaite conclure une telle convention avec la Fédération Française de Squash.

La FFS installera son siège dans quelques mois à Joinville-le-Pont. C'est évidemment une

chance pour la commune de pouvoir accueillir cette grande fédération sportive qui, avec la création d'un club local et de 6 terrains de squashes, permettra de développer l'offre sportive du territoire.

Lors du vote du budget primitif 2025, la Ville a décidé d'attribuer une subvention d'investissement de 100 000 euros à la FFS. Cette convention vise à encadrer le versement de cette aide financière exceptionnelle.

Article 1 – Durée de la convention

La présente convention, dont l'objet est le versement d'une subvention d'investissement, prend effet à la date de sa signature et expire au 31 décembre 2025.

Article 2 – Objectifs communs de la Ville et de l'association

La pratique sportive est un domaine essentiel de l'animation et de la cohésion sociale de la Ville comme la culture, l'éducation, la jeunesse. Le sport à Joinville est une tradition forgée par les clubs, les associations, les Joinvillais bénévoles qui contribuent au dynamisme de la ville.

L'aspiration à l'épanouissement individuel, l'entretien du corps, la création de temps de loisirs liée à l'aménagement du temps de travail, sont autant de mouvements qui influent sur les pratiques sportives. Nous devons repérer ces indices et répondre à ces nouvelles attentes.

Notre priorité est le « sport pour tous ». L'accès aux activités de façon adaptée selon les besoins, les aptitudes, les désirs, les possibilités et les motivations de chacun est un objectif qui guidera notre action. Les projets qui permettent le développement des animations sportives de proximité dans les quartiers, les pratiques de loisirs et de détente ainsi que les pratiques d'entretien sont encouragés.

Dans ce cadre, la Ville souhaite orienter plus particulièrement ses objectifs vers les axes suivants :

- engagements sportifs : ambition en matière de résultats,
- rôle éducatif et social : inculquer aux jeunes Joinvillais les valeurs éducatives et sportives, les accompagner vers une autonomie sociale,
- image de la Ville : action de promotion, participation aux opérations d'animation initiée par elle (Forum des associations, Téléthon, Fête du sport etc.),
- lutte contre le dopage : servir de relais d'information auprès des sportifs,
- véhiculer les valeurs de l'olympisme au travers des activités ou de manifestations,
- faciliter l'accès du sport aux personnes porteuses de handicap,

Article 3 - Versement de la subvention

La subvention de 100 000 euros sera intégralement versée dès que la convention sera rendue exécutoire.

Article 4 - Engagements de l'Association

4.1. Comptabilité, contrôle des fonds publics, gestion

L'Association s'engage à respecter les dispositions légales relatives aux obligations comptables des structures associatives et au contrôle de l'utilisation des fonds publics, notamment l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités.

Pour ce faire, elle tient une comptabilité conforme aux règles définies par le Plan Comptable Général et aux adaptations qui en découlent (arrêté du 8 avril 1999) et respecte la législation fiscale et sociale propre à son activité.

L'Association doit transmettre au plus tard 6 mois après la clôture de son dernier exercice :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application

de l'article de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059)

- Les états financiers ou, le cas échéant (cf. infra), les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur application au journal officiel
- Le rapport d'activité
- L'Association doit transmettre des comptes établis par un expert-comptable et certifiés par le Président de l'Association ainsi que le compte-rendu de l'Assemblée Générale ayant approuvée les comptes.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

L'Administration contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieur aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

L'Association veille chaque année à équilibrer son budget et cherche à développer ses ressources propres.

4.2. Promotion de la Ville

L'Association doit faire état du soutien de la Ville dans tous ses documents, tant à usage interne qu'à destination du public.

A ce titre, pour chaque manifestation ou action qui fait l'objet d'une subvention l'utilisation du logo de la Ville est obligatoire. Il doit respecter la charte graphique fournie à cet effet et les documents de communication doivent recueillir l'aval de la Direction de la communication qui pourra assister l'Association.

4.3. Information sur l'activité de l'Association

L'Association fournit chaque année un bilan détaillé de ses activités de l'année précédente et un projet des activités prévues pour l'exercice suivant.

L'Association doit également informer la Ville sans délais de toutes modifications intervenues dans ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration ou de son bureau.

4.4. Demande de subvention

L'Association présente une demande de subvention motivée avant la date butoir spécifiée dans le dossier. Afin d'instruire les demandes de subvention, l'Association présentera un dossier complet fourni par la Ville et qui comprends notamment :

- La fiche signalétique de l'Association, la composition du bureau, la présentation de l'Association, les informations financières (compte de résultats simplifié), les aides en nature et logistiques.
- Les documents administratifs et comptables à joindre au dossier (statuts, PV de la dernière AG, etc.).
- Conformément à la réglementation européenne relative aux aides d'état , et plus spécifiquement aux aides « de minimis » pour les SIEG, afin de vérifier que le seuil « de minimis » de 500 000 € d'aides sur 3 exercices n'est pas atteint, l'Association fournira une déclaration relative à toute autre aide « de minimis » perçue (autres collectivités territoriales et organismes divers) au cours des deux exercices précédents et de l'exercice fiscal en cours, conformément au formulaire unique de

demande de subvention.

Article 5 – Assurances et responsabilités

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'Association doit souscrire tout contrat d'assurance propre à garantir sa responsabilité de façon à ce que la Ville ne soit ni recherchée ni inquiétée.

Article 6 – Impôts et taxes

L'Association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet de telle sorte que la Ville ne puisse être inquiétée à ce sujet en aucune façon. Elle doit en outre faire son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes et futures constituant ses obligations fiscales.

Article 7 – Résiliation

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect de l'autre partie de l'une des clauses de la présente convention si dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

Si le non-respect de la convention est imputable à l'Association, cette dernière rembourse à la Ville la subvention d'investissement versée.

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des parties. Cette résiliation amiable est signifiée par échange de lettres recommandées avec avis de réception entre les parties.

La convention est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnités, en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'Association. Il en est de même en cas d'utilisation par l'Association de la subvention à des fins autres que celles définies dans la présente convention.

A ce titre l'Association s'interdit notamment de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aides ou de subventions à d'autres personnes physiques ou morales.

Fait à Joinville-le-Pont, le

Julien Muller
Président de l'Association
FEDERATION FRANCAISE DE SQUASH

Olivier Dosne
Maire de Joinville-le-Pont
Conseiller Régional d'Ile de France

9 . Attribution d'un complément de subvention au Racing Club Joinville (RCJ)

La convention d'objectifs et de moyens 2023-2025 adoptée par la délibération n°18 du conseil municipal du 15 février 2023 prévoit que le montant annuel de la subvention de fonctionnement accordée par la commune à l'association Racing Club Joinville (RCJ) sera décidé pour les années 2024 et 2025 dans le cadre du vote du budget après étude de la demande de l'association.

Par délibération n°6 du conseil municipal en date du 8 avril 2025, relative au vote du budget primitif 2025, une première subvention d'un montant de 37 000 € a été attribuée à l'association RCJ.

Par délibération n°9 du conseil municipal en date du 25 juin 2025, relative à l'attribution d'un complément de subvention au Racing Club Joinville (RCJ), une deuxième subvention d'un montant de 18 750 € a été attribuée, portant à 55 750 € la subvention annuelle cumulée.

Lors des conseils municipaux passés, les échanges en séance ont mis en avant les attentes formulées par la commune à l'égard du RCJ. Il est désormais attendu de l'association une plus grande transparence, notamment en ce qui concerne :

- L'accès favorisé à une pratique du football pour les Joinvillais et Joinvillaises, notamment en passant par une révision des tarifs appliqués aux adhérents non-Joinvillais ;
- La répartition des inscriptions entre Joinvillais et non-Joinvillais au sein du RCJ pour la saison 2025-2026, dont il est demandé de rendre compte en juin 2025.

Au regard des efforts engagés par le RCJ pour répondre à ces attentes il est proposé au conseil municipal de procéder au versement d'un dernier complément de subvention d'un montant de 18 750 €, soit une subvention annuelle cumulée de **75 000 €.**

Principaux textes réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> - délibération n°18 du 15 février 2023 portant sur l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens avec les associations sportives - délibération n°6 du 8 avril 2025 portant budget principal - exercice 2025 - vote du budget primitif - délibération n°9 du conseil municipal du 25 juin 2025 portant attribution d'un complément de subvention au Racing Club Joinville (RCJ)
----------------------------------	--

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. DESTOUCHES : La convention d'objectifs et de moyens 2021–2025, adoptée par la délibération n°18 du Conseil municipal du 4 février 2023, prévoit que le montant annuel de la subvention de fonctionnement accordée par la commune à l'association RC Joinville sera décidé chaque année dans le cadre du vote du budget, après étude de la demande de l'association.

Par la délibération n°6 du Conseil municipal du 8 février 2025, une première subvention de 37 000

euros a été attribuée. Au regard des échanges en séance et des données transmises par les services municipaux, nous avons souligné plusieurs attentes à l'égard de l'association, et notamment :

- Une plus grande transparence dans la gestion de l'activité ;
- Un accès plus favorable à la pratique du football pour les Joinvillaises et Joinvillais, notamment à travers une révision des tarifs appliqués aux non-Joinvillais, ainsi que la répartition des inscriptions entre Joinvillais et non-Joinvillais.

Il avait été demandé à l'association de rendre compte de cette répartition à l'horizon de juin 2025, pour la saison 2025–2026. Au vu des efforts engagés par le RC Joinville en réponse à ces attentes, il est proposé d'accorder une subvention complémentaire de 18 750 euros, portant ainsi le total annuel à 55 750 euros.

Je vous propose donc d'approuver le versement de cette subvention complémentaire.

M.RENUCCI : Vous aviez fait état d'un conflit qui nous opposait. C'était juste pour savoir comment ça s'était réglé. C'est avec les deux mesures, que vous avez citées, qui justifient le complément de subvention ?

M.DESTOUCHES : Entre autres, oui. Il y avait effectivement plusieurs éléments de éléments. Nous avons discuté ensemble et aujourd'hui l'association va dans le bon sens. C'est pourquoi nous complétons la subvention.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Accorder un complément de subvention de 18 750 € à l'association Racing Club de Joinville (RCJ), soit une subvention annuelle cumulée de 55 750 €.

Article 2 : Autoriser Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tout document en exécution de la présente délibération.

10 . Adhésion à la Fondation du Patrimoine

La Fondation du Patrimoine est un organisme indépendant créé par la Loi du 2 juillet 1996. Cet organisme à but non lucratif a pour vocation de promouvoir la sauvegarde et la valorisation du patrimoine de proximité, public ou privé, grâce à un dispositif d'aides arrêté en partenariat avec collectivités locales et les services de l'État.

La Fondation du Patrimoine exerce de nombreuses missions telles que :

- la mobilisation et l'organisation de partenariats publics et privés ;
- l'appel au mécénat populaire et au mécénat d'entreprises ;
- l'accompagnement des porteurs de projets publics ou privés ;
- la participation financière aux actions de restauration du patrimoine bâti.

Les délégués de la Fondation du Patrimoine du Val de Marne sont à la disposition de la commune pour envisager un accompagnement sur des projets de restauration et de valorisation du patrimoine. La commune souhaite en effet lancer dès cette année une souscription par l'intermédiaire de la fondation pour financer les travaux de restauration de l'orgue de l'Église Saint-Charles-Borromée.

La cotisation annuelle est de 1000 euros en raison de la strate démographique de la commune de Joinville-le Pont.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver l'adhésion de la commune à la Fondation du Patrimoine, afin de soutenir des projets de restauration et de valorisation du patrimoine communal.

Principaux textes réglementaires	<ul style="list-style-type: none">- loi n° 96-590 du 2 juillet 1996 relative à la Fondation du Patrimoine- décret du 18 avril 1997 portant reconnaissance d'utilité publique et approbation des statuts de la Fondation du patrimoine- article L.142-1 et suivant du Code du Patrimoine
----------------------------------	---

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le maire : Il s'agit d'une proposition d'adhésion à la Fondation du patrimoine. Pour rappel, la Fondation du patrimoine est un organisme à but non lucratif, dont la mission est de promouvoir la sauvegarde et la valorisation du patrimoine, qu'il soit privé ou public.

Les délégués de la Fondation du patrimoine du Val-de-Marne sont disponibles pour accompagner la commune dans ses projets de restauration et de valorisation du patrimoine local. En ce sens, nous souhaitons, dès cette année, lancer une souscription pour financer les travaux de restauration de l'orgue de l'église Saint-Charles-Borromée. La cotisation annuelle est de 1 000 euros, en fonction de la strate démographique à laquelle appartient Joinville-le-Pont.

Nous vous proposons donc d'approuver l'adhésion de la commune à la Fondation du patrimoine, adhésion qui a d'ailleurs reçu un avis favorable en commission transition écologique, urbanisme et mobilités. Cette adhésion permettra également aux particuliers et aux entreprises de bénéficier d'une déduction fiscale importante. Qui est pour ? À l'unanimité. Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve l'adhésion de la commune à la Fondation du Patrimoine pour un montant de cotisation annuel de 1 000 euros.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

11 . Reprise en régie de l'activité de la crèche Les Petits Chéris

- **Contexte de la reprise en régie**

Par une décision du 24 février 2025, la commune a résilié le contrat de délégation de service public avec la société La Maison bleue relatif à la gestion de la crèche « Les petits chéris », à compter du 1^{er} septembre 2025, pour le motif d'intérêt général suivant : perte de confiance entre les cocontractants.

En effet, le délégataire éprouve des difficultés récurrentes à satisfaire à ses obligations dans la gestion de la crèche. Il n'a notamment pas respecté ses engagements contractuels en n'informant pas la commune du versement des sommes inhérentes à la convention territoriale globale sous un mois tel que prévu dans le contrat, privant ainsi la commune d'émettre les titres de recettes associés.

Plus particulièrement, le délégataire ne parvient pas à assurer un accueil respectant la charte nationale d'accueil du jeune enfant, les dispositions du décret n°2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants et les injonctions de réorganisation prononcées par les services départementaux de Protection maternelle et infantile. Et ce malgré les délais laissés par la commune pour mettre en place un plan d'action avec échéancier.

Par conséquent, de nombreux parents, usagers du service, font régulièrement remonter à la commune et au délégataire leur mécontentement depuis plusieurs mois, sans que les mesures correctives indispensables pour garantir aux enfants un accueil bienveillant et sécurisé soient mises en œuvre.

Ainsi, les manquements du délégataire à ses obligations semblent insuffisamment graves pour justifier une résiliation du contrat à ses torts mais ont conduit à une détérioration des relations contractuelles faisant obstacle à la poursuite du contrat de délégation de service public.

Pour toutes ces raisons, la commune décide de résilier le contrat de délégation de service public et d'en reprendre la gestion en régie.

- **Étendue de l'activité reprise**

L'activité reprise est celle de la gestion de la crèche, d'une capacité de 37 berceaux, dont les modalités d'attribution sont inchangées, afin d'assurer l'accueil régulier, occasionnel ou d'urgence d'enfants âgés de 2 mois 1/2 à 5 ans révolus. En outre, les équipements affectés aux services seront conservés.

- **Impact de la reprise sur l'organisation du service petite enfance**

Les difficultés de recrutement dans le secteur de la petite enfance concernent aussi bien les auxiliaires de puériculture que les éducatrices de jeunes enfants. Afin d'assurer aux enfants un accueil sécurisé et de qualité dès le 1^{er} septembre 2025, dans le respect des taux d'encadrement, il est apparu nécessaire que la crèche « Les petits chéris » bénéficie de ressources humaines déjà en poste au sein du service petite enfance.

- Transfert de la crèche « Estienne d'Orves » vers les locaux de la crèche « des Studios »

Une réflexion globale a été menée sur l'organisation du service de la petite enfance de la commune et son optimisation. L'attention s'est tout d'abord portée sur la crèche « Estienne d'Orves », dont les locaux organisés sur trois niveaux (rez de chaussée et deux étages) ne sont plus adaptés à un fonctionnement sécurisé, tant pour les professionnelles qui y exercent leurs missions que pour les enfants qui y sont accueillis.

Les difficultés de fonctionnement de cette crèche, déjà soulignées par un audit mené en 2020/2021,

avait préconisé le renforcement de l'équipe par le recrutement d'un agent supplémentaire. En outre, les difficiles conditions de travail des professionnelles illustrées par un taux d'accidents du travail supérieur à celui des autres établissements, l'usure professionnelle des équipes, l'impossibilité d'accueillir des enfants non-marcheurs en raison des escaliers, ont conduit à la décision de fermer cet établissement et de transférer son activité dans les locaux de la crèche « des Studios ».

La Directrice du lien social et de la petite enfance accompagnée de la Coordinatrice des crèches se sont rendues sur place pour y rencontrer l'ensemble des agents en activité, afin de leur présenter le projet.

Après la présentation du projet de transfert aux professionnelles, ces dernières s'y sont montrées très favorables, notamment concernant l'amélioration de leurs conditions de travail. Leur demande de visite des locaux, en présence des enfants, afin de garantir leur familiarisation a été approuvée et sera organisée avant la fermeture estivale.

- Transfert de la crèche « des studios » vers les locaux de la crèche « les petits chéris »

Le transfert susmentionné ayant été accepté, la Directrice et l'équipe de professionnelles de la crèche « des Studios » se sont donc vu proposées d'intégrer les locaux de la crèche « Les petits chéris » et de prendre en charge sa gestion ainsi que l'accueil des enfants au 1^{er} septembre 2025.

Une autre réunion a été organisée à la crèche « des Studios », au cours de laquelle la reprise en régie de la crèche « Les petits chéris » et les transferts ont été présentés.

La Directrice de la crèche « des Studios » a annoncé qu'elle acceptait de prendre la direction de la crèche « Les petits chéris » et a proposé à son équipe de la suivre. Il a été précisé que la volonté des agents qui ne souhaiteraient pas changer de lieu de travail serait prise en considération dans la mesure du possible et qu'un temps de réflexion leur était proposé jusqu'au lundi 28 avril 2025.

Dans les jours qui ont suivi, après qu'elles aient reçu l'information que tous les enfants actuellement accueillis à la crèche « des Studios » pourraient être accueillis aux Petits Chéris, toutes les professionnelles en activité de la crèche ont accepté leur transfert à la crèche « Les petits chéris ». Elles ont été informées que la semaine du 25 au 29 août 2025 serait réservée à une prise en main des locaux et à la constitution des équipes hors présence des enfants.

Par ailleurs des professionnelles issues du groupe « La Maison Bleue » qui auront accepté un contrat de droit public seront intégrées aux équipes.

- **Conditions de reprise des salariés**
- Cadre juridique de la reprise des salariés :

Conformément à l'article L.445-3 du code général de la fonction publique, *« les conditions dans lesquelles il est proposé à un salarié de droit privé relevant d'une entité dont l'activité est transférée à une personne publique dans le cadre d'un service public administratif un contrat de droit public sont définies à l'article L.1224-3 du code du travail »*.

Aux termes de l'article L.1224-3 du code du travail *« Lorsque l'activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé est, par transfert de cette entité, reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif, il appartient à cette personne publique de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires »*.

Sauf disposition légale ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contrares, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.

Les services accomplis au sein de l'entité économique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil.

En cas de refus des salariés d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique applique les dispositions relatives aux agents licenciés prévues par le droit du

travail et par leur contrat. ».

- Constitution des effectifs actuels de la crèche « Les petits chéris »

L'obligation de reprise des personnels porte sur les emplois permanents, en contrat à durée déterminée (CDD) ou indéterminée (CDI), dont les durées de contrats excéderaient la date fixée pour la reprise, autrement dit se poursuivant après le 1^{er} septembre 2025.

Pour information, deux salariées sont actuellement en CDD de remplacement dont les contrats prennent fin avant la date de reprise.

- Propositions d'emplois et d'affectation des salariées au sein des crèches de Joinville-le-Pont

Les propositions d'emplois et de rémunération tiennent compte des fonctions actuelles et des diplômes détenus par les salariées, reprenant les clauses substantielles du contrat de travail des professionnelles transférées.

Ainsi, les propositions de rémunérations sont établies conformément aux dispositions de l'article L.1224-3 du code du travail susmentionné et les propositions d'affectation tiennent compte de la résidence administrative de la commune et s'appuient sur les besoins de fonctionnement de l'ensemble des crèches.

Au 30 avril 2025, sur les 9 salariées concernées par la reprise, 2 assistantes éducatives petite enfance ont adressé un courrier de renonciation à toute proposition avant même d'avoir reçu une offre, pour des raisons liées à leur situation personnelles.

A ce jour deux professionnelles ont accepté la proposition de la collectivité, le reste des postes sont ouverts au recrutement.

- Modalités d'information des salariées

Le 10 avril 2025, la responsable du service petite enfance des salariées, en position d'activité, a communiqué sur le fait que la commune allait faire des propositions de reprise.

Ainsi, entre le 22 avril et le 30 avril 2025, il a été procédé à :

- Une information sur les conditions d'emplois des agents publics et propositions remises en main propre par la DRH aux 4 salariées en position d'activité et présentes ;
- Propositions adressées par courrier recommandé avec accusé de réception aux 3 salariées en congé parental et en arrêt de travail.

La date de réponse par tout moyen écrit a été fixée à 10 jours suivant la réception de la proposition.

- **Création d'un poste d'éducateur de jeunes enfants**

En application des dispositions prévues au décret n°2021-1131 du 30 août 2021 susmentionné et tenant compte de la capacité d'accueil de la crèche, il est nécessaire de créer un poste d'éducateur de jeunes enfants qui aura également la mission de suppléer la directrice.

- **Impact budgétaire global**

Les impacts budgétaires sur la masse salariale de la reprise des salariées s'établissent ainsi :

- Pour 2025 : 109 352,68 euros ;
- A partir de 2026 (année pleine) : 342 381,24 euros.

Les crédits correspondants seront inscrits au chapitre 012.

La création des emplois correspondants ainsi que la mise à jour du tableau des effectifs feront l'objet de deux délibérations distinctes dans cette même séance.

Je vous propose d'approuver la reprise en régie de l'activité de la crèche « Les petits chéris ».

Principaux textes réglementaires	- article L.445-3 du Code général de la fonction publique - article L.1224-3 du Code du travail
----------------------------------	--

A reçu un avis favorable du comité social territorial du 15 mai 2025.

A reçu un avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 2 juin 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Mme. REUSCHLEIN : Je ne reviendrai pas en détail sur les motifs qui nous ont conduits à résilier le contrat de délégation de service public qui nous liait à la Maison Bleue. Nous en avons largement parlé tout au long de l'année, cela a fait l'objet d'interventions dans les médias, sur Facebook, sur Instagram, avec un langage plus ou moins fleuri et des mots qui n'étaient pas toujours très agréables à mon endroit, mais ce n'est pas très grave, puisque nous avons réussi à travailler efficacement et à faire en sorte que nous puissions résilier cette délégation à compter du 1^{er} septembre 2025.

À la suite de cette résiliation, la commune a décidé de reprendre la gestion en régie municipale. L'activité portera donc sur une crèche municipale d'une capacité de 37 berceaux. Afin d'assurer à vos enfants un accueil sécurisé et de qualité, dans le respect des taux d'encadrement, il est apparu nécessaire que les Petits Chéris bénéficient de ressources humaines déjà en poste au sein du service Petite Enfance. Tout cela parce que nous faisons aussi face à quelques difficultés de recrutement dans le secteur de la petite enfance.

Une réflexion globale a donc été menée sur l'organisation de l'ensemble du service, et très vite, nous avons porté une attention particulière sur la crèche d'Estienne d'Orves, qui est un pavillon ancien, sur trois niveaux, avec des conditions de travail un peu compliquées pour les professionnelles. C'était peut-être un peu accidentogène pour elles, voire pour les enfants si la barrière n'était pas fermée — ce qui n'est jamais arrivé, mais cela aurait pu. Et surtout, il y avait une impossibilité d'accueillir des enfants non marcheurs.

Toutes ces considérations nous ont conduits à fermer cet établissement et à transférer son activité à la crèche des Studios.

La présentation du projet de transfert a été accueillie favorablement par les professionnelles d'Estienne d'Orves, qui ont pu visiter les locaux et constater elles-mêmes l'amélioration de leurs conditions de travail. Parce qu'il est vrai que la crèche des Studios est nettement plus agréable, plus moderne. Certes, le jardin est plus petit, mais elle dispose de jolis jouets. C'est beaucoup mieux. L'étape suivante a évidemment été de transférer les Studios vers les Petits Chéris. On a fait Tetris un peu. Tout le personnel et la directrice ont accepté ce transfert, et cela a été d'autant mieux accepté que les enfants qui étaient accueillis aux Studios — dont elles avaient la charge — pourront les suivre aux Petits Chéris si les familles le souhaitent.

Au milieu de tout cela, se posait bien sûr la question de la reprise des salariés de la Maison Bleue. Dans le respect du cadre juridique, neuf salariés pouvaient être concernés par une reprise par la Ville. Deux professionnelles seulement ont accepté la proposition de la collectivité : une auxiliaire de vie et une titulaire d'un CAP Petite Enfance.

Je vous précise en outre que, pour cette crèche, un poste d'éducateur de jeunes enfants sera créé. Il est en cours de recrutement. Nous avons reçu quatre candidatures et devons désormais nous

déterminer. Tout cela, bien entendu, conformément au décret qui nous impose ce type de personnel compte tenu de l'importance de la crèche en termes de berceaux. Si jamais ce poste n'était pas pourvu d'ici septembre, cela n'empêcherait pas le bon fonctionnement de la crèche des Petits Chéris, puisque la directrice actuelle — qui vient du Studio — est également éducatrice de jeunes enfants.

Tout ceci a évidemment un impact budgétaire. La masse salariale va forcément augmenter, donc il y aura un surcoût budgétaire d'un peu plus de 109 000 euros de septembre à décembre 2025. Et à partir de 2026, en année pleine, ce sera un peu plus de 342 000 euros. La somme est conséquente, mais la mesure est nécessaire pour le bien-être des enfants. Une écriture modificative du budget 2025 sera proposée lors du conseil d'octobre pour répondre à la question posée par Monsieur GEORGEAUD lors de la commission

Je vais répondre simplement, j'ai eu quelques éléments de réponses, Monsieur GEORGEAUD, à la question que vous avez posé sur le coût supplémentaire. Vous nous disiez justement que tous ce qui serait pris en charge par la Maison Bleue ne le serait plus, à partir du moment où ça devenait municipal. Je vous précise que les coûts de gestion ne devraient pas évoluer, puisque les contrats d'Estienne d'Orves (nettoyage, entretien) seront transférés aux Petits Chéris. Il y aura aussi, d'ici la fin de l'année, quelques travaux de sécurité et d'hygiène à effectuer. C'est le cas dans toutes les crèches, comme dans toutes les écoles. Nous dressons un bilan qui nous permet d'effectuer des travaux pendant les fermetures. En l'occurrence, il est prévu un grand nettoyage extérieur de la cour et des jeux et un nettoyage intégral de l'intérieur de la crèche. Quelques barrières seront remplacées, pour la sécurité des enfants. L'ensemble de ces travaux est estimé à un peu plus de 12 000 euros en fonctionnement. Mais cela aurait très bien pu concerner Estienne d'Orves si nous avions fait le même bilan d'été. Ce n'est pas une dépense très exceptionnelle. Je pense que, d'un point de vue budgétaire, nous avons déjà bien cadré les choses. Avez-vous d'autres questions ?

M. GEORGEAUD : Nous tenons à vous remercier, Madame REUSCHLEIN, pour vos précisions. Effectivement, nous avons trouvé que la délibération était incomplète sur certains points, donc vos éclairages complètent utilement le propos.

Nous avons quelques questions, qui ne sont pas directement liées à la délibération elle-même, mais qui en découlent. Il s'agit d'un bâtiment communal appartenant à la ville. Nous vous avons déjà interrogée sur le devenir de ce bâtiment. Bien évidemment, nous, en tant que groupe, nous ne souhaitons pas que ce bâtiment soit cédé à des promoteurs. Nous souhaitons qu'il reste dans le patrimoine municipal, et qu'il soit utilisé pour des projets à destination des Joinvillaises et des Joinvillais. C'est donc notre première question : quel est le devenir prévu pour ce bâtiment ?

Et deuxième question : vous l'avez souligné à plusieurs reprises, Monsieur SELLAM, les difficultés actuelles de recrutement sont bien réelles. Nous comprenons cette problématique, d'autant plus qu'il y a un écart de rémunération entre les titulaires et les contractuels, ce qui génère souvent de l'incompréhension et de la frustration au sein des équipes. Nous aimerions donc savoir si la municipalité a engagé une réflexion sur la manière de mieux valoriser les personnels en place, et de retenir les talents.

Mme REUSCHLEIN : Alors, je vais vous répondre quelque chose qui ne va peut-être pas vous plaire. Première réponse : je ne sais pas. Deuxième réponse : je ne sais pas non plus. Les locaux d'Estienne d'Orves sont dans l'escarcelle du service Petite Enfance jusqu'à fin août. Ensuite, nous déménagerons, nous retirerons le matériel, nous installerons ce qui peut être réutilisé aux Petits Chéris, nous viderons les lieux. Pour le reste, personnellement, je n'ai pas d'idée, et je crois que nous n'avons pas encore réellement réfléchi, en équipe, à ce que pourrait devenir ce bâtiment. Je parle évidemment sous le contrôle de Monsieur le Maire. Il ne me semble pas qu'il soit prévu, dans les mois qui viennent, de vendre ce bien à un promoteur ou à quiconque. Nous avons besoin de locaux, et nous n'imaginons pas ne pas trouver de solution.

Concernant les difficultés de recrutement, nous y réfléchissons en permanence, mais ce n'est pas qu'une question de rémunération. Nous recevons très peu de CV qui méritent qu'on s'y arrête. Quand nous nous renseignons auprès des écoles, il apparaît que, par exemple, au Greta, l'an dernier, il n'est pas sorti cinq éducateurs de jeunes enfants diplômés d'un CAP. Comment voulez-vous que nous puissions recruter dans ce contexte ? Ce n'est pas facile, mais nous allons y arriver. Si nous avons réussi à mener tout ce travail autour des Petits Chéris en une année, alors nous réussirons à recruter. Déjà, nous sommes en mesure d'ouvrir la crèche des Petits Chéris en toute sécurité. Voici le détail : nous accueillerons treize grands, encadrés par une auxiliaire de puériculture et deux titulaires d'un CAP. Pour les grands et les moyens — les moyens étant ceux nés en fin d'année —, nous prévoyons une auxiliaire et deux CAP également, avec souvent des activités communes. Cela représente quatre

personnes pour ce groupe. Nous accueillerons également 12 bébés, encadrés par deux auxiliaires de puériculture et deux CAP. Une éducatrice de jeunes enfants est en cours de recrutement ; nous avons auditionné quatre personnes cette semaine. Ce sera ensuite à la directrice de se prononcer sur le profil le plus adapté, car ce n'est pas à nous, élus, de choisir, mais bien à l'équipe de terrain.

Un poste de Référent Santé et Accueil Inclusif (RSAI) est également en place, avec un temps infirmier. Une psychologue — également psychologue scolaire — interviendra deux demi-journées par mois. Enfin, nous aurons le soutien d'une psychomotricienne extérieure qui nous facturera ses interventions. Vous l'aurez noté : toutes nos crèches municipales sont inclusives. Vous pouvez le constater à chaque renouvellement de convention, même si je ne suis pas certain que chacun les ait lues dans le détail. Ces conventions précisent que nous pouvons accueillir des enfants jusqu'à cinq ans et demi, notamment ceux ayant des besoins spécifiques reconnus par un PAI (plan d'accompagnement individualisé), avec l'accord de la CAF pour garantir le conventionnement.

M. CLAIR : Ce que demandent les parents, ce sont les capacités d'accueil. Nous recevons beaucoup de questions, et nous relayons l'ensemble des demandes au sein de la mairie. Est-ce qu'aujourd'hui, demain ou après-demain, nous aurons la capacité de répondre à toutes les demandes des parents pour les nouveaux joinvillais qui s'installent par exemple.

Liliane REUSCHLEIN : Bien sûr que non. Aucune commune n'a la capacité de répondre à toutes les demandes de crèche. Ce n'est pas possible. Concrètement, avec la fermeture d'Estienne d'Orves, nous perdons 19 places pour les enfants de 13 mois à 3 ans. Cette année, la situation est donc plus tendue. Mais dès l'année prochaine, la situation s'améliorera considérablement avec l'ouverture de la crèche départementale, qui comptera 60 berceaux. Même si toutes les places ne sont pas pourvues au départ à cause de problèmes de recrutement, nous en ouvrirons au moins la moitié. Ces places sont réservées aux Joinvillais. En parallèle, la crèche Artemisia avec cette crèche inclusive ou y'aura des neurotypiques et neurotypiques.

Nous disposons actuellement de 19 places au Studio, 15 au Canadien, 37 aux Petits Chéris, 22 à Trampoline (accueil partiel), 10 aux Petites Canailles (municipales), sans compter les 15 places supplémentaires via crèches privées ou d'entreprises, 30 chez les Kangourous, 10 places chez les Mini-Lions, 11 au Berceau des Rois, 14 à la crèche parentale des Petits Pinsons, 43 assistantes maternelles agréées jusqu'à quatre enfants. On a donc une offre qui est assez large.

Si nous comparons les chiffres. En 2022 : 347 demandes de place de crèche. En 2023 : 254. En 2024 : 230. En 2025 : seulement 193.

Donc, nous constatons une nette baisse des demandes, je ne parle pas des naissances mais des demandes. Avez-vous d'autres questions ? Oui.

M. RENUCCI : Quand vous avez dit CAP, je n'ai pas compris si c'était un métier ou un diplôme.

Mme. REUSCHLEIN : C'est un diplôme. Le brevet d'attitude de petite enfance.

M. RENUCCI : Je souhaitais également que nous rendions hommage aux groupes de parents qui se sont fortement mobilisés sur ce dossier et qui ont largement porté cette mesure.

Mme. REUSCHLEIN : C'est d'ailleurs parce qu'ils ont eu l'intelligence de ne pas se précipiter sur certaines affirmations diffusées sur les réseaux sociaux, comme : « *attention, attention, vos enfants sont maltraités, retirez-les* », qu'ils ont fait le choix de travailler avec nous. Ils ont cherché à construire une solution permettant aux enfants d'être, peut-être pas accueillis dans des conditions idéales, mais en tout cas de continuer à avoir un mode de garde. Ils ont fait preuve d'une très grande vigilance. Ils ne nous ont jamais lâchés, ils n'ont pas lâché non plus la Maison Bleue. Et nous non plus, nous ne les avons pas laissés seuls. Le directeur général des services de la ville était en lien avec eux toutes les deux semaines, en visio. Et tant mieux parce que cela nous a permis d'arriver à un résultat extraordinaire.

M. RENUCCI : Je me permets juste de corriger. Je comprends bien, lorsque vous évoquez la « panique sur les réseaux sociaux », que vous nous visez par rapport à ce que nous avons pu communiquer. Je tiens à préciser, n'étant moi-même pas directement concerné par une place en crèche, que si j'ai été au courant, c'est bien parce que ce sont les parents eux-mêmes qui sont venus nous voir. Nous n'avons jamais cherché à créer de panique. Quand des parents viennent voir l'opposition, c'est que généralement, il y a un petit problème de dialogue avec la majorité. Donc ne faites pas penser que nous avons voulu créer une panique. Nous n'avons fait que communiquer et répondre à ce qu'ils nous ont dit.

Mme. REUSCHLEIN : Je comprends bien, mais je souhaitais quand même le dire. Parce que lorsque j'ai vu, sur les réseaux d'une personne bien connue, qu'elle relayait votre publication Instagram où l'on pouvait lire en rouge : « *Le maire adjoint chargé de la Petite Enfance, Liliane REUSCHLEIN, aurait dû monter au front sans doute* » Eh bien, non, certainement pas.

M. le Maire : Je voulais te remercier, Liliane, car dans toute ton intervention, tu as parfaitement illustré les qualités que l'on attend d'une adjointe à la Petite Enfance : maîtrise du sujet, clarté, engagement. Merci pour les réponses apportées, et merci également aux services municipaux pour leur accompagnement. Ce ne fut pas une épreuve facile, ni pour les parents ni pour nous.

Mme. REUSCHLEIN : Nous passons au vote. Qui est pour ? À l'unanimité. Je vous remercie.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve la reprise en régie de l'activité de la crèche « Les petits chéris » à compter du 1^{er} septembre 2025.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élue ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élue remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

12 . Modification du règlement de fonctionnement unique des Etablissements d'Accueil de Jeunes Enfants de Joinville-le-Pont

Conformément au Code de la santé publique, les Etablissements d'Accueil de Jeunes Enfants de Joinville-le-Pont disposent d'un règlement de fonctionnement unique, qui précise les modalités de leur organisation.

Afin d'améliorer ce fonctionnement ou de l'adapter aux récentes évolutions réglementaires ainsi qu'aux demandes de la Caisse d'Allocations Familiales, ce règlement est régulièrement modifié.

Il est aujourd'hui proposé de lui apporter des modifications liées à :

- la reprise en régie de la crèche des Petits Chéris et au transfert de la crèche Estienne d'Orves dans les locaux de la crèche des Studios.
- la création d'un poste d'Educatrice de Jeunes Enfants à la crèche des Petits Chéris
- la modification de la procédure de demande de place en crèche et de renouvellement de cette demande
- l'actualisation par la CNAF des montants plancher et plafond pour le calcul du prix horaire d'accueil.

Je vous propose d'approuver le nouveau règlement de fonctionnement unique des Etablissements

d'Accueil de jeunes enfants de Joinville-le-Pont, qui intègre les modifications exposées ci-dessus.

Principaux textes réglementaires	- articles R.2324-16 et suivants du code de la santé publique - délibération du conseil d'administration, du CCAS de Joinville-le-Pont en date du 1 ^{er} septembre 2007
Principaux documents de référence	- règlement de fonctionnement unique des Etablissements d'Accueil de Jeunes Enfants de Joinville-le-Pont

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Mme. REUSCHLEIN. : À partir du moment où nous avons engagé toutes ces modifications liées aux crèches, il était évidemment nécessaire de les mentionner dans le préambule du règlement de fonctionnement, et nous devons y intégrer une mise à jour correspondante. C'est un point sur lequel nous allons devoir être particulièrement attentifs et vigilants, car une évolution importante de la procédure de demande et de renouvellement des places en crèche va entrer en vigueur. Ces démarches seront désormais entièrement informatisées, totalement dématérialisées. Cela prendra effet à partir de septembre. Nous anticipons quelques ajustements nécessaires au démarrage, mais notre secrétariat Petite Enfance saura gérer la transition avec efficacité, il n'y a pas d'inquiétude à avoir à ce sujet.

Par ailleurs, comme chaque année, s'ajoute à cela l'actualisation par la CNAF des montants planchers et plafonds servant pour le calcul du prix horaire de d'accueil.

Voilà, je ne sais pas si vous avez des questions concernant le règlement de fonctionnement. Non ? Alors nous pouvons passer au vote. Qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le nouveau règlement de fonctionnement unique des Etablissements d'Accueil de Jeunes Enfants de Joinville-le-Pont, qui comprend les modification suivantes :

- **Article 1** : le 3^{ème} paragraphe est supprimé et remplacé par « *La crèche des Petits Chéris : Agrément de 37 enfants de 2 mois 1/2 à ans révolus* »
- **Article 2** : le 1^{er} paragraphe est supprimé et remplacé par « *Les demandes de place en crèche s'effectuent en ligne via le site Internet www.joinvillelepont.fr, à la rubrique Mon compte citoyen, à partir du 7^{ème} mois de grossesse* »
- **Article 4** : le second paragraphe est supprimé et remplacé par « *En cas de non attribution de place en crèche par la commission du mois de mai de l'année N, leur demande est maintenue jusqu'à ce que le service Petite Enfance les sollicite par mail au premier trimestre N+1, afin de savoir s'ils maintiennent ou non leur demande de place pour la commission du mois de mai N+1. Le maintien des demandes s'effectue sur le site Internet www.joinvillelepont.fr via Mon compte citoyen. Leur réponse sera demandée dans le délai d'un mois.* »

- **Article 21 :** Au 1^{er} paragraphe, « le multi accueil Estienne d'Orves » est remplacé par « la crèche des petits Chéris »
le 5^{ème} paragraphe est supprimé et remplacé par : « Les « jardins d'éveil », qui accueillent lors de temps collectifs les enfants de la crèche familiale accompagnés de leur assistante maternelle, afin de favoriser leur éveil et les échanges avec d'autres enfants, sont placés sous l'autorité conjointe de la coordinatrice petite enfance et de la directrice de la crèche des Petits Chéris. Elles accompagnent par ailleurs les assistantes maternelles sur toute question pédagogique et assurent le suivi des enfants lors de leur passage de la crèche familiale à la crèche collective. L'équipe de la crèche anime ces temps d'activités ludiques ».
- **Article 22 :** la partie « Spécificités » est supprimée et remplacée par :
« La crèche des petits Chéris : en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice de la mini crèche des Canadiens ou exceptionnellement par la directrice d'une autre crèche communale.

Multi-accueil Trampoline : en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice de la mini-crèche des Studios ou exceptionnellement par la directrice d'une autre crèche communale.

Mini-crèche des Canadiens : en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice de la crèche des petits Chéris ou exceptionnellement par la directrice d'une autre crèche communale.

Mini-crèche des Studios : en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice du Multi-accueil Trampoline ou exceptionnellement par la directrice d'une autre crèche communale.

Multi-accueil familial : en cas d'absence de la coordinatrice petite enfance, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice de la crèche des Petits Chéris ou de la mini-crèche des Canadiens, en collaboration avec le référent santé et accueil inclusif »
- **Article 24 :** Le paragraphe suivant est inséré avant le 1^{er} paragraphe :
« L'éducateur(trice) de Jeunes Enfants assure l'accompagnement pédagogique de l'équipe des auxiliaires de puériculture et des assistant(es) éducatif(ves) petite enfance. Il/elle mène des actions éducatives auprès des enfants au quotidien, élabore des projets en ce sens, selon les orientations du projet éducatif des crèches municipales et du projet pédagogique de l'établissement. Il/elle contribue à l'éveil et au développement psychomoteur, affectif et relationnel des enfants, en lien avec les familles » .
Au second paragraphe le terme « agent auprès d'enfant » est supprimé et remplacé par « assistant éducatif(ve) petite enfance »
Dans les « spécificités », paragraphe 4 , est ajoutée la mention suivante : « crèche des petits chéris : un agent d'entretien municipal assure l'hygiène et l'entretien des surfaces et des locaux ».
- **Annexe 2 :**
La seconde phrase du 1^{er} paragraphe est supprimée et remplacée par : « A compter du 1^{er} janvier 2025, le plancher de ressources à prendre en compte s'élève à 801 € ».
La seconde phrase du 3^{ème} paragraphe est supprimée et remplacée par : « La CNAF a fixé le plafond des ressources mensuelles à 8 500 € à compter du 1^{er} septembre 2025 ».

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tout document en exécution de la présente délibération.

Règlement de Fonctionnement

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

Unique des établissements d'Accueil du Jeune Enfant de Joinville-le-pont



Service petite Enfance

Maison des Solidarités et de l'Emploi
5 rue Hippolyte Pinson / Tél : 01 49 76 60 00
www.ville-joinville-le-pont.fr

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT UNIQUE
DES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DE JOINVILLE-LE-PONT

PREAMBULE.....	3
ADMISSION DES ENFANTS.....	4
Article 1er : enfants accueillis et capacité d'accueil dans les établissements.....	4
Article 2 : commission d'attribution	4
Article 3 : critères d'attribution.....	5
Article 4 : décision	5
Article 5 : dossier administratif.....	6
Article 6 : dossier médical.....	7
CONDITIONS D'ACCUEIL.....	7
Article 7 : durée d'accueil	7
Article 8 : contrat d'accueil	8
Article 9 : entretien, repas	9
VIE QUOTIDIENNE	9
Article 10 : période de familiarisation.....	9
Article 11 : horaires d'ouverture	10
Article 12 : congés, absence et retard de l'enfant	10
Article 13 : fermetures et regroupements	11
Article 14 : personnes responsables de l'enfant	11
Article 15 : départ définitif de l'enfant.....	12
Article 16 : cessation d'accueil de l'enfant.....	12
SANTE DE L'ENFANT	13
Article 17 : dispositions médicales.....	13
Article 18 : cas d'éviction	14
Article 19 : dispositions en cas d'urgence.....	14
Article 20 : assurances	14

LE PERSONNEL DU SERVICE PETITE ENFANCE	15
Article 21: l'équipe	15
Article 22 : les fonctions de la directrice	16
Article 23 : Les professionnels de santé et assimilés	17
Article 24 : les missions des autres personnels.	17
 PARTICIPATION DES PARENTS.....	 18
Article 25 : dialogue individuel avec les parents	18
Article 26 : participation des parents au fonctionnement de l'établissement.....	18
Article 27: discrétion, secret professionnel et respect des droits des usagers	18
 DISPOSITIONS FINANCIERES	 19
Article 28 : taux horaire de participation familiale	19
Article 29 : facturation et paiement	21
Article 30 : pointage des enfants – temps de présence en crèche.....	22
Article 31 : exonérations spécifiques.....	22
Article 32 : subventions publiques.	22
 DISPOSITIONS FINALES	 23
Article 33 : le projet d'établissement	23
Article 34 : participation au Fichier Localisé des Usagers d'EAJE (FILOUE).....	23
Article 35 : adhésion au règlement	24
Annexes 1 et 2.....	2

PREAMBULE

Les établissements d'accueil du jeune enfant de la Ville de Joinville-le-Pont répondent aux besoins des parents afin qu'ils puissent concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale, en accueillant leurs jeunes enfants dans des conditions favorisant leur développement et leur épanouissement en collectivité. Ils accueillent des enfants âgés de 2 mois ½ à 5 ans révolus.

Les admissions des enfants s'effectuent dans la transparence et le respect de principes clairs. Les établissements, lieux d'éveil et de prévention, reflètent la mixité sociale et l'intégration multiculturelle.

Toutes les structures fonctionnent dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le présent règlement de fonctionnement de ces structures est établi conformément aux dispositions applicables à tout établissement d'accueil collectif ou familial, régulier ou occasionnel, concerné par les articles R.2324.16 et suivants du Code de la Santé Publique, et en conformité avec les orientations de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, notamment celles éditées dans les lettres circulaires n° 2014-009 du 26 mars 2014 et n° 2019-005 du 5 juin 2019, relatives à la prestation de service unique et au barème des participations familiales.

Le barème institutionnel des participations familiales est appliqué dans ce cadre. La tarification horaire est calculée sur la base du contrat conclu avec les familles, lequel est adapté à leurs besoins et aucune condition d'activité professionnelle ou assimilée des deux parents ou du parent unique n'est exigée.

La gestion de l'ensemble des établissements est assurée par le Service Petite Enfance :

Service Petite Enfance

Maison des Solidarités et de l'Emploi

5, rue Hippolyte Pinson – 94 340 Joinville-le-Pont

Tél. : 01 49 76 60 00 - mail : petite.enfance@joinvillelepont.fr

Les établissements veillent à la santé, à la sécurité, au développement et au bien-être des enfants qui leur sont confiés. Ils participent et aident à l'intégration sociale des enfants porteurs de handicap ou atteints d'une maladie chronique compatible avec la vie en collectivité, après avis du médecin de PMI et de la directrice. En référence aux articles L.214-7 et D.214-7 du Code de l'action sociale et des familles, ils favorisent l'accueil d'enfants dont les parents sont engagés dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle.

Les enfants sont pris en charge par des professionnels de la petite enfance conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique (art R.2324-16 et suivants).

Un travail de collaboration est exercé avec la Protection Maternelle et Infantile (PMI) et les équipes médico-sociales.

Le présent règlement fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'ensemble des structures petite enfance municipales, ainsi que les règles à respecter par les familles utilisatrices.

Un exemplaire de ce règlement est donné à chaque famille, qui doit en prendre connaissance et l'accepter, en retournant à la directrice de la crèche ou au service Petite Enfance le formulaire figurant à l'article 35 dûment renseigné et signé.

Conformément à la réglementation, les documents suivants sont mis à la disposition des familles et consultables dans l'espace d'accueil de chaque structure :

- Un protocole détaillant les mesures à prendre dans les situations d'urgence et précisant les conditions et modalités du recours aux services d'aide médicale d'urgence ;
- Un protocole détaillant les mesures préventives d'hygiène générale et les mesures d'hygiène renforcées à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie, ou tout autre situation dangereuse pour la santé ;
- Un protocole détaillant les modalités de délivrance de soins spécifiques, occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux ou paramédicaux extérieurs à la structure ;
- Un protocole détaillant les conduites à tenir et les mesures à prendre en cas de suspicion de maltraitance ou de situation présentant un danger pour l'enfant ;
- Un protocole détaillant les mesures de sécurité à suivre lors des sorties hors de l'établissement ou de son espace extérieur privatif, telles que visées à l'article R. 2324-43-2 du présent code.
- Un protocole de mise en sûreté détaillant les actions à prendre face au risque d'attentat.

ADMISSION DES ENFANTS

Article 1^{er}: Enfants accueillis et capacité d'accueil dans les établissements

Les établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville sont accessibles aux enfants dont le(s) parent(s) réside(nt) à Joinville-le-Pont. Ils comprennent :

Le multi-accueil familial :

- La crèche familiale : accueil au domicile d'assistantes maternelles agréées et employées par la Ville. Agrément de 20 enfants de 2 mois ½ à 24 mois maximum
Entre 15 et 24 mois, les enfants ayant fréquentés la crèche familiale sont accueillis soit à la mini-crèche des Canadiens soit à la mini-crèche des Studios en fonction de la domiciliation de leur assistante maternelle.
- La mini-crèche des Studios : agrément de 19 enfants de 15 mois à 5 ans révolus.
- La mini-crèche des Canadiens : agrément de 15 enfants de 15 mois à 5 ans révolus.

Les enfants n'ayant pas fréquenté la crèche familiale peuvent être accueillis en mini-crèches, selon les disponibilités.

LA Crèche des Petits Chéris : Agrément de 37 enfants de 2 mois et demi à 5 ans révolus.

Le multi-accueil Trampoline : Agrément de 22 enfants de 2 mois ½ à 5 ans révolus.

L'article R.2324-27 du Code de la santé publique fixe les modalités d'accueil des enfants en surnombre : le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115 % de la capacité d'accueil prévue pour chaque établissement, sous réserve du respect de certaines obligations (le taux d'occupation hebdomadaire de l'établissement ne doit pas excéder 100 % de la capacité d'accueil conformément à l'article 4 de l'arrêté du 8 octobre 2021, les règles d'encadrement doivent être respectées à tout instant et les informations relatives au surnombre doivent être transmises aux services de PMI qui le demandent).

Article 2 : Commission d'attribution

Les demandes de place en crèche s'effectuent en ligne via le site Internet www.joinvillelepont.fr, à la rubrique Mon compte citoyen, à partir du 7^{ème} mois de grossesse.

Elles sont étudiées dans le cadre d'une commission d'attribution, organisée en partenariat avec les services du Conseil départemental (PMI, service social et crèche départementale) et les autres gestionnaires d'établissements d'accueil de la petite enfance sur la Commune, pour examiner les meilleures solutions à apporter aux demandes d'accueil formulées par les parents.

La commission se réunit une fois par an. Elle propose des attributions et des refus. Une liste d'attente est établie. Elle est destinée à permettre l'admission d'enfants en cas de désistement d'une famille retenue initialement et en cas de libération de places entre deux commissions.

Article 3 : Critères d'attribution

- La famille doit habiter Joinville-le-Pont.
- L'attribution de places dépend de l'existence de places vacantes, ou qui vont l'être prochainement, et de la concordance entre les places disponibles dans les différentes sections et l'âge de l'enfant, permettant de constituer des groupes équilibrés.
- L'accueil des enfants doit représenter les familles dans leur diversité, favorisant la mixité sociale et l'équilibre sociologique de la structure.
- Dans certaines situations (besoin de soins particuliers de l'enfant, de soutien des familles), l'intérêt de l'enfant peut amener à faire passer son admission en priorité. Ces situations font l'objet d'échanges entre professionnels, préalablement à la commission d'attribution.
- Sont enfin pris en compte les besoins d'accueil, ainsi que l'antériorité de la demande. Aucune activité professionnelle ou assimilée des deux parents ou du parent unique n'est exigée. En référence aux articles L.214-7 et D.214-7 du code de l'action sociale des familles, l'accueil des parents dans un parcours professionnel est favorisé.

Article 4 : Décision

Les décisions d'attribution ou de refus sont prononcées par le Maire, après avis de la commission d'attribution. Elles sont notifiées aux parents par courrier.

En cas de non attribution de place en crèche par la commission du mois de mai de l'année N, leur demande est maintenue jusqu'à ce que le service Petite Enfance les sollicite par mail au premier trimestre N+1, afin de savoir s'ils maintiennent ou non leur demande de place pour la commission du mois de mai N+1. Le maintien des demandes s'effectue sur le site Internet www.joinvillelepont.fr via Mon compte citoyen. Leur réponse sera demandée dans le délai d'un mois.

Les décisions d'attribution sont suivies d'un entretien d'admission avec la directrice, durant lequel sont précisés :

- La date définitive d'admission, fixée entre le demandeur et la directrice de l'établissement qui accueillera l'enfant, constitue le point de départ de la participation financière de la famille. Cette date est fixée au 1^{er} jour de la période d'adaptation.
- les journées et les horaires d'accueil de l'enfant.

Ces éléments sont repris dans le contrat d'accueil signé entre l'établissement et la famille. Dans la mesure du possible, la présence des deux parents de l'enfant est requise lors de l'entretien d'admission.

Si la place est refusée par les parents ou s'il est impossible de réaliser cet entretien dans un délai raisonnable, la place est déclarée vacante.

Article 5 : Dossier administratif

Lors de l'admission, le dossier administratif de l'enfant contient les éléments suivants :

- le formulaire d'inscription
- l'engagement à respecter le règlement de fonctionnement
- l'autorisation des parents, si ceux-ci ne peuvent venir chercher leur enfant, pour le confier à une personne dûment mandatée qui devra justifier de son identité (il est obligatoire que celle-ci soit majeure)
- l'autorisation à administrer un médicament sur ordonnance, ou selon le protocole médical
- l'autorisation signée des parents pour permettre à l'enfant de participer aux sorties organisées par l'établissement
- l'autorisation préalable de prise de vue (photo ou film) dans le cadre des activités de l'établissement
- la fiche de renseignements précisant les coordonnées des employeurs et les numéros de téléphone où l'on peut joindre les parents en cas d'urgence
- le livret de famille, ou à défaut une pièce d'identité (et, au cas où l'autorité parentale

aurait fait l'objet d'une décision d'un juge, copie de cette décision)

- l'acte de naissance
- un justificatif de domicile (dernière quittance de loyer, d'électricité, de gaz ou de téléphone fixe de moins de 3 mois)
- le numéro d'allocataire CAF et une autorisation préalable d'accès à CDAP, service de la Caisse d'allocations familiales permettant la consultation des dossiers des allocataires via un extranet sécurisé. A défaut de la communication du numéro d'allocataire, l'avis d'imposition N-1 sur les ressources N-2 sera fourni.

Certains documents nécessaires à la constitution du dossier seront rendus aux familles lors de l'entretien d'admission.

Les parents sont tenus d'informer la directrice de l'établissement et la CAF lors de tout changement :

- de domicile ou de numéro de téléphone
- de situation professionnelle ou familiale
- et toute modification des renseignements consignés dans le dossier d'admission

Article 6 : Dossier médical

L'article R.2324-39-1 du Code de la santé publique prévoit la remise de 2 documents lors de l'admission de l'enfant :

- Un certificat médical d'aptitude à la vie en collectivité daté de moins de 2 mois, attestant de l'absence de toute contre-indication à l'accueil de l'enfant. Ce certificat est remis au plus tard 15 jours après son admission. Il est établi par le médecin traitant.
- Une copie des documents attestant du respect des obligations vaccinales, conformément aux dispositions de l'article R.3111-8 du Code de la santé publique.

L'admission de l'enfant et la poursuite de son accueil sont conditionnées au respect des vaccinations obligatoires. Le non-respect de l'obligation vaccinale peut donc entraîner l'arrêt de l'accueil de l'enfant.

La vaccination BCG n'est plus obligatoire mais reste fortement conseillée pour l'accueil en collectivité, particulièrement en Île de France où le nombre de cas de tuberculose demeure important.

Les vaccinations obligatoires sont les suivantes :

- Enfants nés à partir du 1er janvier 2018 : la vaccination contre la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite, la coqueluche, l'Haemophilus influenzae b, l'hépatite B, le méningocoque C, le pneumocoque, la rougeole, les oreillons et la rubéole est obligatoire jusqu'à 2 ans.
- Enfants nés avant le 1er janvier 2018 : la vaccination contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite est obligatoire.

CONDITIONS D'ACCUEIL

Article 7 : Durée d'accueil

L'accueil des enfants est possible entre 1 et 5 journées hebdomadaires, fixes et définis dans le contrat.

En cas de changement de situation familiale ou professionnelle en cours d'année scolaire (chômage, changement d'employeur ou modification du contrat de travail), il est possible de revoir le contrat d'accueil, sous réserve de l'accord de la Directrice et dans le cadre des conditions de fonctionnement de l'établissement et de son agrément. Le contrat pourra également être revu pour convenance personnelle mais uniquement deux fois par an, toujours sous réserve de l'accord de la Directrice et dans le cadre des conditions de fonctionnement de l'établissement et de son agrément.

Les dérogations exceptionnelles visant à l'accueil de l'enfant un jour où il est habituellement absent peuvent être acceptées si les conditions d'accueil le permettent, et doivent faire l'objet d'un accord de la directrice de l'établissement.

Spécificités :

Crèche familiale :

L'accueil des enfants n'est possible que 5 jours par semaine.

Multi-accueil Trampoline :

Les enfants sont accueillis à temps partiel, en journée complète. Les bébés sont accueillis uniquement sur des journées consécutives.

Article 8 : Contrat d'accueil

Le contrat d'accueil définit les modalités d'accueil fixées entre la famille et la directrice de l'établissement pour les entrées en septembre. Il sera proratisé en fonction du mois d'accueil de l'enfant lorsque celui-ci arrive en cours d'année. Il précise le temps de présence choisi, les jours et heures d'arrivées et de départs de l'enfant en fonction des besoins des familles ainsi que les modalités de révision.

Le contrat d'accueil est établi entre le demandeur et la directrice de l'établissement, pour une période allant de la date d'arrivée de l'enfant au 31 août suivant, soit 12 mois au maximum. Pour les enfants entrant à l'école maternelle à la rentrée de septembre suivante, le contrat est établi pour une durée de 11 mois, puisque l'accueil de ces enfants prendra fin au plus tard à la fermeture estivale de la crèche.

Il est actualisé au début de chaque année civile et renouvelé à chaque rentrée des crèches, fin août ou début septembre.

Il est révisable à l'initiative de la Ville ou des familles en cas de changement de situation familiale ou professionnelle (chômage, changement d'employeur ou modification du contrat de travail) ou pour convenance personnelle. Le contrat ne pourra être modifié pour convenance

personnelle que 2 fois par an.

La demande de modification de contrat devra être faite avant le 15 du mois pour une application au 1er du mois suivant. Dans tous les cas, la modification entraîne la signature d'un nouveau contrat et la révision du droit à congés en fonction des congés déjà pris.

Il existe différents types d'accueil au sein des établissements de la Petite Enfance :

- l'accueil régulier :

Il concerne les enfants qui fréquentent l'établissement régulièrement et de manière récurrente, selon un planning prévu d'avance.

Les enfants sont connus et inscrits dans la structure selon un contrat établi avec les parents sur la base d'un nombre d'heures mensuelles. La facturation fait l'objet d'une mensualisation.

- l'accueil occasionnel :

L'accueil occasionnel correspond à un besoin ponctuel. Les besoins sont connus à l'avance et non récurrents, en fonction des places disponibles.

L'enfant est dans ce cas déjà connu de la structure mais la signature d'un contrat d'accueil n'est pas nécessaire. La durée de l'accueil est limitée et ne se renouvelle pas à un rythme régulier

- l'accueil d'urgence :

L'accueil d'urgence concerne un enfant dont les parents, à la suite à une situation imprévue et à risque, se trouvent dans l'incapacité de s'en occuper.

Les besoins des familles ne peuvent être anticipés. Il s'agit du cas où l'enfant n'a jamais fréquenté la structure et pour lequel les parents souhaitent bénéficier d'un accueil en urgence.

Article 9 : Entretien, repas

La famille fournit et entretient les vêtements et objets personnels de l'enfant, marqués à son nom et une petite pharmacie de base. Les bijoux, les barrettes, les écharpes, les vêtements portant des cordons, les billes, les pièces de monnaie et tout autre petit objet ne sont pas acceptés pour raison de sécurité. Si les doudous sont les bienvenus dans l'établissement pour l'accompagnement de l'enfant tout au long de la journée, tous les autres objets doivent l'attendre à la maison.

Le petit-déjeuner et le repas du soir sont donnés par les parents, ainsi que le bain quotidien.

Sauf conditions particulières (allaitement maternel et certains régimes alimentaires pour lesquels un certificat médical sera exigé), les aliments donnés à l'enfant pendant son accueil sont fournis par l'établissement.

En cas d'allergie ou d'intolérance alimentaire, un Projet d'Accueil Individualisé (PAI), élaboré en partenariat entre le médecin traitant, le référent santé et accueil inclusif, la directrice de la structure et la famille, sera mis en place. Dans ce cadre, il pourra être demandé à la famille d'amener le repas de l'enfant en respectant la chaîne du froid.

Les couches sont fournies par la structure.

Les parents peuvent apporter le lait et les couches de leur choix, sans que cela puisse donner lieu à une réduction tarifaire.

VIE QUOTIDIENNE

Article 10 : Période de familiarisation

Après la date définitive d'admission, une période obligatoire de familiarisation est organisée avec les parents afin de préparer l'accueil en favorisant le lien entre l'enfant, les parents et les professionnels.

Cette période de familiarisation, d'une durée moyenne de 5 à 10 jours, est modulable selon les situations. La participation des parents y est indispensable.

Article 11 : Horaires d'ouverture

Les établissements municipaux sont ouverts du lundi au vendredi de 8h à 18h30.
L'accueil se fait jusqu'à 9h30 ou 10h, en fonction de l'agencement des structures.

Pour le bien-être de l'enfant, il est conseillé de venir le chercher après 16h30. Néanmoins, il est possible de venir avant 16h, sous réserve de l'accord préalable de la Directrice. La fermeture des accueils ayant lieu à 18h30, les parents arrivent au plus tard à 18h15.

Article 12 : Congés, absences et retard de l'enfant

Afin d'organiser au mieux le planning de la crèche et de permettre un accueil de qualité au sein de la structure, la directrice doit être avertie par écrit :

- Au minimum 2 semaines pour des absences hors congés scolaires
- Au minimum 1 mois pour des absences lors de congés scolaires
- Au 30 avril pour les congés des mois de juillet et août

Le défaut d'information entraînera une facturation.

Le nombre maximal de jours de congés pouvant être pris sur une année scolaire est fixé en fonction du nombre de jours d'accueil de l'enfant et s'entend hors jours de fermeture de l'établissement :

- enfant accueilli 5 jours : 45 jours de congés, soit 9 semaines
- enfant accueilli 4 jours : 36 jours de congés
- enfant accueilli 3 jours : 27 jours de congés
- enfant accueilli 2 jours : 18 jours de congés
- enfant accueilli 1 jour : 9 jours de congés

Si les absences de l'enfant pour congés dépassent ce nombre de jours, la Ville se réserve le droit de prononcer son exclusion afin de pouvoir attribuer sa place à un autre enfant en liste d'attente.

Si une absence doit intervenir pour des raisons de santé, il est nécessaire de fournir un certificat médical ou d'hospitalisation avant le dernier jour du mois en cours. Si ces conditions ne sont pas respectées, les réservations seront facturées. La déduction est effective au 1^{er} jour pour les maladies qui nécessitent légalement une éviction obligatoire (voir affichage dans les structures) et pour les hospitalisations et après un délai de carence de 3 jours calendaires en cas de maladie justifiée par un certificat médical.

Les parents d'enfants accueillis en multi-accueil ou en mini-crèche sont tenus d'informer la directrice de la structure de l'absence ponctuelle ou du retard de l'enfant avant 8h30.

Les parents d'enfants accueillis chez une assistante maternelle sont tenus d'informer l'assistante maternelle ou la directrice de la crèche familiale de l'absence ponctuelle ou du retard de l'enfant à 8h00.

Si exceptionnellement et pour une raison indépendante de la volonté des parents, l'enfant est toujours présent au-delà de 18h30, il sera gardé sur sa structure en accord avec la directrice. Sans nouvelle des parents ou des personnes habilitées à reprendre l'enfant, la directrice prendra les mesures nécessaires avec le Commissariat de Police pour éventuellement confier l'enfant au Foyer départemental de l'enfance de Sucy-en-Brie, 2 rue des Varennes.

Les retards répétés seront dans un premier temps facturés et par la suite il pourra être mis un terme à l'accueil de l'enfant dans l'établissement.

Article 13 : Fermetures et regroupements

Les établissements sont ouverts du lundi au vendredi. Ils sont fermés les jours fériés, les jours de fermeture des services municipaux décidés par Monsieur le Maire ainsi que lors de deux journées pédagogiques. Celles-ci, organisées par le service Petite Enfance de la Ville, permettent d'assurer la mise en place et le suivi des projets pédagogiques et de mener une réflexion avec l'ensemble du personnel sur la vie collective des structures Petite Enfance. L'ensemble des établissements est fermé ces jours-là. Les parents sont informés au moins deux mois avant la date de ces journées pédagogiques.

Des fermetures provisoires pour travaux peuvent intervenir en cours d'année. Les parents sont prévenus le plus tôt possible.

Les structures d'accueil de jeune enfant municipales sont fermées quatre semaines durant la période estivale et une semaine pendant les vacances de Noël. Un calendrier spécifique de fermeture est transmis aux familles.

En fonction du nombre d'enfants, l'accueil est susceptible d'être organisé en regroupement sur l'une des structures lors des vacances scolaires d'été.

Article 14 : Personnes responsables de l'enfant

La situation s'apprécie par rapport à l'exercice de l'autorité parentale. Elle est examinée dès l'inscription. Elle est déterminante pour la directrice de l'établissement car elle lui permet de

savoir à qui doit être remis l'enfant. En cas de changement dans l'exercice de l'autorité parentale, le détenteur de l'autorité parentale doit immédiatement signaler cette décision par écrit et fournir les justificatifs. En cas de désaccord entre les personnes ayant l'autorité parentale, la Ville ne prendra pas partie et demandera la saisine du Juge aux Affaires Familiales qui demeure le seul compétent pour proposer un arbitrage.

Il est impératif qu'un des deux parents soit joignable dans la journée.

Des tiers, âgés de 18 ans au moins, peuvent venir chercher l'enfant, sur autorisation expresse et écrite de la ou des personnes exerçant l'autorité parentale. Ils doivent être munis d'une pièce d'identité. Les parents doivent en informer impérativement la directrice. Les parents ou les adultes accompagnants l'enfant, s'engagent à avoir un comportement calme et respectueux envers les autres enfants et le personnel, garantissant ainsi la sérénité du lieu d'accueil.

Il est rappelé que, à l'exception des parents ou des personnes habilitées à accompagner et reprendre l'enfant, nul n'est admis à pénétrer dans l'établissement sans autorisation préalable de la directrice.

Article 15 : Départ définitif de l'enfant

Les parents doivent informer la directrice du départ définitif de l'enfant par écrit et au moins un mois à l'avance. En cas de non-respect de ce préavis, il sera demandé aux parents le paiement des heures correspondant au nombre de jours de préavis non respectés.

Lors de la fermeture estivale des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant, les enfants scolarisés en septembre à l'école maternelle pourront être accueillis dans un centre de loisirs maternel, sous réserve qu'ils soient propres.

Un partenariat entre les équipes de crèches et les animateurs du service périscolaire est prévu pour assurer la transition.

Article 16 : Cessation d'accueil de l'enfant

En dehors du départ volontaire de l'enfant, il pourra être mis un terme à l'accueil de l'enfant dans l'établissement pour les motifs suivants :

- le déménagement de la famille hors de Joinville-le-Pont ;
- l'absence imprévue de l'enfant pendant deux semaines sans que la Directrice ait été avertie du motif ;
- le non-respect grave ou répété du règlement de fonctionnement, notamment des horaires ;
- tout comportement perturbateur d'un parent ayant pour conséquence de troubler gravement le fonctionnement de l'établissement ;
- toute déclaration inexacte concernant l'autorité parentale et les ressources ;
- la non-présentation de l'enfant le premier jour de l'adaptation, sauf cas de force

majeure dûment justifié ;

- la non-présentation du carnet de vaccination à jour.

La cessation d'accueil est prononcée par le Maire. La décision motivée est notifiée à la famille par courrier moyennant un préavis d'une semaine. Toutefois en cas de troubles pouvant mettre en danger la sécurité des enfants ou du personnel des établissements, la décision pourra être exécutoire immédiatement.

SANTE DE L'ENFANT

Article 17 : Dispositions médicales

Le référent santé et accueil inclusif (RSAI) des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant de la commune est une infirmière diplômée d'Etat.

Il appartient aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux de l'enfant de porter à la connaissance du référent santé et accueil inclusif les soucis de santé de l'enfant (maladie, traitement au long cours, allergie, etc.), les situations de handicap ou toute situation pouvant nécessiter une attention particulière.

Le référent santé et accueil inclusif (RSAI) des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant de la commune est une infirmière diplômée d'Etat.

Il appartient aux titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux de l'enfant de porter à la connaissance du référent santé et accueil inclusif les soucis de santé de l'enfant (maladie, traitement au long cours, allergie, etc.), les situations de handicap ou toute situation pouvant nécessiter une attention particulière.

- Administration de médicaments en crèche

Tout traitement prescrit par le médecin traitant et donné à la maison doit être signalé au personnel des structures d'accueil.

Les prises de médicaments du matin et du soir sont à donner par les parents. Le traitement du midi ne pourra être administré, selon les termes de l'article R 2111-1 du code de la santé publique, que par le personnel habilité de l'établissement, à la demande écrite du ou des titulaires de l'autorité parentale ou des représentants légaux, sur présentation de l'ordonnance (ordonnance devra être datée avec le nom, prénom, poids de l'enfant, nom des médicaments, posologie, horaire d'administration et durée du traitement), de l'autorisation parentale d'administration et après avis de l'infirmière-référent santé et accueil inclusif et/ou de la directrice de l'établissement. L'ordonnance ou sa photocopie restera sur la structure pendant la durée du traitement. Les médicaments devront être fournis. Le nom et prénom de l'enfant seront inscrits sur le contenant. En cas de délivrance d'un médicament générique, les parents veilleront à ce que le pharmacien indique lisiblement sur l'ordonnance le nom du produit

générique.

L'administration de médicaments fait l'objet d'un protocole interne de traçabilité (identité de l'enfant, date et heure de l'administration, nom du professionnel ayant administré le traitement, nom et posologie du médicament administré).

Dans le cas d'une pathologie chronique nécessitant la prise quotidienne de médicaments, celle-ci devra s'intégrer dans le cadre d'un Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I.).

- Protocole d'Accueil Individualisé

L'intégration d'un enfant ayant une affection chronique ou tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière ne se fait qu'après la mise en place d'un projet d'accueil individualisé (PAI), avec la participation du médecin traitant, du référent santé et accueil inclusif, de la directrice de la structure et des parents de l'enfant.

- Enfant malade en crèche

Le responsable de la structure ou son représentant peut être amené à prévenir les parents si l'enfant présente des signes pathologiques au cours de la journée (diarrhée, vomissements, fièvre, etc.). Le protocole médical établi par le référent santé et accueil inclusif ou le médecin traitant (en cas de fièvre) sera appliqué.

En fonction de son état général, il pourra vous être demandé de venir chercher votre enfant pour faire établir un diagnostic médical. Une consultation médicale pourra être exigée en fonction de l'état de santé de l'enfant (fièvre, symptômes particuliers, etc.) avant le retour en crèche.

La fréquentation de la crèche en phase aigüe n'est pas souhaitable. La direction se réserve le droit de ne pas accueillir l'enfant si les symptômes sont trop sévère, si la maladie nécessite une surveillance médicale particulière ou en cas de risque élevé de contagion (exemples : fièvre élevée et/ou mal tolérée, gêne respiratoire, varicelle étendue, etc.)

Article 18 : Cas d'éviction

Les enfants atteints d'une pathologie contagieuse nécessitant une éviction et ceux dont l'état nécessite une surveillance ou des conditions de confort particulières, ne peuvent être accueillis. Certaines maladies contagieuses font l'objet d'une éviction obligatoire (tableau des maladies à éviction disponible auprès de la directrice de la crèche). Le retour de l'enfant en crèche se fait avec l'accord du référent santé et accueil inclusif, du médecin traitant et de la directrice. Un certificat de non contagion peut être exigé avant la réadmission de l'enfant.

Article 19 : Dispositions en cas d'urgence

En cas d'accident et de malaise grave, il sera immédiatement fait appel par la directrice aux services d'urgence, qui décideront d'une éventuelle hospitalisation.

Les parents seront prévenus par téléphone, le plus rapidement possible, des circonstances de l'incident et des dispositions qui ont été prises.

Article 20 : Assurances

La Ville de Joinville-le-Pont a souscrit une police d'assurance garantissant :

- les enfants accueillis sur les structures collectives ;
- les enfants accueillis chez les assistantes maternelles durant les activités proposées par la crèche familiale ;
- l'ensemble du personnel du service Petite Enfance, contre les conséquences de leur responsabilité civile à l'occasion des dommages qu'ils peuvent causer aux enfants ou que ces derniers peuvent causer à autrui.

Néanmoins, il est fortement recommandé aux parents de souscrire une assurance personnelle responsabilité civile qui garantit également les dommages concernant leur enfant.

LE PERSONNEL DU SERVICE PETITE ENFANCE

Le Service Petite Enfance est composé d'une équipe pluridisciplinaire, dirigé par une Directrice de la Petite Enfance, qui a pour mission la mise en œuvre des orientations de la politique petite enfance de la commune.

Une coordinatrice Petite Enfance, placée sous l'autorité de la Directrice de la Petite Enfance, organise et contrôle le fonctionnement opérationnel du service, dans le respect des réglementations en vigueur. Elle veille à la bonne gestion administrative des cinq établissements d'accueil du jeune enfant de la commune et contribue à l'amélioration des conditions d'accueil des enfants dans ces établissements, en assurant notamment le suivi de leur projet éducatif.

Une assistante administrative et financière assure le suivi du budget et des dossiers administratifs. Elle a en charge le suivi des inscriptions en crèches, les relations avec les familles et le suivi administratif des commissions d'attribution.

Article 21 : L'équipe

Le multi-accueil Trampoline, la crèche des petits Chéris ainsi que les mini-crèches des Canadiens et des Studios sont placées sous l'autorité de directrices, éducatrices de jeunes enfants (EJE).

Elles encadrent une équipe composée d'auxiliaires de puériculture, d'agents auprès d'enfants et d'agents techniques remplissant les fonctions de cuisinières et/ou lingères et/ou agents d'entretien.

Dans toutes les crèches, en application de l'article R.2324-24 du code de la santé publique, l'accueil des enfants est assuré par des professionnelles selon les taux d'encadrement suivants : 1 professionnelle pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnelle pour 8 enfants qui marchent.

Le multi-accueil familial est placé sous l'autorité de la coordinatrice petite enfance, éducatrice de jeunes enfants, qui encadre les assistantes maternelles.

Les « jardins d'éveil », qui accueillent lors de temps collectifs les enfants de la crèche familiale accompagnés de leur assistante maternelle, afin de favoriser leur éveil et les échanges avec d'autres enfants, sont placés sous l'autorité conjointe de la coordinatrice petite enfance et de la directrice de la crèche des Petits Chéris. Elles accompagnent par ailleurs les assistantes maternelles sur toute question pédagogique et assurent le suivi des enfants lors de leur passage de la crèche familiale à la crèche collective. L'équipe de la crèche anime ces temps d'activités ludiques.

Le référent santé et accueil inclusif et la coordinatrice petite enfance sont chargées de la veille sanitaire des établissements, qui bénéficient également du concours d'une psychologue.

Article 22 : Les fonctions de la directrice

La directrice est placée sous l'autorité de la de la Coordinatrice Petite Enfance.

Elle assure la direction, l'organisation et la gestion de sa structure. Elle fait appliquer les dispositions du présent règlement de fonctionnement. Elle encadre le personnel qui est sous sa responsabilité.

Elle est le garant de la qualité du travail de son équipe auprès des enfants et coordonne l'ensemble des actions entreprises en impulsant un projet d'établissement.

Elle participe à l'information des familles lors de l'inscription ainsi qu'à la commission d'attribution.

Elle fait respecter les règles d'hygiène et de sécurité, met en œuvre le protocole médical, gère le matériel d'urgence et prend les mesures adaptées en cas d'urgence.

Elle établit les liens avec les services départementaux et développe le partenariat avec les autres structures locales.

Spécificités :

La crèche des petits Chéris : en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice de la mini crèche des Canadiens ou exceptionnellement par la directrice d'une autre crèche communale.

Multi-accueil Trampoline : en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice de la mini-crèche des Studios ou exceptionnellement par la directrice d'une autre crèche communale.

Mini-crèche des Canadiens : en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice de la crèche des petits Chéris ou exceptionnellement par la directrice d'une autre crèche communale.

Mini-crèche des Studios : en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice du Multi-accueil Trampoline ou exceptionnellement par la directrice d'une autre crèche communale.

Multi-accueil familial : en cas d'absence de la coordinatrice petite enfance, la continuité de la fonction de direction est assurée par la directrice de la crèche des Petits Chéris ou de la mini-crèche des Canadiens, en collaboration avec le référent santé et accueil inclusif.

Article 23 : Les professionnels de santé et assimilés

Le référent santé et accueil inclusif :

- informe, sensibilise et conseille les équipes des crèches en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique ;
- apporte son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être, au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins ;
- assure des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des parents et du personnel des structures ;
- vérifie que l'état de santé de l'enfant est compatible avec la vie en établissement d'accueil du jeune enfant et que les vaccinations obligatoires sont à jour (voir article 6)
- peut assurer également un suivi paramédical préventif régulier (observations, entretiens avec les familles et les services extérieurs) ;
- garde une relation avec le médecin traitant dans l'intérêt de l'enfant ;
- est habilité à prendre des mesures en cas de maladies contagieuses en liaison avec les services de PMI ;
- participe à certaines réunions d'équipe et assure un rappel aux gestes de premiers secours du personnel une fois par an. Il met en place les protocoles médicaux.

Cette fonction sera assurée par une infirmière diplômée d'Etat.

La psychologue contribue, en liaison avec l'équipe et les parents, à la bonne adaptation des enfants et à leur épanouissement.

Elle apporte conseil aux parents, soutien et orientation au personnel des établissements.

Elle assure des temps d'observation sur les structures, des temps de réunions et de permanences.

Spécificités :

Crèche familiale : La psychologue assure une ou plusieurs visites à domicile, des temps d'observation aux jardins d'éveil et des temps de réunions avec les assistantes maternelles.

Article 24 : Les missions des autres personnels

L'éducateur(trice) de Jeunes Enfants assure l'accompagnement pédagogique de l'équipe des auxiliaires de puériculture et des assistant(es) éducatif(ves) petite enfance. Il/elle mène des

actions éducatives auprès des enfants au quotidien, élabore des projets en ce sens, selon les orientations du projet éducatif des crèches municipales et du projet pédagogique de l'établissement. Il/elle contribue à l'éveil et au développement psychomoteur, affectif et relationnel des enfants, en lien avec les familles.

L'auxiliaire de puériculture et l'assistant(es) éducatif(ves) petite enfance accueillent l'enfant et sa famille. Ils assurent un accueil individualisé en répondant aux besoins et sollicitations de l'enfant (sécurité affective, soins, éveil).

La cuisinière élabore les repas équilibrés sur le plan diététique et respecte les règles d'hygiène selon les textes en vigueur. La lingère assure l'entretien du linge. Ces fonctions peuvent être occupées par un même agent.

Spécificités :

Crèche des petits Chéris :

Un agent d'entretien municipal assure l'hygiène et l'entretien des surfaces et des locaux.

Multi-accueil Trampoline :

Les repas des enfants sont fournis par une société de restauration collective avec laquelle la Ville a passé un marché public.

Crèche familiale:

Les assistantes maternelles de la crèche familiale assurent individuellement l'accueil quotidien de l'enfant, la surveillance et les soins. Elles répondent à ses besoins et ses sollicitations, en partenariat étroit avec la direction.

Elles collaborent avec les éducatrices de jeunes enfants pour proposer des activités d'éveil à l'enfant (au domicile et au jardin d'éveil).

Elles confectionnent les repas, sauf conditions particulières (allaitement maternel et certains régimes, sur certificat médical).

Lorsqu'une assistante maternelle est absente, un accueil temporaire est organisé si besoin.

PARTICIPATION DES PARENTS

Article 25 : Dialogue individuel avec les parents

Tout au long de l'accueil de l'enfant, la directrice et son équipe encouragent la communication et le dialogue avec les parents en vue d'une prise en charge partagée et harmonieuse de l'enfant.

Chaque jour sont données oralement à la personne venant chercher l'enfant des transmissions reprenant les faits marquants de la journée.

Les parents peuvent à tout moment demander un rendez-vous auprès de la directrice, du référent santé et accueil inclusif ou de la psychologue.

Article 26 : Participation des parents
au fonctionnement de l'établissement

Les parents ont communication du présent règlement de fonctionnement, qui leur est présenté par la directrice à l'occasion de la constitution du dossier. La famille en prend connaissance et le signe.

La directrice, avec la participation de l'équipe, organise des réunions de parents sur des thèmes concernant la vie de l'enfant accueilli dans l'établissement.

La directrice est garante de la prise en compte de l'expression des parents sur le fonctionnement de l'établissement et la qualité de l'accueil

Article 27 : Discrétion, secret professionnel
et respect des droits des usagers

Les usagers de l'établissement ont droit à la confidentialité des informations les concernant.

La directrice et le personnel des structures, ainsi que l'ensemble des agents ayant à connaître des informations à caractère personnel concernant les parents et/ou enfants, sont soumis à l'obligation de discrétion vis-à-vis de ces informations.

L'infirmière apportant son concours est tenue quant à elle au secret professionnel. La violation du secret professionnel ou de l'obligation de discrétion – c'est-à-dire la révélation, en dehors des cas autorisés, de faits de nature confidentielle – constitue une faute, qui peut entraîner une sanction.

Seules des informations individuelles concernant l'enfant, son comportement et les conditions d'accueil, sont susceptibles d'être communiquées aux parents par le personnel de l'établissement.

Tout usager dispose de droits sur ses données, notamment d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement, d'un droit de s'opposer au traitement de ses données, d'en demander la limitation et du droit à la portabilité des données fournies.

Les directrices et le personnel administratif du service ont accès, par l'intermédiaire du service internet CDAP, à certaines informations de la base allocataire de la CAF du Val de Marne, nécessaire à la détermination du tarif applicable.

L'accord de la famille est sollicité pour accéder au site sécurisé CDAP : un formulaire d'autorisation d'accès dûment signé doit figurer dans le dossier administratif d'admission. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, chaque usager peut s'opposer à la consultation des informations le concernant. Dans ce cas, il lui appartient de fournir les informations nécessaires au traitement de son dossier.

Il est strictement interdit aux parents de prendre des photos et des enregistrements audio et vidéo des enfants et du personnel au sein des crèches.

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 28 : Taux horaire de participation familiale

La tarification appliquée aux familles par les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant respecte le barème national des participations familiales. Etabli par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), il est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un EAJE bénéficiant de la prestation de service unique.

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas.

Le barème des participations familiales consiste à appliquer un taux de participation familiale fixé par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), variable selon le type d'EAJE et le nombre d'enfants à charge, aux ressources mensuelles de la famille. Les ressources retenues sont celles de l'année N-2 et sont encadrées par un plancher, fixé chaque année par la CNAF, et un plafond, fixé par délibération du Conseil Municipal.

Le barème applicable en accueil collectif et crèche familiale, pour les contrats à compter du 1^{er} septembre 2019, est disponible en annexe 1. Les montants de ressources mensuelles plancher (minimum) et plafond (maximum), pour la commune de Joinville-le-Pont, sont disponibles en annexe 2.

Le produit du revenu mensualisé (revenu annuel / 12) par le taux d'effort donne le taux horaire de participation financière de la famille. Le revenu pris en compte est constitué par les revenus nets N-2 imposables avant abattements fiscaux (tels que déclarés aux services fiscaux et transmis à la CAF). Dès lors, toute réclamation ou demande de révision concernant les ressources prises en compte est à adresser d'abord à la CAF.

Pour les parents allocataires des Caisses d'Allocations Familiales, la détermination du montant des ressources à retenir s'effectue en utilisant le service CDAP. Dans le cas de familles non allocataires, la détermination du montant des ressources à retenir s'effectue à partir de l'avis d'imposition N-2.

Pour les familles non allocataires ne disposant ni d'un avis d'imposition ni de fiches de salaire, les ressources plancher (minimum) seront prises en compte afin de déterminer le montant des participations familiales.

En cas de refus de production du numéro d'allocataire et/ou de justificatifs de ressources ou en cas de déclaration inexacte, il sera appliqué le tarif correspondant au plafond des ressources mensuelles au regard de la composition de la famille et ce à l'issue du 1^{er} mois d'accueil.

Ces tarifs sont affichés dans les établissements Petite Enfance et sont communicables sur simple demande.

Lorsqu'une famille a un enfant porteur de handicap au foyer, le taux d'effort immédiatement inférieur est appliqué.

La tarification applicable à la famille est déterminée lors de l'admission de l'enfant et fait l'objet d'une révision annuelle ayant lieu au 1^{er} janvier de chaque année, sauf circonstances exceptionnelles (changement de la situation familiale ou professionnelle).

Les contestations relatives au tarif applicable seront recevables par écrit.

En cas d'erreur défavorable commise dans le calcul de la participation familiale, du fait de la famille ou du fait de l'établissement, une révision du tarif est opérée de façon rétroactive.

Si l'erreur du fait de l'établissement était favorable à la famille, la révision s'applique à compter de la date de notification du nouveau tarif.

Article 29 : Facturation et paiement

La facturation est calculée à partir des heures inscrites au contrat d'accueil. Elle est mensualisée selon la formule suivante :

$$Px = \frac{N \times Tx}{M}$$

- Px est le montant de la facture mensuelle
- N est le nombre d'heures d'accueil annuelles prévisionnelles (contractuelles)
- Tx est le taux horaire de participation, tel que déterminé à l'article précédent
- M correspond à 12 mois sauf arrivée en cours d'année. M est dans ce cas égal à 12 mois moins le nombre de mois écoulés depuis septembre.

Pour les enfants entrant à l'école maternelle à la rentrée scolaire de septembre suivante, M correspond à 11 mois puisque l'accueil de ces enfants se terminera au plus tard à la fermeture estivale de la crèche.

- Les congés sont déduits au fur et à mesure de leur prise.

S'ajoute à la facturation de base tout temps de présence réalisé en plus du contrat d'accueil, au même tarif horaire comme suit :

A partir de :

- la 6^{ème} minute : 30 minutes facturées
- la 31^{ème} minute : 1 heure facturée

En cas de dépassement des horaires prévus par le contrat, toute demi-heure commencée est comptabilisée, tant en ce qui concerne les heures réalisées que les heures facturées.

Pour les accueils réguliers, une cotisation annuelle pour frais de dossiers d'un montant de 50 € par famille sera prélevée sur la facture du mois de septembre de l'année N pour les enfants accueillis par contrat d'août ou septembre N à juillet N+1 ou sur la facture du 1^{er} mois d'accueil pour les enfants admis en cours d'année. Cette cotisation n'est pas remboursable en cas de départ anticipé de l'enfant.

Pour les demandes d'accueil occasionnel, les heures et journées d'accueil réservées par les parents serviront de base à la facturation mensuelle.

La facturation de l'accueil d'urgence se fait sur la base des heures réalisées.

Pendant la période d'adaptation, la facturation se fait sur la base des heures réalisées.

Le paiement des participations familiales s'effectue à terme échu. Les familles disposent de plusieurs modalités de paiement :

- paiement en espèces en Mairie (horaires et jours d'ouverture de la Mairie)
- paiement par chèque (à déposer ou à envoyer en Mairie, Régie Unique).
- paiement par carte bancaire, via un site sécurisé de télé-paiement
- paiement par prélèvement automatique

La facture est adressée par voie postale ou par courriel.

Les sommes sont exigibles dès réception de la facture et doivent être réglées au plus vite. En cas de non-paiement, une lettre de relance est adressée à la famille. A défaut de paiement, la créance est transmise par la Ville au Trésor public.

Article 30 : Pointage des enfants – temps de présence en crèche

Seuls les parents- ou accompagnants- de l'enfant sont invités à s'identifier chaque matin, à l'arrivée, et chaque soir, au départ, sur le logiciel de gestion Petite Enfance. A l'aide de l'écran tactile mis à leur disposition, les familles enregistrent les heures d'arrivée et de départ de l'enfant. Ces enregistrements permettent de générer la facturation en fin de mois. L'absence de pointage est préjudiciable à la l'établissement de la facturation et pourra entraîner une facturation sur toute la durée d'ouverture de la structure.

Dès le 2^{ème} mois de présence de l'enfant, toute absence de pointage donnera lieu à une facturation au maximum de l'amplitude d'ouverture journalière de la crèche, soit 10h30. Le dépassement par rapport au contrat sera facturé en heures supplémentaires.

Article 31 : Exonérations spécifiques

Ouvrent droit à déduction spécifique sur le forfait mensuel de paiement, les absences :

- pour congés, si ces derniers sont posés dans les conditions prévues par l'article 12 ;
- pour hospitalisation de l'enfant dès le premier jour, justifié par un bulletin d'hospitalisation ;
- pour les évictions préconisées par l'arrêté du 14 mars 2003, dès le 1^{er} jour ;
- pour les évictions préconisées par le référent santé et accueil inclusif ou la direction, dès le 1^{er} jour ;
- pour maladie justifiée par un certificat médical, à l'issue d'un délai de carence de 3 jours calendaires ;

- les jours de fermeture exceptionnelle de la structure.

Article 32 : Subventions publiques

Les subventions publiques octroyées par la Caisse d'Allocations Familiales aux gestionnaires des structures d'accueil du jeune enfant sont basées en partie sur les heures de fréquentation réelle des enfants. Ces heures doivent être fiables, pour que les subventions publiques versées par la CAF correspondent au juste financement. Dès lors, le gestionnaire est tenu à la plus grande vigilance quant au correct enregistrement de ces heures. Les familles sont invitées à informer la direction de la structure de toute erreur dans le relevé d'heures de présence réelle qui leur serait transmis. Des contrôles peuvent être diligentés par la CAF.

DISPOSITIONS FINALES

Article 33 : Le projet d'établissement

Le présent règlement de fonctionnement s'inscrit dans le cadre d'un projet d'établissement. Celui-ci comprend un projet d'accueil, un projet social et de développement durable, un projet éducatif et les protocoles des crèches. Il est mis à la disposition des parents qui souhaitent le consulter.

Le projet d'accueil présente les prestations proposées, les dispositions particulières pour l'accueil de l'enfant en situation de handicap ou atteint de maladie chronique et les compétences mobilisées.

Le projet social et de développement durable des structures prend en compte les spécificités du contexte local et les besoins particuliers des familles.

Il définit notamment les activités qui peuvent être menées avec d'autres établissements ou en coordination avec eux et les relations avec les organismes extérieurs. Il intègre les objectifs d'accompagnement de la fonction parentale et la démarche en faveur du développement durable.

Le projet éducatif porte sur l'accueil, le soin, le développement, l'éveil et le bien-être des enfants. Il est établi par le Service Petite Enfance.

Les protocoles des crèches détaillent les mesures à prendre dans les situations d'urgence, les mesures préventives d'hygiène générale et les mesures d'hygiène renforcée, les modalités de délivrance de soins spécifiques, les conduites à tenir et les mesures à prendre en cas de suspicion de maltraitance ou de situation présentant un danger pour l'enfant et les mesures de sécurité à suivre lors des sorties hors de l'établissement.

Article 34 : Participation au Fichier Localisé des Usagers d'EAJE (FILOUE)

Les Caisses d'Allocations Familiales participent financièrement au fonctionnement et à l'investissement des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE). Afin d'améliorer l'action de la branche famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) souhaite mieux connaître le profil des enfants qui fréquentent les EAJE et leur familles. Dans cette perspective, elle a besoin de disposer d'informations détaillées sur les publics usagers des EAJE.

Pour ce faire, elle a produit le Fichier Localisé des Usagers d'EAJE (FILOUE), à finalité purement statistique.

La CNAF demande aux gestionnaires d'EAJE de lui transmettre, chaque année, un fichier d'informations sur les enfants accueillis (âge, commune de résidence, numéro d'allocataires des parents ou régime de sécurité sociale, etc.) et sur les modalités de leur accueil (nombre d'heures, facturation, etc.) La Ville de Joinville-le-Pont a ainsi signé avec la Caisse d'Allocations

Familiales du Val-de-Marne un avenant à la Convention d'objectifs et de financement au titre de la prestation de Service Unique, actant sa participation à l'enquête FILOUE.

Après accord des parents (voir article 35), le service Petite Enfance dépose les données concernant les familles et les enfants sur un espace sécurisé réservé à l'échange, transmis directement à la CNAF. Le traitement de ces données à caractère personnel donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par la CNAF.

Conformément à l'article 21 du RGPD, les parents peuvent s'opposer à cette transmission de données.

DIRECTION DU LIEN SOCIAL ET DE LA PETITE ENFANCE

Madame, Monsieur.....

Responsables légaux de l'enfant :

Accueilli au sein de l'établissement :

Demeurant :

.....

- déclarent avoir pris connaissance du règlement de fonctionnement unique des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant de Joinville-le-Pont dont ils ont reçu un exemplaire original ;
- acceptent de le respecter et attestent sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis lors de l'inscription de leur enfant ;
- autorisent le responsable de l'établissement à consulter les informations les concernant sur le site Internet sécurisé de la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne permettant la consultation des ressources des familles ;
- acceptent que des données à caractère personnel soient transmises à la CNAF à des fins statistiques relatives aux publics accueillis dans les EAJE.

La Ville de Joinville-le-Pont se réserve le droit de réexaminer le maintien en structure d'un enfant et de procéder à son exclusion si ce règlement n'était pas respecté.

Fait à Joinville-le-Pont, le.....

Signature des parents (ou du représentant légal) précédées de la mention « lu et approuvé »

TAUX DE PARTICIPATION FAMILIALE PAR HEURE FACTURÉE EN ACCUEIL COLLECTIF ET EN
CRECHE FAMILIALE A PARTIR DU 1^{er} JANVIER 2025

Nombre d'enfants	Taux de participation familiale par heure facturée Accueil collectif	Taux de participation familiale par heure facturée Accueil familial
1 enfant	0.0619%	0.0516%
2 enfants	0.0516%	0.0413%
3 enfants	0.0413%	0.0310%
4 enfants	0.0310%	0.0310%
5 enfants	0.0310%	0.0310%
6 enfants	0.0310%	0.0206%
7 enfants	0.0310%	0.0206%
8 enfants	0.0206%	0.0206%
9 enfants	0.0206%	0.0206%
10 enfants	0.0206%	0.0206%

ANNEXE 2

MONTANTS PLANCHER ET PLAFOND POUR LE CALCUL DU PRIX HORAIRE D'ACCUEIL

Le montant de ressources plancher à retenir est égal au RSA socle mensuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement. A compter du 1^{er} janvier 2025, le plancher de ressources à prendre en compte s'élève à 801 €. Pour les années suivantes, le montant sera publié en début d'année civile par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales.

Ce plancher de ressources est à retenir pour le calcul des participations familiales concernant :

- les familles ayant des ressources nulles ou inférieures à ce montant plancher ;
- les enfants placés en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance ;
- les personnes non allocataires ne disposant ni d'avis d'imposition, ni de fiches de salaires.

Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois. La CNAF a fixé le plafond des ressources mensuelles à 8 500 € à compter du 1^{er} septembre 2025.

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1

LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE
La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2

LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ
La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3

LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE
La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4

LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS
La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5

LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME
La laïcité offre à chacun et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6

LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS
La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7

LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ
Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE
La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

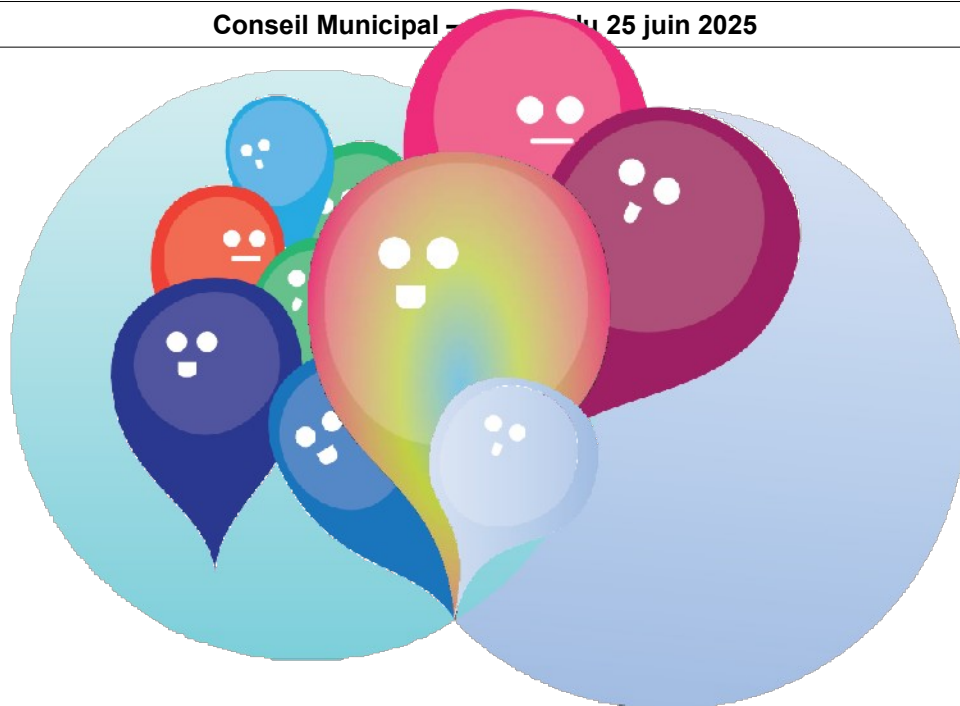
ARTICLE 9

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE
La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.



Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025





Crèche Familiale

63 avenue Jean d'Estienne d'Orves - 94340 Joinville-le-Pont
Tél : 01 48 83 89 13 / creche.familiale@joinvillelepont.fr

Mini-crèche des Canadiens

3 place des Canadiens - 94340 Joinville-le-Pont
Tél : 01 48 86 22 28 / creche.canadiens@joinvillelepont.fr

Mini-crèche des Studios

7ter avenue du Président Wilson - 94340 Joinville-le-Pont
Tél : 01 43 97 08 42 / creche.studios@joinvillelepont.fr

Multi-accueil Trampoline

6 avenue Joyeuse - 94340 Joinville-le-Pont
Tél : 01 55 97 29 50 / trampoline@joinvillelepont.fr

Multi-accueil Estienne d'Orves

63 avenue Jean d'Estienne d'Orves - 94340 Joinville-le-Pont
Tél : 01 48 83 19 20 / creche.edorves@joinvillelepont.fr

13 . Convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation du marché de restauration collective de la commune et du CCAS et au portage des repas à domicile

Le marché de restauration collective municipale doit être renouvelé en février 2026, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande prévu au 1° de l'article L.2125-1 du Code de la commande publique.

Les besoins en matière de restauration collective concernent à la fois la commune de Joinville-le-Pont et le centre communal d'action sociale (CCAS). Il est donc envisagé de constituer un groupement de commandes entre la commune et le CCAS afin de mutualiser la procédure de passation du marché, de réaliser des économies d'échelles et d'avoir un prestataire unique.

Il sera passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-7 Code de la commande publique.

La convention que je vous propose d'approuver organise les modalités de fonctionnement du groupement de commandes.

Elle prévoit que la commune sera le coordonnateur du groupement. A ce titre, la commune aura un certain nombre de missions à réaliser, dont la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence et le choix des entreprises. Elle aura également à sa charge une partie du suivi de l'exécution du marché avec la réalisation et la signature des éventuels avenants au marché. Chaque partie à la présente convention sera responsable du paiement de ses factures.

Cette convention liera la commune et le CCAS de la notification à l'expiration du marché conclu.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le projet de convention constitution d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS pour la passation du marché de restauration collective de la commune et du CCAS et au portage des repas à domicile ;
- Préciser que la commune sera le coordonnateur du groupement de commandes ;
- Autoriser Monsieur le Maire, à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

Principaux textes réglementaires	- articles L.2113-6 à L.2113-8, L.2123-1, L.2125-1 et R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique
Principaux documents de référence	- projet de convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation d'un accord cadre relatif à la restauration collective de la commune et du CCAS et au portage des repas à domicile

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne

procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Le marché de restauration collective arrive à échéance en février 2026. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, conformément aux dispositions du Code de la commande publique. Nos besoins en matière de restauration collective concernent à la fois la commune de Joinville-le-Pont et le CCAS.

Nous envisageons donc de constituer un groupement de commandes entre la commune et le CCAS, afin de mutualiser la procédure de passation de ce marché.

Je vous demande donc de bien vouloir approuver le projet de convention de constitution de ce groupement, en précisant que la commune sera le coordonnateur du groupement de commandes. Je vous propose également de m'autoriser à signer cette convention, laquelle a reçu un avis favorable de la Commission enfance et jeunesse.

Des questions ? Non ? Qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation du marché de restauration collective de la ville et du CCAS et au portage des repas à domicile à conclure entre le Centre Communal d'Action Sociale et la commune de Joinville-le-Pont.

Article 2 : Précise que la commune sera le coordonnateur du groupement de commandes.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élue ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élue remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention ainsi que les actes y afférents et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

14 . Convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation d'un marché de travaux de serrurerie et de menuiserie extérieure dans les bâtiments

Les besoins en matière de travaux de serrurerie et de menuiserie extérieure dans les bâtiments concernent à la fois la commune et le centre communal d'action sociale (CCAS). Il est donc envisagé de constituer un groupement de commandes entre la commune et le CCAS afin de mutualiser la procédure de passation du marché, de bénéficier d'économies d'échelles et d'avoir un prestataire unique pour chaque marché.

La convention que je vous propose d'approuver organise les modalités de fonctionnement du groupement de commandes.

Elle prévoit que la commune sera le coordonnateur du groupement. À ce titre, la commune mettra en œuvre la procédure de mise en concurrence et de choix des entreprises. Le suivi de l'exécution des marchés et le paiement des factures seront réalisés par chaque entité. Néanmoins, la commune aura

également à sa charge une partie du suivi de l'exécution du marché avec la réalisation et la signature des éventuels avenants.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS pour la passation du marché de travaux de serrurerie et de menuiserie extérieure dans les bâtiments ;
- Préciser que la commune sera le coordonnateur du groupement de commande ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

Principaux textes réglementaires	- articles L.2113-6 à L.2113-8, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique
Principaux documents de référence	- projet de convention constitutive d'un groupement de commandes pour le marché de travaux de serrurerie et de menuiserie extérieure dans les bâtiments

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.TAGNON : Il s'agit pour nous de réaliser des économies d'échelle en constituant un groupement de commandes entre la commune et le CCAS, afin d'utiliser une procédure mutualisée de passation du marché. Je vous demande donc de bien vouloir approuver ce projet de convention constitutive du groupement de commandes. Je précise que cette convention a reçu un avis favorable en commission Urbanisme, Transition écologique. Avez-vous des questions ? Non ? Qui est pour ? Merci

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation du marché de travaux de serrurerie et de menuiserie extérieure à conclure entre le centre communal d'action sociale et la commune de Joinville-le-Pont, annexé à la présente délibération.

Article 2 : Précise que la commune sera le coordonnateur du groupement de commandes.

Article 3 : Autorise le Maire, ou le cas échéant l'élue ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élue remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention constitutive du groupement de commandes et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

15 . Convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation du marché de nettoyage et entretien des bâtiments communaux et du CCAS

Le marché de nettoyage et d'entretien des bâtiments communaux et du CCAS doit être renouvelé en mars 2026, sous la forme d'un marché ordinaire ferme avec une partie en accord-cadre à bons de commande.

Les besoins en matière de nettoyage et d'entretien des bâtiments concernent à la fois la commune de Joinville-le-Pont et le centre communal d'action sociale (CCAS). Il est donc envisagé de constituer un groupement de commandes entre la commune et le CCAS afin de mutualiser la procédure de passation du marché, de réaliser des économies d'échelles et d'avoir un prestataire unique.

Il sera passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

La convention que je vous propose d'approuver organise les modalités de fonctionnement du groupement de commandes.

Elle prévoit que la commune sera le coordonnateur du groupement. A ce titre, la commune aura un certain nombre de missions à réaliser, dont la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence et le choix des entreprises. Elle aura également à sa charge une partie du suivi de l'exécution du marché avec la réalisation et la signature des éventuels avenants au marché. Chaque partie à la convention sera responsable du paiement de ses factures.

Cette convention liera la commune et le CCAS de la notification à l'expiration du marché conclu.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le projet de convention de constitution d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS pour la passation du marché de nettoyage et entretien des bâtiments de la commune et du CCAS ;
- Préciser que la commune sera le coordonnateur du groupement de commandes ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

Principaux textes réglementaires	- articles L.2113-6 à L.2113-8, L.2124-1, L.2124 - 2 et R.2161-2 à R.2161-5, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique
Principaux documents de référence	- projet de convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation d'un accord cadre relatif au nettoyage et à l'entretien des bâtiments communaux et du CCAS

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD,

Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. TAGNON : Les besoins en matière de nettoyage et d'entretien des bâtiments concernant à la fois le CCAS et la commune nous amènent à utiliser la même procédure de passation de marché, afin de réaliser des économies d'échelle. Cette démarche a reçu un avis favorable en commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité.

Avez-vous des questions ? Non ? Qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes relative à la passation du marché de nettoyage et d'entretien des bâtiments communaux et du CCAS à conclure entre le centre communal d'action sociale et la commune de Joinville-le-Pont., annexé à la présente délibération.

Article 2 : Précise que la commune sera le coordonnateur du groupement de commandes.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention ainsi que les actes y afférents et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

16 . Adhésion au groupement de commandes en vue de la passation du marché public de fourniture d'un espace numérique de travail (ENT) pour les écoles publiques ou privées sous contrat de l'académie de Créteil

Dans les établissements scolaires, la communication entre les enseignants et les élèves et leurs parents se faisait par le carnet de correspondance. Il s'est modernisé avec des outils numériques. Diverses applications ont été mises en place et ont été utilisées selon le niveau de classe des élèves. Toutefois, elles présentent des failles de sécurité et des non-conformités au Règlement Général de Protection des Données (RGPD). Dans ce contexte, l'Éducation Nationale a souhaité sécuriser les pratiques des enseignants.

Pour cela, les besoins de terrain ont été identifiés à partir d'un groupe d'enseignants référents et des conseillers pédagogiques numériques. Une expérimentation de l'utilisation de l'espace numérique de travail (ENT) a été proposée aux collectivités. Au-delà de la première année d'expérimentation, la fourniture d'un ENT relève des collectivités territoriales, selon la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République dite loi Peillon.

L'ENT met l'accent sur la sécurité et la protection des données, la conformité au RGPD, et l'intégration avec les systèmes nationaux d'authentification (EduConnect, France Connect, notamment). Les fonctionnalités clés incluent notamment : un agenda, un annuaire, une application mobile (avec accès limité pour les élèves après 20h30), un cahier de texte, un cahier de liaison.

Pour faciliter cette démarche et réaliser des économies d'échelles, l'Académie de Créteil s'est adressée à l'Association des Maires du Val-de-Marne et a proposé à l'ensemble des collectivités d'adhérer à un groupement de commandes dont la Région académique d'Île-de-France a été désignée comme coordinatrice.

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de notification du marché. Elle prend fin à la date de fin de validité du marché, reconductions comprises, soit une durée maximum de 48 mois.

En conséquence je vous demande de bien vouloir :

- approuver la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune et la Région académique d'Île-de-France pour la passation d'un marché permettant le déploiement de l'ENT.
- préciser que la Région académique d'Île-de-France sera le coordonnateur du groupement de commandes ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

Principaux textes réglementaires	- loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République dite loi Peillon
Principaux documents de référence	- convention de groupement de commandes en vue de la passation du marché public de fourniture d'un espace numérique de travail pour les écoles publiques ou privées sous contrat de l'académie de Créteil

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Mme. TOLLARD : Il s'agit pour nous d'adhérer à un groupement de commandes porté par la région académique d'Île-de-France, et notamment par l'académie de Créteil, afin de fournir à nos huit écoles un Espace Numérique de Travail (ENT). Cet ENT s'assimile à un agenda, un annuaire, un cahier de textes facilitant la communication entre les équipes pédagogiques et les familles. L'objectif est de réaliser des économies d'échelle grâce à une mutualisation des moyens. L'académie de Créteil en sera le coordinateur.

Nous vous proposons donc ce soir d'approuver l'adhésion de la ville de Joinville-le-Pont à ce groupement de commandes d'un ENT pour nos 8 écoles de la ville avec la région académique . Avez-vous des questions ? Qui est pour ? Je vous remercie.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune et la Région académique d'Île-de-France pour la passation d'un marché permettant le déploiement de l'ENT.

Article 2 : Précise que la Région académique d'Île-de-France sera le coordonnateur du groupement de commande.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention de partenariat et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

17 . Partenariat avec le Festival de Marne

Le Festi'Val de Marne est organisé chaque année depuis 1987 par l'association du même nom, avec le soutien du Département du Val-de-Marne. L'objectif de cet événement est de présenter chaque année une programmation plurielle et éclectique. On y retrouve des artistes de renommée internationale ainsi que des talents émergents sur les 30 scènes réparties sur tout le territoire.

La 39^{ème} édition se tiendra du 26 septembre 2025 au 18 octobre 2025. La commune de Joinville-le-Pont s'inscrira à nouveau dans cet événement phare de la rentrée dont le rayonnement dépasse le département.

Être partenaire du Festi'Val de Marne, c'est accueillir un ou plusieurs concerts dont la programmation est validée par la commune et le festival. Nous avons choisi de programmer le chanteur québécois Pierre LAPOINTE le mardi 14 octobre 2025.

Les coûts étant partagés, les dépenses de la commune liées à l'accueil de ce concert seront divisées par deux. Les recettes de billetterie seront elles aussi partagées entre la collectivité et le festival à 50/50.

Le festival est émetteur de la billetterie et les structures accueillant les spectacles n'interviennent qu'en tant que revendeur. Des tarifs « festival uniques » s'élevant à 22 € (tarif réduit) et 28 € (tarif plein) sont mis en place. L'application de ces tarifs est une condition pour être partenaire du festival. A titre informatif, les prix des places que nous aurions pratiqués pour ce concert selon notre politique tarifaire auraient été de 19 € (tarif réduit) et 24 € (tarif plein).

A ce titre, il revient au conseil municipal de créer des tarifs spécifiques pour les places de spectacle dans le cadre du Festi'Val de Marne 2025 d'un montant de 28 € pour le tarif plein et 22 € pour le tarif réduit.

Je vous propose de créer ces tarifs spéciaux, d'approuver la convention qui a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à la réalisation du concert de Pierre LAPOINTE dans le cadre du Festi'Val de Marne 2025 et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Principaux textes réglementaires	- délibération n°11 du 27 juin 2017 relative aux tarifs des spectacles
Principaux documents de référence	- convention de partenariat pour le Festi'Val de Marne 2025

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Mme. ALLAIN : Comme chaque année, nous sommes partenaires du Festival de Marne. Cette année marquera la 39^e édition, qui se tiendra du 26 septembre au 15 octobre 2025. Nous avons programmé le chanteur québécois Pierre Lapointe, qui se produira le mardi 14 octobre 2025 à Joinville. Comme à chaque édition, les coûts seront divisés par deux.

Avez-vous des questions ? Non ? Alors, qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Crée des tarifs spécifiques pour les places de spectacle dans le cadre du Festi'Val de Marne 2025 d'un montant de 28 € pour le tarif plein et de 22 € pour le tarif réduit.

Article 2 : Approuve le projet de convention de partenariat avec le Festi'Val de Marne.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention de partenariat et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

18 . Convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Faune Alfort

La commune de Joinville-le-Pont est engagée depuis plusieurs années en faveur de la place de l'animal en ville. Plus que jamais soucieuse de la préservation de la faune sauvage et attentive à la demande citoyenne de soulager la souffrance de la faune en détresse, la commune souhaite engager un partenariat avec l'association Faune Alfort, acteur réputé et reconnu dans ce domaine.

L'association Faune Alfort a pour première mission de recueillir et de soigner les animaux blessés, malades ou orphelins, appartenant à la faune sauvage européenne.

Deux centres de soins sont rattachés à l'association Faune Alfort : le Centre Hospitalier Universitaire Vétérinaire Faune Sauvage (CHUV-FS) et le Centre de Soins, d'Élevage et de Réhabilitation de la Faune Sauvage (CSERFS). Ces deux centres constituent la plus grande structure de soins à la faune sauvage en Ile-de-France. Elle a accueilli 9 119 animaux en 2024.

L'association a pour objectif d'assurer un service pour les franciliens, accessible tous les jours de l'année. S'agissant de soins à la faune sauvage, ce service ne peut prétendre à rémunération. Sa

perennité dépend de la générosité du public, de l'aide de mécènes et des collectivités territoriales.

Un centre de soins pour la faune sauvage est un établissement disposant de compétences, d'infrastructures, de matériels et d'autorisations légales pour soigner, réhabiliter, relâcher et permettre une survie à long terme des animaux sauvages dans leur milieu naturel.

Au sein de l'association, le parcours de soin d'un animal comprend :

- Le dépôt et l'enregistrement de l'animal au CHUV-FS, à l'École nationale vétérinaire d'Alfort, 7 avenue du Général de Gaulle, 94700 Maisons-Alfort ;
- L'examen clinique et l'hospitalisation de l'animal au CHUV-FS ;
- La réhabilitation au CSERFS situé dans la pépinière départementale, rue du Champ de l'Alouette 94520 Mandres-les-Roses ;
- Le relâcher sur le site de sa découverte ou dans un biotope adapté à son espèce.

Avec la mise en place de ce partenariat, la commune s'engage à assurer :

- Un soutien financier annuel à l'association, le temps de la durée de la convention, d'un montant de 3 000 € par an (par le versement d'une subvention de fonctionnement) ;
- Une communication ciblée et efficiente autour des actions et conduites à tenir pour l'assistance aux animaux sauvages en détresse ;
- La promotion de l'action de l'association et des centres de soins, et de leur nécessité, auprès de ses habitants et de ses partenaires.

L'Association s'engage à :

- Prendre en charge les animaux en détresse de la faune sauvage apportés par les citoyens de la commune à ses centres de soins ;
- Répondre aux demandes de conseils et d'expertise de la commune concernant la faune sauvage en détresse ;
- Tenir un stand lors d'une manifestation organisée par la commune, sauf cas de force majeure.

En outre, l'Association pourra assurer des prestations selon devis, à la demande de la commune :

- Formation d'agents municipaux sur la problématique de la faune en détresse ;
- Conférence pour les citoyens sur le thème de la faune sauvage ;
- Intervention en établissements scolaires sur le thème de la faune sauvage.

Ce partenariat sera établi pour une période de 3 ans.

Je vous propose d'approuver ce partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Faune Alfort.

Principaux textes réglementaires	- loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment les articles 9-1 et 10
Principaux documents de référence	- convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Faune Alfort

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. BAHMAD : Dans le cadre de notre engagement pour la protection de la faune sauvage, il vous est proposé ce soir d'approuver une convention de partenariat avec l'Association Faune Alfort, un acteur reconnu pour son travail en matière de soins et de réhabilitation des animaux sauvages blessés.

Cette convention prévoit notamment :

- Une subvention annuelle de 3 000 € destinée à couvrir les soins apportés aux animaux trouvés sur le territoire communal ;
- Une collaboration renforcée autour d'actions de sensibilisation, de conseil et de formation ;
- La tenue d'un stand de l'association lors d'un prochain événement communal.

Ce partenariat est prévu pour une durée de trois ans. Il a reçu un avis favorable de la Commission Transition écologique, urbanisme et mobilité. Je vous invite donc à approuver cette convention de partenariat, ainsi que le versement de la subvention annuelle de 3 000 €.

Avez-vous des questions ? Qui est pour ? Adopté à l'unanimité. Merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve la convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Faune Alfort.

Article 2 : Approuve le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 000,00 € à l'association Faune Alfort pour l'année 2025.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention de partenariat et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

19 . Convention d'occupation précaire du domaine privé de la commune avec l'association AMAP94

L'association pour le maintien d'une agriculture paysanne – Val-de-Marne (AMAP 94) a pour objet le développement de l'agriculture paysanne de proximité, la promotion d'un commerce équitable local entre agriculteurs et consommateurs ainsi que la promotion d'une alimentation de qualité auprès des consommateurs.

Pour cela, elle réalise des partenariats de proximité entre un groupe de consommateurs et une ferme située en zone péri-urbaine. L'association organise des distributions sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont.

Dans ce contexte, la commune souhaite mettre à disposition de l'association un terrain d'une superficie approximative de 305m² et ses annexes, composées d'un abri et un local de stockage, appartenant à son domaine privé sis 5 place Mozart à Joinville-le-Pont, sur les parcelles cadastrées section L n°208 et 263.

Cette convention sera conclue pour une durée d'un an reconductible une fois pour la même durée soit une durée totale de deux ans.

Au regard de la nature de l'association, la mise à disposition est consentie à titre gracieux. En contrepartie l'association s'engage à :

- Faire état du soutien de la commune dans tous ses documents en interne et à destination du public ;

- Participer dans la limite de ses moyens à des manifestations ponctuelles organisées par la commune pour lesquelles elle serait sollicitée ;
- Informer par un bilan détaillé de ses activités de l'année précédente et un projet des activités prévues pour l'exercice suivant.

Je vous proposer d'approuver le projet de convention d'occupation précaire du domaine privé de la commune avec l'association AMAP94 et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Principaux textes réglementaires	- article L.2125-1 du Code général des collectivités territoriales - articles L.2122-1, L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques
Principaux documents de référence	- projet de convention d'occupation temporaire du domaine privé de la commune

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.BAHMAD : L'Association AMAP 94 organise des distributions de produits agricoles en circuit court à Joinville-le-Pont. Afin de soutenir cette démarche, il vous est proposé ce soir de lui mettre gratuitement à disposition un terrain communal, situé 5, place Mozart, comprenant un abri et un local de stockage. Cette convention d'occupation précaire est conclue pour une durée d'un an, renouvelable une fois, soit deux ans au total. En contrepartie, l'association s'engage à faire figurer le soutien de la commune dans sa communication, à participer à certains événements municipaux, et à fournir un bilan annuel de ses activités.

Cette convention a reçu un avis favorable de la Commission Finance, Solidarité et Sécurité. Il vous est donc proposé d'approuver cette convention d'occupation précaire avec l'AMAP 94.

Avez-vous des questions ? Qui est pour ? Adopté à l'unanimité, merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention d'occupation précaire du domaine privé de la commune avec l'association AMAP94.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

20 . Approbation des conventions d'occupation précaire d'un terrain pour la gestion et l'exploitation de ruches

Par une convention en date du 1^{er} janvier 2000, la Régie autonome des transports parisiens (RATP) a autorisé la commune de Joinville-le-Pont à occuper, à titre précaire et révocable, une parcelle de terrain d'une superficie de 4 400 m² environ, située en contrebas du talus du R.E.R. (ligne A), pour y établir des « jardins familiaux », accessibles depuis l'avenue de la Mésange. Ces parcelles appartiennent au domaine public ferroviaire.

Engagée dans une démarche de développement durable, et souhaitant soutenir les actions de sensibilisation à la biodiversité, de sauvegarde des abeilles et insectes pollinisateurs, la commune propose d'utiliser la parcelle n°23, niche écologique au sein des jardins familiaux, pour développer l'activité d'apiculture.

Les présentes conventions encadrent les modalités d'occupation de ce terrain, d'entretien et d'exploitation des ruches par trois apiculteurs.

Les apiculteurs transmettront régulièrement des informations sur la vie du rucher, sur la récolte à destination du grand public et organiseront l'accueil d'apiculteurs locaux afin de partager les bonnes pratiques de cette activité.

Les conventions d'occupation précaire arrivant à échéance, il convient donc de les renouveler pour une durée identique, soit 1 an à compter du 1^{er} juillet 2025, dans les mêmes conditions.

Je vous propose donc d'approuver les projets de conventions d'occupation précaire d'un terrain pour la gestion et l'exploitation de ruches et d'autoriser Monsieur le Maire à les signer.

Principaux textes réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> - code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles R.2122-1 à R.2122-8 - Délibération n°23 du conseil municipal du 2 avril 2024 - Délibération n°33 du conseil municipal du 6 juin 2024
Principaux documents de référence	- trois projets de conventions d'occupation précaire d'un terrain pour la gestion et l'exploitation de ruches

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.BAHMAD : Dans le cadre de notre politique en faveur de la préservation de la biodiversité et du soutien à l'apiculture urbaine, il vous est proposé de renouveler les conventions d'occupation précaire de trois apiculteurs installés sur la parcelle n°23 des Jardins Familiaux, située sous le talus du RER, mise à disposition par la RATP.

Ces apiculteurs y gèrent des ruches, communiquent régulièrement sur leur activité et partagent leurs bonnes pratiques. Le renouvellement de ces conventions s'effectuera à compter du 1^{er} juillet 2025, dans les mêmes conditions que précédemment. Ce projet a reçu un avis favorable de la Commission Transition écologique.

Il vous est donc proposé d'approuver le renouvellement des trois conventions. Avez-vous des questions ?

M. GEORGEAUD : Pourriez-vous nous donner des précisions sur l'évolution de la population d'abeilles depuis six ans que nous votons cette délibération ? Est-ce qu'elle a augmenté, diminué ?

M.BAHMAD : C'est une très bonne question. Je vous transmettrai avec plaisir les chiffres fournis par les apiculteurs dans le cadre des bilans annuels qu'ils remettent à la ville.

Avez-vous des questions ? Qui est pour ? Adopté à l'unanimité, merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve les trois projets de conventions d'occupation précaire d'un terrain pour la gestion et l'exploitation de ruches.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer ces conventions et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

21 . Convention de mise en œuvre de la procédure de rappel à l'ordre

La sécurité et le bien-vivre à Joinville-le-Pont exigent une vigilance permanente face aux comportements portant atteinte à l'ordre public et à la tranquillité publique. Dans ce cadre, la commune agit de manière résolue pour prévenir et traiter les actes de délinquance ou d'incivilité, en s'appuyant sur des dispositifs partenariaux éprouvés.

Le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) de Joinville-le-Pont, animé par la commune et présidé par Monsieur Stéphane SILVESTRE, a pour mission d'identifier, de prévenir et de réduire ces phénomènes sur le territoire communal. Pour rappel, les axes prioritaires du CLSPD sont les suivants :

Axe 1 - Personnes vulnérables :

- Violences intrafamiliales et violences faites aux femmes ;
- Suivi des collégiens et médiation autour des réseaux sociaux ;
- Accompagnement des personnes fragiles et accès au droit ;
- Prévention des comportements à risque et des addictions.

Axe 2 – Tranquillité publique :

- Prévention et médiation des troubles de voisinage ;
- Renforcement de la vidéoprotection, lutte contre les cambriolages et optimisation de l'éclairage public ;
- Promotion de la participation citoyenne et développement des dispositifs d'alerte et de signalement.

Dans ce contexte, la procédure de rappel à l'ordre constitue une réponse institutionnelle simple, rapide et complémentaire aux dispositifs déjà mis en œuvre par la municipalité pour lutter contre les incivilités et préserver la tranquillité publique.

Afin d'en préciser le cadre juridique et les modalités de mise en œuvre, une convention avec les partenaires concernés est proposée.

Par cette délibération, la commune réaffirme son engagement en faveur d'une action publique efficace, au service de la sécurité et de la cohésion sociale, en plaçant les victimes, les personnes vulnérables et les citoyens au cœur de son action.

Il est ainsi proposé au conseil municipal d'adopter la convention de rappel à l'ordre ci-annexée, conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, et précisant notamment :

- Les procédures de convocation des auteurs d'incivilités ou de faits contraires au bon ordre communal ;
- Le rôle de chaque partie (commune/CLSPD, services de police et parquet) dans le recueil d'information, l'organisation des entretiens et le suivi post-rappel ;
- Les indicateurs de suivi et d'évaluation des actions menées.

Il est également proposé au conseil municipal de prendre acte des quatre annexes opérationnelles suivantes :

- Une fiche de transmission au parquet (modèle de compte-rendu initial) ;
- Deux modèles de convocation en vue d'un rappel à l'ordre (dont 1 destiné au parent lorsque le rappel à l'ordre intervient sur un mineur) ;
- Une fiche d'information post-convocation et suivi des engagements.

La présente convention engage fermement la commune de Joinville-le-Pont et tous ses partenaires dans une démarche pragmatique et volontariste, placée sous le signe de la fermeté républicaine et de la bienveillance partagée, afin de conforter le bien-vivre ensemble et d'assurer la plus grande sécurité possible à nos concitoyens.

Principaux textes réglementaires	- article L.132-7 du Code de la sécurité intérieure - loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance
Principaux documents de référence	- convention de rappel à l'ordre entre la commune de Joinville-le-Pont et le parquet de Créteil et à la mise en œuvre du CLSPD

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. SILVESTRE : Juste en introduction, les trois délibérations qui suivent portent toutes sur des conventions mises en place dans le cadre du CLSPD. Suite aux quelques questions soulevées en commission, il m'a semblé utile de faire un bref rappel sur ce qu'est le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Bien que nous en ayons déjà parlé en conseil, certaines interrogations subsistent quant à son fonctionnement.

Vous savez que nous menons une politique ambitieuse et suivie en matière de prévention de la délinquance et de tranquillité publique sur la commune. Depuis le début du mandat, cette politique s'est notamment traduite par la mise en place du CLSPD, un organe multipartite qui associe l'État –

via le préfet –, le parquet – via le procureur –, et bien sûr la Ville. Sa mission est d'identifier, de prévenir et de réduire les phénomènes de délinquance sur notre territoire. Je rappelle que c'est avant tout une instance dédiée à la prévention et à la tranquillité publique. Autrement dit, l'objectif est de proposer des voies alternatives aux jeunes et aux mineurs en situation de prédélinquance, afin d'éviter que les situations ne s'aggravent.

En ce qui concerne sa composition, le CLSPD réunit :

- Le maire,
- Le préfet,
- Le procureur,
- Le président du Conseil départemental,
- Le directeur territorial de la Sécurité publique,
- Le commissaire de la circonscription,
- Les chefs de service de la police municipale,
- L'inspection académique,
- Les élus délégués au logement, à la jeunesse, à la vie scolaire, au périscolaire, à l'action sociale, à l'égalité femmes-hommes,
- Les directeurs de services municipaux concernés par ces champs d'intervention,
- Les bailleurs sociaux.

Tous ces membres ne siègent pas de manière systématique. Nous les convoquons selon les thématiques traitées et les problématiques du moment.

J'en viens maintenant à la convention spécifique au rappel à l'ordre, qui vous est proposée. Il s'agit d'une convention nécessaire pour mettre en œuvre la procédure de rappel à l'ordre à l'égard de mineurs, en partenariat avec le procureur. La convention est signée pour une durée de trois ans, renouvelable tacitement.

La question nous a été posée : y a-t-il une saisine préalable du procureur ? Oui. Une notification préalable est bien envoyée. Il ne s'agit toutefois pas d'une saisine au sens juridique, c'est-à-dire qu'elle n'entraîne aucune inscription judiciaire. C'est une information transmise en amont. Nous disposons d'une certaine autonomie dans le cadre de cette convention. Des fiches sont systématiquement remplies : en amont, pour avertir le procureur, en aval, après la convocation du ou des jeunes concernés, afin de l'informer de l'issue de l'entretien. Mais encore une fois, cela ne donne lieu à aucune procédure judiciaire, à ce stade.

Avez-vous des questions sur cette convention ? Non ? Alors nous passons au vote : Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1er : Adopte la convention de mise en œuvre de la procédure de rappel à l'ordre et ses quatre annexes, jointes à la présente délibération.

Article 2 : Prend acte des modalités de mise en œuvre du CLSPD de Joinville-le-Pont.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élue ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élue remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

22 . Convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Maison de la Prévention – Point Écoute Jeunes

La maison de la prévention - Point écoute jeunes (MPPEJ) est une association loi 1901, créée en 2000, reconnue d'intérêt général, de prévention et de promotion de la santé animée par des professionnels et des bénévoles dans le Val-de-Marne.

La commune de Joinville-le-Pont est désireuse de renforcer ses actions de prévention auprès des jeunes et des familles du quartier Leclerc, identifié comme poche de précarité par l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois. C'est dans ce cadre qu'il est proposé de conclure une convention de partenariat avec l'association MPPEJ .

La présente délibération est sans incidence financière directe pour la commune, les actions étant financées par l'établissement public territorial (EPT) Paris Est Marne & Bois. En revanche, la commune s'engage au titre de ce partenariat à :

- Identifier les lieux d'intervention en lien avec les services municipaux et les établissements scolaires ;
- Favoriser la mobilisation du public visé par tout moyen ;
- Assurer la coordination locale du projet, via le CLSPD.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver cette convention et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Principaux documents de référence	- convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Maison de la Prévention – Point Écoute Jeunes
-----------------------------------	--

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. SILVESTRE : La Maison de la Prévention – Point Écoute Jeunes a pour objectif de mettre en place des actions de prévention auprès des jeunes, notamment en matière d'addictions ou d'autres types de risques auxquels ils peuvent être confrontés. Il est proposé de signer une convention d'un an (année 2025) entre la Ville et l'association. Cette convention permettra de mettre en œuvre une dizaine d'actions au cours du second semestre 2025. Ces actions se dérouleront dans les collèges, en mairie ou dans les maisons des jeunes, etc. La première action a été organisée cet après-midi : « café parents » animé par Agnès, consacré au thème des addictions.

Y a-t-il des questions sur cette convention ? Non ? Alors nous la mettons au vote. Qui est pour ? Pas de contre ni d'abstention ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1er : Approuve la convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et l'association Maison de la Prévention – Point Écoute Jeunes.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

23 . Approbation du principe et des engagements municipaux afférents au projet de convention de partenariat pour le renforcement de la sécurité et de la tranquillité dans le parc de logements sociaux

Afin de renforcer la sécurité et la tranquillité au sein du parc de logements sociaux situé sur le territoire communal, une convention de partenariat est en cours de validation par les différentes parties prenantes. Elle réunit :

- L'État, représenté par Monsieur le Préfet du Val-de-Marne ;
- Le ministère public, représenté par Monsieur le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Créteil ;
- La commune de Joinville-le-Pont ;
- Les organismes bailleurs sociaux suivants : Paris Habitat, Immobilière 3F, Seqens, Sablière ICF Habitat La sablière, Logirep, 1001 vies habitat.

Cette convention a pour objectif de coordonner les actions visant à prévenir et réduire durablement les troubles à la tranquillité publique, les nuisances de voisinage, ainsi que les atteintes aux personnes et aux biens.

Elle prévoit notamment la mise en place d'un cadre de coopération renforcé, avec l'identification d'interlocuteurs privilégiés, des échanges d'informations réguliers et encadrés, ainsi qu'un dispositif de suivi opérationnel à travers un comité de pilotage dédié.

Dans le cadre du déploiement actif et ferme de la politique de sécurité et de prévention conduite par la commune, notamment à travers les travaux du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), la commune s'engage à :

- Adapter la présence de la police municipale dans les secteurs d'habitat social dense, en fonction de ses moyens et des priorités identifiées conjointement avec les partenaires ;
- Faciliter, dans le respect du droit, la transmission d'éléments non nominatifs ou agrégés issus des interventions de la police municipale, lorsque ceux-ci permettent d'objectiver des situations de nuisances récurrentes dans le parc locatif ;
- Communiquer aux bailleurs concernés les mains courantes ou signalements à caractère administratif, dans la mesure où ils ne relèvent pas d'une transmission judiciaire au Parquet et ne contiennent pas de données personnelles protégées, conformément aux avis de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Par ailleurs, la coordonnatrice du CLSPD, également correspondante commune/Justice, en lien avec le Directeur de la Police municipale (ou son représentant), est chargée :

- D'orienter les bailleurs sur les démarches judiciaires à envisager, en lien avec les services de police nationale, lorsque les faits le justifient, sans se substituer à leur responsabilité juridique ni à celle de leurs services contentieux ;

- De faciliter les prises de contact entre les bailleurs et les services compétents (commissariat, Parquet) ;
- De participer à la circulation d'informations non nominatives à finalité opérationnelle, dans le respect du cadre légal applicable aux données personnelles.

Compte tenu de l'importance stratégique que revêt la sécurité publique et afin d'affirmer notre détermination politique en la matière, il est proposé au conseil municipal d'approuver, sous réserve de validation finale par l'ensemble des partenaires, le principe et les engagements municipaux prévus dans cette convention.

L'approbation de ce projet de convention permettra de poursuivre sans délai les démarches administratives nécessaires et d'assurer une réactivité immédiate dès la signature définitive de l'ensemble des parties concernées.

Principaux documents de référence	- projet de convention de partenariat pour le renforcement de la sécurité et de la tranquillité dans le parc de logements sociaux
-----------------------------------	---

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. SILVESTRE : Cette convention est tripartite, faisant intervenir la Ville, le procureur et l'intégralité des bailleurs qui interviennent sur la ville.

Monsieur GEORGEAUD, vous devriez aller vous détendre un peu, car vous semblez avoir du mal à maîtriser vos émotions...

Je reviens donc à la convention. Nous travaillons déjà en partenariat avec les bailleurs sociaux des grands ensembles, comme Seqens et Logirep. Les autres bailleurs, nous les rencontrons régulièrement, mais avec cette convention, ils seront tous signataires, ce qui permettra de mobiliser les mêmes procédures, si des situations se présentent dans d'autres résidences sociales de la ville.

Il s'agit ici d'une convention d'échange d'informations et de suivi entre les parties. L'objectif est de décroiser les informations recueillies d'une part par nos services municipaux et la police, et d'autre part par les bailleurs sociaux, qui sont souvent tenus à la confidentialité et ne peuvent pas toujours partager les données. Cette convention nous permet d'échanger des informations utiles et d'agir de façon plus efficace et plus rapide, mais aussi de favoriser la prévention. Cela signifie qu'au lieu d'une judiciarisation immédiate, nous pouvons proposer des solutions d'accompagnement : qu'il s'agisse d'un soutien psychologique, scolaire ou autre, selon les situations rencontrées.

Je précise que depuis le début du mandat – et même auparavant – nous sommes en relation étroite avec nos bailleurs sociaux. Des réunions se tiennent régulièrement à plusieurs niveaux : avec le maire, avec la police municipale, et avec les services de la Ville. Cette convention viendra donc renforcer et structurer ces échanges.

Et je termine sur un point essentiel : la confidentialité. Cette convention est associée à une charte de déontologie qui garantit la confidentialité des informations échangées et encadre strictement leur nature. Certaines informations ne peuvent pas être échangées – celles concernant la santé, la vie

privée ou les antécédents judiciaires. Tout cela est bordé pour protéger les droits de chacun. Avez-vous des questions sur cette convention ?

M.RENUCCI : Oui, j'avais posé des questions en commission et on m'avait indiqué que les réponses seraient données en conseil. J'avais notamment interrogé sur l'association des bailleurs sociaux — c'est précisé dans la convention — mais j'avais rappelé le cas spécifique du quartier Égalité, notamment en ce qui concerne les occupations et les incivilités. J'avais demandé s'il existait une stratégie ciblée concernant les rappels à l'ordre. Car au-delà des situations imprévues, il y a des lieux où l'on sait que les incivilités sont plus fréquentes, comme c'est le cas là-bas.

J'avais aussi posé une question sur le référent tranquillité et sécurité en fin de commission. Je souhaite juste une confirmation sur son identité et son mode de désignation.

Enfin, la convention évoque l'engagement des bailleurs sociaux à assurer l'entretien du patrimoine et à garantir la jouissance paisible des logements. Comment ces engagements sont-ils suivis ou contrôlés ? Les bailleurs sont-ils mis en demeure si ces obligations ne sont pas respectées ?

M.SILVESTRE : Le coordinateur du CLSPD, en l'occurrence la coordinatrice, est F.L, que je salue au passage, car c'est elle qui a élaboré l'ensemble de ces conventions et monté tous les dossiers. Elle a accompli un travail considérable, puisque le CLSPD, créé il y a plusieurs années, ne disposait d'aucune convention structurante jusqu'à présent, ce qui freinait son bon fonctionnement. Cela a été rétabli depuis. C'est donc elle qui assurera ce rôle, sous mon contrôle évidemment.

Par ailleurs, la Ville collabore déjà étroitement depuis de nombreuses années avec les bailleurs sociaux comme Seqens et Logirep. De nombreux échanges ont lieu, notamment autour des équipements. Je vous donne un exemple récent : avec Logirep, à la résidence Espérance, nous avons aménagé un espace pour les deux-roues motorisés afin de mettre fin au stationnement sauvage dans les cours. C'est un bon exemple de solution concrète qui améliore à la fois la tranquillité des habitants et la sécurité de la résidence.

Ce type d'aménagement découle des échanges réguliers : constater les incivilités, c'est une chose, y répondre avec des solutions durables, c'est encore mieux. Enfin, la police municipale, dans le cadre de cette convention — mais elle le faisait déjà auparavant — peut intervenir sur signalement, notamment pour les véhicules abandonnés.

Pas d'autres questions ? Je vous propose de passer au vote. Qui est favorable ? Contre ? Abstention ? Non ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1er : Approuve le projet de convention de partenariat pour le renforcement de la sécurité et de la tranquillité dans le parc de logements sociaux.

Article 2 : Approuve les principes et les engagements municipaux prévus dans le projet de convention de partenariat pour le renforcement de la sécurité et de la tranquillité dans le parc de logements sociaux.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

L'État, représenté par Monsieur Etienne STOSKOPT, Préfet du Val-de-Marne, Préfecture du Val-de-Marne – 21/29 avenue du Général de Gaulle – 94038 Créteil Cedex, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les textes réglementaires relatifs à la représentation de l'État dans le département,

Le ministère public, représenté le Procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Créteil, sis au Palais de Justice – 17 rue Pasteur Vallery-Radot – 94011 Créteil Cedex, en vertu des dispositions du Code de procédure pénale,

La commune de Joinville-le-Pont, représentée par Monsieur Olivier DOSNE, Maire, conseiller régional d'Île-de-France, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2025, domicilié en l'Hôtel de Ville 23 rue de Paris 94340 Joinville-le-Pont,

Et les organismes bailleurs sociaux suivants :

Paris Habitat, établissement public local à caractère industriel ou commercial, dont le siège est situé au 21 bis rue Claude Bernard, 75253 Paris Cedex 05, Cécile Belard du Plantys, dûment habilitée à signer la présente convention en vertu de son pouvoir statutaire, en tant que Directrice générale.

Immobilière 3F, SA d'HLM, dont le siège est situé au 159 rue Nationale 75638 Paris cedex 13, représenté(e) par Christophe LEROUX, en vertu de ses pouvoirs statutaires en tant que Directeur Territorial..

Seqens, société anonyme d'HLM, dont le siège est situé au 14/16 boulevard Garibaldi - 92130 Issy-Les-Moulineaux, représenté par TRIBOUT Jean, dûment habilité(e) à signer la présente convention en vertu de ses pouvoirs statutaires, en tant que directeur d'agence départementale

Sablère ICF Habitat La sablière, SA de HLM à directoire, dont le siège est situé au 24 RUE DE PARADIS 75010 Paris, représenté par

Logirep, SA de HLM à directoire, dont le siège est situé au 127 rue Gambetta 92150 SURESNES, représenté par KHDIM ABDELSALAM Nadia, dûment habilitée à signer la présente convention en vertu de ses pouvoirs statutaires en tant que Responsable d'agence territoriale.

1001 vies habitat, groupement d'intérêt économique, dont le siège est situé au 31-35 rue de la Fédération - Carré Suffren - 75015 PARIS, représenté par BADARIOTTI Gilles, dûment habilité(e) à signer la présente convention en vertu de ses pouvoirs statutaires, en tant que Directeur Territorial.

Chaque habitant a le droit à une jouissance paisible de son domicile, qu'il s'agisse du logement dont il a la jouissance, des parties communes ou des espaces résidentialisés, propriétés des bailleurs (article 6 de la loi du 6 Juillet 1989 et article 1719 du Code civil).

Toutefois, des nuisances récurrentes peuvent porter atteinte aux règles de bon voisinage et de "bien vivre ensemble", telles qu'exposées notamment dans le règlement intérieur établi par les bailleurs sociaux, auquel chaque locataire adhère lors de la signature de son contrat de location. Ce règlement encadre les droits et obligations des locataires, notamment en matière de respect des parties communes, de tranquillité et de sécurité.

L'accroissement et la récurrence des phénomènes d'incivilités, de nuisances de voisinage et de délinquance dans certains territoires conduisent la préfecture du Val-de-Marne, le Parquet de Créteil, la commune de Joinville-le-Pont et les bailleurs sociaux, à établir par la présente convention un plan d'action en vertu duquel ils s'engagent, dans le cadre de leurs responsabilités respectives, à agir de manière coordonnée afin d'apporter, sur la base d'un diagnostic partagé, les réponses adaptées à toute situation mettant en cause la tranquillité et la sécurité publique.

Cette convention répond également à la demande des habitants, en attente de sécurité et de tranquillité.

Les partenaires signataires de la présente convention s'engagent, dans leur champ de compétence respectif, par des actions partenariales conduites dans la durée, à prévenir et contribuer à la réduction des troubles, des nuisances de voisinage, des atteintes à la tranquillité publique, de la délinquance et des violences dans le secteur d'habitat social. Les domaines d'intervention concernés sont :

- La tranquillité résidentielle pour les bailleurs sociaux : troubles de jouissance, atteintes aux biens ou aux personnels de l'organisme ;
- La tranquillité publique pour la municipalité et l'État ;
- Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans le cadre du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (C.L.S.P.D.) à l'échelle de la commune de Joinville-le-Pont, sur tout le parc social immobilier des bailleurs signataires.

La présente convention établit un protocole commun de prévention et de traitement des troubles à la tranquillité publique et des infractions portant atteinte aux personnes et aux biens.

Ce protocole, fondé sur une coopération renforcée entre les signataires, définit un cadre d'intervention partagé. Il se décline en un plan d'action opérationnel visant à garantir la sécurité et la sérénité des résidents, des personnels des bailleurs, ainsi que des tiers, prestataires ou partenaires institutionnels intervenant sur site.

Les objectifs et les enjeux mutuels entre les parties s'entendent comme suit :

- Renforcer le partenariat existant et générer un cadre de bonnes pratiques ;
- Coordonner et harmoniser entre l'ensemble des signataires les différentes initiatives existantes ;

- Conseil Municipal - séance du 25 juin 2025**
- Développer la coproduction d'actions pertinentes favorisant la tranquillité, comme la mise en place d'actions préventives mutualisées à l'échelle d'un territoire (médiation, prévention des squats, prévention de la radicalisation, etc.) ;
 - Renforcer l'échange d'informations ;
 - Améliorer la sécurité et la tranquillité des sites considérés comme étant les plus vulnérables.

Article 1 : Engagements réciproques

Engagements conjoints des partenaires

Chaque partenaire désigne, dans le mois suivant la signature de la présente convention, un référent "tranquillité-sécurité" chargé d'assurer le lien avec les autres parties prenantes. L'identité et les coordonnées de ce correspondant seront communiquées par courrier électronique à l'ensemble des signataires dans un délai d'1 mois suivant la signature de la convention. Ce référent sera l'interlocuteur de référence pour la mise en œuvre et le suivi du plan d'action. Les bailleurs et les forces de l'ordre, comprenant la police municipale, se concertent pour convenir d'interventions ciblées dans les parties non accessibles de leur parc immobilier.

Toute personne amenée à recevoir ou traiter des informations sensibles dans le cadre de la présente convention, y compris en dehors des groupes de travail du CLSPD, s'engage à respecter les principes énoncés dans la charte déontologique type annexée, laquelle est étendue, à titre exceptionnel, à l'ensemble des signataires et intervenants désignés dans le présent dispositif.

Engagements des bailleurs sociaux

Les bailleurs sociaux s'engagent à intervenir sans délai, au moyen des outils administratifs et juridiques dont ils disposent, afin de garantir la stricte application du règlement intérieur et du contrat de bail. À ce titre, ils mobiliseront notamment les leviers suivants :

- L'envoi de lettres de relance aux locataires concernés, la mise en demeure formelle en cas de manquements persistants ;
- Le recours à des mesures de médiation lorsque cela est pertinent ;
- L'engagement d'une procédure de résiliation du bail en dernier recours ;
- Ils s'engagent également à envisager l'assermentation de gardes particuliers au sein de leur personnel, sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 29 et 29-1 du Code de procédure pénale.

Dans le cadre de leur mission de gestion et de tranquillité résidentielle, les bailleurs sociaux prennent également toute mesure utile et nécessaire pour assurer :

- L'entretien courant de leur patrimoine, conformément au Code de la construction et de l'habitation, et notamment aux articles L.126-1 et suivants ;
- La jouissance paisible du bien par le locataire pendant toute la durée du bail, conformément à l'article 6 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et à l'article 1719 du Code civil ;
- La protection de leur parc immobilier contre les atteintes aux biens, en coordination avec les autorités compétentes.

Compte tenu de la diversité des faits recensés par les bailleurs dans le cadre de leurs activités quotidiennes et du nombre de plaintes déposées, des modalités adaptées de dépôt de plainte sont mises en œuvre.

Ainsi, pour les agressions sur le personnel ou les dégradations importantes (incendies, ascenseurs, équipements de sécurité, etc.), un rendez-vous personnalisé pour l'enregistrement de la plainte pourra être fixé sans délai, sur demande du correspondant "tranquillité-sécurité" du bailleur, adressée au référent "bailleurs sociaux" du commissariat de police de Nogent-sur-Marne.

L'État s'engage également à :

- Adapter la présence policière dans les secteurs d'habitat social dense, en fonction de ses moyens et des priorités déterminées au niveau local ;
- Participer au comité de pilotage chargé du suivi de la présente convention (voir encadré spécifique ci-dessous).

Engagements du Parquet

Un magistrat référent est désigné au sein du parquet de Créteil pour le suivi des signalements et plaintes émanant des bailleurs sociaux dans le cadre de la présente convention. Il s'agit de Monsieur le Procureur de la République adjoint, référent de la circonscription.

Le Parquet s'engage, dans la mesure de ses possibilités et dans le respect du secret de l'enquête et de l'instruction, à :

- Communiquer aux bailleurs sociaux toute décision utile pouvant appuyer une procédure de résiliation de bail ou d'expulsion pour troubles de jouissance, lorsque ces faits sont constitués par les agissements du locataire ou des personnes placées sous sa responsabilité (enfants mineurs, tiers hébergés, etc.) ;
- Répondre aux demandes d'information sur les suites réservées aux plaintes déposées, dans le cadre de la présente convention, à l'adresse de courriel dédiée mise à disposition par le Parquet.

Les troubles graves à l'ordre public à l'origine de procédures de résiliation de bail ou d'expulsion peuvent, en tant que tels, constituer un critère de priorisation par la Préfecture dans l'étude des demandes de concours de la force publique. Le Parquet pourra attirer l'attention de la Préfecture sur ces situations, si cela s'avère pertinent.

Enfin, dans le cadre de la politique pénale locale, le Parquet rappelle que l'article L. 272-4 du Code de la sécurité intérieure réprime l'occupation en réunion des parties communes ou toitures des immeubles collectifs d'habitation, lorsqu'elle empêche délibérément la circulation, l'accès ou le fonctionnement normal des dispositifs de sécurité.

Lorsque les faits sont constitués, l'action publique peut être éteinte par le versement d'une amende forfaitaire délictuelle, conformément aux articles 495-17 à 495-25 du Code de procédure pénale.

La mise en œuvre de ces dispositions relève exclusivement de l'autorité judiciaire. Les éléments issus du diagnostic partagé entre les signataires, s'ils permettent d'objectiver la récurrence ou la gravité de certains phénomènes, pourront contribuer à éclairer l'analyse du Parquet, sans se substituer à sa libre appréciation.

Engagements de la commune de Joinville-le-Pont

La commune de Joinville-le-Pont s'engage à :

- Adapter la présence de la police municipale dans les secteurs d'habitat social dense, en fonction de ses moyens et des priorités identifiées conjointement avec les partenaires ;
- Faciliter, dans le respect du droit, la transmission d'éléments non nominatifs ou agrégés issus des interventions de la police municipale, lorsque ceux-ci permettent d'objectiver des situations de nuisances récurrentes dans le parc locatif ;
- Communiquer aux bailleurs concernés les mains courantes ou signalements à caractère administratif, dans la mesure où ils ne relèvent pas d'une transmission judiciaire au Parquet et ne contiennent pas de données personnelles protégées, conformément aux avis de la CADA.

Par ailleurs, la coordonnatrice du CLSPD, également correspondante commune/Justice, en lien avec le Directeur de la Police municipale (ou son représentant), est chargée :

- D'orienter les bailleurs sur les démarches judiciaires à envisager, en lien avec les services de police nationale, lorsque les faits le justifient, sans se substituer à leur responsabilité juridique ni à celle de leurs services contentieux ;
- De faciliter les prises de contact entre les bailleurs et les services compétents (commissariat, Parquet) ;
- De participer à la circulation d'informations non nominatives à finalité opérationnelle, dans le respect du cadre légal applicable aux données personnelles.

Article 2 :

Comité de pilotage

Un comité de pilotage est mis en place pour assurer le suivi de la convention. Il se réunit au moins une fois par an et peut être convoqué à titre exceptionnel si nécessaire.

Il est composé de :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne (ou son représentant) ;
- Monsieur le Procureur de la République de Créteil (ou son représentant) ;
- Monsieur le Maire de Joinville-le-Pont (ou son représentant) ;
- Le Directeur de la Police municipale (ou son représentant) ;
- Le Directeur de la DTSP (ou son représentant) ;
- La coordonnatrice du CLSPD ;
- Les représentants désignés des bailleurs sociaux.

Article 3 : Atteintes à la tranquillité, aux personnes et aux biens

Afin de mieux caractériser les situations d'atteinte à la tranquillité publique et de coordonner les réponses partenariales, les bailleurs sociaux s'engagent à mettre en place, en lien avec la commune de Joinville-le-Pont, la Direction Territoriale de la Sécurité de Proximité (DTSP) et la Préfecture, un dispositif de type "observatoire de la tranquillité". Cet outil vise à agréger et analyser, dans le respect du cadre juridique en vigueur, des données non nominatives relatives :

- A la nature des incivilités et atteintes aux biens ou aux personnes ;
- A leur fréquence ou récurrence ;
- AUX lieux identifiés comme sensibles ou en tension.

La commune pourra contribuer à cet observatoire par des données à caractère général issues de la police municipale, sous réserve qu'elles ne relèvent pas du secret professionnel, du secret de l'enquête ou de la procédure judiciaire, et qu'elles soient dénuées de données personnelles identifiables, conformément aux règles du Code des relations entre le public et l'administration (avis de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs - CADA) et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

L'observatoire fera l'objet d'une synthèse partagée entre les signataires de la présente convention, sous forme de tableau de bord ou de rapport d'analyse, transmise une fois par semestre.

Il pourra alimenter les échanges et priorisations du comité de pilotage de la convention (cf. article dédié).

Les bailleurs pourront également transmettre aux services de police :

- La liste de leurs immeubles implantés sur la commune ;
- Les adresses identifiées comme sensibles ;
- Et, le cas échéant, les autorisations permanentes d'accès aux parties communes, ainsi que tout moyen technique (ex. badge, code, clé) de nature à faciliter les interventions.

La DTSP pourra, sur cette base, établir un diagnostic territorial de sécurité pour les secteurs les plus exposés.

Les statistiques d'interventions menées dans les immeubles concernés pourront être partagées aux référents "tranquillité-sécurité" des bailleurs sociaux, sous réserve de leur disponibilité et dans les limites légales de communication de données non nominatives.

Enfin, lorsqu'un bailleur est confronté à un locataire présentant des troubles du comportement susceptibles de générer des nuisances ou de compromettre la vie collective, il est invité à :

- Se rapprocher prioritairement des services sociaux ou médico-sociaux compétents pour solliciter une prise en charge ou une mesure de protection ;
- Solliciter, si besoin, l'appui du référent social de la commune désigné dans le cadre du dispositif de veille partenariale (coordonnées à annexer) ;

- Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025**

 - Engager une procédure judiciaire civile, si les troubles persistent, dans le cadre de ses responsabilités de bailleur.

Article 4 : Échanges d'informations et confidentialité

Les échanges d'informations entre les partenaires signataires de la présente convention s'effectuent dans le strict respect :

- Du secret professionnel et du secret de l'enquête et de l'instruction ;
- De la protection des données personnelles, conformément au RGPD, et du Code des relations entre le public et l'administration, tel qu'interprété par les avis de la CADA.

4.1 : Documents communiqués aux bailleurs

Lorsqu'une intervention est effectuée par les forces de l'ordre dans une résidence gérée par un bailleur social, ce dernier peut, sur demande motivée, obtenir une copie de la main courante ou d'un rapport d'intervention, à condition que celui-ci n'ait pas été transmis au Parquet en vue de l'ouverture d'une procédure judiciaire.

Dans ce cas, le document relève du secret judiciaire et n'est plus communicable, même avec l'accord du Parquet (CADA avis 20247525 – séance du 15/02/2024).

De même, les services de police nationale (avec l'accord de la Préfecture) ou municipale (avec l'accord de la mairie) peuvent, à la demande d'un bailleur ou de leur propre initiative, transmettre un rapport administratif, lorsqu'il est nécessaire pour caractériser des troubles de jouissance dans le cadre d'une procédure civile. Ces rapports ne peuvent contenir de données nominatives ou sensibles, sauf accord exprès de la personne concernée ou autorisation légale.

4.2 : Échanges réciproques

Les bailleurs sociaux (organismes de logement social) peuvent porter à la connaissance des forces de sécurité toute information factuelle utile à la prévention ou au traitement de troubles à la tranquillité, à condition que ces informations soient strictement nécessaires à l'objet poursuivi. En retour, les forces de l'ordre peuvent partager avec les référents sécurité des bailleurs des éléments d'analyse agrégés et non confidentiels (par exemple : cartographie des interventions, typologie de troubles, etc.), contribuant à une meilleure connaissance des dynamiques locales.

4.3 : Modalités pratiques des échanges

Afin de préserver la sécurité des agents de proximité des bailleurs, notamment les gardiens, les échanges avec les forces de police se déroulent exclusivement dans les locaux administratifs des bailleurs (agences, antennes) ou par téléphone, et jamais dans les loges de gardien ni sur les lieux d'habitation.

Confidentialité et cadre déontologique

L'ensemble des intervenants s'engagent à respecter la charte déontologique du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), annexée à la présente convention. Cette charte rappelle notamment que :

- Seules les informations strictement nécessaires à l'objectif de prévention peuvent être échangées ;
- Les données personnelles et situations individuelles ne peuvent être partagées dans les groupes de travail qu'à des conditions très restrictives prévues à l'article 3 de la Charte déontologique type pour l'échange d'informations dans le cadre des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance
- Les procédures judiciaires en cours, les éléments de l'histoire personnelle, ou les suivis éducatifs ou sociaux en cours ne peuvent en aucun cas être exposés dans ces groupes, sauf cadre légal spécifique (article 8 de la loi du 5 mars 2007 – art. L.121-6-2 du CASF).

4.4 : Participation des bailleurs aux groupes du CLSPD

Les bailleurs sociaux sont associés de manière ponctuelle aux groupes de travail du CLSPD, en fonction des thématiques abordées et de leur implication territoriale. Cette participation est soumise à la signature préalable de la charte déontologique du CLSPD.

Ils peuvent également être consultés dans le cadre des groupes de veille ou de pilotage, selon des modalités précisées dans le règlement intérieur du CLSPD.

Article 5 : Interventions des forces de l'ordre dans les parties communes des immeubles sociaux

Les forces de l'ordre peuvent être sollicitées par les bailleurs sociaux pour intervenir dans les parties communes des résidences en cas :

- De troubles à la tranquillité publique,
- D'actes de dégradation, ou d'occupation en réunion des parties communes compromettant l'accès, la sécurité, la libre circulation ou le bon fonctionnement des équipements, conformément à l'article L. 272-3 du Code de la sécurité intérieure, cet article visant le cas en « d'occupation des espaces communs du bâti par des personnes qui entravent l'accès et la libre circulation des locataires ou empêchent le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté ou nuisent à la tranquillité des lieux »

Les bailleurs peuvent, dans ce cadre, solliciter l'intervention des services de police municipale ou nationale pour rétablir la jouissance paisible des lieux, dès lors que la situation le justifie.

5.1 : Transmission d'images issues de la vidéoprotection

Conformément à l'article L. 272-2 du Code de la sécurité intérieure, les bailleurs sociaux peuvent, dans le respect de la réglementation applicable :

- Transmettre en temps réel les images issues de systèmes de vidéoprotection installés dans les parties communes des immeubles à usage d'habitation :
 - o à la condition que ces images ne concernent ni l'entrée des habitations privées, ni la voie publique ;

- Conseil Municipal - séance du 25 juin 2025
- et uniquement le temps nécessaire à l'intervention des services de police ou de gendarmerie nationales ou de la police municipale.

La décision de transmission relève :

- Dans les immeubles sociaux, du gestionnaire du patrimoine ;
- Dans les copropriétés, de la majorité des copropriétaires, selon l'article 25 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965.

L'affichage de l'existence du système de prise d'images et de sa possible transmission aux forces de l'ordre est une obligation prévue dans la convention spécifique de transmission d'images et n'est pas régie par la présente convention.

5.2 : Réquisition judiciaire et preuve

Lorsque les images doivent documenter une infraction dans le cadre d'une procédure judiciaire, leur transmission aux forces de l'ordre ne peut intervenir que sur réquisition judiciaire, conformément aux règles du Code de procédure pénale.

Intervention des forces de l'ordre dans les parties communes

Les bailleurs sociaux signataires s'engagent à transmettre aux services de police nationale et municipale :

- La liste actualisée de leurs résidences situées sur la commune ;
- Et, le cas échéant, les moyens techniques nécessaires à l'accès aux parties communes (codes, badges, clés, etc.).

Cette transmission vaut autorisation permanente de pénétrer dans les parties communes, sans qu'il soit nécessaire de la rappeler dans un autre article (cf. article 2).

5.3 : Concours ponctuel lors d'opérations sensibles

En cas d'opérations de débarrassage ou de sécurisation dans des résidences identifiées comme sensibles, les services de police municipale ou nationale peuvent être sollicités pour assurer une présence dissuasive ou sécurisante, sous réserve de leurs disponibilités et de l'évaluation du risque.

Article 6 : Gardes particuliers assermentés des bailleurs sociaux

La création d'un corps de gardes particuliers assermentés au sein des organismes de logement social relève de leur politique interne. Leur habilitation s'effectue dans le cadre de l'article 29 du Code de procédure pénale, qui dispose : « *Les gardes particuliers constatent par procès-verbaux tous délits et contraventions portant atteinte aux propriétés dont ils ont la garde.* »

En cas de recours à ce dispositif, les bailleurs sociaux s'engagent à en informer le Procureur de la République. Une concertation pourra être organisée avec le Parquet pour déterminer, dans la limite des compétences légales de ces agents, le périmètre des infractions pouvant être constatées de manière pertinente.

Tout agent habilité à dresser un procès-verbal doit, au préalable, avoir suivi :

- Une formation juridique de base ;
- Une formation spécifique au formalisme des procès-verbaux, à leurs conditions de recevabilité, à leur transmission, et aux conséquences juridiques qui en découlent.

Ces formations sont prises en charge par le bailleur employeur.

Priorité à la résolution amiable

L'action des gardes particuliers assermentés ne peut intervenir qu'en dernier recours, lorsque les démarches de régulation amiable ont échoué. Les bailleurs s'engagent donc à :

- Effectuer un rappel aux règles de bon voisinage ;
- Privilégier la médiation ou l'intervention sociale chaque fois que cela est possible ;
- Informer les habitants, par tous supports de communication utiles, de leurs droits et devoirs dans la résidence.

6.2 : Conditions de rédaction d'un procès-verbal

Un procès-verbal ne peut être établi que si les quatre conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- Une infraction pénale a été constatée ;
- Elle a été commise sur le patrimoine dont l'agent a la garde ;
- Il existe une relation de cause à effet entre l'infraction et un préjudice porté au patrimoine ou à son fonctionnement, l'auteur est identifié ou identifiable.

Il est précisé que les procès-verbaux visent en priorité les résidents ou usagers des immeubles concernés. Les tiers extérieurs ne peuvent faire l'objet d'un tel constat que si les faits ont été commis dans l'enceinte du patrimoine gardé, et dans la limite des prérogatives reconnues à l'assermenté.

6.3 : Information du contrevenant

Conformément au principe du contradictoire, les bailleurs s'engagent à informer, dans la mesure du possible, la personne visée par le procès-verbal de son établissement. Cette information peut être différée uniquement si elle est de nature à compromettre l'intervention ou la procédure judiciaire, ou en cas de risque identifié pour l'agent.

6.4 : Transmission au Parquet

Les procès-verbaux dressés par les gardes particuliers sont transmis au Procureur de la République de Créteil. Cette transmission s'effectue par voie électronique, sur une adresse dédiée, à déterminer en concertation avec le Parquet.

Les bailleurs sont informés, dans la mesure du possible, des suites données par le Parquet, selon les modalités prévues par celui-ci (réponse simple, classement, ouverture d'enquête...).

La présente convention entre en vigueur au lendemain de sa signature, pour une durée de trois ans. Elle est renouvelable tacitement pour une durée équivalente, sous réserve de l'accord exprès de l'ensemble des signataires.

La convention peut faire l'objet d'un avenant en cours de période, sans attendre son échéance triennale, notamment dans le cas où une nouvelle convention partenariale serait signée dans un cadre plus large (ex. : contrat de ville, dispositif départemental, etc.).

Toute modification substantielle de la convention (ajout, retrait ou modification d'articles) fait obligatoirement l'objet d'un avenant écrit signé par l'ensemble des parties, et s'agissant de la commune de Joinville-le-Pont, d'une approbation préalable par le conseil municipal, conformément au Code général des collectivités territoriales.

La mise en œuvre de la convention fait l'objet d'une évaluation annuelle, réalisée dans le cadre du comité de pilotage (COFIL) prévu à l'article 2. Cette réunion d'évaluation devra être organisée au moins 30 jours avant la date anniversaire de la signature de la convention. Le comité pourra formuler des recommandations, proposer des évolutions ou valider des orientations communes.

Sur accord des signataires, le bilan annuel peut être rendu public.

Fait à Joinville-le-Pont, le
en 9 exemplaires,

Pour l'Etat

Monsieur le Préfet du Val de Marne,

Pour le Tribunal Judiciaire de Créteil,

Monsieur le Procureur de la République,

Etienne STOSKOPT

Pour la commune de Joinville-le-Pont,

Monsieur le Maire,
Conseiller régional d'Île-de-France,

Pour Paris Habitat,

La Directrice générale,

Cécile BELARD DU PLANTYS

Olivier DOSNE

Pour Immobilière 3F,

Le Directeur Territorial

Pour Segens,

Le Directeur d'agence départementale,

Christophe LEROUX

Jean TRIBOUT

Nadia KHDIM ABDELSALAM

Pour 1001 vies habitat,

Le Directeur Territorial,

BADARIOTTI Gilles

24 . Tarif du stationnement sur voirie et du parking de l'Hôtel de ville

Par délibérations successives n°15 en date du 8 juillet 2019 et n°58 en date du 21 juillet 2020, nous avons approuvé la redevance de stationnement applicable à la voirie ainsi que les tarifs du parking situé sous l'Hôtel de Ville. Nous vous proposons aujourd'hui de modifier ces tarifs afin de permettre la location de places sur une durée plus longue.

En effet, dans le cadre de l'avancement des travaux de la résidence attenante à l'Hôtel de Ville, le parking actuel de la résidence, situé rue de Paris, sera prochainement fermé. Ces travaux visent à transformer l'espace en une sente piétonne entièrement végétalisée, contribuant ainsi à la fois à l'amélioration du cadre de vie et à la renaturation de la commune. Cette sente sera accessible au public en journée. Les places de stationnement seront intégralement reconstituées en sous-sol, au sein du parking de la résidence.

Dans cette perspective, le promoteur COGEDIM Paris Métropole a sollicité la commune afin de garantir, durant la période de travaux, une solution de stationnement de proximité aux acquéreurs de places dans la future résidence.

La commune a ainsi été sollicitée pour la location de 23 places dans le parking public situé sous l'Hôtel de Ville, pour une durée de 15 mois. Or, les tarifs actuellement en vigueur ne prévoient pas de formule adaptée au stationnement de longue durée. Il vous est donc proposé de modifier la grille tarifaire fixée par les délibérations précitées.

Eu égard à cette occupation ponctuelle du parking, il semble que cette proposition soit pertinente, permettant à la fois de satisfaire aux besoins des riverains et de générer des recettes pour la commune.

Un tarif mensuel de 100 € par place est ainsi proposé. Il s'agit d'un tarif glissant (de date à date) : en cas de dépassement du mois calendaire, le tarif sera appliqué au prorata du nombre de jours (par exemple, du 1^{er} septembre au 15 octobre : 150 € pour une place).

Les nouveaux tarifs proposés sont donc les suivants :

Parking de l'Hôtel de Ville			
Horaire	Tarifs votés le 8 juillet 2019	Tarifs votés le 21 juillet 2020	Nouveaux tarifs
00:10	0,10 €	Gratuit	Inchangés
00:20	0,20 €		
00:30	0,40 €		
00:40	0,60 €		
00:50	0,80 €		
01:00	1,00 €		
01:10	1,20 €	0,50 €	
01:20	1,40 €	0,80 €	
01:30	1,60 €	1,10 €	
01:40	1,80 €	1,40 €	
01:50	2,00 €	1,70 €	

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

02:00	2,20 €	2,00 €	
02:10	2,40 €	2,30 €	
02:20	2,60 €	2,60 €	
02:30	2,80 €	2,80 €	
02:40	3,00 €	3,00 €	
02:50	3,20 €	3,20 €	
03:00	3,40 €	3,40 €	
03:10	3,60 €	3,60 €	
03:20	3,80 €	3,80 €	
03:30	4,00 €	4,00 €	
03:40	4,20 €	4,20 €	
03:50	4,40 €	4,40 €	
04:00	4,60 €	4,60 €	
05:00	5,80 €	5,80 €	
06:00	7,00 €	7,00 €	
07:00	8,20 €	8,20 €	
08:00	9,40 €	9,40 €	
09:00	11,60 €	11,60 €	
10:00	11,80 €	11,80 €	
>10:00 et <24:00		35,00 €	
Forfait soirée : véhicule arrivé après 19h et parti avant 1h du matin	1,00 €	1,00 €	
Forfait nuit : véhicule arrivé après 19h et parti avant 9h du matin	3,00 €	3,00 €	
Gratuité	1/2h une fois par jour au premier passage	La 1ère heure gratuite	
Indemnité forfaitaire d'occupation sans droit (ticket perdu...)		35,00 €	
Forfait mensuel			100,00 €
Toute tranche tarifaire commencée est due intégralement			

Par ailleurs, afin d'encadrer de manière générale les locations de longue durée dans le parking situé sous l'Hôtel de Ville, il est proposé d'acter des modalités spécifiques applicables à ces mises à disposition. Celles-ci feront systématiquement l'objet d'une convention de location, conclue dans le cadre des compétences déléguées au Maire au titre de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Principaux textes réglementaires	- délibération n°15 de la séance du 8 juillet 2019 - délibération n°58 de la séance du 21 juillet 2020
----------------------------------	---

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Nous proposons aujourd'hui de modifier les tarifs de stationnement, principalement pour le parking situé sous l'Hôtel de Ville, afin d'y permettre la location de places longue durée. Cette évolution est liée à la fermeture prochaine du parking situé derrière le 33, rue de Paris — à l'arrière du Crédit Lyonnais et de la librairie — dans le but d'y aménager un espace piéton et un jardin public, entièrement végétalisé, qui s'appellera « le Jardin Desprairies ». Ce nom, proposé par l'équipe de Cogedim, m'a fait sourire — ce n'est pas un jeu de mots, même si j'ai trouvé l'idée amusante. Il ne s'écrit pas comme la célèbre famille. On a bien le droit à un peu d'humour... et d'amour aussi.

Les places de stationnement actuellement en surface seront intégralement reconstituées en sous-sol, mais elles ne seront pas situées dans le jardin lui-même. À la demande de Cogedim, la commune mettrait à disposition 23 places dans le parking public sous l'Hôtel de Ville, pour une durée de 15 mois, afin que les locataires des logements sociaux de la rue de Paris puissent conserver un stationnement pendant les travaux. Ces places leur seront ensuite réattribuées dans le nouveau parking souterrain de la résidence.

Les tarifs actuels ne prévoyaient pas cette formule de location longue durée. Nous proposons donc de mettre à jour la grille tarifaire avec un tarif mensuel de 100 euros par place.

Je précise — même si ce n'est pas écrit dans la délibération, cela me semble évident — que les locataires des logements sociaux conservent leur tarif actuel. Ce n'est pas à eux qu'il sera demandé de payer les 100 euros : c'est bien le promoteur qui prendra ces frais en charge.

Avez-vous des questions ? Non ? Alors, qui est pour ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Les tarifs du parking de l'Hôtel de Ville adoptés par délibération du conseil municipal du 8 juillet 2019 modifiée, sont modifiés comme suit :

Parking de l'Hôtel de Ville			
Horaire	Tarifs votés le 8 juillet 2019	Tarifs votés le 21 juillet 2020	Nouveaux tarifs
00:10	0,10 €	Gratuit	Inchangés
00:20	0,20 €		
00:30	0,40 €		
00:40	0,60 €		
00:50	0,80 €		
01:00	1,00 €		
01:10	1,20 €	0,50 €	
01:20	1,40 €	0,80 €	
01:30	1,60 €	1,10 €	

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

01:40	1,80 €	1,40 €	
01:50	2,00 €	1,70 €	
02:00	2,20 €	2,00 €	
02:10	2,40 €	2,30 €	
02:20	2,60 €	2,60 €	
02:30	2,80 €	2,80 €	
02:40	3,00 €	3,00 €	
02:50	3,20 €	3,20 €	
03:00	3,40 €	3,40 €	
03:10	3,60 €	3,60 €	
03:20	3,80 €	3,80 €	
03:30	4,00 €	4,00 €	
03:40	4,20 €	4,20 €	
03:50	4,40 €	4,40 €	
04:00	4,60 €	4,60 €	
05:00	5,80 €	5,80 €	
06:00	7,00 €	7,00 €	
07:00	8,20 €	8,20 €	
08:00	9,40 €	9,40 €	
09:00	11,60 €	11,60 €	
10:00	11,80 €	11,80 €	
>10:00 et <24:00		35,00 €	
Forfait soirée : véhicule arrivé après 19h et parti avant 1h du matin	1,00 €	1,00 €	
Forfait nuit : véhicule arrivé après 19h et parti avant 9h du matin	3,00 €	3,00 €	
Gratuité	1/2h une fois par jour au premier passage	La 1ère heure gratuite	
Indemnité forfaitaire d'occupation sans droit (ticket perdu...)		35,00 €	
Forfait mensuel			100,00 €
Toute tranche tarifaire commencée est due intégralement			

Article 2 : Acte des modalités spécifiques applicables aux mises à disposition de longue durée. Celles-ci feront systématiquement l'objet d'une convention de location, conclue dans le cadre des compétences déléguées au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élue ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élue remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

25 . Forfait post stationnement minoré - délais de paiement et recouvrement (FPS)

Nous avons instauré, dans le cadre du stationnement payant, un forfait post stationnement d'un montant de 50 euros et un forfait post stationnement minoré. Ce dernier, d'un montant de 35 euros, doit être payé dans les 4 jours (96 heures) suivant son émission matérialisée par un ticket sur le pare-brise.

Cette pratique pose une difficulté principale : le ticket émis peut s'envoler, être subtilisé, être détrempé par la pluie, etc. Cela oblige aussi les agents qui contrôlent à prendre en photographie le ticket apposé sur le pare-brise pour éviter les contestations.

Pour rappel, lors de la séance du conseil municipal du 13 décembre 2023 vous avez approuvé la convention qui nous lie à l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI). Cette convention confie à l'agence le traitement complet des forfaits post stationnement : de l'émission jusqu'au recouvrement. L'Agence peut aussi recouvrer pour le compte de la commune les FPS minorés.

Dès lors, pour palier aux difficultés que représente l'apposition d'un ticket sur le pare-brise, le FPS minoré sera envoyé directement au domicile de l'utilisateur. Le délai de paiement pour l'utilisateur débute à la date d'envoi et non de réception du FPS minoré par l'ANTAI. Nous proposons donc de porter à 9 jours le délai de paiement du FPS minoré pour inclure 5 jours de délais postaux.

Cette solution permet donc sécuriser la procédure pour l'utilisateur et pour la commune. Nous vous demandons donc de bien vouloir l'approuver.

Principaux textes réglementaires	- délibérations n°21 et 22 du 13 décembre 2023 - articles L.2333-87 et article R.2333-120-3 et suivants du Code général des collectivités territoriales
----------------------------------	--

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.SILVESTRE : Il s'agit ici de modifications concernant le forfait post-stationnement minoré. Vous le savez, en cas de dépassement du temps de stationnement, un forfait post-stationnement (FPS) peut être appliqué. Celui-ci a un montant de base, mais il peut être minoré si le paiement intervient rapidement, ou majoré s'il est tardif.

J'apporte cette précision, car, jusqu'à présent, la gestion du tarif minoré était assurée par le prestataire de notre ancien délégataire la SAEMES. Nous avons désormais choisi de passer directement par l'ANTAI (Agence nationale de traitement automatisé des infractions), un organisme public. Ce changement va simplifier les démarches, éviter certaines difficultés rencontrées auparavant, et apporter une plus grande clarté.

Cela implique également une évolution de la durée de validité du FPS minoré : elle passera de 5 à 9 jours. Cette extension s'explique par le mode de traitement : c'est désormais l'ANTAI qui enverra les courriers par voie postale, et ce délai supplémentaire permettra aux usagers de disposer de plus de temps pour effectuer leur règlement tout en bénéficiant du tarif minoré. C'est donc un dispositif plus simple et plus favorable pour les usagers.

Des questions sur cette modalité ? Non ? Alors, qui est pour ? Adopté à l'unanimité. Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Porte l'extension du délai de paiement des FPS minoré de 4 à 9 jours.

Article 2 : Approuve l'envoi des FPS minoré directement au domicile de l'utilisateur par l'ANTAI et la fin de son apposition sur le pare-brise des usagers ainsi que son paiement à l'horodateur.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

26 . Communication sur le bilan annuel des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO) formulés au titre du contrôle du stationnement payant durant l'année 2024

Les dispositions de l'article R.2333-120-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient la présentation au conseil municipal d'un rapport annuel rendant compte de la gestion des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO) et des décisions prises à l'issue de ces recours.

Le format des tableaux ici présentés, réalisé par la Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement de la Ville de Paris (SAEMES), prestataire de la commune pour la gestion du stationnement payant, répond aux obligations prescrites par l'annexe II du CGCT. Ils sont complétés d'une synthèse de l'activité établie pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Nous précisons ici que la commune, à la suite d'un appel d'offre, a changé de prestataire au 1^{er} avril 2025. Les modalités de gestion n'ont pas évoluées. C'est la société Indigo qui a remporté le marché et a repris le personnel en place.

Comme vous le savez, la rue de Paris et l'avenue Gallieni sont équipées de 16 horodateurs pour 230 places sur voirie. Le paiement peut se réaliser sur horodateur (pièces ou carte bleue), par internet ou application mobile.

En cas d'absence de titre de paiement, un forfait de post-stationnement (FPS) équivalent à un stationnement de 4h est appliqué.

Si l'on observe l'année 2024 nous constatons :

- 60 345 transactions payantes (+18,58%) pour une transaction moyenne de 1,8 euros (-10%) ;
- 119 322 tickets gratuits (+6,5%) représentant près de 64,98 % du nombre total de transaction ;
- 12 242 FPS acquittables ont été émis, c'est 20 % de moins qu'en 2023.

40,16 % des contrôles font l'objet d'une émission de FPS.

L'usager dispose alors de la faculté de contester ce FPS dans un délai d'un mois à compter de l'avis de paiement du FPS au travers du dépôt d'un premier recours administratif préalable obligatoire (RAPO). L'article R.2333-120-13 du CGCT prévoit que sous peine d'irrecevabilité, le RAPO doit être accompagné du certificat d'immatriculation du véhicule et de l'avis de paiement du FPS contesté. La puissance publique dispose d'un délai d'un mois pour apporter une réponse, l'absence de réponse signifiant le rejet du RAPO.

Les RAPO sont instruits par le prestataire du contrôle, la SAEMES. Vous trouverez en pièce jointe les tableaux correspondants : 478 FPS (contre 449 en 2023) ont fait l'objet d'un RAPO pour l'année 2024, soit 2,74 % des FPS. 337 RAPO (dont 102 ont été formés par des résidents joinvillais) ont été acceptés.

Je vous demande de prendre acte du rapport présenté.

Principaux textes réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> - articles R.2333-120-13 et suivants du Code général des collectivités territoriales - décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales - annexe II du code général des collectivités territoriales
Principaux documents de référence	- rapport sur les RAPO de l'année 2024

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.SILVESTRE : Lorsqu'un forfait post-stationnement (FPS) est contesté, il peut faire l'objet d'un RAPO, un recours administratif préalable obligatoire. Comme chaque année, nous devons vous présenter les statistiques légales sur ces RAPO, ville et hors ville.

Je vais donc vous donner lecture des chiffres statistiques sont obligatoires pour la communication au Conseil Municipal. Si vous souhaitez des détails complémentaires, un dossier très complet vous a été transmis, avec toutes les données concernant les titres de stationnement, les paiements, les FPS et les RAPO.

En 2024, nous avons enregistré 60 345 transactions payantes, soit une hausse de 18,6 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation s'explique probablement par la hausse du montant du FPS, qui a incité davantage d'usagers à payer leurs tickets dans les temps.

Nous avons comptabilisé 119 322 tickets gratuits, ce qui représente environ deux tiers des

transactions totales. 12 242 FPS acquittable ont été émis, soit une baisse de 20 %, là encore en lien avec la hausse du montant du FPS, qui a eu l'effet dissuasif attendu.

Au total, 40,16 % des contrôles ont donné lieu à un FPS.

Concernant les recours : 478 RAPO ont été déposés, contre 449 en 2023. 337 ont été acceptés.

Y a-t-il des questions sur ces éléments ? Non ? Dans ce cas, je vous invite à prendre acte de cette communication. Qui prend acte ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : Prend acte de la communication sur le bilan annuel des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO) formulés au titre du contrôle du stationnement payant durant l'année 2024.

27 . Tarifs de location des salles municipales

La commune mets à disposition de divers publics des salles municipales au sein de l'Hôtel de Ville.

Les tarifs de location ont été fixés par délibérations successives n°36 du 3 février 2009 et n°18 du 31 mars 2015. Depuis, ils n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation, alors même que certains espaces ont été créés, d'autres supprimés, et que le coût de la vie a considérablement évolué.

Il est donc proposé de voter les nouveaux tarifs journaliers suivant :

- **Salle des fêtes et Espace Horloge**

La salle des fêtes est la plus grande des salles que la commune met à disposition. Par ailleurs, comme pour la salle de l'Horloge, nous pouvons mettre à disposition l'office qui comprend les équipements permettant un service traiteur. Le tarif comprend la mise à disposition d'un agent d'accueil.

Ces salles, très sollicitées, font l'objet d'un tarif préférentiel réservé aux Joinvillais et Joinvillaises. Le réservataire devra justifier de sa domiciliation à Joinville-le-Pont par un document nominatif de moins de trois mois.

	Du lundi au vendredi jusque 3h du matin (rangement inclus)	Samedi jusque 3h du matin le lendemain (rangement inclus)
Salle des fêtes – tarif Joinvillais	700 €	900 €
Salle des fêtes – tarif non Joinvillais	1 050 €	1 350 €
Espace Horloge – tarif Joinvillais	400 €	600 €
Espace Horloge – tarif non Joinvillais	600 €	900 €
Mise à disposition de l'Office	200 €	

- **Autres salles**

La commune mets à disposition d'autres salles de tailles plus modestes au sein de l'Hôtel de Ville.

Le tarif comprend la mise à disposition d'un agent d'accueil lorsque cela est nécessaire.

	Du lundi au vendredi jusque 3h du matin (rangement inclus)	Samedi jusque 3h du matin le lendemain (rangement inclus)
Salle des mariages	300 €	500 €
Salle Amèle Sellam		
Salle du Conseil municipal		

La Maison des associations dispose de 5 salles qui peuvent être mises à disposition le week-end, les jours fériés, pendant les vacances scolaires et le soir jusqu'à 22h00.

Maison des associations (une salle)	300 €
-------------------------------------	-------

• **Frais supplémentaires**

Ces salles se situant au sein de l'Hôtel de Ville sans accès dédiés autres que les accès publics, la commune peut exiger la présence d'un agent de sécurité et/ou d'un agent de sécurité incendie.

Cette demande n'est pas systématique et dépend de l'horaire de location (en dehors ou non des horaires de fonctionnement de l'Hôtel de Ville) et de l'importance de l'évènement.

C'est la commune qui fournit le service qui est refacturé, après acceptation du devis par le réservataire, aux frais réels.

• **Caution**

Un chèque de caution à l'ordre du trésor public sera demandé systématiquement au réservataire du même montant que le tarif de location. Le règlement d'utilisation des salles communales dispose des conditions d'utilisation de la caution.

• **Les cas de gratuité**

Nous précisons que la gratuité s'appliquera dans le cas où un espace serait loué par :

- Une association joinvillaise ;
- Une collectivité (l'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois (PEMB), la Région Ile-de-France, etc.) ;
- Un service de l'État ;
- Une école joinvillaise ou un collège joinvillais ;
- Un parti, une association politique ou un candidat dans le cadre d'une campagne électorale ;
- Un pot de départ (mutation, retraite) d'un agent communal ou de PEMB.

Cette gratuité concerne non seulement les salles mentionnées ci-dessus, mais également d'autres espaces pouvant être mis à disposition, tels que la salle Portofino, les salles situées dans les écoles ou celles de l'EMA.

La caution ne sera pas exigée dans ces cas.

Il est à noter que ces tarifs ne s'appliquent bien entendu pas aux manifestations organisées par la commune elle-même. Ils ne s'appliquent pas non plus aux tournages de films/captation d'image qui font l'objet de tarifs spécifiques, approuvés aux termes de la délibération du conseil municipal n°14 du 8 avril 2025.

Ces tarifs s'appliqueront à toutes les réservations qui seront réalisées postérieurement au 1^{er} septembre 2025.

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

Principaux textes réglementaires

- délibération du conseil municipal n°36 du 3 février 2009
- délibération du conseil municipal n°18 du 31 mars 2015

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Il s'agit de la mise à jour des tarifs de location des salles municipales. Ces tarifs ont été définis par délibérations successives et il est proposé aujourd'hui de fixer de nouveaux tarifs journaliers pour les salles suivantes : la Salle des Fêtes, l'Espace de l'Horloge, la Salle des Mariages, la Salle du Conseil, la Maison des Associations, ainsi qu'un espace mis à disposition pour l'office traiteur.

Les tarifs sont précisés dans la délibération que vous avez reçue. Un tarif préférentiel est maintenu pour les Joinvillais, sur présentation d'un justificatif de domicile nominatif de moins de trois mois.

Pour certains types d'événements, la présence d'un agent de sécurité incendie reste obligatoire. Si le locataire ne peut en fournir un, ce service sera facturé en supplément.

Par ailleurs, la location reste gratuite pour les associations joinvillaises, les collectivités publiques (telles que Paris Est Marne & Bois, la Région, les services de l'État) et les établissements scolaires de la commune.

Je vous propose donc d'approuver ces nouvelles dispositions. Avez-vous des questions ? Oui ?

M. RENUCCI : Qu'en est-il de l'accès aux panneaux d'affichage vitrifiés, à l'espace du marché ou encore au village des associations, notamment pour les associations à caractère politique ? Est-ce que ces accès sont possibles ?

M. le Maire : C'est une très bonne question, mais elle n'a rien à voir avec cette délibération. Nous vous apporterons une réponse par écrit. Je prends la question, et vous aurez un retour.

Qui est pour ? Merci, adopté à l'unanimité.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Pour toutes les réservations réalisées après le 1^{er} septembre 2025, les tarifs applicables sont :

	Du lundi au vendredi jusque 3h du matin (rangement inclus)	Samedi jusque 3h du matin le lendemain (rangement inclus)
Salle des fêtes – tarif Joinvillais	700 €	900 €
Salle des fêtes – tarif non Joinvillais	1 050 €	1 350 €

Conseil Municipal – séance du 25 juin 2025

Espace Horloge – tarif Joinvillais	400 €	600 €
Espace Horloge – tarif non Joinvillais	600 €	900 €
Salle des mariages	300 €	500 €
Salle Amèle Sellam		
Salle du Conseil municipal		
Mise à disposition de l'Office (supplément au tarif de la salle des fêtes ou salle de l'Horloge)	200 €	

	Le week-end, les jours fériés, pendant les vacances scolaires et le soir jusqu'à 22h00
Une salle au sein de la Maison des associations	300 €

Pour bénéficier d'un tarif joinvillais, le réservataire doit disposer d'un justificatif de résidence Joinville-le-Pont à son nom de moins de 3 mois.

Article 2 : Pour les salles se situant au sein de l'Hôtel de Ville sans accès dédiés autres que les accès publics, la commune peut exiger la présence d'un agent de sécurité et/ou d'un agent de sécurité incendie. Cette demande n'est pas systématique et dépend de l'horaire de location (en dehors ou non des horaires de fonctionnement de l'Hôtel de Ville) et de l'importance de l'évènement.

La commune fournit le service qui est refacturé, après acceptation du devis par le réservataire, aux frais réels.

Article 3 : Un chèque de caution à l'ordre du trésor public sera demandé systématiquement au réservataire du même montant que le tarif de location. Le règlement d'utilisation des salles communales dispose des conditions d'utilisation de la caution.

Article 4 : La gratuité s'appliquera dans le cas où un espace serait loué par :

- Une association joinvillaise ;
- Une collectivité (l'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois (PEMB), la Région Ile-de-France, etc.) ;
- Un service de l'État ;
- Une école joinvillaise ou un collège joinvillais ;
- Un parti, une association politique ou un candidat dans le cadre d'une campagne électorale ;
- Un pot de départ (mutation, retraite) d'un agent communal ou de PEMB.

Cette gratuité concerne non seulement les salles mentionnées ci-dessus, mais également d'autres espaces pouvant être mis à disposition, tels que la salle Portofino, les salles situées dans les écoles ou celles de l'EMA.

La caution ne sera pas exigée dans ces cas.

Article 5 : Ces tarifs ne s'appliquent pas :

- Aux manifestations organisées par la commune ;
- Aux tournages de films/captation d'image qui font l'objet de tarifs spécifiques, approuvés aux termes de la délibération du conseil municipal n°14 du 8 avril 2025.

28 . Refonte du règlement d'utilisation des véhicules municipaux

Afin de faciliter le prêt de véhicules aux agents, il a été décidé de mettre en place une « boîte à clés ». Ce dispositif permettra aux agents communaux de réserver un véhicule de manière simple et nominative, puis de récupérer et restituer les clés en toute autonomie.

Dès lors, le règlement intérieur relatif à l'utilisation des véhicules administratifs, qui n'a pas été modifié depuis 2008, nécessite une refonte. Celle-ci vise à intégrer ce nouveau dispositif, mais également à rappeler un certain nombre de règles essentielles que les conducteurs sont tenus de respecter.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver la nouvelle version du règlement intérieur relatif à l'utilisation des véhicules administratifs et par conséquent d'abroger la délibération n°36 du 9 décembre 2008.

Principaux textes réglementaires	- délibération n°36 du 9 décembre 2008
Principaux documents de référence	- règlement intérieur concernant l'utilisation des véhicules de service

A reçu un avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial du 15 mai 2025

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.SELLAM : La mairie améliore son système de réservation des véhicules avec l'installation d'une boîte à clés. Cela nous a conduits à modifier le règlement en vigueur. Nous en avons profité pour y rappeler quelques règles essentielles, notamment en matière de sécurité, à l'attention des usagers. Le Comité Social Territorial a émis un avis favorable. Avez-vous des questions ? Non ? Alors, passons au vote. Qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve la refonte du règlement intérieur concernant l'utilisation des véhicules de service.

Article 2 : Approuve l'abrogation de la délibération n°36 du 9 décembre 2008.

Article 3 : Autorise le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.



RÈGLEMENT INTÉRIEUR CONCERNANT L'UTILISATION DES VÉHICULES DE SERVICE

Délibération du Conseil Municipal en date du 24/06/2025
Avis du CST en date du 15/05/2025

1. Préambule

La commune de Joinville-le-Pont dispose d'un parc de véhicules automobiles dont l'importance est adaptée aux besoins des services communaux. Ces véhicules sont mis à la disposition des agents dans le cadre de leurs déplacements professionnels.

Par ailleurs, ces véhicules sont également mis à disposition durant les astreintes afin de répondre aux événements exceptionnels et à toute situation particulière survenant sur le domaine public ou le patrimoine communal.

Il est rappelé qu'il existe deux types de véhicules :

- Le véhicule de fonction affecté au Directeur Général des Services par délibération du Conseil municipal.
- Les véhicules de services qui se distinguent ainsi :
 - Les véhicules gérés en pool de prêt et utilisés :
 - à titre occasionnel,
 - ou à titre régulier par certains agents et le Maire pour nécessité de service autorisés par délibération du Conseil municipal.
 - Les véhicules utilisés exclusivement par certains services.
 - Les véhicules techniques spécifiques (balayeuse, laveuses, utilitaires, etc.).

Le présent règlement vise à préciser les règles applicables à l'utilisation des véhicules de service.

2. Droit d'utilisation des véhicules

2.1. Engagements des utilisateurs

Les agents s'engagent à :

- Privilégier le moyen de transport le plus adapté, tant sur le plan économique que sur le plan environnemental, lorsqu'ils sont amenés à effectuer des déplacements professionnels. Les agents devront ainsi, sur le territoire communal, privilégier la marche ou le vélo mis à disposition par la commune.

- Recourir, dans la mesure du possible, à un mode de transport collectif, privilégier le covoiturage lorsque plusieurs agents se rendent vers une même destination.

2.1.1. Interdiction d'une utilisation privative

Il est strictement interdit d'utiliser un véhicule administratif pour convenance personnelle. La responsabilité de la commune ne pourra être engagée pour les dommages qu'un agent aurait subis ou provoquerait aux tiers lors de l'usage privatif d'un véhicule.

Par ailleurs, pour être imputable au service, l'accident dont est victime un fonctionnaire doit être survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ou bien au cours d'une activité constituant le prolongement du service.

Ainsi, aucun véhicule administratif ne doit être utilisé à des fins privatives. L'usage personnel d'un véhicule de service, dès lors qu'il n'a pas été autorisé, constitue une infraction pénale et une faute disciplinaire. Cela engage la responsabilité personnelle et professionnelle de l'agent.

La responsabilité du conducteur peut être aussi reconnue lorsque le conducteur, de sa propre initiative, a accepté des passagers dont la présence n'était pas en lien avec l'activité du service.

Le trajet domicile/travail avec remise à domicile (article 3.2) n'est pas considéré comme une utilisation privative.

2.1.2. Les déplacements pour formation

Sauf cas très exceptionnel et sur autorisation de l'autorité territoriale (exemple d'un lieu de formation non desservi par des transports en commun dans un rayon d'un 1 km, horaires), aucun véhicule de service ne pourra être utilisé pour se rendre à une formation.

2.2. Les personnes concernées

L'utilisation des véhicules, et notamment les garanties souscrites auprès de la compagnie d'assurance de la commune, s'appliquent à :

- Tous les agents, stagiaires ou apprentis sous contrat ou convention, stagiaires de l'enseignement.
- Tous les élus.

Le conducteur de tout véhicule doit donc obligatoirement relever de ces catégories.

Chaque conducteur doit :

- Être titulaire du permis de conduire et doit s'assurer de sa validité,

- Seul le conducteur est informé du retrait de points et de l'invalidation éventuelle de son permis de conduire. Il relève de sa responsabilité d'informer sa hiérarchie en cas de perte totale de ses points ou de la suspension de son permis de conduire.
- Le conducteur doit être vigilant sur son état de santé et notamment signaler toute interdiction ou restriction d'ordre médical pour la conduite d'un véhicule.
- Respecter scrupuleusement les règles du code de la route et des conditions de stationnement.

La commune est couverte à raison des personnes transportées dans ses véhicules pour l'ensemble des passagers. Comme il est toutefois indiqué à l'article 2.1.1, la responsabilité du conducteur peut être aussi reconnue lorsque le conducteur, de sa propre initiative, a accepté des passagers dont la présence n'était pas en lien avec l'activité du service

Il est possible de transporter gratuitement des personnes extérieures à la collectivité (agents d'autres collectivités ou de partenaires, ...) s'il est en lien avec les missions de service de l'agent conducteur.

Le conducteur n'est pas autorisé à prendre une ou des personnes en auto-stop sur son trajet.

L'utilisateur s'engage à conduire le véhicule avec courtoisie, avec prudence, dans le respect du code la route et des mentions faites dans le présent règlement.

3. Règles d'utilisation des véhicules de services

3.1. Les autorisations (Annexes)

Les autorisation permanentes sont délivrées par le Maire suivant le modèle joint au présent règlement.

3.2. Le remisage à domicile

L'utilisation pour le trajet domicile-travail exclusivement peut être autorisée à titre exceptionnel pour l'ensemble des agents :

- Si l'utilisation du véhicule de service au départ du domicile de l'agent permet de gagner du temps pour se rendre sur le lieu du travail (réunion spécifique),
- La nécessité de récupérer un véhicule la veille de la mission doit être justifiée par le fait que la résidence de l'agent effectuant le déplacement est éloignée de Joinville-le-Pont ou du site sur lequel le véhicule est stationné, et que, par conséquent, la mission n'est pas sur le trajet des agents au départ de leur domicile.

Certains agents bénéficient, pour nécessité de service, d'une autorisation permanente de remisage à domicile d'un véhicule de service. Celle-ci couvre les trajets travail-domicile qui doit être la plus courte distance. Ces agents

s'engagent à mettre systématiquement ces véhicules à disposition du service ou du pool de prêt aux horaires de service.

Bien entendu, ces véhicules ne doivent pas être utilisés à des fins personnelles et, en cas d'absence (congrés notamment ou maladie), le véhicule doit rester à la disposition du service.

Par ailleurs, l'agent bénéficiaire de l'autorisation de remisage à domicile (exceptionnelle ou permanente) s'engage à stationner son véhicule sur un emplacement autorisé, à fermer le véhicule et à activer, s'il existe, le système antivol, ainsi qu'à dissimuler tout objet susceptible d'attirer l'attention d'éventuels voleurs.

3.3. Interdiction de fumer et de manger

Depuis le 1er février 2007, le véhicule de service est considéré comme la continuité du lieu de travail et l'interdiction de fumer s'applique dans celui-ci de la même manière que dans les autres locaux. Il est également interdit de manger dans les voitures de service.

Pour le respect de l'ensemble des agents qui sont amenés à utiliser les véhicules, il est indispensable que les utilisateurs rendent les véhicules en ayant préalablement enlevé papier mouchoir, bouteille, etc.

3.4. La tenue du carnet de bord et l'entretien du véhicule

3.4.1. Véhicules gérés par une boîte à clé

Les agents sont priés de vérifier que tous les documents de bord sont à l'intérieur du véhicule (pochette dédiée) :

- Attestation d'assurance
- Constat

Le remplissage des données du trajet par l'agent (notamment le kilométrage) est obligatoire sur l'écran de la boîte à clés.

Il est rappelé qu'il est strictement interdit de réserver un véhicule via le système de réservation de la boîte à clés pour un autre agent. La réservation est nominative.

3.4.2. Véhicules non gérés par une boîte à clé

Les agents sont priés de vérifier que tous les documents de bord sont à l'intérieur du véhicule (pochette dédiée) :

- Attestation d'assurance
- Constat
- Carnet de bord

Le remplissage (notamment le kilométrage et le nom du conducteur) par l'agent du carnet de suivi au format papier est obligatoire pour chaque trajet.

3.4.3. Entretien

Pour tous les véhicules, chaque conducteur doit s'assurer de la propreté et du bon état de marche (en lien avec l'atelier mécanique du garage municipal) du véhicule placé sous sa responsabilité.

S'il constate des anomalies, il doit sans délai en informer sa hiérarchie et le garage municipal.

4. Modalité de réservation des véhicules gérés en pool mutualisé

Pour réserver un véhicule, pour tout déplacement, l'agent doit se connecter au logiciel de réservation.

Il devra, le jour et heure de la réservation, se rendre à la boîte à clé et utiliser soit le code confidentiel reçu par courriel soit son badge.

Une notice est téléchargeable sur le serveur interne (procédures) expliquant le fonctionnement du site de réservation et de l'armoire à clés.

Le réservataire est considéré comme le conducteur.

Le véhicule doit être restitué selon les horaires de réservation déterminés, le plein de carburant ou la mise en charge électrique doit être effectué.

A ce jour, un pool mutualisé existe. Il se situe dans le parking du Bataillon et la boîte à clé dans le hall de l'Hôtel de Ville. Les véhicules doivent être garés sur les emplacements identifiés.

5. Accidents et infractions

5.1. Les accidents

En cas d'accrochage, avec ou sans tiers, le constat à l'amiable doit être correctement rempli et adressé directement et transmis au pôle ressources de la Direction des Services Techniques (avec la copie couleur du permis de conduire).

En cas d'accident ou de panne, tous les véhicules sont couverts par une assistance dépannage, prise en charge du véhicule et des personnes, dont voici les coordonnées :.

Toutes les demandes d'interventions mécaniques sont gérées et commandées par le garage municipal. Pour le suivi et la facturation, le dépanneur devra être mis en lien avec ce service.

Si, pour des circonstances diverses et exceptionnelles, l'agent est obligé de régler une dépense (carburant, service, niveau, ...) pour le compte de la commune, il devra payer **en numéraire**, remettre la facture ou le justificatif acquitté et visé par le prestataire à la Direction des finances. Ce service, après l'avoir prise en compte, rembourse à l'agent concerné. L'agent pourra aussi bénéficier du régime de remboursement des frais de mission prévus par les délibérations du conseil municipal du 30/11/2010 et du 13/06/2023 si les conditions prévues sont remplies.

5.2. Dommages subis par les agents

La commune est responsable des dommages subis par l'agent dans le cadre de son service. L'accident dont peut être victime l'agent au cours d'un déplacement professionnel est considéré comme un accident du travail.

Néanmoins, la faute de la victime peut être une cause d'exonération de la responsabilité de la commune.

La responsabilité de la commune ne saurait être engagée à raison des dommages subis par l'agent en dehors du service.

5.3. Dommages subis par des tiers

La commune est responsable, à l'égard des tiers, des dommages causés par son agent, dans l'exercice de ses fonctions, avec un véhicule de service.

Toutefois la commune pourra ensuite se retourner contre l'agent ayant commis une faute détachable du service, pour obtenir, en tout ou partie, le remboursement des indemnités versées aux victimes

- En cas de faute lourde et personnelle ayant causé l'accident (La conduite du véhicule de service en état d'ivresse, la conduite sans permis de conduire)
- En cas d'utilisation privative d'un véhicule de service ou d'écart de l'itinéraire prescrit ou du périmètre de circulation sans autorisation préalable.

5.4. Infractions

Depuis le 1er janvier 2017, conformément à l'article L.121-6 du code de la route, l'employeur (entreprises privées ou collectivités territoriales) est tenu de dénoncer « les auteurs d'infractions routières ».

La procédure interne est la suivante :

- Dès la réception du PV ou du FPS, il est transmis au pôle ressources de la Direction des Services techniques qui en informe l'agent ayant commis l'infraction.
- Pour les PV, le pôle ressources de la Direction des Services techniques transmet le formulaire de requête en exonération. Ce dernier doit être retourné dans les 5 jours, complété par l'identité et les coordonnées postales du contrevenant + le numéro du permis de conduire (ou une

photocopie couleur). Un nouveau procès-verbal sera adressé au contrevenant qui devra s'acquitter de l'amende, comme précédemment et se verra également retirer les points correspondants sur son permis de conduire.

- Pour les FPS l'agent doit s'acquitter du FPS et en apporter la preuve à la collectivité. Les FPS ne concernent pas le territoire communal, les véhicules de la commune étant exemptés de paiement du stationnement.

AUTORISATION PERMANENTE DE CONDUITE D'UN VÉHICULE DE SERVICE

- Vu le règlement d'utilisation des véhicules de services de la commune de Joinville-le-Pont, dont il déclare avoir pris connaissance,
- Vu l'arrêté de nomination de M/Mme XXXXX
- Vu l'attestation sur l'honneur de M/Mme XXXXX de validité de son permis de conduire en date du XXXXX
- M/Mme XXXXX est autorisé.e à conduire un véhicule de service appartenant à la Ville afin d'effectuer les missions relevant de sa fonction,
- Cette autorisation est permanente et prendra fin en cas de départ de l'agent (mutation/retraite) ou en cas d'incapacité à conduire.

Fait à Joinville-le-Pont, le _____

Le Maire,

L'intéressé.e,

**AUTORISATION DE REMISAGE
A DOMICILE D'UN VÉHICULE DE SERVICE**

☐ **PONCTUELLE (1)**

☐ **PERMANENTE (1)**

Je soussigné _____ Maire de Joinville-le-Pont

Autorise :

☐ M ☐ Mme Prénom _____ NOM _____

Fonction : _____

à remiser le véhicule de service :

de marque : _____

Immatriculé : _____

à l'adresse suivante :

du / / au / /

De heures à heures.

Motifs : _____

Fait à Joinville-le-Pont, le _____

Le Maire,

L'intéressé.e,

ATTESTATION SUR L'HONNEUR VALIDITÉ DU PERMIS DE CONDUIRE

Je soussigné M/Mme XXXX

Atteste sur l'honneur être en possession d'un permis de conduire n°

Délivré par la Préfecture de

En date du

Je confirme que mon permis est toujours valide ce jour.

Je m'engage à signaler immédiatement, toute suspension provisoire de mon permis de conduire ou son annulation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit

Fait à _____ Le _____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

29 . Attribution de véhicules de service/fonction

Le règlement intérieur concernant l'utilisation des véhicules administratifs vient de vous être proposé au vote. Il pose le cadre de l'utilisation des véhicules communaux c'est-à-dire des véhicules de service.

L'article L. 2123-18-1-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « *selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie* ».

Nous devons donc délibérer annuellement des conditions d'attribution de ces véhicules.

• Véhicules de service

Il existe dix véhicules de service qui sont affectés nominativement pour l'usage du maire et de certains agents de la collectivité :

- La Directrice des Services Techniques
- Le Responsable du patrimoine bâti
- La Responsable des travaux neufs
- Le Directeur de la Police Municipale
- Le Responsable de la régie bâtiment
- Le Responsable de la régie espaces verts
- Le Responsable de la régie logistique
- Le Responsable du garage municipal
- Le Responsable de la régie propreté

Leur utilisation privative revêt un caractère négligeable et se résume au strict minimum, trajets domicile-travail. L'utilisation de ces véhicules de service pour le trajet domicile-travail, incluant le remisage à résidence, est autorisée et n'est pas assimilée à un avantage en nature et de ce fait n'est pas valorisée comme tel sur les bulletins de salaire.

• Véhicule de fonction

Outre l'utilisation pour les besoins professionnels, le véhicule est, en partie, affecté à l'usage privatif de l'agent.

Un véhicule de fonction peut être attribué réglementairement au Directeur Général des Services, compte tenu de son statut et des contraintes de son poste, de façon permanente et exclusive pour son usage professionnel, ainsi que pour ses déplacements privés.

Il convient de noter que l'attribution d'un véhicule de fonction est un avantage en nature fiscalisé sur la déclaration de revenus de l'agent bénéficiaire.

Je vous demande donc de bien vouloir délibérer pour l'année 2025 sur la mise à disposition des véhicules pour ces fonctions.

Principaux textes réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> - article L.721-3 Code Général de la fonction publique - article L2123-18-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales - délibération n°22 du Conseil municipal du 7 avril 2009 - délibération n°29 du 11 avril 2023 - délibération n°20 du 10 octobre 2023
Principaux documents de référence	- Règlement d'utilisation des véhicules municipaux

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.TAGNON : Un vote vous est proposé concernant le règlement intérieur qui encadre l'utilisation des véhicules communaux, à savoir les véhicules de service et de fonction. Je vous invite donc à délibérer pour l'année 2025 sur la mise à disposition de ces véhicules dans le cadre des fonctions concernées. Cette délibération a reçu un avis favorable de la Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité. Avez-vous des questions ? Non ? Qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Décide que les emplois ou missions qui permettent l'octroi d'un véhicule de service sont les suivants :

- La Directrice des Services Techniques
- Le Responsable du patrimoine bâti
- La Responsable des travaux neufs
- Le Directeur de la Police Municipale
- Le Responsable de la régie bâtiment
- Le Responsable de la régie espaces verts
- Le Responsable de la régie logistique
- Le Responsable du garage municipal
- Le Responsable de la régie propreté

Les conditions d'utilisation d'un véhicule de service sont les suivantes :

- Ils sont utilisés pour leurs besoins professionnels dans le cadre du règlement intérieur de la collectivité,
- Leur utilisation privative revêt un caractère négligeable et se résume au strict minimum, trajets domicile-travail, soirs et week-end inclus,
- L'utilisation de ces véhicules de service pour le trajet domicile-travail, incluant le remisage à résidence, est autorisée et n'est pas assimilée à un avantage en nature et de ce fait n'est pas valorisée comme tel sur les bulletins de salaire,
- Les dépenses liées à l'utilisation, à l'entretien et l'assurance du véhicule sont prises en charge par la commune.

Article 2 : Décide de l'attribution d'un véhicule de fonction au Directeur Général des Services.

Les conditions d'utilisation d'un véhicule de fonction sont les suivantes :

- Un véhicule de fonction peut être attribué réglementairement au Directeur Général des Services, compte tenu de son statut et des contraintes de son poste, de façon permanente et exclusive pour son usage professionnel, ainsi que pour ses déplacements privés,
- Les dépenses liées à l'utilisation, à l'entretien et l'assurance du véhicule sont prises en charge par la commune,
- Il s'agit d'un avantage en nature fiscalisée selon la réglementation en vigueur.

Article 3 : Précise que ces attributions sont annuelles et il conviendra d'en délibérer tous les ans.

Article 4 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L. 2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

30 . Convention tripartite relative à l'acquisition de prothèses auditives au bénéfice d'un agent communal reconnu travailleur handicapé

Engagée en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap, la commune s'est dotée d'un poste de chargé de mission inclusion, égalité femmes-hommes et lutte contre les discrimination afin de conduire des actions de politique publique et assurer un suivi attentif aux agents en situation de handicap.

Dans ce cadre, elle met en œuvre les modalités d'accompagnement au maintien dans l'emploi des agents conformément aux disposition de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées qui consacre un « droit à compensation » pour les bénéficiaires de la loi.

Les dépenses réalisées par l'employeur au titre de ces compensations, notamment sous la forme d'aides techniques au bénéfice d'un agent bénéficiaire de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapé (BOETH) peuvent faire l'objet d'une prise en charge financière par le Fond d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

Ces demandes de prise en charge financière auprès du FIPHFP sont effectuées a posteriori d'une dépense réalisée sur la base d'une prescription médicale de la médecine professionnelle et déduction faite des prises en charge des parts sécurité sociale, mutuelle et prestations de compensation du handicap accordées, le cas échéant, par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

Il convient ainsi en amont d'établir une convention tripartite entre le bénéficiaire de l'aide technique, le fournisseur et la commune concernant le reste à charge, déduction faite des autres modalités de financement.

En l'espèce, une demande de financement concerne actuellement la prise en charge de prothèses auditives au bénéfice d'un agent de la commune reconnu travailleur handicapé.

Je vous propose donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite annexée à la présente délibération.

Principaux textes réglementaires	- loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - code général de la fonction publique et notamment les articles de L.351-1 à L.351-15
----------------------------------	--

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.SELLAM : Tout d'abord, je tiens à saluer L.L chargée de mission inclusion, égalité femmes-hommes. Elle gère les problématique d'handicape des agents. Nous avons mis en place une convention tripartite entre le fournisseur, le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) et l'agent, afin d'optimiser la prise en charge financière d'un appareil auditif nécessaire. Avez-vous des questions ? Non ? Qui est pour ? Unanimité. Merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention tripartite annexé à la présente délibération relative à l'acquisition de prothèses auditives au bénéfice d'un agent communal reconnu comme travailleur handicapé.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en exécution de la présente délibération.

31 . Création et suppression des emplois permanents

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité territoriale ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de déterminer la création des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et de supprimer les emplois dont le maintien n'est plus indispensable au regard des besoins du service public.

Tenant compte des modifications de l'organisation des services en lien avec les besoins du service public, il est ainsi proposé les évolutions mentionnées ci-dessous, modifiant la délibération n°32 du 11 décembre 2024 portant sur la création, pour régularisation, de l'ensemble des emplois de la collectivité, dernièrement modifiée par délibération n°20 du 8 avril 2025.

Création des emplois permanents :

- Sur la filière administrative

- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : Chargé de formation ;
- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : Chargé de billetterie, de communication et de relation avec les publics.
- Sur la filière animation
 - 3 emplois permanent à temps non complet à 90 %, relevant du cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : animateurs périscolaires.
- Sur la filière culturelle
 - 2 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : Professeur de formation musicale et professeur de piano
 - 1 emploi permanent à temps non complet à 87,5 %, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : professeur de saxophone et du big bang
- Sur la filière médico sociale
 - 2 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriale, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : 2 auxiliaires de puériculture.
- Sur la filière sociale
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, catégorie A, correspondant aux fonctions suivantes : éducateur de jeunes enfants.
- Sur la filière technique
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : technicien bâtiments décret tertiaire et fluides
 - 6 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : 1 Adjoint technique - Fonction A.T.S.E.M, 1 Agent polyvalent d'entretien de l'espace public, 3 Assistants éducatifs petite enfance, 1 Agent de service polyvalent.

Les emplois permanents pourront être pourvus par des fonctionnaires relevant d'un des grades des cadres d'emplois cibles ou au regard de leur parcours et de leurs compétences, d'un grade du cadre d'emplois inférieur.

Les emplois permanents pourront également être occupés par des agents contractuels recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L.332-14 du Code général de la fonction publique. Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L.332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Pour répondre aux besoins temporaires tels que définis par l'article L.332-13 du même code, le recrutement d'agents contractuels est également autorisé à titre temporaire, pour une durée déterminée dans la limite de la durée d'absence de l'agent affecté sur l'emploi permanent à remplacer. Le contrat peut prendre effet avant le départ de l'agent faisant l'objet du remplacement.

Selon la nature des emplois concernés, les emplois permanents pourront, par dérogation, être pourvus par un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique :

- L332-8 1° :Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- L332-8 2° :Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

Au terme de la limite maximale de six ans à durée déterminée, la reconduction ne pourra avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée, conformément aux articles L.332-9 à L.332-12 du même code. En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment. Son niveau de recrutement et de rémunération seront définis sur la base des diplômes et de l'expérience et correspondront à ceux fixés pour le recrutement statutaire de l'emploi créé.

Suppression des emplois permanents :

- Sur la filière administrative
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, catégorie B, dont les fonctions correspondent aux fonctions suivantes : Responsable de la formation ;
 - 2 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : Assistante de vie scolaire, Chargé d'accueil et de billetterie.
- Sur la filière animation
 - 1 emploi permanent à temps non complet à 23,37 % relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : animateur périscolaire.
- Sur la filière sociale
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, catégorie C, dont les fonctions correspondent à l'intitulé du grade
- Sur la filière technique
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, catégorie A, correspondant aux fonctions suivantes : adjoint au responsable pôle travaux neufs ;
 - 3 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, catégorie B, dont les fonctions correspondent aux fonctions suivantes : adjoint au responsable du pôle patrimoine bâti, responsable du pôle patrimoine bâti, dessinateur projeteur ;
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, dont les fonctions correspondent aux fonctions suivantes : Mécanicien polyvalent.

Les effets de la présente délibération et des suivantes, portant sur les créations et les suppressions d'emplois, sont et seront traduits dans les délibérations relatives au tableau des effectifs.

Principaux textes réglementaires	- articles L.313-1, L.332-8 et suivants, L.332-9 à L.332-12 , L.332-13 et L.332-14 du Code général de la fonction publique - délibération n°32 du conseil municipal du 11 décembre 2024 relative à la création pour régularisation de 408 emplois - délibération n°20 du conseil municipal du 8 avril 2025 relative à la création et suppression des emplois permanents
Principaux documents de référence	- tableau des effectifs

A reçu l'avis favorable des membres des comités sociaux territoriaux des 18 février et 15 mai 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Crée les emplois permanents suivants :

- Sur la filière administrative
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : Chargé de formation ;
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : Chargé de billetterie, de communication et de relation avec les publics.
- Sur la filière animation
 - 3 emplois permanent à temps non complet à 90 %, relevant du cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : animateurs périscolaires.
- Sur la filière culturelle
 - 2 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : Professeur de formation musicale et professeur de piano ;
 - 1 emploi permanent à temps non complet à 87,5 %, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : Professeur de saxophone et du big bang.
- Sur la filière médico sociale
 - 2 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriale, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : 2 auxiliaires de puériculture.

- Sur la filière sociale

- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, catégorie A, correspondant aux fonctions suivantes : Éducateur de jeunes enfants.

- Sur la filière technique

- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : Technicien bâtiments décret tertiaire et fluides ;
- 6 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : 1 Adjoint technique - Fonction A.T.S.E.M, 1 Agent polyvalent d'entretien de l'espace public, 3 Assistants éducatifs petite enfance, 1 Agent de service polyvalent.

Article 2 : Précise que les emplois permanents pourront être pourvus par des fonctionnaires relevant d'un des grades des cadres d'emplois cibles ou au regard de leur parcours et de leurs compétences, d'un grade du cadre d'emplois de catégorie inférieur.

Article 3 : Précise que les emplois permanents pourront également être occupés par des agents contractuels recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L.332-14 du Code général de la fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L.332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Pour répondre aux besoins temporaires tels que définis par l'article L.332-13 du même code, le recrutement d'agents contractuels est également autorisé à titre temporaire, pour une durée déterminée dans la limite de la durée d'absence de l'agent affecté sur l'emploi permanent à remplacer. Le contrat peut prendre effet avant le départ de l'agent faisant l'objet du remplacement.

Article 4 : Précise que selon la nature des emplois concernés, les emplois permanents pourront, par dérogation, être pourvus par un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique :

- L.332-8 1° : Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- L.332-8 2° : Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

Au terme de la limite maximale de six ans à durée déterminée, la reconduction ne pourra avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée, conformément aux articles L.332-9 à L.332-12 du même code.

A chaque fois, la nature des fonctions et les niveaux de recrutement et de rémunération de l'agent recruté sous contrat correspondent à ceux fixés pour le recrutement statutaire sur l'emploi créé.

Article 5 : Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de chaque exercice considéré.

Article 6 : Supprime les emplois permanents suivants :

- Sur la filière administrative

- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, catégorie B, dont les fonctions correspondent aux fonctions suivantes : Responsable de la formation ;
- 2 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : Assistante de vie scolaire, Chargé d'accueil et de billetterie.
- Sur la filière animation
 - 1 emploi permanent à temps non complet à 23,37 % relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : animateur périscolaire.
- Sur la filière sociale
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, catégorie C, dont les fonctions correspondent à l'intitulé du grade.
- Sur la filière technique
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, catégorie A, correspondant aux fonctions suivantes : Adjoint au responsable pôle travaux neufs ;
 - 3 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, catégorie B, dont les fonctions correspondent aux fonctions suivantes : Adjoint au responsable du pôle patrimoine bâti, responsable du pôle patrimoine bâti, dessinateur projeteur ;
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, dont les fonctions correspondent aux fonctions suivantes : Mécanicien polyvalent.

Article 7 : Précise que les effets de la présente délibération sont traduits dans la délibération relative au tableau des effectifs.

Article 8 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élue ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élue remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

32 . Tableau des effectifs

Les modifications du tableau des effectifs présentées aujourd'hui correspondent :

- à la création des postes nécessaires au bon fonctionnement des services ;
- aux suppressions de postes, notamment liées aux évolutions de carrière ;
- et aux divers ajustements liés aux évolutions de carrière des agents et aux mouvements du

personnel.

Tous les postes permanents créés sont susceptibles d'être pourvus par voie contractuelle sur le fondement des articles L.332-8 à L.332-14 du Code général de la fonction publique, si la procédure ne permet pas d'aboutir au recrutement d'agents fonctionnaires.

Le détail par filière et cadre d'emplois se trouve dans les tableaux qui suivent.

Les emplois non permanents suivant sont créés :

- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance pour le remplacement d'un agent en congé de longue maladie (article L.332-13 du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance en renfort pour assurer la continuité de service en raison du temps partiel thérapeutique d'un agent (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'agent de service polyvalent pour le remplacement d'un agent en arrêt pour accident de travail en crèche (article L.332-13 du Code général de la fonction publique) ;
- 2 postes d'adjoints techniques saisonniers représentant 4 mois au sein des régies bâtiments et espaces verts (article L.332-23 2° du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint administratif saisonnier représentant 2 mois au sein du guichet unique (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint du patrimoine saisonnier représentant 2 mois au sein de la bibliothèque (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint d'animation saisonnier représentant 1,5 mois d'activité au sein de la ludothèque (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique).

Les emplois non permanents suivants sont toujours en cours :

- 1 poste d'agent de maîtrise en accroissement temporaire d'activité pour soutenir l'activité à la direction des services techniques (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique).

Principaux textes réglementaires	- articles L.332-8, L.332-13, L.332-14, L.332-23 1° et 2° du Code général de la fonction publique - la circulaire du 11 janvier 2018 relative aux parcours emploi compétences et au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi
Principaux documents de référence	- tableau des effectifs

A reçu un avis favorable du comité social territorial du 15 mai 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M.SELLAM: Comme à chaque fois, nous avons procédé au nettoyage des bases de données quantitatives liées aux fiches de poste, en travaillant sur le nombre de postes. Nous avons reçu un avis favorable du CST. Des questions ? Non ? Qui est pour ? Unanimité. Merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Décide de valider l'ensemble des créations et suppressions de postes proposées, les ajustements liés aux évolutions de carrière des agents et les mouvements du personnel présentés dans le tableau des effectifs en annexe de la présente délibération, d'adopter ce tableau et précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés sur ces emplois sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 2 : Décide de créer les emplois non permanents suivants :

- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance pour le remplacement d'un agent en congé de longue maladie (article L.332-13 du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance en renfort pour assurer la continuité de service en raison du temps partiel thérapeutique d'un agent (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'agent de service polyvalent pour le remplacement d'un agent en arrêt pour accident de travail en crèche (article L.332-13 du Code général de la fonction publique) ;
- 2 postes d'adjoints techniques saisonniers représentant 4 mois au sein des régies bâtiments et espaces verts (article L.332-23 2° du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint administratif saisonnier représentant 2 mois au sein du guichet unique (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint du patrimoine saisonnier représentant 2 mois au sein de la bibliothèque (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique) ;
- 1 poste d'adjoint d'animation saisonnier représentant 1,5 mois d'activité au sein de la ludothèque (article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique).

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

TABLEAU DES EFFECTIFS

Les modifications du tableau des effectifs présentées aujourd'hui correspondent :

- à la création des postes nécessaires au bon fonctionnement des services ;
- aux suppressions de postes, notamment liée aux évolutions de carrière
- et aux divers ajustements liés aux évolutions de carrière des agents et aux mouvements du personnel.

Tous les postes permanents créés sont susceptibles d'être pourvus par voie contractuelle sur le fondement de l'article L. 352-4 relatif aux recrutements et aux conditions d'accès aux emplois des personnes en situation de handicap ou des articles L 332-14, L332-8 ou L.332-12 ou du Code général de la fonction publique, si la procédure ne permet pas d'aboutir au recrutement d'agents fonctionnaires.

Les emplois non permanents suivants sont créés :

- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance pour le remplacement d'un agent en congé de longue maladie (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance en renfort pour assurer la continuité de service en raison du temps partiel thérapeutique d'un agent (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'agent de service polyvalent pour le remplacement d'un agent en arrêt pour accident de travail en crèche (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)
- 2 postes d'adjoints techniques saisonniers représentant 4 mois au sein des régies bâtiments et espaces verts (article L.332-23 2 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint administratif saisonnier représentant 2 mois au sein du guichet unique (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint du patrimoine saisonnier représentant 2 mois au sein de la bibliothèque (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint d'animation saisonnier représentant 1,5 mois d'activité au sein de la ludothèque (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)

Les emplois non permanents suivants sont toujours en cours :

- 1 poste d'agent de maîtrise en accroissement temporaire d'activité pour soutenir l'activité à la direction des services techniques (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)

Récapitulatif par filière / catégorie d'emplois :

	Somme de Total postes pourvus	Somme de Total postes budgétés avant	Somme de Total ETP avant	Nombre de Création	Nombre de Suppression	Somme de Postes TC budgétés après	Somme de Postes TNC budgétés après	Somme de Total postes budgétés après	Somme de Total ETP budgétés après
Emplois fonctionnels	5	5	4,90			4	1	5	4,90
Emplois non permanents	8	18	17,48			17	1	18	17,48
Filière administrative	85	94	93,80	2,00	-3	92	1	93	92,80
Filière animation	71	77	69,37	2,90	-0,2337	50	29	79	72,04
Filière culturelle	41	41	26,65	2,925		15	30	45	29,58
Filière médico-sociale	13	14	13,91	4,00	-1	16	1	17	16,91
Filière Police municipale	20	21	21,00			21	0	21	21,00
Filière sociale	24	24	23,80	1,00		24	1	25	24,80
Filière sportive	3	3	1,74			1	2	3	1,74
Filière technique	141	147	144,86	6,00	-2	143	8	151	148,86
Total général	410	444	417,51	18,825	-6,2337	383	74	457	430,10

GRADES / EMPLOIS EMPLOIS FONCTIONNELS ET FILIERE ADMINISTRATIVE	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total Directeur général des services	1	1	1,00	0,00		1	0,00	1	1,00
Total Directeur général adjoint des services	3	3	2,90	0,00		2	1,00	3	2,90
Total Directeur des services techniques	1	1	1,00	0,00		1	0,00	1	1,00
Total Attaché hors classe	0	2	2,00	0,00		2	0	2	2,00
Total Attaché principal	4	4	4,00	0,00		4	0	4	4,00
Total Attaché	17	18	18,00	0,00		18	0	18	18,00
Total Rédacteur principal de 1ère classe	2	2	2,00	0,00		2	0	2	2,00
Total Rédacteur principal de 2ème classe	3	3	3,00	0,00		3	0	3	3,00
Total Rédacteur	11	14	14,00	0,00		14	0	14	14,00
Total Adjoint administratif principal de 1ère classe	24	25	24,80	0,00		24	1	25	24,80
Total Adjoint administratif principal de 2ème classe	12	13	13,00	-1,00	- 1 poste à supprimer suite disponibilité pour convenances personnelles	12	0	12	12,00
Total Adjoint administratif	10	13	13,00	-1,00	- 1 poste à supprimer non occupé - 1 poste à supprimer suite recrutement assistant de vie scolaire sur autre grade - 1 poste à créer suite décision budgétaire 2025	12	0	12	12,00

CONSEIL MUNICIPAL – 24/06/2025

GRADES FILIERE TECHNIQUE	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total Ingénieur hors classe	1	1	1,00	0,00		1	0,00	1	1,00
Total Ingénieur principal	2	3	3,00	0,00		3	0,00	3	3,00
Total Ingénieur	3	5	5,00	0,00		5	0,00	5	5,00
Total Technicien principal de 1ère classe	2	2	2,00	0,00		2	0	2	2,00
Total Technicien principal de 2ème classe	7	7	6,80	0,00		6	1	7	6,80
Total Technicien	2	4	4,00	1,00	- 1 poste à créer pour recrutement technicien bâtiment	5	0	5	5,00
Total Agent de maîtrise principal	10	10	10,00	0,00		10	0	10	10,00
Total Agent de maîtrise	5	5	5,00	0,00		5	0	5	5,00
Total Adjoint technique principal de 1ère classe	16	16	16,00	-1,00	- 1 poste à supprimer suite nomination sur autre grade après concours	15	0	15	15,00
Total Adjoint technique principal de 2ème classe	43	43	42,38	1,00	- 1 poste à créer suite renouvellement contrat sur 2 ^{ème} grade	42	2	44	43,38
Total Adjoint technique	49	51	49,68	3,00	- 1 poste à supprimer suite renouvellement contrat sur 2 ^{ème} grade - 4 postes à créer pour recrutements crèche Les Petits Chéris	49	5	54	52,68

GRADES FILIERE SOCIALE	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total Assistant socio-éducatif de classe exc.	2	2	2,00	0,00		2	0	2	2,00
Total Assistant socio-éducatif	3	3	3,00	0,00		3	0	3	3,00
Total Educateur de jeunes enfants de classe exc.	4	4	4,00	0,00		4	0	4	4,00
Total Educateur de jeunes enfants	1	1	1,00	1,00	- 1 poste à créer pour recrutement crèche Les Petits Chéris	2	0	2	2,00
Total ASEM principal de 1ère classe	5	5	5,00	0,00		5	0	5	5,00
Total ASEM principal de 2ème classe	9	9	8,80	0,00		8	1	9	8,80

GRADES / EMPLOIS FILIERE MEDICO SOCIALE	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total Psychologue de classe normale	1	1	0,91	0,00		0	1	1	0,91
Total Infirmier en soins généraux	1	1	1,00	0,00		1	0	1	1,00
Total Auxiliaire de puériculture principal de classe supérieure	3	3	3,00	0,00		3	0	3	3,00
Total Auxiliaire de puériculture de classe normale	8	9	9,00	3,00	-3 postes à créer pour 2 recrutements crèche Les Petits Chéris + 1 nomination sur ce grade suite réussite concours	12	0	12	12,00

CONSEIL MUNICIPAL – 24/06/2025

GRADES / EMPLOIS FILIERE SPORTIVE	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total Educateur des activités physiques et sportives	3	3	1,74	0,00		1	2	3	1,74

GRADES / EMPLOIS FILIERE CULTURELLE	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total Professeur d'enseignement artistique hors classe	1	1	1,00	0,00		1	0,00	1	1
Total Professeur d'enseignement artistique classe normale	2	2	1,1875	0,00		0	2	2	1,1875
Total Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	9	10	6,35	0,875	- Poste à créer TNC 87,5 % pour modification activité et quotité temps de travail professeur de musique	3	8	11	7,23
Total Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	17	17	9,6625	2,05	- Poste TNC 65 % à créer pour remplacement sur ce grade suite départ retraite professeur de musique - Poste TNC 40 % à créer pour remplacement sur ce grade suite départ retraite professeur de musique - Poste à créer TC pour augmentation quotité de travail temps complet professeur de musique	4	16	20	11,7125
Total Assistant d'enseignement artistique	4	4	1,45	0,00		0	4	4	1,45
Total Assistant de conservation du patrimoine ppal de 1ère classe	0	1	1,00	0,00		1	0,00	1	1,00
Total Assistant de conservation du patrimoine ppal de 2ème classe	0	0	0,00	0,00		0	0,00	0	0,00
Total Assistant de conservation du patrimoine	0	0	0,00	0,00		0	0,00	0	0,00
Total Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	1	1	1,00	0,00		1	0,00	1	1,00
Total Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	1	1	1,00	0,00		1	0,00	1	1,00

CONSEIL MUNICIPAL – 24/06/2025

Total Adjoint du patrimoine	3	4	4,00	0,00		4	0,00	4	4,00
------------------------------------	---	---	------	------	--	---	------	---	------

GRADES / EMPLOIS FILIERE ANIMATION	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total animateur principal de 2^{ème} classe	1	1	1,00	0,00		1	0	1	1,00
Total animateur	4	5	5,00	0,00		5	0	5	5,00
Total Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe	4	4	4,00	0,00		4	0	4	4,00
Total Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe	22	23	20,09	0,00		13	10	23	20,09
Total Adjoint d'animation	40	44	39,28	2,6663	<ul style="list-style-type: none"> - 2 postes à créer pour recrutement assistant de vie scolaire sur ce grade et réintégration agent suite à disponibilité - 1 poste TNC 90 % à créer pour recrutement suite à congé parental - 1 poste TNC à supprimer suite évolution du temps de travail 0,2337 → 0,5 	27	19	46	41,95

GRADES / EMPLOIS FILIERE POLICE MUNICIPALE	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total Directeur principal de police municipale	2	2	2,00	0,00		2	0	2	2,00
Total Chef de service de police municipale	2	2	2,00	0,00		2	0	2	2,00
Total Brigadier-chef principal	14	14	14,00	0,00		14	0	14	14,00
Total Gardien brigadier	3	3	3,00	0,00		3	0	3	3,00

EMPLOIS NON PERMANENTS	Postes pourvus avant CM	Postes budgétés avant CM	ETP budgétés avant CM	Evolutions proposées	Objets des évolutions proposées	Postes TC budgétés après CM	Postes TNC budgétés après CM	Total postes budgétés après CM	Total ETP budgétés après CM
Total Apprentis	5	10	10,00	0,00		10	0,00	10	10,00
Total Assistante maternelle	1	1	1,00	0,00		1	0,00	1	1,00
Total Collaborateur de cabinet	2	2	2,00	0,00		2	0,00	2	2,00
Total Contrats PEC	0	5	4,48	0,00		4	1	5	4,48
Total général	410	444	417,51	12,5913		383	74	457	430,10

33 . Convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et le Défenseur des droits

Depuis 2022, la commune met à disposition du délégué du Défenseur des droits un espace au sein du Guichet Unique, lui permettant d'assurer une permanence hebdomadaire. La commune souhaite poursuivre ce dispositif.

Pour rappel le Défenseur des droits, institué par la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 et par la loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011, est chargé de 5 missions :

- Veille au respect des droits et libertés dans le cadre des relations avec les administrations de L'État, les collectivités territoriales, les établissements publics et les organismes investis d'une mission de service public, ou à l'égard duquel la loi organique lui attribue des compétences ;
- Défendre et promouvoir l'intérêt supérieur et les droits de l'enfant consacrés par la loi ou par un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ;
- Lutter contre les discriminations, directes ou indirectes, prohibées par la loi ou par un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ainsi que promouvoir l'égalité ;
- Veiller au respect de la déontologie par les personnes exerçant des activités de sécurité sur le territoire de la République ;
- Orienter vers les autorités compétentes tout lanceur d'alerte, au sens de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, et veiller aux droits et libertés de cette personne.

Le délégué, nommé et installé par le Défenseur des droits, sera chargé d'assurer, bénévolement, l'accueil des personnes, dans le but, notamment :

- De les informer des compétences du Défenseur des droits et, le cas échéant, de réorienter les réclamations qui ne relèvent pas de sa compétence ;
- D'analyser la recevabilité des demandes qui lui sont transmises puis de procéder à un règlement amiable (à l'exclusion des réclamations en matière de déontologie de la sécurité) ou, le cas échéant, de les transmettre au siège du Défenseur des droits.

La convention actuelle arrivant à échéance en août 2025, je vous propose de renouveler ce partenariat en approuvant le projet de convention entre la commune de Joinville-le-Pont et le Défenseur des droits afin de maintenir les permanences hebdomadaires, ainsi que d'autoriser Monsieur le Maire à signer la dite convention

Principaux textes réglementaires	- article 71-1 de la Constitution du 4 octobre 1958
Principaux documents de référence	- projet de convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et le Défenseur des droits.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. OUANOUNOU : La convention actuelle arrive à échéance en août 2025. Depuis 2022, la commune met à disposition du délégué du Défenseur des droits un espace au sein du guichet unique. Pour rappel, le Défenseur des droits, institué par la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, est chargé de cinq missions principales : veiller au respect des droits, défendre et promouvoir les droits de l'enfant, lutter contre les discriminations, garantir la déontologie des personnes exerçant des missions de sécurité sur le territoire de la République, et orienter les lanceurs d'alerte vers les autorités compétentes, conformément à la loi du 9 décembre 2016.

Des questions ? Non ? Alors passons au vote. Qui est pour ? Qui est contre ?

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention de partenariat entre la commune de Joinville-le-Pont et le Défenseur des droits pour le maintien de permanences hebdomadaires.

Article 2 : Autorise le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

34 . Attribution d'une subvention exceptionnelle à la Fédération française handisport - cyclisme sourd

Nous avons été contacté par la Fédération française handisport et plus spécifiquement par la commission cyclisme handisport pour soutenir l'équipe qui représentera la France lors des Deaflympics appelés aussi Jeux olympiques des sourds ou encore « Jeux mondiaux silencieux ».

Si cette compétition a du mal à gagner en visibilité, c'est pourtant la plus ancienne compétition multi-sports après les Jeux olympiques. Les premiers Jeux olympiques des sourds ont eu lieu à Paris en 1924 et ont été créés par Eugène Rubens-Alcais.

Les Deaflympics rassemblent les meilleurs sportifs mondiaux sourds ou malentendants. Pour y participer, le règlement stipule que les athlètes doivent être atteints d'une perte auditive d'au moins 55 décibels (dB) à la meilleure oreille et ne pas utiliser leurs implants ou appareils auditifs au cours des épreuves.

En 2022, la France s'est glissée dans le top 10 des nations les plus primées, les 56 athlètes français ont rapporté 16 médailles, dont 8 d'or.

La prochaine compétition aura lieu à Tokyo du 15 au 26 novembre 2025. Près de 3 000 athlètes en provenance d'une centaine de pays sont attendus.

La Ville de Joinville-le-Pont est engagée dans la promotion du sport et du handisport que ce soit dans son soutien associatif, dans le soutien direct aux athlètes ou dans l'accueil et le financement de fédérations. Nous sommes aussi particulièrement engagés pour sensibiliser les jeunes joinvillais à la

langue des signes.

Nous vous proposons donc, dans la droite ligne de notre politique, d'approuver le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 500 euros à la Fédération française handisport pour soutenir l'équipe de France de cyclisme sourd lors des Deaflympics 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Chantal ALLAIN : Nous avons été contactés par la Fédération française handisport, et plus précisément par sa commission cyclisme, pour soutenir l'équipe qui représentera la France aux Deaflympics, également appelés Jeux olympiques des sourds ou Jeux mondiaux silencieux.

En 2002, la France s'est classée dans le top 10, avec 56 athlètes ayant remporté 16 médailles, dont 8 en or. La Ville de Joinville est heureuse de soutenir cette discipline et propose une subvention de 3 500 euros.

Avez-vous des questions ? Qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuver le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 500 euros à la Fédération française handisport pour soutenir l'équipe de France de cyclisme sourd lors des Deaflympics 2025.

Article 2 : Autoriser Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élue ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élue remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tout document en exécution de la présente délibération.

35 . Voeu relatif à la sauvegarde de la péniche du Lapin Vert et de son activité culturelle

Considérant que l'activité culturelle de la péniche du Lapin Vert fait partie intégrante du paysage culturel de la ville de Joinville-le-Pont ;

Considérant, ce lieu culturel atypique, qui a pour vocation de produire et créer des spectacles,

promouvoir, soutenir et diffuser les travaux d'artistes de tous horizons dans le cadre d'une programmation riche et variée et favoriser la rencontre avec le public en organisant des événements culturels sur la voie d'eau à quai ou en itinérance ;

Considérant, que la péniche du Lapin Vert est dotée d'une salle de spectacle de 99 personnes et accueille des artistes toutes les semaines du jeudi au dimanche pendant 6 à 7 mois par an ;

Considérant que plus de 800 événements ont vu le jour depuis 2014 à bord de la péniche : concert, pièce de théâtre, exposition, bal, guinguette, cabaret, dîner spectacle, danse, marionnette, etc. ;

Considérant que la péniche du Lapin Vert est un bateau conforme aux normes et en état de navigation disposant d'un certificat en cours de validité délivré par l'Union européenne, bénéficie d'un statut ERP (Établissement Recevant du Public) autorisé à accueillir du public toujours validé par la commission de sécurité depuis son ouverture, et est une association culturelle déclarée, assurée, et à but non lucratif ;

Considérant, que lors du dernier renouvellement de la concession de 2023, la commune de Joinville-le-Pont ne souhaitait plus de projet culturel à cet emplacement et avait déjà menacé l'existence de la péniche via Voies Navigables de France ;

Considérant que le dernier appel à projet d'attribution de l'emplacement a choisi un lauréat qui a priori ne possède pas de bateau ;

Considérant que le Lapin Vert continue à payer sa redevance chaque mois depuis l'appel d'offre ;

Considérant que le Lapin Vert n'a jamais reçu de subvention de fonctionnement de la mairie, malgré des demandes annuelles répétées et fait aujourd'hui l'objet d'un refus d'inscription au village des associations 2025 ;

Considérant, que la péniche du Lapin Vert est un lieu unique, chaleureux, indépendant, tenu par des artistes, qui fait vivre la culture de proximité au bord de l'eau, pour tous les publics ;

Ainsi sur proposition de Tony Renucci, des élus du groupe jAji, Carmen Perez, Maxence Georgeaud et Jean François Clair, et des élus indépendants Sandrine Paris-Pescarou et Philippe Platon, le conseil municipal émet le vœu que la ville de Joinville-le-Pont :

- Lance un projet avec la péniche du Lapin Vert afin de pérenniser son emplacement actuel et soutenir sa programmation culturelle.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

La péniche du Lapin Vert est un lieu culturel emblématique de Joinville-le-Pont. Je tiens à le rappeler, car certaines personnes ne la connaissent pas forcément, même en habitant la ville. C'est un lieu culturel atypique, qui a pour vocation de produire et de créer des spectacles, de promouvoir, de soutenir, de diffuser les travaux d'artistes de tous horizons, dans le cas d'une programmation qui en plus est riche, variée, qui favorise la rencontre avec le public. La péniche organise des événements culturels, à quai ou en itinérance, et dispose d'une salle de spectacle de 99 places. Chaque semaine, du jeudi au dimanche, elle accueille des artistes pendant 6 à 7 mois de l'année. Depuis 2014, plus de 800 événements y ont été organisés : concerts, pièces de théâtre, expositions, bals, guinguettes, cabarets, dîners dansants, spectacles de marionnettes, drag shows, et bien d'autres.

Le Lapin Vert est un bateau en état de navigation, conforme aux normes, disposant d'un certificat de

l'Union européenne en cours de validité. Il est reconnu comme un ERP (établissement recevant du public), régulièrement validé par la commission de sécurité. C'est aussi une association culturelle déclarée, assurée, et à but non lucratif.

Lors du renouvellement de la concession avec Voies Navigables de France (VNF) en 2023, un courrier signé de VNF a indiqué que la commune ne souhaitait plus de projet culturel à cet emplacement. Cela a déjà mis en péril l'existence de la péniche. Le dernier appel à projets a retenu un lauréat qui, à ce jour, ne dispose pas de bateau. Pendant ce temps, le Lapin Vert continue de s'acquitter de sa redevance depuis cet appel d'offre.

Il est également important de rappeler que, malgré des demandes répétées depuis 2014, la péniche n'a reçu aucune subvention de fonctionnement de la part de la municipalité, et qu'elle s'est vu refuser une inscription au Village des associations 2025.

Le Lapin Vert est pourtant un lieu unique, chaleureux, indépendant, porté par des artistes qui font vivre la culture de proximité, au bord de l'eau, pour tous les publics.

Ainsi, sur proposition des élus du groupe JAJI— Carmen PEREZ, Maxence GEORGEAUD, Jean-François CLAIR — ainsi que des élus indépendants Sandrine PARIS-PESCAROU et Philippe PLATON, nous souhaitons que la ville adopte un but qui puisse permettre de lancer un projet avec la péniche du Lapin Vert, afin de pérenniser son emplacement actuel, et surtout pour soutenir sa programmation culturelle.

Réponse de Monsieur le Maire

Je vais vous répondre. Si nous avons accepté votre vœu, c'était bien évidemment pour répondre à votre question, ainsi qu'au Lapin Vert.

Tout d'abord, par rapport aux artistes, au monde artistique joinvillais, je souhaitais rappeler mon attachement, qui n'est plus à démontrer, avec Chantal ALLAIN, sur notre vocation à accompagner de plus en plus les artistes joinvillais qui se présentent à nous et qui sont de plus en plus nombreux. Nous avons accéléré sur ce mandat, d'ailleurs très fortement, les rencontres, et chaque semaine, nous sommes pratiquement sollicités par de nouveaux artistes. Donc il n'y a pas de grief particulier par rapport au Lapin Vert en tant que monde artistique.

En revanche, j'ai certaines obligations en tant que maire. Le domaine public fluvial appartient à l'État et est géré par Voies Navigables de France, VNF. Comme c'est le cas pour tout domaine public, son occupation est précaire. Les titulaires d'une autorisation ne peuvent se prévaloir d'aucun droit ou de renouvellement automatique. Il est soumis à une mise en concurrence obligatoire.

L'autorisation de stationner sur cet emplacement avait été accordée au Lapin Vert depuis 2014. Elle a été remise en concurrence par VNF l'été dernier pour une durée de 15 ans. Je n'ai aucun moyen de m'opposer à cette demande de VNF. Il faut noter qu'au cours de cette période de 10 ans, l'association a été aidée par la municipalité à hauteur de 37 092 euros : 17 592 euros en subventions d'équipement, et 19 500 euros en subventions de fonctionnement, notamment au démarrage, car j'avais souhaité, avec l'élu à la culture de l'époque, que nous accompagnions le projet à ses débuts.

Le Lapin Vert reste une structure privée, et ce n'est pas l'usage de Joinville d'aider financièrement les structures privées. Donc je souhaitais le rappeler, notamment par rapport à ce qui a été écrit dans une pétition qui circule actuellement à charge contre la Ville. Mais les pétitions, en général, sont à charge.

Suite à la publication de l'appel d'offres, VNF a reçu deux projets, portés tous les deux par des acteurs joinvillais. L'un par le Lapin Vert, l'autre par la Tajine d'Or. Vous avez évoqué le fait qu'il n'avait pas de bateau, mais ça, ça n'a rien à voir. À l'issue de l'analyse, à laquelle la Ville n'a pas participé, VNF a émis son choix en faveur de la Tajine d'Or. Je cite leur analyse : « *En comparaison avec le dossier de l'autre candidat, le dossier du Lapin Vert ne paraît pas très créatif et n'est pas en règle vis-à-vis de VNF, qui ne peut retenir une candidature présentant des dettes.* » Donc VNF a arbitré en commission le 12 septembre 2024, et la décision a été notifiée aux deux candidats le 7 octobre au lauréat. Il était précisé que le candidat non retenu devait quitter l'emplacement au plus vite. Pour moi, tout cela est clair.

Le Lapin Vert a déposé un recours gracieux qui a été rejeté. Nous avons reçu l'association pour tenter de trouver une solution de déplacement. Qui dit déplacement dit appel à candidature sur n'importe quel site. Nous avons aussi retenu un rendez-vous de médiation par VNF, chose rarissime que VNF reçoive un candidat perdant. Nous avons proposé un accueil au port de Joinville, mais refus du PEMB à cause des travaux. On peut le comprendre, il y a beaucoup de choses en cours. Pas de possibilité non plus sur un autre emplacement à Joinville, VNF ne veut pas, même s'il y a la péniche Le Gueux en amont qui va se déplacer. Nous avons proposé cet emplacement aussi, mais cela n'a pas pu se faire. Nous avons aussi proposé le port de Nogent, mais refus là encore.

VNF a adressé fin mai une ultime mise en demeure au Lapin Vert pour libérer le domaine public fluvial sous peine d'un déplacement d'office. Cela leur a été rappelé dans un courrier récent du 7 juin, leur précisant les modalités pour faciliter la régularisation de la situation et permettre la poursuite de leurs activités en toute légalité, en leur proposant même de se rapprocher d'une autre commune francilienne disposée à accueillir un bateau, notamment Noisy-le-Grand, qui a exprimé un intérêt.

La décision de VNF n'ayant pas fait l'objet d'un recours dans les délais légaux, elle est devenue irrévocable. La Ville ne peut que suivre les décisions de l'État. Il serait délicat pour nous de cautionner le non-respect du droit, d'autant plus qu'un autre acteur économique local, ne doit pas voir son projet compromis par le non-respect d'un projet culturel, qui je le rappelle, n'est pas remis en cause.

Nous l'avons encore réaffirmé ce matin lors d'un échange avec le Lapin Vert. Nous avons proposé de travailler ensemble sur une solution pour qu'ils puissent poursuivre leur activité, sur terre, sur la commune. Comme nous avons accompagné la compagnie Mireille et Marcel et d'autres artistes Joinvillais. Je pense que les Joinvillais nous en sont grés. Nous devons y réfléchir, nous n'avons pas de solution et nous ne pouvons pas travailler conjointement avec le lapin vert s'il le souhaite pour une solution. Et je pense que leur solution est plutôt sur l'eau, ce qui est leur passion.

Par conséquent, votre vœu visant à pérenniser la péniche sur son emplacement actuel, ce qui n'est pas possible en l'état, nous votons donc contre. Cela ne signifie pas que nous ne souhaitons pas soutenir l'activité culturelle du Lapin Vert, que nous avons aidé.

Je précise au passage que la Tajine d'Or a remporté un projet avec un bateau en construction d'une valeur de plus de 800 000 euros. La construction a démarré, c'est une grande barge contemporaine très belle, que certains élus pourront découvrir prochainement. Dans ce concours, le Lapin Vert n'a pas été retenu. Je n'ai pas souhaité détailler ici les raisons précises du refus, car ce sont des éléments entre VNF et l'association, qui concernent des paiements ou des non-règlements et non les joinvillais. Je ne veux pas enfoncer une structure que nous respectons.

Nous allons donc voter contre votre vœu.

Philippe PLATON : Merci pour votre réponse et pour vos précisions. Je voulais réagir à ce que représente le Lapin Vert à Joinville. Quand j'ai pris connaissance de cette affaire, j'ai eu du mal à en croire mes oreilles. J'ai eu du mal à comprendre ce qui se passait, alors j'ai essayé d'en savoir plus. Et cela m'a fait penser à un roman que j'aime beaucoup, de Milan Kundera, « L'insoutenable légèreté de l'être ». Il y parle d'un espace dans lequel on ne laisse pas de place à la discordance, au scepticisme, ce sont ses mots, à l'ironie, à la différence — et il appelle ça le « kitsch totalitaire ». Le kitsch, c'est ce qui impose une seule vision, uniforme. Et c'est un peu le sentiment que j'ai dans cette affaire.

Le Lapin Vert, aujourd'hui, c'est le seul lieu de spectacle non municipal à Joinville. C'est un endroit qu'on peut aimer, ou pas. On peut apprécier sa programmation, ou pas. Mais, quelque part, peu importe. Ce qui compte, c'est qu'il a un public. Il y a des gens qui l'aiment, des habitués, qui aiment y passer du temps.

Personnellement, je ne suis pas un habitué du Lapin Vert. J'y suis allé une fois, il y a longtemps, pour un concert dont je ne me souviens même pas. Mais j'y suis retourné récemment pour la fête de la musique. J'y ai passé un très bon moment. Il faisait beau, il y avait de bons musiciens, j'étais avec ma femme, on regardait la Marne... et je me suis dit deux choses : un, Joinville, c'est quand même chouette ; deux, cet endroit, c'est Joinville. Il incarne quelque chose de l'esprit de notre ville.

Alors, on peut dire que ce n'est pas de la culture, qu'on ne peut plus se permettre ce genre de fantaisie culturelle. Mais si on n'aime pas, comme disait ma grand-mère — parce que je cite Kundera, mais j'aime bien citer ma grand-mère aussi — : si tu n'aimes pas, n'en dégoûte pas les autres.

Je trouve dommage, vraiment dommage, et je le dis sans polémique, qu'on ait laissé filer cet endroit. J'ai entendu des choses, je ne veux pas entrer dans les détails ou l'authenticité des débats rapportées par les uns ou les autres. Mais j'ai quand même le sentiment que la Ville n'a pas tout fait pour soutenir le Lapin Vert. C'est vraiment dommage Et ce serait une perte. Ce n'est pas très fréquenté, de toute façon c'est petit, y'a 99 places. Et j'ai du mal à voir comment on peut mettre 99 personnes dedans. Enfin, mais bon, c'est ce que dit la Commission de sécurité. Ce serait dommage que ce ne soit plus là. On devrait faire le maximum pour garder ce lieu à Joinville.

Je ne sais pas ce que proposera la Tajine d'Or. J'espère que ce sera bien. Ce sera autre chose.

Je rends d'ailleurs hommage aux services municipaux et aux agents qui s'occupent de la programmation à Joinville. Ils effectuent un travail formidable — à la salle Prévert, à la bibliothèque, à l'EMA. La programmation est riche, intéressante. Il y a des associations bien subventionnées par la Ville. Je fais partie d'une de ces associations, et je sais ce que cela représente. Mais, encore une fois, la culture dans une ville ça ne peut pas être que subventionnée et validée par la ville. Le Lapin Vert n'a pas reçu de subvention depuis des années, et je crois même qu'ils ont fini par ne plus en demander.

Alors voilà. Je vous appelle à faire preuve d'intelligence, d'ouverture d'esprit, et aussi de volontarisme. Peut-être qu'il faut se bousculer un peu pour garder ce lieu à Joinville.

M. TAGNON : Philippe, permets-moi de te dire : n'aurait-il pas fallu s'en soucier bien plus tôt ? Le Lapin Vert a répondu à un appel d'offres. Et il n'est pas question, à ce stade, d'aller à l'encontre d'un appel d'offres. Il n'est pas question non plus de s'insérer a posteriori dans une procédure d'appel d'offres. Là, on parle d'argent public. Et donc, des règles précises s'appliquent. Il aurait sans doute fallu s'en préoccuper bien plus tôt, effectivement, et les aider à bien se préparer, à construire un dossier solide pour cet appel d'offres. Je crois d'ailleurs qu'ils ont reçu une note dans le cadre de cette procédure, mais tout s'est passé de manière claire.

Quant à la culture à Joinville — tu l'as rappelé d'ailleurs toi-même — il n'a jamais été question de la mettre de côté ou de la considérer comme obsolète. Et pour ce qui concerne le Lapin Vert en particulier, le maire nous l'a dit collectivement : on a cherché d'autres emplacements. Il y a eu des propositions, notamment à Noisy-le-Grand. On a essayé. Il n'a jamais été question de se débarrasser du Lapin Vert.

Mais encore une fois, il y a des règles. Et nous les avons respectées. Ce n'est pas une affaire de censure, ni de diktat culturel, ni de « bien-pensance ». Il ne s'agit même pas, en l'occurrence, de culture ou pas culture. Il s'agit d'un appel d'offres VNF y a participé, il obtenu une note que tu ne connais pas, il n'a pas été retenu.

Si vous étiez tous si inquiets depuis des années pour leur situation, il aurait fallu les aider et commencer à réfléchir à faire un comité, enfin quelque chose comme ça.

CHANTAL ALLAIN : Je tiens à préciser que j'ai même rédigé une lettre de soutien au Lapin Vert, pour appuyer leur maintien dès le départ. Je me suis engagé dans ce sens. Mais, c'est Voies Navigables de France (VNF) qui décide, ce n'est pas la mairie.

M. le Maire : Le résultat de l'appel d'offres a statué : 75 pour Tajine d'Or et 25 le Lapin Vert. Il y avait une grosse différence. Il n'y a rien pour s'appuyer sur un recours, pour nous juridiquement. Notre rôle se limite là, et des soutiens ont été apportés.

Philippe, c'est facile. Il y a une petite attaque politique fine, quand même, envers la mairie, qui « n'aurait rien fait », « rien soutenu ». Moi, je ne peux pas accepter ça. Nous avons donné des subventions. Nous avons prévenu, en plus, il y a quelques années. Nous devons pouvoir retrouver les traces de courriers disant qu'à un moment, nous allions arrêter. C'était une subvention qui partait un petit peu en flûte. Nous les avons aidés à démarrer. Mais ils ne nous ont rien rendu en offre à la

population. Nous aurions aussi pu mettre en place un partenariat – ce que nous allons faire avec le Squash, par exemple. Et puis je ne raconte pas les dettes financières, le nouveau loyer pour l'emplacement que l'association – à moins que, tout d'un coup, les spectacles, là... J'ai entendu parler de 6, 7, 8 mois par an – il faudrait faire 12 mois, parce que les tarifs de VNF ont tous augmenté, partout. Nous voulons bien travailler des conventions avec la Ville, mais encore faut-il que les associations retournent quelque chose à la Ville. Nous avons tendu la main à l'association. Nous ne les avons pas lâchés, nous les avons reçus. Certains essaient peut-être d'exploiter ça politiquement. Moi, j'ai répondu plutôt politiquement l'autre jour sur un tweet. J'ai répondu, pas contre le lapin vert, à des personnes qui s'attribuent toujours les choses en dernière minute, en criant « au secours, le Lapin Vert ! », mais qui, en réalité, ne se sont pas occupées du Lapin Vert. Parce que nous, nous nous en sommes occupés du Lapin Vert. Nous avons reçu VNF, je ne sais pas combien de fois. J'ai exprimé dans mon retour que la médiation avec VNF est quelque chose d'extrêmement rare. Et sur mes 15 ou 16 ans de mandat, j'ai rencontré tellement de gens différents chez VNF qu'on ne sait plus qui est chez VNF et dirige VNF. Les bassins sont différents. Là, il se trouve que c'est la même personne. C'est un bateau ivre, VNF. Nous avons du mal à les contacter. On est avec le lapin vert, on n'est pas contre le lapin vert.

Sauf que nous n'avons pas d'emplacement à Joinville. Nous avons même été jusqu'à proposer devant chez Gégène parce qu'il y avait un parking. Je pense qu'aujourd'hui, le Lapin Vert doit accepter – c'est mon conseil – si une commune lui propose quelque chose. Ils devraient accepter une proposition intermédiaire avec une commune à proximité, en vue de revenir. Nous travaillerions le retour. Plutôt que de constater un départ difficile... Je suis comme Philippe, je ne suis pas un adepte du Lapin Vert. J'y suis allé deux fois, mais je n'ai jamais critiqué ouvertement le Lapin Vert. Ce n'est pas ce qui m'a toujours séduit, forcément. Mais je vois que c'est actif, qu'il y a une programmation culturelle, que nous recevons des documents. Certains conseillers municipaux sont adeptes du Lapin Vert. Je connais des familles, notamment à Polangis, qui sont des défenseurs du Lapin Vert. Cette offre culturelle est attendue. Mais là, aujourd'hui, nous sommes confrontés à la loi, et aux obligations imposées par VNF.

Donc, peut-être qu'il faut se dire bon, ok, on perd un an, deux ans mais le lapin vert exerce ailleurs, sur une commune prête à les accueillir et on travail le retour tous ensemble, c'est pas le sujet, mais après financement ment, moi maire, on aidera s'il le faut avec un ponton ou quelque chose comme ça, mais on va pas subventionner une association qui ne fait pas un retour partenarial avec la Ville.

M.PLATON : Sur cette partie-là, je comprends qu'ils y sont ouverts, ils y sont prêts. Il y a plein de choses à faire.

M. le Maire : Nous ne sommes pas fermés. Mais aujourd'hui, nous n'avons pas de solution.

M.PLATON : L'appel à projet de VNF ne peut pas être rouvert, ne peut pas être contesté ?

M. le Maire : En effet. C'est fini.

M.PLATON : Ce que nous vous demandons à travers ce vœu, c'est de les aider à rester.

M. le Maire : Bien sûr, je vais continuer politiquement, comme je l'ai fait encore dernièrement, comme j'ai encore eu une information il y a quelques heures, de Noisy-le-Grand... Moi, je n'ai jamais lâché le Lapin Vert et ce bateau. Parce que c'est une entreprise, ce sont des artistes, ce sont des passionnés. Ce n'est pas facile, la culture. Mais là, ils doivent se sauver, et nous devons les aider à se sauver pour éventuellement revenir sur un projet plus concret, plus structuré et plus ancré au territoire de Joinville. Même s'il est ancré, mais c'est fragile. C'est fragile, et ce n'est pas leur faute. Financièrement, ils n'y arrivent pas à tenir les bilans. Donc, soit nous les mettons à un autre endroit... Moi, je pense qu'à la limite de Champigny, Joinville, près du musée, par-là, il y a un truc à faire, parce qu'il y a un parking. Si vous êtes d'accord là-dessus, moi je m'engage à continuer vers cette solution. Mais là, aujourd'hui, je ne peux pas voter ce vœu qui revient finalement à m'engager sur un truc que je ne peux pas faire. Je ne peux pas le faire, ce serait mentir. Et je pense que sincèrement, si nous nous y prenons bien, sous deux ans, ça peut être le retour. C'est à nous de définir un projet avec VNF. Parce que, autant certains territoires n'ont pas un bon rapport avec VNF, autant nous, nous avons un bon rapport avec VNF. Parce que nous travaillons d'autres sujets avec eux.

M.SELLAM : Ce matin, nous avons rencontré le Lapin Vert avec Chantal ALLAIN et Frédéric GOMEZ

entre autres. C'est ce que nous leur avons répété. Au niveau de VNF, il n'y avait pas de discussion à avoir, et que nous resterions en contact pour trouver des solutions. Mais eux aussi doivent faire l'effort de réfléchir à une nouvelle programmation qui soit adaptée par rapport à des lieux que nous pourrions libérer selon les demandes.

Je crois qu'il ne faut pas oublier non plus une chose, c'est le message que nous envoyons à la Tajine d'Or. Ils ont toujours payé leur loyer, ils sont dans la réglementation, ils ont un bilan positif, ils travaillent du lundi au dimanche, sauf le lundi midi et le mardi midi. Ils travaillent très bien. Ils ont respecté la procédure. Ils ont annoncé un investissement de 1,2 M€. Et aujourd'hui, ces gens qui ont respecté la loi, nous sommes en train de leur envoyer le message : « *vous n'aurez pas l'emplacement parce que d'autres personnes, qui n'ont pas respecté la loi jusqu'à aujourd'hui, s'octroient un droit qu'ils n'ont pas* ». Attention au message que nous envoyons, parce que le droit, c'est primordial. Monsieur le Maire en est le référent sur la commune de Joinville-le-Pont. Donc, le message qui doit être envoyé à la Tajine d'Or, c'est qu'ils ont gagné officiellement un appel d'offres. Et ils ont des droits. On nous dit : « *Ah oui, mais leur bateau n'est pas prêt* ». Le fait est qu'ils ne peuvent pas démarrer la construction de la barge — de 130 mètres de long sur 5,50 mètres de large — tant que leur emplacement n'est pas libéré. Ils ne vont pas prendre le risque de se faire squatter leur emplacement avec une barge qui va leur coûter 800 000 euros à la construction. Pour démarrer la construction, il faut que l'emplacement soit libéré. Alors, soyons honnête. Ces gens-là ont gagné, et ils ont un droit. Ne l'oublions pas non plus.

M. le Maire : La Ville ne les abandonne pas, mais est obligée de faire respecter les droits.

M. PLATON : Nous sommes quand même obligés de constater que l'appel à projet de VNF était délibérément excluant de structures comme Le Lapin Vert, avec un tarif de redevance multiplié par quatre par rapport à ce qu'ils payaient jusqu'à présent — ce qu'ils avaient déjà du mal à payer, manifestement. Et nous sommes sur un truc sur lequel, forcément, une structure associative à but culturel n'est pas du tout sur le même pied d'égalité qu'un restaurant qui va investir un million d'euros. Parce que jamais une association comme Le Lapin Vert aurait pu faire ça. Donc, nous sommes sur des procédures qui laminent ce genre de lieu. Et là, il y a un vrai problème.

M. le Maire : Je ne sais pas quoi répondre parce que c'est une machine compliquée. C'est comme la DREAL, la DRIHL, tout ça, c'est lourd, c'est l'État ! Vous verrez, un jour, si vous êtes aux affaires, que c'est compliqué, très compliqué.

Moi, la sagesse et la réflexion immédiate, c'est que si une commune tend la perche, pas très loin, il faut la prendre. Et après, la Ville — ça sera noté dans les propos de ce soir — l'équipe municipale qui est ici, le maire, voilà. Moi, je continue mes négociations, mes transactions, mes réflexions avec VNF. Et un jour ou l'autre, le musée sortira de terre aussi. Et je pense que là-bas, il y a un truc à faire et que ça serait même encore mieux. Par rapport au parking, au camping international, par rapport à tout ça.

M. TAGNON : Philippe, tu présentes cette barge comme une nouvelle activité de restaurant, mais en fait, il y a une part culturelle.

M. le Maire : Donc, je maintiens le vote contre, mais la discussion continue. Nous nous sommes vus ce matin et nous, nous allons continuer dans ce sens-là, si le Lapin Vert veut continuer avec nous. Mais nous, nous voulons bien continuer sur un futur emplacement joinvillais, qui respecte un cadre, et dans ces cas-là, peut-être avec un appel d'offres et un appel à projets qui soient plus calibrés pour resserrer au maximum leur chance d'arriver là. Il y'avait pas beaucoup de candidats non plus, y'en avait que deux, c'était les deux qui étaient sur place.

Tony RENUCCI : J'aurais aimé simplement faire une intervention et poser la question des votes, puisque je porte cette délibération. Mais je note en tout cas que, malgré votre vote défavorable, il y a, malgré tout, un point d'accord possible, une forme d'ouverture à un horizon de deux ans. Ce qui montre l'intérêt d'avoir eu ce débat, parce que je ne suis pas certain que ce propos aurait été exprimé publiquement.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article unique : S'engage à lancer un projet avec la péniche du Lapin Vert afin de pérenniser son emplacement actuel et soutenir sa programmation culturelle.

Pour : (6)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON (), Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Contre : (23)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Abstention : (1)

Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous")

36 . Convention de cession à titre gracieux entre la métropole du Grand Paris et la commune de Joinville-le-Pont d'une torche olympique ou paralympique

La commune de Joinville-le-Pont s'est pleinement mobilisée pour faire vivre l'esprit et les valeurs des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 sur son territoire. Dès 2020, elle a obtenu le label Terre de Jeux 2024, témoignage de son engagement précoce et volontariste en faveur de la promotion du sport.

Dans cette dynamique, la commune a été sélectionnée par le comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques (COJOP) pour accueillir un centre de préparation aux Jeux au sein de son centre d'aviron, reconnu pour la qualité de ses équipements et son environnement favorable à l'entraînement des sportifs de haut niveau. Ce site a figuré parmi les 29 équipements sportifs retenus dans le département du Val-de-Marne pour accueillir des délégations étrangères des Jeux.

Le 21 juillet 2024, la commune a participé à un moment emblématique des Jeux en accueillant le passage de la flamme olympique. Partie de Grèce le 16 avril 2024, celle-ci a traversé le département du Val-de-Marne en une journée, marquant plusieurs arrêts emblématiques, dont celui de Joinville-le-Pont.

La Métropole du Grand Paris, en tant que collectivité hôte cheffe de file des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, a proposé à ses communes membres la cession à titre gracieux d'une torche Olympique ou Paralympique. La commune de Joinville-le-Pont a souhaité bénéficier de cette cession, afin de pérenniser son engagement dans la tenue des Jeux. La torche représente à la fois la mémoire de cet événement d'ampleur internationale et celui du passage de la flamme sur le territoire communal. La remise officielle de la torche au représentant de la commune actera du transfert de propriété, dans les conditions définies par la convention de cession jointe à la présente délibération.

Dès lors, il est proposé au conseil municipal d'adopter la convention de cession à titre gracieux entre la Métropole du Grand Paris et la commune de Joinville-le-Pont d'une torche olympique ou paralympique, et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Principaux textes réglementaires	- article L.3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques
Principaux documents de référence	- la convention de cession à titre gracieux entre la Métropole du Grand Paris et la commune d'une torche olympique ou paralympique

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Monsieur Laurent OTTAVI, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Madame Corinne FIORENTINO donne procuration à Monsieur Francis SELLAM, Monsieur Olivier LAVIGNE donne procuration à Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Pour rappel, nous avons eu le plaisir d'accueillir, le 21 juillet dernier, le passage de la flamme olympique lors d'une manifestation exceptionnelle. La Métropole du Grand Paris, lors d'une cérémonie qui s'est tenue il y a quelques jours, a remis une torche olympique à chacune des communes traversées — en l'occurrence, celle qui a parcouru notre ville. Nous avons donc récupéré cette torche, et elle sera exposée dans un lieu public à la mairie. Dans les mois à venir, nous lui trouverons une place adaptée.

Nous souhaitons simplement vous la présenter ce soir, car cette torche symbolise l'un des plus beaux moments vécus par les Joinvillaises et les Joinvillais cet été.

Merci à Michel et Frédéric GOMEZ de nous l'avoir apportée. Vous pourrez tous la faire circuler, la tenir et prendre des photos si vous le souhaitez. Elle sera probablement installée à l'accueil de la mairie pour permettre aux habitants de se photographier avec.

Nous remercions à nouveau l'ensemble des services municipaux et les Joinvillais qui ont contribué à l'organisation du passage de la flamme. Merci également au Département, et tout particulièrement à Olivier CAPITANIO, qui s'est battu pour obtenir ce passage au niveau départemental — un très grand merci à lui.

Un grand merci également à la Fédération française d'aviron, qui s'est associée aux deux sœurs TOLLARD : Virginie et Anne.

Ce n'était pas gagné d'avoir cette flamme à Joinville, mais nous l'avons fait. Et comme nous étions la seule commune à accueillir un passage sur la Marne, nous avons eu cette chance unique. Ce fut un très bel événement pour les Joinvillaises et Joinvillais. Et nous ne pouvons que nous réjouir des avancées que les Jeux olympiques ont apportées à notre territoire.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention de cession à titre gracieux entre la Métropole du Grand Paris et la commune de Joinville-le-Pont d'une torche olympique ou paralympique.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures

en application de cette délibération.

QUESTIONS ORALES

QUESTIONS ORALES

Question n°1 de Madame Carmen PEREZ – Groupe JAJI

La délibération numéro 20 présentée au Conseil municipal ce jour nous apprend qu'une convention d'occupation précaire du domaine public va être signée entre la Ville et l'association AMAP 94, domiciliée à Thiais. L'article premier de cette convention précise que les parcelles L208 et L265, d'une superficie de 305 m², situées 5, place Mozart, vont être mises à disposition de cette AMAP à titre temporaire, en raison de la situation transitoire dans laquelle se trouvent lesdites parcelles. La Ville pouvant les récupérer à tout moment, au nom de l'intérêt général, dans le cadre de sa politique d'aménagement.

À ce propos, il est apparu qu'un projet de tiers-lieu porté par l'association Café Moz'Art est en passe d'être finalisé au 5, place Mozart. Ce projet, que nous considérons comme louable, a pour vocation de contribuer à l'animation du quartier, la création de liens intergénérationnels, sociaux, d'entraide, ainsi qu'au développement d'activités d'intérêt général. D'ailleurs, deux événements ont déjà été organisés en mai, pour le plus grand plaisir des habitants.

Cependant, certains éléments soulèvent des interrogations légitimes en matière de transparence et de concertation. Il ressort notamment — selon les informations partagées par l'association avec ses membres — que vous mettriez le terrain du 5, place Mozart, propriété de la Ville, à disposition de l'association, et que vous prévoiriez d'y construire un bâtiment pour accueillir ce tiers-lieu. Les plans de ce bâtiment seraient déjà réalisés, les fondateurs de l'association les auraient déjà consultés, et vos services accompagneraient activement l'association pour obtenir des subventions complémentaires afin de concrétiser cette construction, qui devrait démarrer prochainement.

De nombreux Joinvillais s'étonnent donc que ce projet n'ait pas été présenté lors des réunions de quartier, qui se sont tenues au mois de mai dernier. Nous nous étonnons nous-mêmes que ce projet n'ait pas été évoqué ni discuté lors des conseils municipaux, et qu'il ne figure pas dans le budget de la Ville.

Dans un souci de respect du droit à l'information des administrés, et d'équité dans la diffusion d'éléments relatifs à un projet touchant au patrimoine foncier de la Ville, financé en partie par des fonds publics et en partie par la Ville, il nous apparaît essentiel que l'ensemble des Joinvillais puissent avoir accès à l'intégralité de ces éléments.

Notre question est donc la suivante :

Monsieur le Maire, dans un souci de bonne gouvernance, allez-vous porter à la connaissance de tous les Joinvillais :

- Les plans du bâtiment envisagé 5, place Mozart,
- Le coût estimé de cette construction,
- Le montant financé par la Ville,
- Dans quelles conditions le terrain est mis à disposition de l'association,
- Et à quelles fins précises ?

Ces informations pourraient, par exemple, faire l'objet d'un article détaillé dans le prochain magazine

de la Ville.

Réponse de Monsieur le Maire

Alors, j'ai une réponse qui avait été préparée par les services, mais en réalité, je vais vous faire la mienne. Elle va être plus courte.

Il y a quelques années, il y a un maire qui s'appelle Olivier DOSNE, qui a décidé de racheter, parce qu'il faut quand même savoir de quel quartier on parle : le quartier Polangis, un quartier où il n'y avait plus rien, sinistré par l'ancien maire, qui a tout laissé partir, plus de commerce, plus rien, plus rien sur la place Mozart. C'est la réalité, la voirie dégueulasse, un quartier sinistré, franchement abandonné, la zone des guinguettes massacrée. Il y a un maire, il s'appelle Olivier DOSNE, qui s'est fait un peu secouer par les services à l'époque. Parce qu'il y a eu un terrain qui était à vendre, un terrain sur la place Mozart, qui était le terrain d'un ancien charbonnier, qui était utilisé par Monsieur. M, qui stationnait des bagnoles, des voitures. Ça ne plaisait à personne, mais on supportait les bagnoles. Le maire s'est dit : sur cette place, il faut éviter la construction de pavillons supplémentaires, il faut garder cet endroit, le mettre en réserve pour la Ville. Pas pour y faire une construction, car tout à l'heure vous avez parlé de promoteur, je n'ai pas voulu réagir.

Mme. PEREZ : Moi ?

M. le Maire : Non, pas vous, mais quelqu'un à parler d'un promoteur pour la structure petite enfance « Estienne d'Orves », Il n'y aura pas de promoteur, ce n'est pas le mot promoteur qu'il faut exposer. On a acheté ce terrain en se disant : un jour — et c'est ce que j'ai toujours prôné quand j'ai rencontré les Polangeois — si vous avez une idée, si vous avez envie de vous occuper de ce terrain pour y faire quelque chose, où les habitants pourraient se prendre en main, rencontrer à la sortie des écoles — on a fait un chemin des écoles pour ça, Ratel ou Dino, pour que les gens aient une vie. La population a changé avec le temps. Aujourd'hui, c'est une vraie demande. Certains habitants sont venus me voir : « nous, monsieur le Maire on a envie de faire un truc ». Allez-y ! Mais vous allez toujours plus vite que la musique. Nous travaillons avec eux, notamment pour obtenir des subventions, de type métropolitain, pour financer ce bien. Le projet sortira en 2026 ou 2027. C'est un projet qui se voudra qualitatif, responsable du lieu, avec une convention mise à disposition à une association. La convention n'est pas établie. C'est un projet citoyen. C'est une sorte de tiers-lieu qui est en train de se constituer. Tout ce que je sais, c'est que la Ville a dépensé 500 000 euros il y a quelques années pour racheter ce terrain. Voilà. C'est votre argent, c'est à vous, le terrain. Et qu'aujourd'hui, on a des gens volontaires qui ont envie de faire quelque chose dessus. Eh bien, écoutez, allez-y. Nous avons juste spécifié que nous ne voulions pas, une fois le bâtiment livré, nous occuper du nettoyage ou mettre du personnel à disposition.

Pour le reste, écoutez, il n'y a rien d'illégal, nous sommes en train de travailler. Vous allez trop vite dans votre demande. Pour vous, ça ne va pas assez vite, apparemment.

Mme. PEREZ : Je n'ai pas dit que c'était illégal.

M. le Maire : Non, mais qu'est-ce que vous voulez que nous racontions aux Joinvillais, alors que nous sommes en train de travailler sur de premières réflexions ? Nous avons ouvert le terrain, plutôt que de le laisser fermer. Ça permet à l'association de rencontrer du monde, de créer des événements, de fédérer un peu, d'avoir de nouvelles idées qui arrivent. Moi, je ne m'en occupe pas personnellement. C'est un projet citoyen. Comme nous l'avons fait avec la Ressourcerie, avec l'AMAP. Nous essayons d'optimiser des endroits qui sont...

Mme. PEREZ : À ceci près que les fondateurs ont expliqué en long, en large et en travers qu'ils ont vu les plans.

M. le Maire : Il n'y a pas de discussion sur les questions, je vous réponds. Il n'y a pas de discussion sur les questions, il n'y a pas de débat. Ma réponse, c'est que c'est un projet qui démarre, qui ira au bout, qui nécessite encore un peu plus de travail. Beaucoup d'élus sont comme vous, posent des questions sur le financement, sur le but, la localisation du tiers-lieu, et tout. Mais aujourd'hui, vous auriez préféré quoi ? Deux maisons ?

Mme. PEREZ : Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit.

M. le Maire : Et vous serez la première à aller boire un café quand ce sera ouvert.

Question n°2 de Monsieur Maxence GEORGEAUD – Groupe JAJI

La baignade dans la Marne sera inaugurée le 28 juin prochain. Pour mémoire, nous rappelons qu'il existait auparavant la plage du Banc de sable, dont les derniers aménagements datent de 1953. Cette plage a ensuite été fermée pour laisser place au port de plaisance. Dans la délibération n°9 du conseil municipal en date du 13 juin 2023, il est acté le transfert du port de plaisance à l'EPT Paris-Est-Marne-et-Bois. Nous comprenons donc que ce lieu de plaisance relève désormais de la responsabilité de l'EPT, qui en assurera la gestion et la maintenance. Les ports de plaisance peuvent engendrer des passifs environnementaux. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer – sans être exhaustifs – le brassage des sédiments encapsulés en profondeur, les rejets d'hydrocarbures, les peintures anti-salissures, les eaux usées des plaisanciers, ou encore des descentes de mise à l'eau mal aménagées.

Plusieurs interrogations subsistent quant aux conditions et aux garanties d'accueil du public dans un cadre sécurisé, notamment :

- La confirmation que la plage du Banc de sable a bien été assainie et rendue propre à la baignade ;
- Les règles qui encadreront l'accueil du public et la surveillance des baigneurs, dans un espace relativement restreint ;
- L'absence apparente de réflexion autour d'un aménagement global qui valoriserait pleinement ce patrimoine joinvillais, en y intégrant par exemple les terrasses de La Goulue et de La Mascotte.

Notre question est donc la suivante :

« Pouvez-vous nous apporter des assurances quant à la qualité de l'eau et de la baignade, à l'accessibilité de cet espace pour les Joinvillais, ainsi que sur les perspectives d'équipement ou d'aménagement futurs liés à ce site ? »

Réponse de Madame Virginie TOLLARD

C'est moi qui vais répondre pour Monsieur le Maire. Il n'existe aucun problème concernant les conditions d'accueil du public à la baignade du Banc de sable de Joinville-le-Pont. Nous sommes bien étonnés de votre question. Imaginez bien que nous avons travaillé en amont, que nous avons tout prévu, et que nous avons pris toutes les dispositions, sans le moindre risque pour la sécurité des baigneurs. J'ai l'impression que vous nous faites un procès d'intention, à la fois injuste et déplacé. Ne doutez pas de tous nos efforts et de la qualité de cette belle baignade.

C'est un retour historique d'une baignade en eau naturelle en Île-de-France. Nous n'avons donc pas attendu vos remarques pour prendre toutes les mesures nécessaires, évidemment, en matière de sécurité. Trois maîtres-nageurs sauveteurs seront présents en permanence sur le site, accompagnés de quatre agents de sécurité et deux conseillers en relation avec les habitants. Les agents de sécurité vont faciliter le travail des maîtres-nageurs. Tout est mis en œuvre pour garantir une sécurité maximale au bord du bassin.

La qualité de l'eau sera contrôlée quotidiennement, particulièrement les taux d'*Escherichia coli* et d'entérocoques via un système innovant. Nous informerons en temps réel les usagers via une application qui s'appelle « À la plage ». Cette application est développée par Paris Est Marne & Bois pour pouvoir aussi réserver. L'Agence régionale de santé (ARS) effectuera trois prélèvements hebdomadaires, en complément de nos propres prélèvements quotidiens réalisés dans la Marne. Des filets de protection côté Marne empêcheront tout risque d'emportement des baigneurs par le courant. Par ailleurs, une zone de faible profondeur permettra aux plus jeunes, ou aux personnes moins à l'aise dans l'eau de se baigner en toute sécurité.

En complément, pour être sûrs de la qualité de l'eau et ajouter du temps de baignade, nous avons installé un système de filtration continue de l'eau de la Marne : filtre à sable, filtre à charbon et UV. Ce système actif garantira une élimination renforcée des polluants présents dans l'eau.

La baignade du Banc de sable est en amont du port de plaisance. Les problèmes de plastique ou de rejets du port concerneraient plutôt l'aval, à savoir Champigny ou Saint-Maur. Sauf que le port de

plaisance a été mis en conformité sur l'assainissement. Les eaux usées du port de plaisance vont côté quai, et sont récupérées en phytofiltration côté Marne. Ce port sera le premier port propre d'Europe labellisé. Donc aucun problème non plus pour Champigny et Saint-Maur.

Nous prenons note de vos conseils, même si nous n'en avons pas vraiment besoin sur ce sujet-là. Nous espérons, en revanche, que vous serez nombreux, comme beaucoup de Joinvillais, à répondre à l'appel de la rivière. Le succès populaire de ce projet est déjà manifeste. Des dizaines de Joinvillais et Joinvillaises, Paris Est Marne & Bois, sont venus en mairie le 1^{er} février pour exprimer leur soutien enthousiaste au projet. Ils ont compris que nous faisons revivre cette mémoire collective, et que Olivier DOSNE a redonné vie à ce haut lieu de villégiature, ce patrimoine local, un patrimoine vivant et pour tous.

Pour finir, Monsieur le Maire nous donne rendez-vous le samedi 28 juin pour l'appel de la rivière et se baigner dans le Banc de sable, avec Paris Est Marne & Bois.

Question n°3 de Monsieur Jean-François CLAIR – Groupe JAJI

Les Joinvillais ont découvert deux grands projets structurants des bords de Marne, sur la commune de Joinville-le-Pont, évoqués par Ouï-dire, article de presse, présentation organisée par Paris-Est-Marne-Bois, à la mairie, lors de la réunion publique, et quelques flyers diffusés dans certains quartiers un petit peu privé.

Ces deux projets présentent les mêmes particularités : il y a très peu d'enquêtes publiques, très peu de réunions organisées avec les riverains pour connaître leurs souhaits, leurs contraintes, leurs envies. Ces projets sont portés par Paris-Est-Marne-Bois.

Le premier concerne l'installation d'une baignade de 1 200 m², avec dépendances sur le quai Gabriel Péri, près de la capitainerie. Cette baignade sera inaugurée le 28 juin. Des riverains ont découvert le projet et son ampleur à la présentation de Paris-Est-Marne-Bois, et pour les autres, au fur et à mesure de l'avancée des travaux, de l'affichage sur les panneaux, et quelques flyers circulant.

Le second projet concerne la construction d'un musée Océan, en lieu et place de la Guinguette du Petit Robinson – un projet de taille pharaonique ! En voyant les plans, cela nous interpelle pour le quartier et vis-à-vis du Pavillon Baltard, situé en face à Nogent-sur-Marne. Nous nous interrogeons sur l'opportunité de bâtir un édifice aussi haut et volumineux, compte tenu de l'existence de zones protégées à proximité.

Nous adhérons à l'intérêt patrimonial d'un musée de la Marne et à l'idée de faire découvrir des collections et une histoire peu connue aux différents publics. Mais ne faudrait-il pas plutôt réhabiliter les bâtiments de l'horloge, pour y présenter une partie des collections, limitant ainsi la taille du musée-restaurant ? Cela aurait permis au public de découvrir le patrimoine joinvillais.

Nous nous interrogeons, pour ces deux projets, sur la capacité d'accueil du public : transports en commun, parkings, sécurité diurne et nocturne, et les incivilités possibles – bruit, dégradations – que les riverains pourraient subir.

Notre question est donc la suivante :

Que comptez-vous mettre en place comme moyens et effectifs (police municipale, caméras de surveillance, nettoyage des rues et trottoirs...) pour assurer la tranquillité et le bien-être des Joinvillais et Joinvillaises ?

Réponse de Madame Virginie TOLLARD

J'ai le plaisir de vous répondre aussi en tant que vice-présidente en charge de l'eau et de l'assainissement au sein de Paris-Est. Le secteur de chez Gégène et du Petit Robinson était en déclin, à l'abandon, et rencontrait de grandes difficultés, un peu à l'image de la place Mozart. Donc, à la demande d'Olivier DOSNE, nous avons eu la chance de bénéficier du soutien de l'intercommunalité et de l'État pour redonner vie à ce lieu emblématique au bord de Marne.

Nous avons donc, avec Monsieur le Maire et Paris Est Marne & Bois, procédé à la déconstruction du Petit Robinson (de toute façon, il ne restait plus que trois murs, car le bâtiment avait été incendié), et de trois pavillons adjacents. Pour garantir une fréquentation suffisante et rentabiliser les

investissements, nous ne pouvions pas nous contenter d'un simple musée. Ce n'est pas qu'un simple musée. Ce lieu accueillera un véritable pôle touristique et de loisirs. Un auditorium de 50 places permettra à des jeunes talents – joinvillais ou paris-est-marnais – de se produire et de rencontrer du public. Il y aura bien sûr toutes les expositions de tous les impressionnistes des bords de Marne. Un glacier-crêpier accueillera des visiteurs en bas, de même qu'un restaurant installé au dernier étage, avec une vue panoramique sur tout le territoire.

Le site rayonnera sur tout Paris Est Marne & Bois et sur la Ville. Il viendra aussi « parler » au Pavillon Baltard, qui est juste en face. Ce seront quand même deux structures incroyables tournées vers le tourisme. L'une qui avait été installée par l'ancien maire de Nogent pour des événements culturels dont nous connaissons aujourd'hui le succès.

En plus d'une collection permanente – qui, en effet, aurait pu tenir dans un petit musée – nous organiserons des expositions temporaires à rayonnement national, voire international. Nous y raconterons l'histoire des bords de Marne, l'histoire des guinguettes, des baignades l'histoire du train de la Bastille, l'histoire du cinéma avec les studios Pathé, qui sont l'histoire de notre ville, et qui se sont déplacés sur les studios de Bry-sur-Marne. Le cinéma reste quand même sur le secteur de notre territoire et pourra être mis en valeur à l'occasion de ce pôle touristique.

Le maire a confié à Paris Est Marne & Bois la mise en place de ce magnifique pôle touristique. C'est Jean-Marie WILMOTTE, dont la signature est prestigieuse, qui s'est exprimé à travers un projet incroyable en forme elliptique. Le bâtiment est parfaitement intégré à l'environnement avec ses courbes. Il sera moins agressif pour les gens qui sont autour.

A travers de ces expositions, ces œuvres, ces photographies, le musée racontera l'histoire, des guinguette, du canotage, des baignades, le train de la bastille et tous ce patrimoine vivant.

L'allée des Guinguettes sera rénovée, sécurisée, entretenue. Ainsi que le parking sur l'autoroute, qui est partagé avec le nouveau gymnase.

Concernant le pavillon de l'Horloge, une réflexion avait été effectivement menée à l'époque. Mais pour que le projet soit viable, il aurait fallu acquérir un pavillon et son jardin. Le propriétaire ayant finalement vendu son terrain en viager, ça n'a pas pu se faire. De toute façon, la zone du Pavillon de l'Horloge était un peu trop exposée aux inondations, alors que là où nous sommes, non seulement nous ne sommes pas exposés, parce que c'est très haut, et en plus, nous avons le parking à l'arrière. Et pour parler d'accessibilité, nous pourrions arriver à ce musée par bateau, avec le bateau-navette, ou avec les bateaux-bus, ou les bateaux de plaisance qui emmènent parfois des touristes en Marne. Le risque modéré du Robinson par rapport à la crue nous permet de choisir plutôt ce site par rapport à l'autre.

Nous avons obtenu l'accord des 13 maires pour venir à Joinville avec cette nouvelle construction touristique et de loisirs sur les bords de Marne.

Question n°4 de Monsieur Tony Renucci – Groupe JAJI

Le 22 mars 2024, Monsieur Jean CASTEX, président-directeur général de la RATP, est venu visiter la gare de Joinville-le-Pont et ses abords. Il a annoncé une rénovation à venir de la gare de Joinville. Le quartier de la gare mérite un aménagement plus global. S'il va sans dire que la gare a fortement besoin d'être mise à niveau, ce quartier subit aussi de nombreuses nuisances :

- Pollution sonore liée au passage du RER A,
- Difficultés récurrentes liées à l'incivilité et à la sécurité : tags, dommages aux biens, tapages nocturnes, alcoolémie, bagarres – notamment la nuit
- Le mauvais état des passages souterrains de la RATP longeant le RER A (places des Canadiens et Bois de Vincennes), souvent sales, dégradés, voire dangereux pour les piétons et les personnes âgées,
- La non-conformité manifeste de l'arrêt de bus du 112, situé au 1 rue Émile Moutier, implanté dans une rue en pente, sur une ligne de feux et devant un passage piéton, ce qui est

particulièrement dangereux.

Notre question est donc la suivante :

Une réflexion plus globale sera-t-elle engagée pour réaménager le quartier-gare en même temps que la gare du RER A ?

Réponse de Monsieur le Maire.

Le patron de la RATP n'est pas celui de la Ville. Vous nous faites un état des lieux que nous connaissons tous. Vous constatez aussi que Joinville ne s'est pas refait en un jour. J'ai décidé lancer une étude avec la RATP, afin d'obtenir rapidement des faits de restructuration de ce pôle.

Effectivement, j'ai reçu Jean CASTEX au mois de mars 2024. La visite a duré près de quatre heures, ce qui prouve l'intérêt du ministre pour ce déplacement. Nous avons remis sur le haut de la pile la problématique pour les milliers de voyageurs, mais aussi pour les agents, notamment des problèmes de sécurité, des problèmes d'infiltration d'eau dans la gare.

Dès cette année, nous avons obtenu — après une intervention auprès d'Île-de-France Mobilités (IDFM), portée et soutenue par Olivier LAVIGNE — une reprise des conduites d'eau, pour un montant de 1 million d'euros. Il y aura ensuite une phase d'évaluation, qui est déjà provisionnée et actuelle. Et si cette première phase n'est pas suffisante, la RATP profitera des arrêts du trafic prévus aux étés 2027, 2028, 2029, dans le cadre du renouvellement des voies de ballast, pour refaire l'étanchéité de la plateforme qui se trouve sous le ballast. L'opération est chiffrée à 9 millions d'euros.

Au-delà, nous nous attachons à améliorer l'environnement immédiat de la gare. Le mur, qui a fait l'objet d'un sinistre, a enfin été repris par la RATP, avec une expertise d'assurance. Je n'évoquerai pas les débats ce soir. Nous avons demandé que le reste soit traité de la même manière. Nous avons demandé une reprise de la frise historique, dont les carreaux sont cassés, mais dont la réparation semble très compromise. Il y aurait une remise en peinture de la marquise d'entrée. Nous avons demandé l'éclairage des passages le long de la RD4, que nous repeignons systématiquement dès qu'ils sont tagués — ils ont d'ailleurs été repeints dernièrement. Nous avons aussi supprimé le panneau de cours pour désencombrer la place. Nous avons obtenu la mise en place d'une nouvelle consigne à vélos qui ouvrira dès qu'Enedis aura effectué le raccordement. Nous aurons ensuite à cœur de réaménager le parvis en le végétalisant et en travaillant plus finement l'entrée de cette gare. Les gros travaux sont déjà programmés, même s'ils vous paraissent loin. Il faudra demander davantage, parce que cela ne suffit pas. Il faudra demander une étude esthétique de la gare. Faire un choix. Pour cela, il nous faudra effectuer des opérations de lobbying politique assez haut placé encore.

Je vous remercie. Je vous souhaite de belles vacances d'été

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h56.

Le Secrétaire de Séance

Monsieur Maxime OUANOUNOU



Maire de Joinville-le-Pont

Olivier DOSNE

